Niveau(x) d'enseignement: 0 Numéro EDUQ : 9670003
Centre d'intérêt: 230

Colloque Les jeunes et le travail (1981 : Complexe Desjardins, Montréal, Québec).

Les jeunes et le travail, colloque : rapport, 15-16 mars 1981, Complexe Desjardins, Montréal. -- [Québec] : Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec ; [Montréal] : Critère, 1981.
179 p. : ill. ; 28 cm.

Titre de la couv. Comprend des bibliogr.

ISBN 2-551-04313-1

Vedette(s)-secondaire(s): Québec (Province) Secrétariat des conférences socio-économiques

---

Descripteur(s): Aspiration des jeunes * Attitude des jeunes * Valeurs des jeunes * Accès à l'emploi * Adéquation études-emploi * Avantage de l'éducation * Monde du travail * Marché du travail * Préparation à une carrière * Entreprise * Vie étudiante * Chômage * Avenir

---

Le secrétariat permanent des conférences socio-économiques et la revue ##Critère## ont organisé, en mars 1981, un colloque sur "Les jeunes et le travail". Six cents participants y assistèrent. Le colloque fut un temps de réflexion sur la situation des jeunes et plus spécifiquement: 1. sur la vie des jeunes à l'école et dans l'entreprise; 2. sur l'harmonisation des rapports entre l'école et le travail; 3. sur les emplois d'avenir; 4. et ultérieurement une réflexion sur le sens même du travail dans la société industrielle avancée. Les actes du colloque sont présentés suivant le déroulement même du colloque: 1. l'ouverture; 2. le forum "Donner un sens au travail"; 3. les ateliers; 4. l'assemblée plénière.

Type de document: f

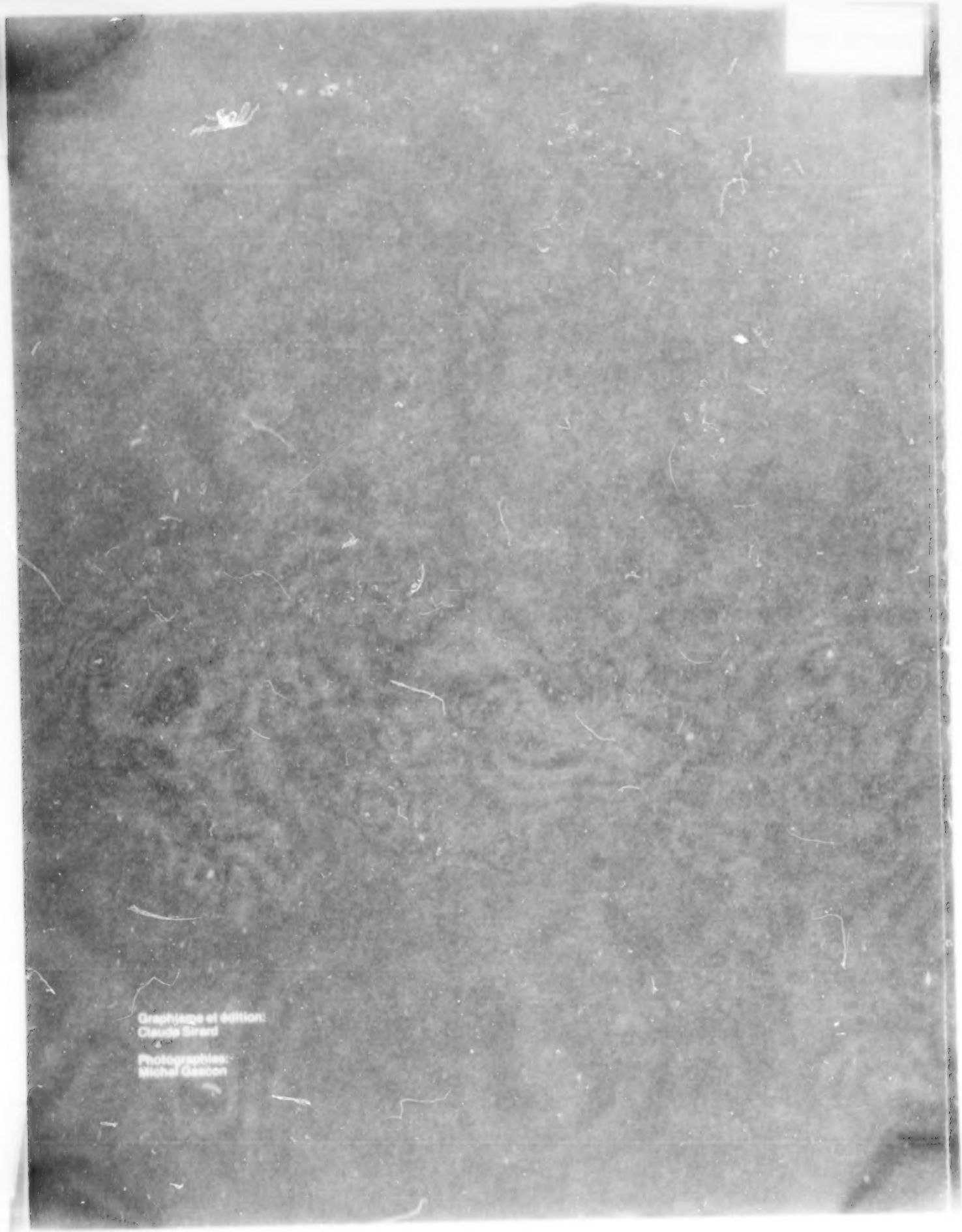
15, 16 mars 1981

Colloque Les jeunes et le Travail

Complexe Desjardins Montréal

Ateliers:

1. vivre à l'école
2. la formation et l'emploi
3. l'entreprise comme milieu de vie
4. les emplois d'avenir


Graphisme et édition:
Claude Sirard
Photographies:
Michel Gascon

Colloque
Les jeunes et le Travail

Complexe Desjardins Montréal

Ateliers :

1. vivre à l'école
2. la formation et l'emploi
3. l'entreprise comme milieu de vie
4. les emplois d'avenir

Colloque
Les jeunes et le Travail

Rapport

Dépôt légal — Bibliothèque nationale du Québec
deuxième trimestre 1981
ISBN 2-551-04313-1

Avant-propos

Dans presque tous les pays et ce, depuis plusieurs années, le groupe des jeunes, de par son poids démographique important et les nouvelles valeurs qu'il véhicule, a provoqué des bouleversements socio-économiques importants: gonflement de l'offre d'emploi, allongement appréciable de processus de formation, éclosion de nouvelles ambitions et expression de nouveaux comportements. Au Québec, les jeunes de 15 à 29 ans comptent pour près de 40% de la population âgée de plus de 15 ans. Ils constituent donc les forces vives de l'an 2000 et créent déjà une pression considérable sur le marché du travail.

Au sommet de Montebello, le Premier ministre, monsieur René Lévesque parlait du «défi que représentera, d'ici 10 ans, l'entrée probable de 700 000 nouveaux arrivants dans la vie active...». Cette situation explique pourquoi il faut mettre l'accent sur les problèmes économiques auxquels le groupe des jeunes est confronté. Comme partout ailleurs, les jeunes du Québec ont des attentes face à ce marché du travail, de même que face au système d'éducation qui y conduit. Autant au niveau de l'institution de formation qu'au niveau de l'entreprise, la question de l'intérêt et donc de l'absentéisme se pose, de même que celle de la productivité, de l'insatisfaction et de l'abandon.

Sans qu'il y ait concertation à cet effet, divers agents socio-économiques ont entrepris, depuis plusieurs mois, chacun de leur côté, une réflexion sur la situation des jeunes et, plus spécifiquement sur l'harmonisation école-travail et la vie à l'école ou dans l'entreprise. Diverses études sur les comportements et les valeurs des jeunes ont été menées récemment au Québec et viennent alimenter cette réflexion.

Le climat apparaissait donc favorable pour amorcer une première réflexion d'ensemble sur la situation présente et les perspectives qui s'annoncent; c'est pourquoi la revue Critère et le Secrétariat permanent des conférences socio-économiques ont réalisé en collaboration ce colloque sur «Les jeunes et le travail».

Les actes du colloque forment le présent rapport. Six cents participants assistaient au colloque; ils provenaient de divers milieux: étudiants ou étudiantes de divers niveaux, jeunes travailleurs et travailleuses; professionnels oeuvrant dans le domaine de la formation, des conseillers en orientation, des psychologues; on retrouvait aussi des fonctionnaires, des chômeurs et chômeuses et des professionnels et des cadres venus de l'entreprise privée.

Gilles Châtillon
directeur général
Secrétariat permanent des conférences
socio-économiques du Québec

Table des matières

Avant propos V

Chapitre 1 L'ouverture du colloque

La présentation par les organisateurs
- **Jean Proulx,** directeur de la revue Critère 3
- **Gilles Châtillon,** directeur général du Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec 3

L'allocution du ministre de l'Éducation, **Camille Laurin** 4

Chapitre 2 Le forum «Donner un sens au travail»

Les points de vue des personnes-ressources
- **Michèle Brouillette,** employée syndiquée, Bell Canada 11
- **Daniel Latouche,** professeur agrégé, Centre d'études canadiennes-françaises, Université McGill 14
- **Jacques Lazure,** sociologue, Université du Québec à Montréal 17
- **José Roy,** étudiant en droit, Université Laval, secrétaire général, RAEU 20

Les interventions de la salle 25

Chapitre 3 Les ateliers

Atelier 1 «Vivre à l'école»
- **Daniel Gagnon,** étudiant 45
- **Gisèle Tremblay,** journaliste 48
- **François Gilbert,** directeur d'école 56
- **José Roy,** étudiant en droit, Université Laval, secrétaire général, RAEU 60

Atelier 2 «La formation et l'emploi»
- **Claude Beauregard,** vice-président adjoint, Bell Canada 65
- **Normand Caron,** directeur, service de l'éducation, FTQ 67
- **Pierre Fontaine,** directeur général, direction des politiques et plans, ministère de l'Éducation 69
- **Michèle Jean,** présidente, Commission d'étude sur l'éducation des adultes 72
- **Pierre Roberge,** agent de recherche, Conseil des universités 74
- **Louis Roy,** président, Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec 78

Atelier 3 «L'entreprise comme milieu de vie»
- **Guy Brisebois,** directeur des finances, Imprimerie coopérative Harpell 83
- **Roger Carbonneau**, vice-président exécutif, Centre des dirigeants d'entreprise 86
- **Gilbert Tarrab,** professeur, Université du Québec à Montréal 88
- **Pierre G. Vennat,** chroniqueur syndical, La Presse 93
- **Jean-Paul Hêtu,** vice-président, Centrale des syndicats démocratiques 97

Atelier 4 «Les emplois d'avenir»
- **Pierre Fortin,** professeur agrégé, département d'économique, Université Laval 103
- **André Delisle,** ingénieur-journaliste, collaborateur à Québec-Science 106
- **Pierre Ducros,** président, Ducros, Meilleur, Roy & Associés ltée 109
- **Hadj Benyahia,** associé de recherche, Groupe interuniversitaire GAMMA, Université de Montréal 111

Chapitre 4 L'assemblée plénière

Rapport de l'atelier 3 «L'entreprise comme milieu de vie»
Jean-Guy Frenette, directeur de la recherche, FTQ 123

- Les interventions de la salle 126

Rapport de l'atelier 1 «Vivre à l'école»
Lysiane Gagnon, journaliste, La Presse 135

- Les interventions de la salle 139

Rapport de l'atelier 2 «La formation et l'emploi»
Lise Bissonnette, éditorialiste, Le Devoir 153

- Les interventions de la salle 159

Rapport de l'atelier 4 «Les emplois d'avenir»
André Raynauld, professeur, École des hautes études commerciales 165

- Les interventions de la salle 171

Annexe

Les documents des conférences socio-économiques du Québec ... 177

Les parutions de la revue Critère 179

Chapitre 1 L'ouverture du colloque

Présentation

Jean Proulx
directeur, revue Critère

Il me fait plaisir de vous accueillir à ce colloque sur les jeunes et le travail, au nom des deux organismes qui l'ont organisé conjointement, soit le Secrétariat permanent des conférences socio-économiques et la revue Critère.

Nous souhaitons que ce colloque constitue un temps fort de réflexion. Il ne s'agit évidemment pas d'une assemblée délibérante, d'un temps décisionnel sur la question qui nous concerne, mais c'est vraiment un temps de réflexion sur la situation des jeunes et plus spécifiquement:

- sur la vie des jeunes à l'école et dans l'entreprise;
- sur l'harmonisation des rapports entre l'école et le travail;
- sur les emplois d'avenir;
- et ultimement, ce avec quoi nous ouvrons le colloque ce soir, une réflexion sur le sens même du travail dans la société industrielle avancée.

Pour vous souhaiter la bienvenue, je passe maintenant la parole à monsieur Gilles Châtillon.

Gilles Châtillon
directeur général, Secrétariat permanent des conférences socio-économiques

Mon propos veut simplement nous situer dans le déroulement des délibérations de ce colloque de réflexion.

C'est assez rare que le Secrétariat permanent des conférences socio-économiques organise des colloques. Nous sommes plutôt orientés dans la préparation et la tenue de sommets économiques. Mais cette fois-ci, nous avons mis beaucoup d'attention et d'intérêt à préparer cette réflexion commune sur «Les jeunes et le travail», lorsque nous nous sommes aperçus que 40% de la population du Québec avait entre 15 et 29 ans.

Alors, nous nous sommes interrogés sur les valeurs que pouvaient véhiculer les attentes de ces jeunes, face au travail et c'est pour cela que nous avons proposé à la revue Critère qui a d'ailleurs publié son dernier document sur le thème «Les jeunes et le travail».

Ce colloque se déroulera en trois temps, d'abord ce soir, un forum sur le thème «Donner un sens au travail». Dans un deuxième temps, demain avant-midi, le travail se fera parallèlement en quatre ateliers soit:

- Vivre à l'école;
- La formation et l'emploi;
- L'entreprise comme milieu de vie;
- Les emplois d'avenir.

Les rapporteurs seront nos personnes-ressources du troisième temps du colloque, demain après-midi, pour la plénière.

Ils viendront déposer le compte rendu général des délibérations y ajoutant leurs observations ou leurs critiques.

Et l'essentiel du travail en atelier comme du travail en plénière, demain après-midi, est la réflexion, l'expression des participants, des invités. Nous voulons donner une place primordiale à l'expression de ceux qui sont au travail présentement, de ceux qui sont étudiants et qui ont leur propre message à véhiculer.

Nous utilisons les ressources qui ont préparé les textes pour, peut-être, nous orienter, mais surtout pour donner un cadre solide aux discussions.

Nous espérons avec vous, tirer le maximum de profit de cette réflexion.

Allocution de bienvenue

Camille Laurin
ministre de l'Éducation

C'est avec grand plaisir que j'ai accepté l'invitation qui m'a été faite de venir donner le signal d'ouverture de ce colloque sur «Les jeunes et le travail».

Le nombre impressionnant de personnes de divers horizons sociaux, économiques et culturels qui ont manifesté le désir de participer à cette journée de réflexion montre bien que l'initiative du Secrétariat des conférences socio-économiques et de la revue Critère arrive à point et répond à des attentes réelles. Les organisateurs ont d'ailleurs explicitement voulu faire écho à des préoccupations qui ont été maintes fois exprimées par les jeunes eux-mêmes et par de nombreux groupes qui sont convaincus que l'avenir de la société passe par l'avenir de sa population jeune.

Pour sa part, le ministère de l'Éducation a bien volontiers collaboré à la préparation de ce colloque, heureux que cet événement contribue à l'élaboration de politiques destinées à favoriser l'amélioration de la qualité et du caractère démocratique de la vie étudiante dans les écoles et à assurer une formation professionnelle davantage centrée sur les aspirations et les besoins réels des jeunes.

Les thèmes proposés aux participants sont particulièrement riches et évocateurs: Vivre à l'école; La formation et l'emploi; L'entreprise comme milieu de vie; Les emplois d'avenir.

La qualité de vie des jeunes et de leur préparation au travail

Ces thèmes, qui s'appellent et se complètent les uns les autres, s'articulent autour de deux réalités majeures: la qualité de la vie des jeunes et la qualité de leur préparation au travail, avec tout ce que l'une et l'autre de ces réalités entretiennent de liens étroits avec l'école et l'entreprise, toutes deux lieux de vie et d'apprentissage.

Pour être féconde, une réflexion sur la vie des jeunes doit partir des aspirations et des espoirs des jeunes, de leurs inquiétudes, de leurs lassitudes, voire de leurs colères. À de multiples reprises, d'ailleurs, nous avons pu en entendre l'expression et en retrouver des témoignages dans des enquêtes, dans des rapports, dans des études. Au cours de la dernière année, en particulier, on a souligné les difficultés qu'aux divers niveaux d'enseignement, les étudiants éprouvent à vivre pleinement leurs droits et leurs responsabilités.

Ainsi, par exemple, le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, le colloque organisé par le Conseil des universités et le colloque de la RAEU ont soulevé des questions qui ont attiré l'attention sur les malaises et les difficultés vécues quotidiennement par les étudiants dans l'apprentissage de leurs libertés et de leurs responsabilités, comme aussi dans l'organisation de leur vie collective. S'ils avaient plus d'occasions de se faire entendre, bien des jeunes travaillant dans les entreprises feraient sans doute état d'aspirations et de problèmes analogues.

En dernière analyse, ce qu'il faut prendre en compte, c'est que, quel que soit le genre de formation ou de travail dans lequel ils sont engagés, et avant d'être des étudiants ou des travailleurs, les jeunes sont des personnes, des sujets de sentiments, de pensées, de désirs, d'aspirations, de décisions aussi. Pas plus à l'école que dans l'entreprise, les ressources humaines ne sauraient être dressées ou «programmées». Les thèmes de ce colloque le soulignent avec insistance, en attirant l'attention sur la qualité de la vie à l'école et dans l'entreprise. La vie est tellement plus que la production; le travail est lui-même tellement plus que la production; et l'apprentissage, tellement plus que l'acquisition des compétences professionnelles.

Nous ne pouvons pas accepter de faire de l'école ou de l'entreprise, des lieux où la vie serait mécanisée, dépouillée du désir, de l'aspiration, voire de la joie et du rêve. L'école et l'entreprise, le temps de la formation et le temps du travail, doivent

plutôt favoriser le développement des personnes. Ou peut-être vaudrait-il mieux dire que la formation doit elle-même être productive et la contribution à la production, éducatrice et formatrice.

En faisant du développement personnel des individus un objectif fondamental de la formation et de la préparation à l'emploi, aussi bien que de l'exercice même de la fonction de travail, une société bâtit assurément son avenir.

Cette qualité de la vie des jeunes à l'école suppose évidemment un ensemble de conditions concrètes qui puissent garantir aux étudiants les moyens de se développer comme personnes libres et responsables. C'est dans ce but, que, au cours de la prochaine année, de nombreuses initiatives seront prises, dans les milieux étudiants et ailleurs, dans les établissements scolaires, au ministère de l'Éducation et dans d'autres organismes publics, pour associer plus étroitement et plus équitablement les étudiants à la vie pédagogique et sociale de leurs milieux.

J'attache moi-même beaucoup d'importance à ces questions. C'est pourquoi j'ai déjà annoncé que la consultation sur la politique des services personnels aux étudiants du secondaire serait prolongée, de façon que les services collectifs aux étudiants soient aussi pris en considération et pour permettre ainsi la préparation d'un programme global d'action en matière de vie étudiante.

Je tiens aussi à souligner le travail prometteur que vient de compléter la Commission des droits de la personne, soit la production d'un guide d'application de la Charte des droits et libertés de la personne en milieu scolaire. Élaboré en collaboration avec le ministère de l'Éducation, ce guide sera soumis, au cours des deux prochains mois, à la consultation des étudiants, des parents, des professeurs et des administrateurs scolaires de niveau secondaire.

Tout ce que nous pourrions faire pour améliorer la qualité de la vie à l'école ou dans l'entreprise serait évidemment bien mince — en porte-à-faux, en tout cas — si les objectifs, les contenus et les régimes des programmes scolaires de formation, notamment de formation professionnelle, ne s'inspiraient pas des mêmes perspectives et des mêmes priorités de développement personnel.

L'école: un lieu de préparation de base au travail

On s'entend généralement pour dire que toute formation doit préparer les individus à pouvoir agir et intervenir positivement et valablement dans l'oeuvre collective de construction de la société.

Quel que soit le secteur ou le champ d'activité ou d'étude choisi, qu'il soit professionnel ou général, intellectuel ou manuel, spéculatif ou technique, il y a toujours nécessité d'une formation ou d'un perfectionnement qui soit en prise avec les impératifs de l'action concrète dans un monde concret.

C'est que nous sommes tous appelés à être, chacun à sa manière, des «travailleurs», des artisans. Toute formation doit donc comporter une dimension que, dans le sens le plus large du terme, on peut appeler «professionnelle». Dans la mesure où le travail constitue pour les individus une manière privilégiée de s'épanouir et de participer à la construction de la société, on voit mal comment le système scolaire pourrait offrir des programmes de formation qui ne comporteraient pas, comme une de leurs dimensions essentielles, une formation professionnelle de base — que certains courants américains qualifient de «work oriented» par opposition à une formation qui serait étroitement «job oriented». En fait, cette formation professionnelle de base fait partie intégrante d'une formation générale équilibrée.

En plus d'assurer une préparation de base au travail, l'école doit pouvoir offrir des programmes adéquats de formation professionnelle, au sens plus restreint et plus courant du terme. Cela exige un solide arrimage des activités du système scolaire aux besoins de l'entreprise et du marché du travail.

Je parle bien d'arrimage ou d'articulation, et non d'assujettissement ou d'asservissement. L'école n'a pas à se substituer aux entreprises et à assurer des apprentissages et des entraînements dont l'entreprise

devrait être le lieu normal. Plus fondamentalement, même lorsqu'elle prépare à occuper des emplois avec compétence et satisfaction, l'école ne cesse jamais ou ne devrait jamais cesser de devoir promouvoir ses finalités proprement éducatives.

On ne saurait accepter que la formation dite professionnelle institutionnalise quelque voie d'évitement que ce soit ou serve de soupape de sécurité à un système scolaire qui ne répondrait qu'aux besoins et aux attentes de certains groupes particuliers. Ou encore on ne saurait accepter qu'on y sacrifie les impératifs de la formation dite générale, c'est-à-dire de cette formation qui s'appuie sur les apprentissages de base et sur l'éveil à l'ensemble des réalités de notre monde et qui donne accès à des approfondissements pratiquement indéfinis.

Il demeure cependant que la formation professionnelle doit préparer adéquatement à l'exercice compétent des fonctions de travail. C'est pour cela qu'elle exige de multiples collaborations et un sens aigu de la prospective, celui qui s'impose en des périodes comme la nôtre, où nous n'avons qu'une idée approximative des fonctions de travail qu'exerceront bon nombre de nos enfants. Mais, d'abord et avant tout, l'école doit rester fidèle à sa mission et se mettre résolument au service des étudiants et de leur développement personnel.

Les politiques et les actions du ministère de l'Éducation

C'est principalement en fonction de ce type de préoccupations que j'ai décidé de reporter le colloque sur la formation professionnelle des jeunes, d'abord prévu pour l'automne, et d'examiner plus à fond la nature et les conséquences des hypothèses proposées dans le document de travail qui avait été préparé pour ce colloque. La révision à laquelle j'ai demandé de procéder porte essentiellement sur l'articulation des objectifs de la formation professionnelle aux objectifs éducatifs poursuivis par l'ensemble de notre système d'éducation — des objectifs de développement personnel et d'apprentissages fondamentaux et signifiants.

Cette révision porte aussi sur les implications éducatives, culturelles et sociales de certaines hypothèses mises de l'avant dans le document de consultation, notamment de celles qui concernent la «filière» professionnelle continue, l'alternance école-travail et les modes de reconnaissance officielle des acquis.

L'opération permettra aussi d'assurer certaines articulations avec les travaux de la Commission Jean. La réflexion est donc loin d'être stoppée; elle est même très active et, pour le ministère de l'Éducation, le présent colloque devrait en constituer un temps fort et une étape.

À la lumière des résultats de ce colloque et de la révision en cours, le ministère de l'Éducation soumettra, dans les plus brefs délais, ses hypothèses d'orientation à une discussion large et approfondie.

À la vérité — et je conclurai là-dessus — ces insistances sur la qualité de la vie et la formation des jeunes constituent les assises les plus sûres de notre volonté partagée d'assurer à notre société un avenir véritablement ouvert. En effet, sous quelque aspect qu'on le considère, économique, industriel, scientifique, technologique, social, culturel, politique, le développement d'une société s'appuie essentiellement sur la compétence, la qualité, le dynamisme et la capacité de création, voire le goût et la joie de vivre de ses ressources humaines.

C'est le potentiel humain qui donne réalité et consistance à tous les projets de société dont les individus peuvent rêver ou se faire les promoteurs.

Voilà pourquoi, lorsqu'elles décident de franchir des étapes décisives ou de procéder à des relances significatives, les sociétés redécouvrent l'importance des ressources humaines.

C'est que, pour construire des barrages, ou conquérir des marchés, aussi bien que pour découvrir de nouvelles technologies ou améliorer la qualité des rapports humains et de la vie elle-même, il faut toujours pouvoir compter sur le savoir, le savoir-faire et le savoir-être des individus et des groupes. Il n'y a pas de transformation du réel sans agent humain de transformation.

C'est donc finalement à la lumière d'un certain humanisme que nous devrions

aborder la thématique proposée pour ce colloque.

L'avenir de notre société passe par le présent et le devenir des jeunes et par notre aptitude à favoriser leur développement personnel et leur préparation aux réalités du travail. C'est grâce à des ressources humaines compétentes et pleinement humaines que nous bâtirons notre avenir et que nous continuerons le Québec.

Je souhaite le plein succès de nos travaux.

Chapitre 2 Le forum «Donner un sens au travail»

Les points de vue des personnes-ressources

Michèle Brouillette
employée syndiquée, Bell Canada

Je suis téléphoniste à Bell Canada et je suis déléguée par le Syndicat des travailleurs en communication du Canada. J'occupe plusieurs postes au sein de mon syndicat.

Je voudrais commencer par faire une mise au point: c'est assez impressionnant de parler la première, surtout après le ministre de l'Éducation. Je ne viens pas ici vous parler de statistiques, ou de grandes théories sur les jeunes et le travail. Je n'ai pas la prétention non plus de présenter un portrait global du comportement des jeunes sur le marché du travail. Mon expérience, elle se limite aux gens qui travaillent chez Bell Canada, un endroit où l'on retrouve surtout des jeunes non spécialisés, qu'ils soient ou non diplômés, ça ne change rien, on fait tous le même genre de travail et ça n'a pas d'importance chez nous.

Alors, je vais vous donner un témoignage personnel et celui des jeunes qui travaillent dans mon milieu. Mais j'ai quand même l'intuition que beaucoup d'attitudes qu'on retrouve chez Bell Canada sont typiques des réactions des jeunes en général, lorsqu'ils sont confrontés à un milieu semblable au mien.

J'ai vingt-neuf ans, je suis pas mal à la limite de ceux qu'on appelle les «jeunes» (les quinze à trente ans), et ça fait onze ans que je suis à Bell Canada.

Un premier emploi

J'ai abandonné mes études, j'avais dix-huit ans et j'étais au cégep à ce moment-là. Parce que j'étais partie de chez moi et que j'avais besoin d'argent, je suis donc allée sur le marché du travail. Je me suis trouvée un emploi, le premier qui m'a engagée, ç'a été Bell.

Je suis rentrée au Bell en attendant, en attendant de trouver mieux, en attendant de me décider quant à ce que je voulais faire; c'était temporaire, c'était la seule chose que je savais.

Pour moi, au début, le travail à Bell, c'avait un avantage: c'était facile, pas d'effort intellectuel, pas de responsabilité ou de tracas en dehors de mes heures de travail, je ne cherchais pas plus loin. J'avais mon salaire et puis je me limitais à ça.

Mais après un bout de temps, c'est devenu frustrant. Ça devenait frustrant à cause de l'attitude des patrons. À Bell Canada, c'est un régime très sévère, paternaliste. On traite les employés comme des enfants. Alors, c'est à ce moment-là que j'ai commencé à m'impliquer dans le syndicat. Il fallait que ça change, il fallait évoluer.

En même temps, j'ai commencé à me poser des questions: est-ce que je devrais retourner aux études? Le Bell, finalement, ça n'avait pas de sens, ça ne m'apportait pas grand chose. Les avantages que je trouvais au début, qui étaient faciles, après plusieurs années, c'est ça qui devient difficile, ça devient «plate».

À ce moment-là, j'ai pris la décision de retourner aux études. C'est une décision qui est difficile à prendre quand ça fait plusieurs années que tu es sur le marché du travail. Tu te mets à penser: est-ce que je vais abandonner complètement mon travail? Est-ce que je vais essayer de faire les deux?

Finalement, la plupart du temps tu optes pour essayer de faire les deux, tu te ramasses avec des cours de jour et du travail le soir. En plus, moi j'avais pris l'option de travailler pour le syndicat. J'ai donc dû faire un choix à un moment donné, je ne pouvais pas faire des cours le jour, travailler le soir et puis trouver du temps pour m'occuper du syndicat.

J'ai finalement opté pour le syndicat. Alors, entrée au Bell temporairement, j'y suis toujours, après onze ans. Mais le seul sens que j'y ai trouvé, ce n'est pas le travail à Bell Canada qui est intéressant, c'est parce que je me suis donnée une autre option

et c'est le syndicat, essayer de s'en sortir et puis de le rendre plus intéressant.

Alors, quand on m'a demandé de venir ici et de faire une intervention concernant les jeunes, je me suis posée une question: les jeunes chez nous, qui arrivent au Bell, aujourd'hui, est-ce encore pareil? Pourquoi se ramassent-ils à Bell Canada?

Les raisons de travailler

J'ai fait un genre de petit questionnaire et j'ai fait le tour des différents bureaux du Bell à Montréal et je leur ai posé différentes questions: pourquoi, ils avaient laissé leurs études? Comment se retrouvaient-ils au Bell? Est-ce un choix? Cherchaient-ils ailleurs? Et pour combien de temps pensaient-ils y rester?

Finalement, j'ai été surprise un peu: ça n'a pas changé. Pourquoi ils ont abandonné leurs études? J'ai des témoignages: «Je suis parti de chez nous. Je suis parti de chez mes parents. J'avais besoin de sous. C'est temporaire. C'est une période de repos pour réfléchir. C'est une année sabbatique. Je n'ai pas l'intention de rester ici longtemps. C'est en attendant».

Pourquoi ils sont au Bell? Ils sont au Bell «parce que ça me fait vivre. J'ai cherché dans mon domaine, mais c'est saturé, je me suis ramassé à Bell. C'est mieux que rien. J'ai fait une tonne d'applications, c'est le Bell qui m'a appelé le premier, je suis rendu ici. Moi, je travaille à temps partiel pour payer mes études, ça fait que n'importe quoi, ça faisait mon affaire, le Bell aussi. Alors, je suis au Bell parce que j'ai besoin de travailler pour vivre».

Mais ce qui ressort le plus, c'est que: «Je suis là temporairement. Je n'ai pas de responsabilités, pas d'effort intellectuel à faire, mais je ne resterai pas là longtemps. Je ne compte pas finir mes jours au Bell. Ce n'est pas là qu'est mon avenir. Je ne ferai pas mon avenir ici. C'est juste une «job» temporaire». Finalement, ça n'a pas changé.

Alors, après ça, on se demande: qu'est-ce qui fait que les jeunes ne partent pas après un certain temps. Les jeunes qui, comme moi, étaient là en attendant, sont encore là et sont toujours là. On se demande: comment ça se fait?

Quand on commence à Bell Canada, les conditions sont assez difficiles, parce que ça prend de l'ancienneté pour avoir un horaire normal. Tu as des tours de service de six heures et demie le matin, jusqu'à sept heures et demie le soir, à tous les quarts d'heure, il y a un tour de service qui commence. Donc, la jeune employée au Bell, dans la même semaine, elle peut faire une journée de jour, une journée d'après-midi, une journée de nuit, une journée de soir, selon son ancienneté et selon les horaires du bureau. Mais plus tu avances dans ton ancienneté, plus tu te fais un genre de petite vie sociale: tu as ton salaire qui rentre, et puis qui augmente et puis tu as certaines conditions qui s'améliorent avec tes horaires de travail, donc, tu t'y fais. Tu as besoin d'argent, tu restes.

Et puis, finalement, les jeunes qui étaient venus en attendant — c'était leur année sabbatique — qui pensaient retourner aux études, ça ne leur tente plus d'y retourner. Ils regardent le marché du travail, ils disent: «C'est saturé, ce n'est pas trop invitant à abandonner ce qu'on a. Pourquoi recommencer ailleurs quand ça fait quatre ans, ça fait cinq ans qu'on est ici, qu'on commence un petit peu à avoir de l'ancienneté?».

Je pense qu'il y a un mythe qui dit que les jeunes ne veulent pas travailler, qu'ils n'aiment pas ça. Moi, je pense que si les jeunes, chez nous, endurent tout ce qu'ils endurent, c'est que ce mythe-là, ce n'est pas vrai. Finalement, le maintien de l'emploi, c'est important pour les jeunes et puis c'est pour ça qu'ils restent dans des emplois comme ça.

Les attentes face au travail

Les jeunes ont quand même une attitude différente au travail. Ils sont moins à plat ventre que les autres travailleurs par le passé, ils se perçoivent moins comme des subalternes et puis ils ne sentent pas que les supérieurs ont tous les droits sur eux. Et, entre autres, ça fait l'admiration des plus vieilles à la Bell, qui, au moins, se défrustrent à travers les jeunes.

Plus exigeants, les jeunes préfèrent être bien dans leur peau avant d'être une bonne téléphoniste. Ainsi le travail qui n'est pas intellectuel les dérange moins parce qu'ils se donnent une vie alentour, ont une attitude modifiée face à l'autorité.

Mais le travail change à cause des changements technologiques et, malheureusement, ce n'est pas pour le mieux. Les changements technologiques ont pour effet de rendre notre emploi encore plus «plate». Les bons côtés du travail qui étaient un peu les contacts humains qu'on pouvait avoir avec les abonnés ou entre nous autres, ça disparaît. Ça disparaît parce qu'on a de moins en moins de contacts avec les abonnés; avec les nouveaux changements technologiques, les systèmes automatiques, on ne parle presque plus. Et puis avec les autres employés, parce qu'on est isolé dans des petites positions, le contact et la force que les travailleurs se créaient en travaillant ensemble, existent de moins en moins.

Et en plus, ça détériore les conditions de travail. Le jeune qui, après deux, trois ans, avait réussi à accéder à des horaires moins «plates», qui commence à se faire une vie, parce qu'il travaille un petit peu plus à des heures normales, repart à zéro, parce que, après trois, quatre ou cinq ans, avec les changements technologiques, c'est tout à recommencer, il n'y en a plus d'horaire normal, il faut qu'il recommence tout ça. Alors, leur vie sociale s'en trouve encore minée.

Dans les endroits où les équipements nouveaux sont installés, on n'engage plus. Il n'y a plus d'espoir. Là, il est le dernier sur la liste d'ancienneté et puis il n'y a plus d'autres personnes qui rentrent en arrière de lui et puis il va être là pour combien de temps? Il ne le sait pas, mais il va être là pour longtemps à faire les «shifts» les plus laids de la compagnie. Il n'a pas d'espoir d'améliorer son sort. Beaucoup se découragent et il y en a de plus en plus qui démissionnent. On dit que les changements technologiques ne coupent pas vraiment de «jobs», je suis d'accord, mais les gens se «tannent», démissionnent d'eux-mêmes, et on ne les remplace pas.

Alors, il faut vraiment, je pense, vouloir travailler, pour vivre chaque jour de telles frustrations et passer à travers tout ça. Ce n'est pas parce que le travail est intéressant qu'on le fait, c'est parce qu'on en a besoin.

Leurs espoirs, ils ne viennent pas de l'employeur parce qu'il fait des changements technologiques, mais pour ses profits à lui. Les changements technologiques, ils n'ont pas eu pour but d'améliorer le sort des travailleurs. Ils n'ont pas rendu leur travail plus intéressant et n'ont pas amélioré leurs conditions de travail.

Alors, à ce moment-là, les jeunes qu'ils s'impliquent ou pas, se tournent de plus en plus vers le syndicat et le trouvent de plus en plus indispensable parce que, dans le fond, leur espoir n'est plus d'améliorer la satisfaction au travail, ils n'y comptent plus, mais la seule chose qu'il leur reste, c'est d'essayer de négocier de meilleures conditions de travail et puis ça, c'est par le syndicat.

Je pense que, chez nous, ça se passe comme ça, mais je ne suis pas sûre que ce soit comme ça seulement au Bell. Je pense qu'il y a bien des jeunes un peu partout, dans les milieux de travail, qui vivent ça, entrés dans une industrie soit en attendant, soit pour penser et à force de penser, ils s'habituent et n'en sortent plus.

Daniel Latouche
professeur agrégé, Centre d'études canadiennes-françaises, Université McGill

C'est vrai, je suis professeur d'université. J'ai 35 ans. J'enseigne à l'université depuis 11 ans et, en général, je n'ai fait que ça.

Je laisse à d'autres, ce soir, des considérations beaucoup plus philosophiques et même scientifiques sur l'importance du travail pour la réalisation de soi, pour le bonheur, pour le développement spirituel de l'individu et pour la grandeur de la nation. Ce sont là, en fait, des considérations fort nécessaires et scientifiques mais, ce soir, je voudrais plutôt appeler un chat, un chat.

Pourquoi travailler?

J'ai relu, cet après-midi, la plus importante enquête faite au Québec sur le problème de la satisfaction au travail.

On a interviewé 2 225 personnes. On leur a posé des dizaines de questions. Mais on ne leur a pas posé une question, on ne leur a pas posé la question: pourquoi ils travaillent?

On leur a posé: comment ils travaillaient? Qu'est-ce qu'ils aimaient? Qu'est-ce qu'ils n'aimaient pas? Le salaire, et cetera, mais pourquoi ils travaillaient?

Et, en fait, ça m'apparaît une question fort importante. On travaille pour gagner de l'argent. Si vous trouvez cette affirmation beaucoup trop terre à terre, je vais la redire dans un langage plus universitaire: on travaille pour se donner la plus grande liberté possible.

C'est cette liberté qui donne un sens au travail. Travailler pour travailler, non merci.

Et la liberté, ça se prend, ça se construit. On ne vous la donne pas.

Sans le droit à la paresse, en fait, le travail n'a pas de sens. Il tourne sur lui-même, c'est alors l'obsession de l'ajustement, et on est pas mal fort sur les ajustements.

En fait, il y a l'ajustement entre les étudiants et leur école, l'ajustement entre l'école et la formation. Ensuite, ayant reçu cette formation-là, il faut faire un ajustement entre la formation et l'emploi. Lorsqu'il y a l'emploi, il faut ajuster l'emploi et l'employé à l'entreprise. Et finalement, il faut ajuster le présent à l'avenir, c'est tout le discours sur les emplois de l'avenir.

Avez-vous remarqué que tous ces ajustements dont je viens de parler constituent autant de thèmes de ces ateliers qu'on a mis sur la table pour ce colloque? D'ailleurs, le mot «atelier» est bien choisi: un colloque sur le travail, on va nous faire travailler.

À cause de la crise économique, il nous faudrait apprendre à faire moins avec moins. Mais comme faire moins avec moins n'est pas un objectif très enivrant, on nous suggère de faire plus avec moins. Pour y arriver, il va falloir quelques ajustements, nous dit-on. On est donc dans la société ajustée.

Remarquez que je n'ai rien contre les ajustements, d'ailleurs la question ne se pose même pas: on en fait tous et c'est le propre des adultes, des grandes personnes qui détiennent les pouvoirs, de déplorer l'intransigeance des jeunes qui ne feraient pas d'ajustements, tout en y trouvant d'ailleurs, comme d'habitude, un petit côté fort romantique.

Pourtant, il n'y a personne qui fait plus d'ajustements que les jeunes: des ajustements à des cours «plates», des ajustements à des jobs «plates», aux grèves d'un peu tout le monde, à leurs parents, et cetera, et cetera.

Mais il y a un ajustement que, j'estime, il ne faut pas faire, c'est l'ajustement à la résignation, car cette forme d'ajustement, c'est la pire, parce que c'est celle-là qui est l'ennemie de la liberté.

Cette résignation, on a déjà commencé à se l'installer nous-mêmes. Ce n'est pas quelqu'un de l'extérieur qui nous force à nous résigner. Si on n'y collabore pas, il n'y a pas de résignation.

Les résignations autour de l'école, l'éducation et la connaissance

Et si, à mon avis, il y a un sens à donner à ce colloque, c'est de démasquer toutes ces

résignations et surtout d'empêcher leur perpétuation. Les résignations, par les temps qui courent, ont la vie beaucoup trop facile, et la pire de ces résignations, du moins, pour moi, et peut-être pour vous, et peut-être aussi pour l'ensemble de la société, car elle nous prépare à toutes les autres résignations, ce sont les résignations autour de l'école, de l'éducation et de la connaissance.

Évidemment, ce sont là trois choses fort différentes. L'école, c'est une structure, c'est une institution. L'éducation, c'est un processus. Et la connaissance, c'est un résultat, parfois.

Et aujourd'hui, il est de bon ton, c'est devenu la mode, de porter un jugement fort négatif sur l'école, l'éducation et la connaissance.

L'école serait devenue «irrelevant».

L'éducation: impossible;

Et la connaissance, ça ne vous donne pas de job.

On ne parle plus de l'école comme d'un milieu d'apprentissage, mais comme un milieu de vie. J'avoue que ça m'a bien surpris, d'ailleurs, c'est le thème du premier atelier «Vivre à l'école». Il me semble qu'on aurait pu appeler ça: «Apprendre à l'école». l'école, c'est comme les scouts, c'est beau, mais il faut en sortir. Le but de l'opération, ce n'est pas un milieu rose possible.

Et parmi les thèmes — je relisais mes documents — qu'on suggère dans cet atelier-là — je ne m'en prends pas particulièrement à celui-là, les autres ça serait la même chose — il y a le thème de la participation — ça, c'est dans «Vivre à l'école»; celui de la dépersonnalisation; celui des associations; celui de l'identification au milieu; et finalement, celui de l'harmonisation des rapports.

On parle même de, et je cite: *...rendre l'école plus agréable et plus motivante afin de faire baisser le taux d'absentéisme.*

Pour mois, ça sonne comme peinturer les murs des usines en rose pour faire que les travailleurs se pointent le lundi matin de façon plus efficace.

Mais on n'y parle pas — et j'ai bien l'impression qu'on n'en parlera pas beaucoup à ce colloque-ci, — on ne parle pas d'apprentissage. On ne parle pas de quantité, de qualité et d'intensité de l'apprentissage. Et on parle très peu de compétence.

Je pense que, en fait, on est en train de vous jouer un très mauvais tour en vous faisant miroiter, en plus de ça, tous ces emplois de l'avenir.

Je n'ai pas lu les textes, mais je peux vous garantir un vieux cinq tout de suite que tous ces emplois de l'avenir vont tourner autour de l'information, la télématique, la société technologique, la nouvelle technologie des communications, et cetera. C'est le grand discours dominant par les temps qui courent et la plupart des gens qui le tiennent ne manquent jamais une occasion de le tenir.

C'est un mauvais tour, parce que, dans le fond, on s'est peut-être tous déjà résignés à faire de l'école une sorte de garderie permanente où on vous apprend toutes sortes de choses, entre autres, la résignation à ne rien pouvoir changer aux choses.

Ce qu'on ne vous dit pas, c'est que, peut-être, dans l'avenir, le critère le plus important, ça ne sera pas nécessairement la filière que vous aurez suivie. Ça ne sera pas nécessairement le type de formation que vous aurez pris, le fait d'avoir bien deviné, à quatorze ans, d'avoir choisi le bon emploi pour quinze ans plus tard.

Le critère le plus important, ça sera peut-être celui de la compétence et de l'excellence.

Et si j'avais plus de temps, je voudrais dire un bon mot pour cette qualité fort oubliée qui est l'ambition et le goût d'être le meilleur. Évidemment, ça n'a pas très bonne presse par les temps qui courent.

Donc, je voudrais terminer avec une sorte de plaidoyer pour l'excellence, pour la compétition, pour l'ambition, et je me rends très bien compte que, dans la bouche de quelqu'un qui est plutôt habitué

à défendre toutes les bonnes causes de gauche, tous les moyens alternatifs, ça peut sembler bizarre. Mais si vous n'avez pas l'excellence, si on n'a pas tous l'excellence, c'est d'autres qui vont l'avoir et ces autres-là, ils ne sont pas ici, au colloque ce soir. Eux, ils travaillent en temps double, en temps supplémentaire. Ils ont le nez dans leurs livres. Et c'est eux qui vont les avoir, les «jobs», et les «jobs» intéressantes.

Et tous les employeurs qui sont ici, aujourd'hui, dans cinq ans, lorsqu'ils vont engager du monde, ils n'engageront pas nécessairement du monde qui ont été à un colloque sur «Les jeunes et le travail», ils vont engager des gens qui, quelle que soit leur formation, vont avoir donné des indications qu'ils sont les meilleurs et puis qu'ils veulent demeurer les meilleurs ou, tout au moins, que, pour eux, la qualité c'est aussi important que l'alternative.

Jacques Lazure
sociologue, Université du Québec à Montréal

Nonobstant les apparences contraires, nonobstant la tenue même de ce colloque qui, du moins, selon une première impression sujette à révision, m'apparaît peut-être trop conçu par les adultes et selon les adultes, à propos des jeunes, c'est ma conviction profonde que les jeunes sont considérés par la société comme une quantité et surtout comme une qualité négligeable, et ils sont valorisés surtout à titre de consommateurs, d'objets de consommation, commerciale, publicitaire, scolaire, culturelle, et cetera, et cetera.

Les jeunes et le travail font très mauvais ménage, de nos jours, au Québec ou dans bien d'autres sociétés. Ils sont pratiquement contradictoires, c'est-à-dire qu'ils sont contradictoires dans la pratique des choses.

Le statut social des jeunes à l'école et au travail

Le travail comme il se vit, et selon le modèle qu'il s'est donné dans notre société, ne colle pas aux jeunes, il les repousse, les rejette comme des résidus ou les happe, les mange, selon les cas.

Le jeune en tant que jeune, est centré sur son développement personnel, sur l'apprentissage de la connaissance, de la liberté, de l'autonomie, sur la découverte de soi-même et de la société par toutes sortes d'expériences concrètes plus ou moins aventureuses.

Le travail, lui, est axé sur la productivité rationnelle de biens et de services économiquement rentables. Si, par hasard, le jeune s'y développe, tant mieux. Sinon, tant pis et on passe par dessus comme un rouleau compresseur. Ce sont deux attitudes diamétralement opposées, d'après moi. Pour tenter de les concilier, la société s'est définie, s'est taillée une espèce de zone intermédiaire, une zone de liaison où le jeune est censé vaquer à son développement personnel et aussi se préparer au travail. C'est le système scolaire.

Selon la société, cependant, il ne travaille pas en tant que tel. Il n'est pas défini comme quelqu'un qui travaille, à la façon dont la société dit que les femmes qui sont à la maison, ne travaillent pas, elle dit que les personnes qui ont pris leur retraite, à soixante-cinq ans, ou avant, ou après, ne travaillent pas. Le jeune n'est pas censé travailler à l'école, n'est pas adulte, donc, de ce point de vue, même s'il a dix-huit ans, est susceptible de voter ou même d'être conscrit, dans l'hypothèse d'une guerre.

Mais le hic, et c'est là que çit le lièvre, d'après moi, — le modèle du travail a pénétré l'école. Le modèle du travail présent dans la société a pénétré l'école par le biais du modèle du savoir scientifique, positivisme, de l'organisation rationnelle technocratique, du genre de connaissances fragmentaires, compartimentées qu'on livre, de la pédagogie linéaire qui est employée, des rapports interpersonnels — impersonnels, plutôt et ceux structurés entre étudiants et direction, étudiants-professeurs, entre professeurs et direction. Et cela entraîne, à l'heure actuelle, un phénomène que je considère comme un des points dramatiques de la situation, de résistance passive ou de résignation, comme on le soulignait tantôt, des jeunes devant l'école, de désaffection, de désintérêt. Ils n'aiment pas l'école. Il ne s'agit pas, évidemment, de faire tout en sorte sur un plan purement extérieur et artificiel, qu'ils aiment l'école, point final, sans leur permettre un apprentissage. Mais il reste qu'ils n'aiment pas l'école.

Et de ce point de vue-là, les enquêtes classiques, officielles, faites notamment par le ministère de l'Éducation et démontrant un haut degré de satisfaction de l'école chez les jeunes, m'apparaissent trompeuses. Il s'agit, dans bien des cas, de réponses logiques, rationnelles, stéréotypées, de réponses attendues dans une situation de pis-aller à laquelle les jeunes doivent se soumettre et où ils n'ont pas de choix à faire ou de comparaisons à établir entre une alternative plus valable et plus satisfaisante.

Les enquêtes personnelles que j'ai faites dans cinq écoles de Montréal, auprès de quelque 1 000 étudiants de la fin du secondaire, me convainquent du contraire, du peu d'estime que, en général, les étudiants ont du système scolaire, sans compter, évidemment, le caractère antipédagogique que cette situation-là, nécessairement, souligne.

Il m'apparaît absolument essentiel, pour qu'il y ait un bon rapport d'apprentissage de pédagogie, qu'il y ait de l'enthousiasme, qu'il y ait de l'estime de cette activité-là. Autrement, même le resserrement de la discipline, plus ferme, plus rigide, ne règle rien, ou encore les aspirations ou les exigences d'excellence ne sont pas atteintes.

On impose donc aux jeunes un modèle de travail qui s'applique aux gens qui travaillent, alors qu'eux, selon précisément la définition de la société, ne travaillent pas. Cela devient pour eux une forme de travail, effectivement, avec tout le caractère pénible, contraignant et dépendant qu'il souligne, qu'il implique et qui nous reporte précisément au sens étymologique de «travail» qui vient du latin: «trepaliare» qui veut dire torturer avec un pieu à trois branches. Dans cette situation-là, l'étudiant n'a pas de production véritable, n'a pas d'autonomie, de responsabilité, de pouvoir. Il n'a pas de salaire. Il n'a pas de prestige, pas d'utilité sociale. Il lui reste à être étudiant à l'intérieur de cette espèce de vacuum social qui, en réalité, est imprégné et inspiré par un modèle du travail qui ne colle pas à sa réalité.

Système scolaire et discrimination sociale

De telle sorte qu'on en arrive à une situation qu'une certaine proportion de jeunes qui se développent personnellement par ou malgré l'école, — dans quelle proportion l'un, dans quelle proportion l'autre, ça, Dieu seul le sait et encore — et qui se préparent au travail. Ce sont les gens qu'on pourrait dire qui vont occuper des postes d'élite dans la société, les postes de pouvoir de décision.

Une autre proportion, une certaine proportion qui se développe personnellement, mais qui, dans son développement, se dirige dans une orientation opposée à celle du modèle du travail industriel, ce sont les décrocheurs idéologiques à plus ou moins forte teneur. Une troisième proportion qui ne se développe pas et qui se prépare quand même au travail, c'est-à-dire que le développement personnel est à peu près nul, mais ils trouvent le moyen d'acquérir certaines habilités élémentaires qui les préparent à devenir un capital humain docile, manipulable dans des tâches continuellement subalternes.

Et enfin, une autre proportion qui ne se développe pas et ne se prépare pas au travail, et c'est celle-là qui se trouve dans des conditions objectives les plus aliénantes et c'est celle-là surtout qui est sujette au chômage. Et cette proportion-là, c'est la majorité des étudiants, près des deux tiers qui rentrent, de mon point de vue, dans cette dernière catégorie. Et dans ces deux tiers là qui ne vont pas au-delà du secondaire, eh bien, comme tout le monde le sait, c'est surtout dans les milieux défavorisés économiquement et culturellement, qu'ils se recrutent et qu'on retrouve le taux de chômage le plus élevé. De telle sorte qu'ils sont des jeunes triturés, en fait, par le marché du travail et broyés. On en arrive ainsi à perpétuer le cercle vicieux et infernal de la pauvreté économique et culturelle de ces milieux défavorisés. Ça, tout le monde le sait, on cherche des moyens d'en sortir et puis on ne trouve pas le moyen d'en sortir.

Il m'apparaît, dans ce contexte-là, nécessaire d'introduire, à l'intérieur même de l'école, un modèle de travail non économique, non positiviste et non technocratique, qui admet, au sein même du curriculum, non seulement des activités d'apprentissage classiques, formelles — je ne suis pas pour les éliminer toutes, au contraire — mais qui admet aussi des activités ayant leur finalité en elles-mêmes, dans l'ordre de la communication, du don, du leadership humain, des interrelations sociales, de la création et de la jouissance esthétique, de l'amélioration de la qualité de vie, de la tendresse, de l'épanouissement des capacités sensorielles, corporelles, intellectuelles, affectives, sociales.

Et dans ce sens-là, il me semble que si ce modèle-là n'est pas adopté, l'école va continuer à produire des résidus de plus en plus nombreux et, en même temps, des résidus de moins en moins ajustés et adaptés, et de plus en plus lamentables, en termes des critères qu'utilise le modèle du travail, tel qu'il prévaut dans la société industrielle. Et de ce point de vue-là, s'il me reste encore quelques minutes, je me permets de souligner quelques éléments de solution que j'évoquais dans un article de Critère, précisément dans le numéro des «Jeunes et le travail».

Formation et intégration sociale des jeunes

Il m'apparaît essentiel de prévoir, au sein du curriculum, des activités de travail réelles, non artificielles, créées par des initiatives privées ou des services publics, sous la direction d'éducateurs chevronnés, en dehors de l'école. Des expériences de travail qui ne devraient pas nécessairement se confiner uniquement à des formes de travail manuel, bien qu'ils doivent les inclure, mais comprendre aussi toutes sortes de projets d'actions impliquant les jeunes à la mesure de leurs capacités et rendant service à la société de quelque manière que ce soit.

Et aussi, je soulignais la nécessité de renverser la perspective qu'adopte l'école, jusqu'ici, par rapport au milieu défavorisé. On cherche toujours à ramener le milieu défavorisé à accepter l'école, à rentrer dedans, telle qu'elle est. Tandis qu'à mon sens, il faudrait prendre l'école et la retourner de bord et l'envoyer avec un certain nombre de professeurs dans ces milieux-là, dans ces quartiers, pour établir des contacts d'écoute et de sympathie vis-à-vis de ces milieux-là. Comprendre exactement la situation familiale et communautaire dans laquelle vivent les jeunes, faire prendre conscience aux jeunes et à leurs parents, par toutes sortes d'activités pratiques, des immenses bienfaits que peuvent leur apporter une meilleure formation de l'esprit, un apprentissage réel à l'autonomie et, inversement, à les sensibiliser de la même manière au cul-de-sac culturel dans lequel les gens emprisonnent leurs modèles actuels de l'école et du travail.

Troisièmement. Éveiller les jeunes et leurs parents aux nombreuses ressources éducatives et culturelles de leur quartier et de leur ville et à leur faire utiliser le plus possible. Autrement ce cercle vicieux et infernal de la pauvreté économique et culturelle, je ne vois vraiment pas comment on puisse le briser et ça m'apparaît une des données fondamentales de la situation des jeunes et du travail.

Tout ceci, évidemment, implique une transformation très sérieuse, radicale, c'est-à-dire qui va aux sources — souvent, quand on entend le mot «radical», tout de suite c'est extrémiste, c'est irréaliste, c'est utopique. On ne pense pas que radical ça veut dire: aller aux sources, au lieu de s'en tenir à la surface des choses, au lieu de s'en tenir aux apparences — transformation radicale de la structure de l'école et notamment des rapports qui interviennent entre la direction et les professeurs, les professeurs — les étudiants, rapports qui, actuellement, sont assujettis à une vue trop corporatiste et professionnaliste et technocratique de leur travail, prônée même par les syndicats.

Dans ce sens-là, un réaménagement s'impose, de manière sérieuse, non seulement quant à ce modèle de travail, tel que conçu par la société, présent dans l'école, même si les gens sont définis comme non travailleurs et à travers cette présence du modèle, eh bien, insensiblement, graduellement, le promouvoir, le faire pénétrer ailleurs dans les structures générales de la société.

Autrement, encore une fois, nous sommes aux prises, à mon avis, avec simplement des séries de cataplasmes qui ne font que remédier à certains inconvénients sérieux, mais de manière superficielle et dans une perspective d'atermoiement et de non-élucidation des vrais problèmes.

José Roy
étudiant en droit, Université Laval
secrétaire général, RAEU

C'est à titre de représentant du RAEU que je participe à ce colloque. C'est avec des espoirs, bien sûr, mais sans illusion quand même, parce que des événements comme celui-ci peuvent constituer — et puis je vais dire tout haut ce qui se dit souvent dans les corridors — peuvent constituer des tentatives de récupération. Cependant, à l'issue de ce colloque, je dirai de ce «quasi-sommet», si notre point de vue n'entre pas en ligne de compte, n'entre pas dans l'égalité sociale administrative, politique, ça ne sera pas dû à notre science, à une quelconque apathie ou, comme dirait monsieur Latouche, à notre résignation.

Perception de la valeur du travail

Dans la génération de nos parents, on mesurait, et on mesure encore parfois, la valeur d'un individu à sa fortune, son salaire, son statut social ou professionnel. Conséquemment, le chômeur et l'assisté social sont déconsidérés à priori, et subissent les foudres de ces préjugés. Ceux qui ont vécu la crise économique et s'en sont sortis, comme ils nous le disent si souvent, considèrent le travail en lui-même comme une valeur sans égard à l'intérêt et puis à l'épanouissement de celui qui travaille. C'est travailler pour avoir. Notre société de consommation, qui tire profit du comportement de ceux et celles qui se définissent par ce qu'ils possèdent, a probablement confirmé et amplifié cette façon de concevoir le travail.

Subitement, les années '60 ont fait souffler sur le monde des valeurs nouvelles de la contre-culture. La révolution tranquille avait fait du Québec un terrain propice à l'implantation de cette pensée au sein de la jeunesse. À partir de cette époque, le travail n'était plus en soi une valeur; il devait remplir deux rôles: premièrement, assurer l'épanouissement de l'individu par l'intérêt qu'il présentait et par le fait qu'il lui donnait l'opportunité de se réaliser et deuxièmement, le travail devait correspondre à une finalité valable. On acceptait mal le fait d'exercer des emplois qui entraient en contradiction avec nos valeurs individuelles, avec une façon de concevoir le monde.

À titre d'exemple, certains ingénieurs, modelés par une nouvelle pensée, préféraient travailler à salaire moindre, dans des conditions parfois plus difficiles, à des projets relatifs aux énergies douces — quand ils parvenaient à avoir les budgets pour le faire — que dans le secteur nucléaire par exemple. Les communicateurs et les «communicologues» remettaient en cause la publicité pour vendre n'importe quoi et puis devenaient critiques, comme plusieurs autres, de l'utilité sociale de leur rôle. Nombreux sont ceux qui, à cette époque, ont décroché. Décroché d'un travail parce qu'il était ou sous-payé, ou ennuyeux, ou abrutissant ou tout ça à la fois. Désormais, il ne s'agissait plus de travailler pour avoir, mais de travailler pour être.

Notre génération a intégré, en grande partie, ces valeurs, parce que nous ne sommes plus de la génération des années '60, mais on a su retenir ce qui pouvait y avoir de bon de cette époque. Cependant, même s'il ne s'agit plus de travailler pour avoir, il est quand même suffisamment important — il est quand même important d'avoir suffisamment pour être, ce qui n'est pas le cas de tous les jeunes, particulièrement ceux qui vivent de longues périodes de chômage. Sans doute la crise qu'on vit, qu'on appelle souvent «stagflation» et puis qui définit une réalité très complexe, c'est à la fois plus compliqué que le chômage et que l'inflation, c'est les deux à la fois et on ne comprend plus trop bien. Cette crise que nous vivons depuis quelques années, a influé sur notre façon de considérer le travail. C'est pourquoi le travail en lui-même garde un sens pour ceux et celles qui subissent le chômage et qui n'ont pas choisi cette situation.

Et puis je pense que c'est l'occasion de le dire: il est temps que, quand il y a un emploi disponible pour dix chômeurs, de cesser de dire que les jeunes ne travaillent pas parce qu'ils ne veulent pas. Pour eux qui n'ont pas choisi cette situation de chômage, trouver un travail signifie exister tout court.

Le contexte économique

Nous savons que le fait de chercher un emploi et d'essuyer refus après refus, souvent, à cause de l'expérience requise,

décourage, dévalorise et culpabilise les jeunes. Et ils sont nombreux — j'en ai aidé — dans cette situation.

Vous comprendrez que, dans une société comme la nôtre, qui ne vit plus dans la prospérité des années '60 mais des restrictions drastiques, on ne «droppe» pas aussi facilement un travail qui comporte peu de sens, souvent, mais qui, au moins, fait survivre. On y pense deux fois, mais on espère quand même et toujours, finir par avoir un travail qui nous permette d'être, de se réaliser et qui soit intéressant, qui soit à la mesure aussi de notre formation.

Dans plusieurs entreprises, la liste des employés mis à pied, qui seront rappelés par préférence — ce qui est tout à fait normal — est longue. La liste des autres chômeurs — on n'est pas les premiers — passés avant nous est aussi très longue. À un point tel qu'il nous est souvent répondu qu'il est même inutile de penser à trouver du travail ou de laisser notre nom. Ça ne veut pas pour autant dire — quand un tel scénario se répète plusieurs fois, depuis des mois souvent, on voit naître en soi l'insécurité, le découragement et un sentiment d'impuissance. Devant un tel mur — parce que c'est souvent l'impression qu'on a — il n'est pas étonnant de constater que plusieurs deviennent soit cyniques et désabusés, soit encore sujets à la colère, à la rage et à la violence.

Dans un cas comme dans l'autre, cynisme ou violence, les jeunes pris dans ce ghetto psychologique, sont profondément transformés, voire blessés par cette expérience, profondément atteints dans leurs espoirs et leur idéal. Alors que, «jeunesse» devrait signifier force vive et dynamisme, «jeunesse» équivaut souvent, maintenant, à une phase de perte de ses illusions. Quelque 25% des jeunes sur le marché du travail sont des chômeurs. Mais, méfions-nous des statistiques. D'abord, ceux qui ont cessé de recevoir de l'assurance chômage et de chercher de l'emploi par le biais du Centre de main-d'oeuvre — parce qu'on sait souvent ce que ça donne — ne figurent plus aux statistiques. Si, à un moment donné, il y a 25% de chômage, jeunes, il n'est pas interdit de penser que 40 à 50% d'entre nous, avons passé, passent ou passeront par une longue période d'inactivité avec tout ce que ça entraîne comme conséquences. J'ajouterais même une réflexion d'un de mes amis qui lisant mon texte me disait: «Tu as oublié les gens qui font un deuxième bac. Ce sont des chômeurs bien déguisés, mais c'en sont quand même».

Les statistiques mensuelles, donc, traduisent très mal les drames qui naissent pour des milliers de jeunes lorsque le chômage augmente de quelques points. Vous connaissez la hausse du taux de criminalité, de délinquance, de suicide chez les jeunes. Il n'est pas certain que ces taux soient étrangers aux grandes difficultés et aux problèmes que nous vivons, notamment en matière de travail. Ce n'est peut-être que la pointe de l'iceberg, c'est ce qu'on peut constater à court et à moyen terme. Car il ne fait aucun doute que, sans aller jusqu'à un comportement délinquant, la majorité des jeunes chômeurs sont atteints, marqués à des degrés divers par leur situation. Cela explique sans doute, en partie, le comportement qu'on dit, parfois, asocial d'une partie des jeunes Québécois, et leur attitude d'attentisme ou de désengagement, ce que monsieur Latouche appelait de «résignation». Ce phénomène de désengagement est sûrement davantage la conséquence d'un sentiment d'inutilité et d'impuissance que de la montée de l'individualisme ou un retour aux valeurs traditionnelles d'avant même les années '60.

Bref, quand la jeunesse est meurtrie de façon quasi systématique par une situation aussi difficile, les conséquences et les coûts sociaux sont sûrement beaucoup plus grands à long terme que ce qu'on peut mesurer quantitativement ou statistiquement de façon certaine. Les jeunes sont les premiers et les plus durement touchés par cette période de stagnation économique. Derniers embauchés, premiers mis à pied. Aussi, n'est-il pas exagéré de dire que pour plusieurs d'entre nous, les périodes de travail sont presque, par définition, des phases qui alternent avec les périodes de chômage. L'obtention d'un emploi permanent et satisfaisant peut demander de nombreuses années.

L'insécurité créée par le marché du travail n'est sûrement pas étrangère aux remises en question que nous faisons à propos des valeurs de notre société et ce n'est pas seulement dû à l'insécurité du marché

du travail mais, en grande partie, quand même à cette insécurité et à cette situation difficile. Il y a beaucoup d'éléments sociaux qui sont bouleversés et puis qui risquent fort de l'être davantage si le marché du travail demeure ce qu'il est présentement, c'est-à-dire un facteur d'insécurité, des situations pénibles à vivre pour nous autres.

Les valeurs

Si les années '60 ont été l'occasion d'une crise de culture remettant en question les valeurs de notre société, cela sera différent au cours des années '80, parce qu'un des problèmes de ces années-là sera la capacité qu'aura le marché du travail d'absorber les nouveaux arrivants. Il y a tout lieu de craindre que, cette fois, la crise soit peut-être plus grave. Elle ne sera pas que culturelle, elle n'arrivera pas dans une période de relative prospérité, mais elle pourra être à la fois culturelle et structurelle, et je m'explique.

Non seulement remettrons-nous en question les valeurs de cette société, mais il est probable qu'il y aura remise en question de l'ensemble des institutions sociales en lesquelles nous perdons peu à peu confiance et pour cause. Présentement, il y a pénurie de travail et pourtant plusieurs lois et politiques comme: l'aide sociale, l'assurance chômage, la loi des prêts-bourses pour ne citer que celles-là, sont basées sur le principe de l'incitation au travail. Cette incitation prend la forme de punitions à l'égard de ceux qui ne trouvent pas d'emploi — qui ne trouvent pas les emplois qui n'existent pas.

Les étudiants, comme les jeunes travailleurs, acceptent des emplois peu attrayants, travail sous-payé pour lequel ils sont souvent surqualifiés et travail souvent exécuté dans des conditions difficiles ou dangereuses. L'étudiant accepte cette situation comme étant temporaire, espérant que sa formation et sa qualification lui permettront de s'en sortir un jour. Quant au jeune travailleur, conscient de la rareté de l'offre et ayant souvent connu le traumatisme du chômage ou conscient de la difficulté qu'il a à se trouver un autre emploi plus intéressant, accepte lui aussi, malgré tout, des emplois mois enviables. Notons au passage que ce sont souvent les jeunes qui écopent des emplois les plus durs, les plus dangereux ou monotones à cause de nos structures industrielles et syndicales.

Pourtant, malgré des exigences moindres que celles des jeunes des années '60 plusieurs des nôtres subissent quand même le chômage. Comme si leur situation n'était pas assez difficile, le ministère de l'Éducation calcule une contribution théorique que l'étudiant doit verser, même s'il n'a pas gagné un sou. L'aide sociale fait une nette discrimination entre deux personnes vivant des situations tout à fait semblables, selon le fait qu'elles ont plus ou moins trente ans. L'assurance chômage est réduite en quantité et en temps de façon à inciter au travail.

Nous subissons ces lois basées sur le postulat que nous ne voulons pas travailler alors que, en réalité, c'est le travail qui manque. Il y a plus de dix chômeurs par emploi disponible. Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant que la jeunesse déconsidère, parfois, ou une certaine partie de la jeunesse, politiques, politiciens, société et institutions, et les remette en question, non pas de façon passive, mais en commençant déjà à penser à bâtir quelque chose qui sorte des sentiers battus et qui finisse par correspondre à ce que nous vivons vraiment.

Quelques éléments de solution

Plusieurs voies s'offrent à nous pour remédier à cette situation, situation des jeunes chômeurs diplômés ou non. D'abord, une éducation qui dépasse le cadre alimentaire, apprendre des choses pour les savoir, accumuler des données. L'éducation devrait être davantage conçue pour donner des moyens d'apprendre et de comprendre. À cette fin, la pédagogie et la forme des cours devraient tenir compte des situations connues et vécues par les étudiants, selon leur milieu, afin d'éviter la sélection culturelle.

On pourrait penser aussi à ouvrir le système d'éducation de façon à éviter le chômage technologique dû à l'automatisation prévue pour bientôt. Éviter la situation qu'on aura bientôt sous les yeux, si on ne réagit pas vivement, situation donc, où nous importerons une main-d'oeuvre

qualifiée pour des nouveaux types d'emplois, alors que plusieurs chômeurs n'auront pas eu la chance, l'aide ni les moyens financiers pour accéder à une formation adéquate. Intensifier l'information scolaire de façon à faire tomber les préjugés qui consistent à dévaloriser les emplois manuels au profit du travail intellectuel. Faire davantage d'information sur les possibilités d'études supérieures tant dans les domaines techniques que généraux.

On pourrait aussi penser à démocratiser l'enseignement, mais cette fois pour vrai, en donnant l'aide adéquate — quand je parle «d'aide», je pense non seulement à l'aide financière, bien que ce soit très important et puis qu'on commence à avoir certaines craintes de ce côté-là, je pense non seulement à l'aide financière, mais aussi à offrir les services, ressources qui permettent de revenir aux études et puis d'y demeurer. Donc, démocratiser l'enseignement en donnant une aide adéquate afin que ceux et celles qui poursuivent leurs études, que ceux et celles qui veulent les reprendre et se perfectionner, puissent le faire. Appliquer une véritable politique de formation permanente, alors qu'il semble que ce soit remis en question à l'heure actuelle. Faciliter le processus d'aller-retour entre formation et emploi, de façon à ce que notre formation corresponde à l'évolution de nos goûts, de nos besoins et aussi de l'évolution du marché du travail.

Il faudrait aussi — et ça devient de plus en plus important en cette période de chômage des diplômés, et les universités ont certaines tendances qu'il ne faudrait pas pousser trop loin — veiller à ce que les universités n'élaborent pas uniquement leurs programmes en fonction du deuxième et puis du troisième cycle, mais tiennent aussi compte de la nécessité de nous donner une formation suffisamment pratique qui nous permette de sauter le mur de l'expérience requise.

Faire de la transition entre la formation et le marché du travail, un processus continu, par exemple — ce sont des solutions qui se rapprochent de celles que monsieur Lazure préconisait tout à l'heure — favoriser la transition entre la formation et le marché du travail par un processus continu, par exemple, des stages en milieu de travail, des emplois réels, du vrai travail, des emplois réels d'été qui complètent la formation théorique. Ceci aurait pour avantage de nous permettre d'accumuler une certaine expérience, de faciliter notre intégration au marché du travail, par une connaissance accrue de ce milieu-là, milieu dans lequel nous sommes appelés à oeuvrer.

La frontière est présentement tellement étanche entre le marché du travail et la formation qu'il existe deux formes de service de placement: ceux qui visent à trouver de l'emploi aux travailleurs et à ceux qui le deviennent, les finissants comme les chômeurs; et les services de placement qui visent à placer les étudiants pour la période estivale, en tenant beaucoup moins que plus, compte de notre formation. Aucun service ou presque n'existe pour nous aider à trouver un emploi à temps partiel ou un emploi d'été correspondant à notre formation et à nos intérêts. Ça serait donc une lacune à combler, une lacune qui a pour conséquence que nous nous retrouvons sur le marché du travail sans expérience pertinente. Et regardez les petites annonces: «expérience requise». Rares sont les annonces qui ne font pas cette mention.

Il faudrait aussi corriger les politiques de façon à tenir compte de la rareté des emplois, au lieu de tenter de faire une inutile incitation au travail.

Il faudrait — et ça, c'est toute une optique sociale, une politique qu'il faudrait changer — considérer les coûts d'éducation, non pas comme une charge sociale, mais plutôt comme un investissement qui permet de faire une adéquation entre la formation et l'emploi, et prépare une société plus équilibrée, plus productive dont les citoyens ne sont plus poussés au chômage, à la délinquance, à la mésadaptation, situation qui engendre des coûts sociaux autrement plus élevés à long terme, je pense, qu'une formation adéquate.

Il faudrait aussi penser à humaniser l'enseignement de façon à diminuer le phénomène de décrochage souvent dû à un milieu qui ne tient pas suffisamment compte des besoins, des différences culturelles et sociales et de l'individu dans son ensemble, qui ne tient pas suffisamment compte du fait qu'on est d'abord et avant tout, avant d'être des étudiants à remplir, des individus qui devraient avoir voix au

chapitre dans la formation, dans la gestion de leur milieu de vie.

Il pourrait aussi arriver que soit une solution, le fait de considérer dans une société, le marché du travail comme une espèce de tout à partager entre toutes les composantes, de façon à ce que le droit au travail devienne une réalité. La réduction de la semaine de travail, la retraite volontaire dans des conditions décentes, il va de soi, et à un âge moins avancé, ainsi qu'une éducation permanente véritable qui nous permette de faire un aller-retour pour mieux correspondre au marché du travail, sont autant de mesures possibles ouvrant un certain nombre de postes pour les sans-emploi et je pense que ce sont des avenues valables à explorer.

Chose certaine, nous devrons tous faire un prodigieux effort d'organisation et d'imagination en vue de créer du travail qui permette aux personnes de se réaliser. Sinon, nous sommes appelés à subir les contrecoups d'une crise de chômage doublée de l'effet dû au ralentissement économique d'une société de pillage des ressources et une société de surconsommation, comme celle qu'on connaît présentement.

En terminant, deux citations d'un document de l'Unesco, intitulé «Tendances de la jeunesse dans les années quatre-vingt», pourrait constituer un message éloquent de la jeunesse aux intervenants sociaux et politiques: *...la pénurie d'emplois pour les jeunes sera le problème majeur des années quatre-vingt. Mais la recherche d'un emploi et la nature même du travail seront tout aussi importantes pour la nouvelle génération...*

En deuxième lieu: *...les jeunes restent soucieux de participer pleinement à la vie politique, économique et sociale. Mais ils veulent pouvoir jouer un rôle autonome et rester à l'écart de toutes les tentatives de les manipuler.*

C'est pourquoi il nous fait plaisir de participer à ce colloque sur les jeunes et le travail, mais nous nous attendons à ce que les voeux que nous exprimerons se traduisent dans la réalité. Dans cette optique, nous concevons mal qu'on puisse, à la fois se préoccuper des jeunes et du travail, tout en haussant la barrière financière — et je pense aux coupures dans les prêts et bourses, particulièrement dans les bourses et augmentations dramatiques des prêts — en haussant la barrière financière à l'éducation qui est un outil privilégié contre le chômage de la jeunesse. Si on a les moyens de se former, on sera peut-être un peu moins chômeur.

Nous nous expliquons mal que, particulièrement les universités qui voient leur clientèle hausser, subissent des diminutions de leurs budgets, que l'on sabre de façon dangereuse dans les budgets de l'éducation permanente, alors que ça pourrait constituer une ébauche de solution contre le chômage des jeunes.

Si vraiment le chômage et les conditions de travail des jeunes constituent un problème, il faudra que, non seulement les intentions mais aussi des mesures politiques tiennent compte de cette priorité.

Les interventions de la salle

Christian Lamarre

Je suis du Cégep de Limoilou, délégué par la coop étudiante.

Je pense que, pour moi en tout cas, mon objectif sur le marché du travail, et dans la vie, ça va être l'avoir une «job» que j'aime; je pense que c'est important d'aimer le travail qu'on fait pour donner le rendement maximum.

Mais j'ai l'impression, en tout cas, après avoir arrêté deux ans, après mon secondaire, que le marché du travail étant ce qu'il est et puis imposant ses limitations, il nous impose des jobs qu'on aime plus ou moins, on l'a déjà dit.

Depuis ce temps-là, comme j'ai arrêté deux ans, je suis rentré au cégep parce que je me sentais moins adapté au marché du travail qu'au cégep, c'est ma quatrième année de cégep. Je traîne encore, je suis encore en période d'adaptation. Voyez-vous, il faut s'adapter dans la vie, on le disait tantôt.

J'ai l'impression que le phénomène de la résignation, il nous vient en grande partie du fait que, par exemple, quand on rentre au primaire, tu es là pour te faire remplir, tu n'es pas un élément qui va apporter quelque chose dans la pédagogie qui t'est donnée. Je veux bien croire que, à six ans, on n'est peut-être pas très très très pédagogue, mais je pense que l'étudiant pourrait être, même au primaire, plus amené à être un élément moteur dans cette pédagogie, ce qui amènerait facilement, je pense, au bout de quelques années d'étude, à faire sauter, justement, le pré-requis, le mur de l'expérience requise, là.

Je pense que, justement, ce qui est important dans l'éducation, c'est de faire devenir l'étudiant une ressource, finalement, de lui faire prendre conscience que, ce qu'on lui enseigne, bien souvent, il le sait déjà, et puis il ne sait tout simplement pas qu'il sait.

Louis-Georges Robichaud

Je suis étudiant de secondaire V à la Polyvalente La Magdeleine, à Laprairie.

Il y a un sujet qui a été effleuré par les panelistes: la déshumanisation de l'école.

Bien, moi, je pense que pour la plupart des jeunes, on va se sentir bien dans notre peau à l'école, quand on ne sera pas — on sera plus que des numéros pour les professeurs et pour la direction.

Quant tu dis que tu arrives et puis tu dis: «Bon, bien, je lâche». Ils disent: «Bon, bien, okay, c'est quoi ton numéro?».

Tu te poses des questions. Quant tu ne comptes pas plus pour une personne qu'un numéro, bien, tu te sens mal et puis tu te poses des questions: qu'est-ce que ça va être plus tard?

Et puis quand les polyvalentes n'existeront plus, je pense que ce problème-là va être moins imposant, parce que si on pense qu'un professeur doit donner un cours à 30 étudiants à chaque période, qu'il voit 120 étudiants par jour, comment un professeur peut donner et puis connaître l'étudiant à qui il donne sa matière, et avec le programme qu'on a, trop chargé pour ce qu'on a à apprendre, la moitié de ce qui nous est enseigné pourrait être enlevé et on en aurait assez à apprendre. Eh bien, peut-être que le problème serait moins là et que les élèves sauraient plus comment communiquer entre eux, avec les directeurs et puis avec les professeurs; ils se sentiraient comme des êtres humains et bien dans leur peau. Ils auraient moins de problèmes, de complexes — de personnes complexées. — il y aurait peut-être moins de problèmes dans la société.

André Querry

Étudiant — du moins, encore si j'ai les moyens financiers — actuellement étudiant à l'Université du Québec à Montréal, peut-être pas pour septembre avec les

coupures de budget actuellement au ministère de l'Éducation. On verra.

Justement, je trouve qu'on parle beaucoup de la jeunesse de ce temps-ci, je ne sais pas ce qui se passe, hein, on parle beaucoup des jeunes, peut-être parce que le 13 avril s'en vient et puis que c'était prévu depuis un mois ou deux, mais je trouve ça un peu bizarre, qu'on fasse un colloque sur les jeunes. Et puis, d'ailleurs, je pense que les jeunes sont un petit peu en minorité, ici, actuellement. C'est-tu un colloque pour les jeunes ou un colloque pour savoir pour les compagnies, comment organiser les jeunes?

Je ne le sais pas.

C'est une question que je me pose en voyant ça un petit peu, il y a du monde de Bell Canada, différentes compagnies intéressantes qui ont sûrement intérêt à nous former pour eux autres. Je trouve ça intéressant et captivant, je ne sais pas si je vais me trouver une job cet été, parce que j'aimerais bien ça.

Mais mon propos principal, c'est qu'on parlait des conditions financières des étudiants et des étudiantes parce que je pense qu'un des buts premiers, justement, pour aller à l'université, aller au cégep, c'est d'avoir des conditions financières intéressantes et captivantes alors que, actuellement, au contraire, depuis mardi dernier, il va y avoir des coupures drastiques dans le système de prêts et bourses, augmentation maximale des prêts ça l'air, d'après Le Soleil de 800 à 2 000 dollars.

Ça veut dire que, avant d'avoir une bourse, il va falloir que tu t'endettes de 2 000 dollars. Ça veut dire que, au bout de deux ans de cégep et trois ans d'université tu vas avoir 10 000 dollars de dettes quand tu vas commencer le travail. Et là, tu n'es pas encore sûr d'avoir une bourse.

Ça veut donc dire que la solution c'est de se marier, parce que si on regarde les critères pour avoir des prêts-bourses, il faut être considéré comme indépendant et puis un des meilleurs moyens pour être considéré comme indépendant, c'est de se marier.

S'il y a quelqu'un qui veut se marier, je serais bien intéressé.

Jean-Louis Laflamme

Je viens de la Commission scolaire de Québec. Je m'occupe de stages de formation en milieu de travail. Je suis peut-être parmi les plus vieux des plus jeunes qui sont ici.

Je m'adresse surtout à l'élément qui touche une clientèle dont il y a plusieurs étudiants-étudiantes, ici, qui ont peut-être des frères et soeurs dans la situation: ce qu'on appelle, dans mon langage, «drop out» ou étudiant en situation d'abandon scolaire.

Ça semble être insignifiant depuis un certain nombre d'années, mais on commence à se rendre compte qu'il y a quand même une clientèle qui, dans certaines commissions scolaires, touche parfois plus de 10% de la population scolaire.

Alors, quand on parle de la relation étudiants et marché du travail, ce sont quand même des étudiants de formation générale qui s'étaient faits à l'idée: «je rentre au secondaire, voilà mon profil», et puis à un moment donné, il y a eu un pépin en cours de route, peu importe de quel ordre il soit, il y en a eu un et qu'est-ce qu'il y a comme solution de rechange?

L'étudiant, il se trouve dépourvu devant une situation qu'il s'était quand même très bien fixée. Les situations de rechange, actuellement, je n'en vois pas beaucoup. Il y a certaines autres personnes du domaine qui en cherchent et qui n'en ont pas trouvé tellement.

Par contre, même si on essaye d'en articuler, on se bute à des problèmes économiques. La commission scolaire dit: «Bon, même si vous semblez trouver une solution, on n'a pas les budgets et ce n'est pas admis, ça ne fait pas partie de l'annuaire zéro deux, tu n'as pas droit de penser à quelque chose que les techniciens du ministère n'ont pas pensé».

Peut-être trouverons-nous une solution demain?

Jocelyne Fortin

Je viens du Lac-Saint-Jean. Je me nomme Jocelyne Fortin. Je suis étudiante en coiffure.

J'ai fait d'autres cours également. J'ai trois diplômes quand je vais sortir au mois de juin. Avec tout ça, j'espère travailler, mais ce n'est pas mon but premier, étant donné que je me marie au mois de juillet, pour répondre à la question de monsieur, tantôt.

Mais il y a une chose, par exemple, un but: quand j'ai décidé de suivre mes cours, je ne savais pas que j'allais sortir avec ça. Je savais une chose: je voulais travailler, mais pour quelque chose que j'aimais beaucoup, où j'allais communiquer avec les gens, pas être un numéro, être un être humain qui pouvait dire: bien, moi, j'en ai assez aujourd'hui qu'il mouille, mais je suis de bonne humeur quand même; où tu rencontres des gens, j'ai un métier où tu rencontres des gens, tu parles avec eux, tu les connais, c'est vraiment passionnant et où tu peux montrer ce que tu sais faire aussi.

J'espère un jour être connue pour les choses que je ferai, les belles choses — j'espère que je ne me ramasserai pas en «prison».

Tout ce que je veux vous dire aujourd'hui: c'est que des jeunes, il y en a qui veulent faire des choses importantes dans la vie et puis je pense que c'est pas seulement des «sautés», les jeunes, ce n'est pas seulement des malades mentaux ou des fous qui sortent de l'école, parce qu'ils sont obligés. Il faut penser que, des fois, on est, justement, des numéros et puis il faut se débattre là-dedans, il faut devenir être humain, il faut prendre sa place au soleil, il ne faut pas se laisser monter sur le dos par n'importe qui, et puis il faut dire: bien, moi, je suis un être humain, je veux vivre. Je me demande ce que je fais sur la terre et puis je veux avoir un but dans la vie pour pouvoir dire, lorsque je mourrai: en tout cas, j'ai réalisé quelque chose et puis je suis contente de l'avoir fait et puis je n'étais peut-être rien qu'un petit morceau, mais je n'ai pas laissé mon mot-là.

Paule Millette

Je suis de la Polyvalente Jeanne-Mance à Montréal.

Moi, je viens vous parler, parce que, dernièrement, dans notre école, on a fait de la publicité. C'est une compagnie qui est venue, qui a fait de la publicité parce qu'elle a besoin à cent pour cent d'employés qu'elle veut former au niveau collégial.

Et puis, dans nos fameux livres d'informations scolaires, c'est marqué aussi qu'ils demandent des employés à cent pour cent.

J'ai fait ma demande. J'ai toutes les qualités requises mais, jusqu'à maintenant, j'ai reçu un non, parce qu'il y a deux usines de cette compagnie-là qui peuvent me prendre, mais une, entre autres, a déjà beaucoup de boursiers et puis, l'autre, je n'ai pas eu encore de nouvelle, mais je m'attends à peu près à la réponse.

Et puis moi je me demande pourquoi ils font de la publicité pour se faire dire un non après, surtout que je voulais vraiment y aller et puis ils s'en viennent me dire un non, et pourtant, j'avais vraiment les qualités.

Ils ont fait de la publicité effrayante, ç'a passé dans les journaux. Ils nous ont invités à visiter les compagnies et puis c'est marqué aussi dans nos livres scolaires: demandes d'emplois, cent pour cent.

André Délisle

Ça fait un bon bout de temps que je ne suis plus étudiant, mais j'ai l'impression que je suis encore jeune.

Je suis venu peut-être souligner des gens qui ont été oubliés ce soir dans tout l'inventaire qu'on a fait. On a parlé des chômeurs, de ceux qui avaient des emplois, des étudiants. Je voulais parler de ceux qui n'ont pas d'emploi, mais qui travaillent.

Personnellement, je n'ai pas d'emploi officiellement, je suis pigiste, journaliste. Ce qui fait que je me cherche du travail à tous les jours. Je n'en trouve pas à tous les jours. À certaines occasions, j'en trouverais du régulier, du permanent, mais quoi? Des travaux où on est obligé de se soumettre à des horaires stricts, où on est obligé de se résigner même quand on travaille et souvent même où on perd la parole.

C'est donc un choix, je n'ai pas d'emploi. Mais je peux vous dire que je travaille très fort et que je travaille pour moi.

Mais quand on n'a pas d'emploi, mais qu'on travaille, on est comme les chômeurs, on est comme les assistés sociaux, on est comme les étudiants: on n'a pas de statut parce qu'on n'a pas de salaire, on n'a pas de pouvoir parce qu'on n'a pas de chèque de paye.

Mais je peux vous dire que je vis très bien, je fais du travail que j'aime.

Raymond Chouinard

À Cité des Prairies, je suis responsable de trouver de l'ouvrage à à peu près 200 mésadaptés socio-affectifs, délinquants, bandits, et cetera, par année.

Maintenant, ce que j'écoute ce soir, ce que j'ai lu, ce que je connais aussi, ça me fait penser un petit peu — ce n'est pas tellement pour vous donner mon âge, mais vous donner une comparaison.

C'est qu'en 1945, après la guerre, on voulait que toutes les filles qu'il y avait au Québec, au Canada français, entre autres, se marient, sauf qu'il n'y avait pas d'hommes.

Alors, on fait un petit peu la même pression chez les jeunes, c'est qu'on veut tous qu'ils aient de l'ouvrage, mais il n'y a pas d'ouvrage.

Alors, comme les couvents, ce n'est plus à la mode, ni le collège, ni les frères, bien, c'est-à-dire, tout le monde se ramasse un peu partout.

Je pense qu'il y a des réalités qu'il faut — en tout cas que, moi, je n'ose pas cacher à mes gars, quand ils viennent me demander une «job».

D'abord, je leur dis: «Quand tu es capable de faire treize semaines sur une «job», tu es un gars très stable à l'ouvrage, parce que ce sont les critères des centres de la main-d'oeuvre». Un gars qui dure treize semaines sur une «job» manuelle, c'est un gars qui, bon, après ça, prend un peu de chômage, prend un peu de ci, passe son été sur la rue Saint-Denis, et cetera, et puis à l'automne, revient à l'ouvrage, c'est un gars stable, ça.

Alors, ça, je pense qu'il faut leur apprendre à vivre avec cette réalité-là. Parce que plusieurs — et je parle des bas niveaux, secondaire II, des cours qui mènent nulle part, ne veulent plus être scolarisés, ils sont non scolarisables et puis ils ne veulent plus rien savoir, donc, ils sont appelés à faire des métiers non spécialisés. Or, je pense que c'est une réalité d'aujourd'hui.

L'autre chose aussi est importante, c'est que — on a parlé de publicité tantôt, — la publicité du gouvernement, c'est parfois un attrape-nigaud, parce qui si on regarde tous les programmes qui sont saisonniers, que ce soit des PIL, des PAQ, des PIJE, des ci, des ça, tous ces programmes-là sont pour maintenir des gens à l'ouvrage, mais d'une façon très temporaire, parce que tous les employeurs savent qu'une fois que le programme est fini, ou toutes ces affaires-là, par hasard, il n'y a plus d'ouvrage.

Et on ne trouve pas d'autres solutions, par exemple, celles que d'autres pays ont trouvées. Tu sais, c'est que c'est tout le temps le dernier rentré dans l'usine qui écope de la situation, alors que d'autres pays, en tout cas, qu'on peut peut-être qualifier de plus avant-gardistes ou plus civilisés avec leur main-d'oeuvre, ont ce qu'ils appellent des mises à pied techniques, où, par exemple, c'est quatre heures ou cinq heures-semaine que tous les employés d'une usine ne font pas pour permettre à tout le monde de travailler; alors que nous, finalement, c'est tout le temps les derniers, les plus démunis qui payent pour la situation.

Une étudiante

Je me présente: je suis étudiante au collège d'Alma, en droit. Je représente le Coop étudiante. Et puis moi je voudrais aborder le sujet de rentrer au collégial, quand tu sautes du secondaire V, ça prend des bonnes notes.

Ça fait trois ans, c'es ma troisième année que je demande une application en technique en loisirs, à Rivière-du-Loup, trois ans.

J'ai fini mon secondaire V, je n'avais pas de notes terribles, mais ça, c'est «comprenable»: j'avais quinze ans et j'avais mon diplôme de secondaire V. Ça veut dire que, à quatorze, quinze ans, tu n'es pas trop intéressée à faire des bonnes notes pour aller au collégial, tu ne t'en rends même pas compte, tu n'en prends pas conscience, tu es trop jeune.

Moi, il me semble que j'étais trop jeune pour finir un diplôme de secondaire V à quinze ans. J'ai dix-sept ans, j'ai deux ans de collège de faits déjà.

Là, j'ai refait une demande encore à Rivière-du-Loup et puis ce n'est pas encore sûr qu'ils vont m'accepter. Mais j'envoie mes relevés de notes et puis tout ça, et puis j'ai des notes — c'est plus passable un peu, mais s'ils prennent 90 personnes de l'extérieur, je ne sais pas trop, quelque chose comme ça, et puis s'ils prennent les plus «bollés», alors ceux-là qui sont dans le 60, 70, bien, ils les laissent de côté et puis «attends encore une autre année, si tu veux faire ta demande l'année prochaine, bien, tu pourras la faire, tu seras le bienvenu», et puis tout ça

Ça fait trois ans, je commence à être «tannée». J'aimerais aussi, ça, tu sais, que les prérequis et ceux-là qui viennent de l'extérieur, ceux qui ne viennent pas de l'extérieur, que ce soit tout égal, tu sais, que si on a l'intérêt, moi, je veux faire ça, technique en loisirs, j'ai l'ambition, je veux faire ça, j'ai la motivation pour le faire, mais ils ne veulent pas me laisser rentrer là, je ne sais pas ce qu'il y a, mais ils ne veulent pas.

C'est peut-être que mon père est sur l'assistance sociale, c'est peut-être pour ça qu'ils ne veulent pas: mais je ne sais pas pourquoi, en tout cas et puis je le découvrirai bien un jour, tu sais.

En tout cas, c'est juste ça que je voulais vous dire: la difficulté de rentrer dans les collèges, les prérequis et puis tout.

Marlène

Je m'appelle Marlène, je suis étudiante au Cégep de Chicoutimi en droit.

Si j'essaye de faire un peu un retour sur la formation que je reçois en droit, je n'ai aucun cours de droit. Je vais en avoir pour deux ans au cégep à faire de l'économie du Québec, l'histoire du Québec, l'histoire de la philo contemporaine, la philo, sauf du droit.

Après ça, on se demande pourquoi les étudiants en droit, ils «loafent» leurs cours et qu'ils ne sont jamais là?

Bonne question. Après ça, on arrive avec des réformes et puis des encadrements. On veut nous rajouter des cours de math. Pourquoi encore?

Bien, parce que les étudiants ne vont pas à leurs cours. Qu'est-ce que ça va faire ces cours de math?

Bien, on se demande après ça, pourquoi les organisations étudiantes, ça ne fonctionne plus, il n'y a plus d'étudiants; bien, en tout cas, moi je me demande la question: la formation qu'on reçoit, ça sert à quoi et puis c'est pour quoi, dans le fond?

David Irwin

Je viens du Collège de Granby.

J'ai tenté de donner une définition sommaire, si on veut, de ce que peut être la société, vue par des jeunes travailleurs et puis ça donne ça:

il s'agit simplement des rapports gros-petits, ce n'est pas compliqué.

Donc, la société idéale pour ces gens-là, nous autres en particulier les jeunes, les étudiants, les travailleurs eh bien, c'est une société où il y aurait un minimum dans ces rapports-là, où il faudrait minimiser les rapports gros-petits.

Pour faire suite à une citation de monsieur Des Marais de Power Corporation qui est une grande compagnie, eh bien, ce monsieur disait qu'il faudrait que l'entreprise privée se mêle peut-être un peu plus du processus de l'éducation.

Je pense que c'est très normal. Si on compte que les multinationales tirent un très grand profit dans ce que d'autres appelle-

ront les «intellectuels», c'est vrai, ils font des millions, sinon des milliards. Donc, cet argent-là, ça provient de ce que les gens font, c'est-à-dire, les étudiants qui étudient et ce qu'ils vont faire: ils vont travailler, peut-être. Mais pour travailler, ça prend les moyens.

Donc, je pense que pour aider tous ces gens-là, il y a des gens qui ont des rôles à tenir et puis les gens, ce sont ces multinationales-là qui, je pense, auraient un plus grand rôle à jouer dans le processus éducationnel.

André Boivin

Je ne vous dis pas tout de suite ce que je fais, parce que vous alliez vous en rendre compte.

Vous avez dit tantôt qu'il y avait, ici, plusieurs groupes justement, pour leur permettre d'être sensibilisés aux problèmes que vivent les jeunes et à leur formation professionnelle pour leur entrée sur le marché du travail.

Mais il y a un groupe qui, sûrement, peut jouer un très grand rôle et puis il n'y a personne dans le panel qui a pensé à leur dire quel rôle qu'ils attendaient d'eux autres — et puis je parle aux conseillers en orientation qui sont tellement nombreux, ici, ce soir, que j'ai cru me retrouver à leur colloque.

J'aimerais ça que vous leur disiez ce que vous attendez d'eux autres, qu'est-ce qu'ils peuvent faire, eux autres, dont c'est la spécialité d'aider les jeunes à s'orienter en fonction non seulement du marché du travail qui est un facteur, mais en fonction de ce qu'ils sont, leurs aptitudes et leurs personnalités.

Et puis le dernier conseil: c'est de vous dépêcher à le faire parce que, en septembre, il va y en avoir 30% de moins dans les écoles et tout ça aussi, à cause des coupures budgétaires.

Robert Forest

Je suis agent d'aide sociale.

Je viens rendre témoignage par rapport aux harcèlements dont les lois font preuve à l'égard des jeunes. Je ne sais pas si tout le monde le sait, mais dans une situation identique, pour une personne qui recevrait 331 dollars, quelqu'un qui a moins de 30 ans va recevoir 121 dollars.

Et puis, non content de cela, il y a un projet qui existe à la fonction publique pour proposer des emplois à ces gens qu'on doit présumer ne pas être en état de remplir ces emplois-là. Alors, si on pense à quelqu'un qui n'est pas disponible pour un emploi, on lui propose cet emploi-là, la personne le refusant peut être coupée de moitié dans son octroi d'aide sociale.

Alors, je me dis: si le gouvernement — on ne mettra pas de nom sur les noms de gouvernement — mettent des projets comme ça pour des gens qui ne veulent pas travailler, peut-être qu'ils pourraient mettre en oeuvre un projet semblable, mais à des emplois que des gens peuvent remplir et puis, à ce moment-là, ça serait peut-être plus profitable parce que je pense qu'il y a tout un processus administratif qui joue pour des emplois fantômes.

Alors, peut-être mettre le même processus disponible pour des emplois réels.

Daniel Barrière

Jusqu'à tout récemment, j'étais à la fois étudiant à temps partiel et aussi travailleur et j'ai travaillé dans trois milieux assez différents:

Tout d'abord, une petite entreprise privée de type paternaliste;

Deuxième. Une grosse fonction publique de type «débile», merci;

Et la troisième, ç'a été un stage bénévole dans un organisme progressiste soi-disant de gauche et, de plus, étudié dans une université qui se veut plus ou moins à gauche, bon, en tout cas.

Moi, il y a une chose qui me frappe de plus en plus lorsque je compare ces quatre expériences-là et ça m'amène peut-être à l'espèce de cynisme dont monsieur Roy du RAEU parlait tout à l'heure: c'est que,

dans chaque endroit où j'ai passé, malgré toutes les mauvaises choses que je peux en dire, j'ai remarqué quand même que, à la base, il y aurait à chaque endroit des choses intéressantes, valorisantes et utiles pour tout le monde à faire.

Mais l'autre chose que j'ai remarquée aussi: c'est que, avec tous les gens avec qui j'ai travaillé, qui étaient en situation de pouvoir, grosso modo, des 35-45 ans, ceux que Grand'Maison appellerait un peu méchamment «les premiers parvenus de la révolution tranquille», j'ai remarqué donc, que ces gens-là semblaient être obnubilés par une espèce de course au pouvoir ou ce qu'on appellerait, en anglais, le «power-struggle», c'est-à-dire que, vous, en tant que beau navet très idéaliste qui s'imagine «je vais être utile», vous dites: «Oui, le «boss» je suis prêt à attaquer». Le «boss» vous dit: «Bien, excuse, moi, je suis poigné, j'ai un conflit avec tel autre «boss» et puis là, c'est je vais-tu construire mon empire, je vais-tu avoir le budget, en piquer à l'autre», et cetera, et cetera. Je pense que je n'ai pas besoin de m'éterniser.

Et ça, c'est peut-être la chose que je trouve la plus «débilitante», dans le sens que, à un moment donné, ce modèle-là a peut-être bien gros marché pour cette génération-là, mais pour la nôtre, moi, j'espère que je vais avoir l'intelligence de regarder ailleurs parce que sans ça, le monde n'ira pas bien bien loin.

Jean Baillargeon

J'ai milité — maintenant, je suis travailleur, mais j'ai été longtemps étudiant. J'ai milité dans les années '70 dans ce qu'on appelle le mouvement étudiant et j'ai participé, disons, à toute — en tout cas, au développement de ce mouvement-là. Évidemment, pour m'en occuper, il était évident que je ne pouvais pas aller à mes cours.

Alors, c'est là que j'ai appris, moi, en tout cas, c'est là que je me suis formé. C'est là aussi que j'ai appris beaucoup sur la société. J'ai quand même réussi par toutes sortes de passes, à passer mon bac comme tout le monde, parce que ce n'est quand même pas — quand on connaît le système comment c'est arrangé — ce n'est pas nécessaire d'aller aux cours et puis tout ça, d'être un étudiant qui va lire dans ses livres.

On apprend, si on comprend le système, c'est facile de passer à côté et puis de s'occuper des choses, en tout cas, plus intéressantes dont le mouvement étudiant.

Alors, le mouvement étudiant a été, malgré tout il s'est passé quelque chose dans les années '70 dans le mouvement étudiant. Il y a eu des jeunes qui se sont exprimés et puis les jeunes n'ont quand même pas souvent d'organisation propre, c'est malheureux, et lorsque ces jeunes-là s'exprimaient dans le mouvement étudiant, entre autres, on a entendu parler d'eux autres de temps en temps, parce qu'ils défendaient des intérêts corporatistes, semble-t-il, ils voulaient la gratuité scolaire et plus accessible aux prêts-bourses, mais mon Dieu qu'ils étaient donc corporatistes.

Ces jeunes-là enlevaient vraiment, l'argent aux veuves et aux orphelins, aux personnes âgées. J'ai même déjà entendu l'autre ministre de l'Éducation dire que ces jeunes-là étaient des enfants gâtés, ils ne payaient pas d'impôt, donc ils ne pouvaient pas comprendre qu'est-ce que c'est qu'augmenter les crédits aux prêts-bourses et puis la gratuité scolaire.

Pourtant, ces mêmes personnes-là qui sont actuellement au pouvoir, la génération parvenue de la révolution tranquille des années '60, pourtant si on regarde leurs revendications à l'époque et même dans le temps de l'UGEQ, la belle époque de l'UGEQ, l'époque des luttes glorieuses et vraiment-là, on s'occupait nous, de la guerre du Vietnam. Nous autres, on se battait pas pour des intérêts corporatistes, à l'époque, mais pourtant ces mêmes revendications-là étaient inscrites et dans les revendications de l'UGEQ et les gens qui sont à la tête du gouvernement actuel, Bernard Landry, Claude Charron, tout ça, eux disaient: «La gratuité scolaire, oui, oui, oui», dans leur temps et puis même quand ils étaient dans l'opposition, à l'époque, en 1974, je me souviendrai toujours de la lutte des prêts-bourses qui a donné naissance à l'ANEQ, l'Association nationale des étudiants du Québec, à l'époque, Claude Charron et Jacques-Yvan Morin sortaient sur le perron de l'Assemblée nationale: «On vous appuie! La gratuité scolaire: oui! et puis les prêts-

bourses, on va tout changer ça, nous autres, d'ailleurs c'est notre programme depuis 10 ans, mais ça ne fait rien, le programme on le met en veilleuse, ça, c'est clair, bon».

Alors, là, ces même gens-là, aujourd'hui, il n'est plus question de gratuité scolaire, tu sais: vous autres, les jeunes, vous êtes corporatistes et puis vous ne pensez rien qu'à vos petits intérêts, vous ne vous préoccupez pas des grandes choses, comme dans notre temps».

Alors moi, je veux simplement vous dire que cette génération-là a la mémoire courte, elle oublie facilement les choses qu'elle revendiquait dans le temps qu'elle n'était pas au pouvoir pour dire: le pouvoir, ça corrompt!

Simon Plot

Étudiant de secondaire V.

J'ai remarqué quelque chose depuis ma sixième année: c'est que le système scolaire est basé sur quoi? Sur ta note de «math» en sixième année. Ils te mettent dans le 30 en français — le «trente» pour ceux qui ne le savent pas, c'est les «bols», et puis quand tu est «bol», tu restes dans les «bols» parce que c'est les meilleurs cours qu'il n'y a pas.

Quand tu restes dans les 10, ça, c'est les faibles — tu restes dans les 10 parce que les cours sont un peu moins bons.

Alors qu'est-ce qui décide que tu es dans le 30 en français, en secondaire I, c'est ta note de «math» en sixième année et puis, là, tu restes toujours dans le 30 dans les «math» jusqu'au secondaire V et puis au cégep, ils prennent ceux qui sont dans le 30.

Et puis je vous demande: qui est-ce qui va faire les meilleurs médecins — je prends ça comme exemple là — qui est-ce qui va faire le meilleur médecin? Ceux qui sont les plus doux, quand même, qui ne sont pas «rough» avec toi quand ils te jouent dans le corps ou bien qui ont une note, une bonne note en math, en sixième année?

Colette Richard

Conseiller d'orientation à la Régionale Tardivel, région de Québec.

Je suis conseiller à la régionale depuis 16 ans. À la fin de février, je recevais une lettre de la direction générale m'avisant de leur intention d'abolir tous les postes des professionnels non enseignants. Nous ne sommes que 8.

Je ne comprends pas pourquoi mon principal ne m'a pas trouvée drôle quand je lui ai demandé de venir au colloque où il y avait un atelier sur les emplois de l'avenir. J'ai dit: «étant donné que vivre à l'école, ça m'est fermé».

Je ne pensais pas, après plus de 20 ans d'expérience dans l'éducation, enseignement et orientation, d'être si solidaire des jeunes, ça me fait plaisir d'une part.

Mais quand on me dit: «Tu n'as pas à t'en faire, Colette, tu vas être mise en disponibilité et le ministère va payer ton salaire à 70% et puis la régionale voudra bien te donner l'autre 30%.

Mais la chanson de Félix me fait mal: *La meilleure façon de tuer un homme, tuer une femme, c'est de la payer à ne rien faire.*

Kathleen Boucher

Étudiante, secondaire V, Polyvalente des Rives, sur la Côte-Nord.

Moi, je suis ici pour vous dire qu'il n'y a pas que les parents qui nous prennent pour des enfants. Il n'y a pas rien que les entreprises qui nous prennent pour des enfants. Il y a la polyvalente aussi.

Quand tu arrives et puis qu'il te faut le petit billet du professeur pour aller aux toilettes. Quand il te faut le petit billet de tes parents pour te dire: bien, hier, je suis allée me faire arracher une dent chez le dentiste ou quand il arrive toutes sortes de petites «patentes» de même, comment voulez-vous qu'on soit, plus tard, un adulte?

Monsieur Jacques Lazure, tout à l'heure, disait: «Soyez autonomes». Ah, c'est bien

facile d'être autonome aujourd'hui, je peux vous le garantir: quand tu as tout le temps quelqu'un en arrière de toi pour te dire: fais ci, fais ça, ne vas pas là, tu n'as pas le droit, bien, ne va pas là, c'est la toilette de telle personne, c'est la toilette du directeur, tu ne vas pas là, tu vas de l'autre bord. Tu sais bien, ce n'est pas la même affaire, ça.

Bien c'est ça partout. L'étudiant, après ça, perd confiance en lui et puis quand il sait que le prof n'a pas confiance en lui, bien, l'étudiant, il hait le prof, et puis quand l'étudiant hait le prof, eh bien, il ne va pas à son cours.

Claude Beauregard

Employé non syndiqué de Bell Canada.

J'ai prix mon courage à deux mains pour vous montrer de quoi ç'a l'air un petit «boss».

Dans ce que j'ai entendu jusqu'à maintenant, ce soir, il me semble y avoir une dose plus que nécessaire de pessimisme vis-à-vis le milieu du travail. Je sais très bien que la situation n'est pas particulièrement rose. Je sais très bien qu'il y a lieu de s'efforcer, comme société, de créer des emplois et tous les gens qui sont en mesure de le faire, je vous assure, à partir des gouvernements et des entreprises, s'y emploient du mieux qu'ils le peuvent.

Mais j'ai été personnellement assez assuré, je trouvais de bon augure et je vais le dire, demain, dans l'atelier où je travaillerai, que le colloque s'annonçait au chapitre: être saisi, tenir compte des aspirations des jeunes vis-à-vis le travail et j'ai cru lire, parce que c'était, me semble-t-il, écrit là: de prendre connaissance aussi d'une nécessaire amélioration de la productivité de la croissance économique; et je me suis dit: voilà qui est bon à entendre. Est-ce qu'il se pourrait que le système scolaire, les enseignants, les administrateurs scolaires se rendent compte, tout d'un coup, qu'il y a un problème de productivité au plan de l'économie?

Et je souhaiterais quant à moi, que le système scolaire qui est loin, à mon avis, de faire si mal que le procès qu'on semble lui intenter, je pense que le système scolaire s'est amélioré considérablement avec les années et je pense que si on pouvait développer une perspective un peu historique, on pourrait se rendre compte que l'amélioration du sort des travailleurs a été considérablement dans une société comme la nôtre et qu'une société comme la nôtre, avec la rigidité du système socio-économique et politique qui est le sien, est peut-être celui qui permet davantage l'expression de la personnalité au travail, de l'expression des aspirations et par un biais de tension de négociation et de ce que vous voudrez, d'amélioration possible.

Et j'espère tout simplement pour ma part que la suite du colloque va nous permettre d'élucider un petit peu plus avant toute cette dimension-là.

Luc Betty

Bonsoir, mon nom c'est Luc Betty. Au gouvernement, c'est 245-643-341.

C'est pour vous dire qu'il y a un grave problème qui sévit présentement dans les secteurs visant la construction, c'est-à-dire menuiserie, électricité, réfrigération et encore, encore. Bon.

J'ai un diplôme d'électricien, un diplôme de frigoriste. Je suis arrivé au bureau de placement pour — bien, oui, au bureau de placement, c'est bien, pour avoir un emploi, puis, bon, ç'a été négatif.

J'ai été à l'OCQ pour avoir un permis de travail. Le permis de travail ne m'a pas encore été accordé en électricité. J'ai été ensuite pour l'avoir en réfrigération, il n'a pas été accordé.

Alors, donc, ce qu'on me suggère de faire: c'est de me trouver un employeur qui me garantit 150 heures, ce que j'ai fait, d'ailleurs, j'ai trouvé mon employeur.

Je suis arrivé pour avoir ma carte à l'OCQ, avec mon 150 heures de garanties, je lui dis tout ça, et puis il dit: «Bon, bien, ta carte, tu ne peux pas l'avoir».

Alors, j'ai dit: «Merci beaucoup».

Or, donc, après ça, j'ai fait encore des démarches, des démarches, tout le temps des démarches pour arriver à quoi? à rien!

C'est-à-dire que le gouvernement — bien, le gouvernement, une façon de parler quoi, l'OCQ ne veut plus donner de cartes du tout, aux finissants sur les chantiers de construction, ce qui veut dire que si vous voulez vous envoyer sur la construction, pensez-y pas, les petits gars, vous n'aurez pas de carte, certain.

André Paradis

Tout comme Luc, 250-259-01 au gouvernement, finissant en PL électricité au Pavillon Camille-Lavoie, d'Alma.

On parlait, tantôt, d'ajustements, là, je m'adresse plus spécialement à monsieur l'ex-ministre. Je ne sais pas si au ministère de l'Éducation, on ne pourrait pas ajuster un cours qui nous aiderait sûrement à la préparation au chômage.

Marco

Des fois, des gens me demandent: «Marco, quelle était ta formation?». Et puis là, je commence à voir que ce serait plus exact de me demander: «Quelle était ma déformation, au lieu de formation».

Ça, ça me ramène au point que, dans notre société, dans les écoles, dans tout le développement des enfants, il y a trop de spécialisation jusqu'à l'ultime PHD et le DEC, c'est vraiment incroyable ça va dans l'abstraction incroyable.

Deuxièmement, il n'y a pas toujours — il y a assez de spécialités intellectuelles et puis il n'y a pas assez d'attention qui est mise sur le développement de l'émotion, du coeur, de l'être entier, pas juste de l'intellect. C'est la raison pour laquelle on a une société si — disons, on parle qu'on veut tout humaniser. On veut humaniser, humaniser.

Mais les gens qui sont au pouvoir, qui ont des décisions, qui ont été élevés d'une manière, ils créent, eux, des organisations qui ne sont pas humaines, parce que, eux ils ont été élevés d'une manière comme ça.

Et puis c'est bien important d'accepter ça, premièrement. C'est difficile parce que je trouve que, pour moi, c'est bien difficile de me faufiler dans la société qui manque beaucoup d'esprit.

Deuxièmement, il faut essayer d'élever les enfants plus entiers, de les voir, de les laisser s'épanouir d'une manière différente de leurs parents. C'est juste en laissant grandir la fleur de l'enfant, de le laisser s'épanouir, qu'ils vont créer, ultimement, une société plus humaine.

Pour le moment, c'est très difficile, les structures sont définies parce que la structure de l'humain est définie et, tu sais, c'est bien facile d'être enragé et puis tout ça, tout le temps, contre déshumanisation, mais je vous dis: élevez vos enfants d'une manière différente que vous avez été élevés.

Christian Lamarre

Je pense, justement, comme celui qui vient de parler avant moi, que la surspécialisation est un des grands problèmes de notre système d'éducation. Ça nous empêche d'avoir une vision globale du problème.

Et puis j'avais oublié de dire, tantôt, finalement, dans mon intervention, et c'est surtout pour ça que je reviens au micro, que le marché du travail est organisé de façon à satisfaire des besoins, tant au niveau de l'emploi lui-même, là, de faire un travail pour moi, ça satisfait à un besoin, besoin d'agir, mais aussi satisfaire les besoins matériels de la société et puis des individus qui la composent.

Mais il faudrait peut-être aussi beaucoup regarder, avant de penser à réorganiser l'école, à réorganiser les besoins de la société, parce qu'on surconsomme, une chose écoeurante.

Michel Hamelin

Cinquième secondaire à la Polyvalente de l'Île, à Hull, c'est juste de l'autre bord de la rivière, à Ottawa.

En premier, j'aimerais ça demander à toutes les personnes qui sont ici, combien aimeraient ça — venir au micro?

Levez vos mains, s'il vous plaît, gênez-vous pas, vous ne pourrez pas venir.

Rien que ça! C est de valeur.

Bien, je veux dire, en premier, ce qui empêche le monde, ces personnes-ci de venir, ç'a été de se voir en plein debout devant toute cette foule, que ça, c'est un peu gênant, tu sais, tu ne te sens pas à l'aise, ce que je suis présentement. C'est ça qui empêche souvent les étudiants de bien réussir.

Dans les écoles, toute personne qui réussit bien, c'est une «boi» comme souvent du monde ont utilisé le mot. Il se sent à part, surtout un étudiant qui a des mauvaises notes, qui est dans le 210 dans le 510, celui-là est à part et puis il n'aime pas ça parce qu'on dirait qu'il est diminué, il est privé du reste de l'école du secondaire.

Tandis qu'eux autres, ils sont plus nombreux et ils le rejettent parce que, lui, il réussit. Ils diminuent eux autres. Et puis c'est ça qui cause que beaucoup d'étudiants n'essayent pas de réussir beaucoup, ils veulent juste passer pour se permettre d'être dans la normale, être comme tout le monde.

Louis-Georges Robichaud

Ce n'est pas parce que je veux parler contre notre charmant petit patron de tout à l'heure, mais il dit qu'on a un bon système d'éducation. Mes parents, souvent, ont dit: «Vous êtes chanceux, vous êtes choyés, vous avec une foule d'activités à votre disposition, du monde qui sont là pour vous aider».

Mais il y a quelque chose qui — et vous venez peut-être de le réaliser et je m'excuse si vous venez seulement de le réaliser — mais si vous voulez régler un problème de l'éducation qui amène celui de la société, bien, c'est le temps que vous demandiez aux jeunes ce qu'eux autres ressentent et puis qu'est-ce qui se passe avec eux autres, parce que si vous pensez de régler un problème qui est actuel avec la réalité que nos parents ont connue il y a 40 ans ou un petit peu moins, avec l'ancien système d'éducation, bien, ils se mettent un doigt dans l'oeil, et puis l'autre où c'est que je pense, parce que le système d'éducation dans lequel on est, il n'est pas «pantoute» comme celui que nos parents ont connu et puis celui qu'on est en train de connaître, c'est un système qui fait penser à un entonnoir: la minute que tu passes la sixième année, là, tu es tout de suite braqué, que tu le veuilles ou non, tu t'en vas là-dedans, tu t'en vas là-dedans mon petit gars et puis on ne te le dit pas mais tu es là: envoie fort, aie des notes, Bûche, tu es capable, vas-y, on le sait.

Toi, tu ne le sais pas, mais eux autres, ils le savent pour toi, tu sais.

Ça fait que ça serait peut-être à changer.

Jacques Fortier

Mon nom est Jacques Fortier de l'École Horizon-Jeunesse.

Disons que je viens d'une qui est appelé plutôt «prison-jeunesse», et puis ça, c'est une situation que bien des jeunes sentent.

Disons que ça fait 2 ans que je suis dans un mouvement étudiant et puis que j'appellerais plutôt une grosse farce parce que la direction prend des jeunes et puis les monte, leur donne un nom, vis-à-vis leurs confrères, ce qui fait tout de suite — ce qui établit tout de suite une classe parmi les jeunes, qui va les appeler plus tard à former une classe sociale, bref, ils sont dans le système, et puis disons qu'avec ce système-là, il n'y a aucun moyen d'expression.

Et puis tout de suite en partant de la base, comme quand un élève rentre au secondaire, automatiquement il a un complexe et puis c'est un complexe de frustration complet parce qu'il rentre et puis il n'a aucun moyen d'expression. On lui donne un titre parmi tous ceux qui viennent avec lui et dans le fond, il parle dans le vide, cet étudiant-là.

Comme moi, dans l'école où je vais, disons que j'ai essayé de faire un paquet d'activités, tout le temps j'ai été bloqué. Quand on parle à la direction pour avoir un projet, bien, c'est des démarches, encore des démarches et puis là, bien, on tombe dans le vide et la direction, elle, finit par nous le faire oublier, ce problème-là.

Et puis le plus gros problème aussi qu'elle arrive à nous faire oublier, c'est qu'il n'y a aucune autonomie face à l'étudiant et puis il n'y a aucun mouvement de groupe et tout de suite l'étudiant, bien, il n'arrive plus à s'accepter, premièrement, entre eux autres, c'est que tous les étudiants dans une même école, bien, ils ont de la misère à se faire des groupes et puis tout de suite à se diriger eux autres mêmes.

Bref, il n'y a plus d'autonomie personnelle dans les écoles.

Marc Leclerc

Marc Leclerc de Montréal, Québec.

J'ai accepté de venir au colloque parce que, premièrement, je participe à l'atelier numéro 1, donc, j'ai déjà travaillé sur le thème «Vivre à l'école».

Tout à l'heure, monsieur Latouche a parlé d'une autre définition de vivre à l'école, plutôt apprendre à l'école.

J'ai effectué des sondages à l'école. On en a parlé à l'émission «Écoute donc, quand je te parle», à Radio-Québec, et puis ce qui est ressorti d'intéressant, c'est qu'une grosse majorité des jeunes pensent plutôt au présent.

On parlait d'ambition il y a certaines années mais maintenant, dans les écoles, c'est plutôt être bien, apprendre, mais être bien, ne pas être stressé par exemple, apprendre d'une telle façon où on veut apprendre, où on est vraiment motivé, parce que l'école comme milieu de vie — parce que, franchement, l'école, on a bien beau dire «apprendre», mais on passe 9 heures par jour à 5 jours par semaine à l'école et puis c'est très important de se sentir bien.

Moi, j'étudie à la Polyvalente Lucien-Pagé à Montréal et puis ce n'est pas toujours intéressant d'étudier dans une grosse polyvalente. Premièrement, on sait la politique de la CECM qui ferme des écoles, qui regroupe tous les étudiants dans une grosse polyvalente, style de 4 ou 5 quartiers. On est 2 200 élèves à l'école, du secondaire I jusqu'au secondaire V.

Les secondaire V cherchent plutôt la tranquillité.

On a des secondaire I. Bien ça, c'est tout «peppé», ça arrive de l'élémentaire. Ils sont encore dans la cour de récréation. Ils courent dans les corridors, etc.

Mais nous, les secondaire V, bien, on cherche plutôt le calme et puis, face à ça, ça nous stresse un peu.

Maintenant, il y a d'autres choses aussi qui nous portent à être un peu contre le système actuel dans les écoles. Il y a l'espèce de rapport entre les étudiants et puis les personnes de l'autre côté de la rivière: les professeurs, les membres de la direction, le personnel non enseignant de l'école. C'est très difficile d'avoir un certain dialogue avec tous ces gens-là.

La minute qu'on demande quelque chose, c'est très difficile de l'avoir parce que, premièrement, on a un statut d'étudiant et puis, souvent, ce statut-là, bien, il est abaissé à certains niveaux.

Maintenant, comme disait monsieur Lévesque à Montebello, — monsieur Laurin était sûrement présent — monsieur Lévesque a déclaré que les jeunes d'aujourd'hui, bien, ils forment la société de demain. Mais ça, c'est très important de ne pas les écoeurer quand ils sont au secondaire, après ça, au cégep et puis, possiblement à l'université, parce que si on les écoeure au secondaire, bien, ils vont voir une mauvaise idée de l'enseignement général et du point de vue technique.

Alors, on se demande pourquoi il y a tant d'élèves qui lâchent après le secondaire V; bien premièrement, parce que ça ne répond pas à leurs attentes personnelles. Et puis, il y a quelqu'un, un de mes amis qui me disait: «l'école, ce n'est pas à l'école que tu apprends la vie. C'est vraiment à l'extérieur de l'école. L'école t'apprend juste quelque chose de théorique. C'est vraiment un cadre fermé. Tandis que la minute où on dépasse un cadre vraiment fermé, l'enseignement, bien là, on découvre qu'il y a certaines situations qu'on ne peut pas découvrir à l'école et puis qu'on est confronté souvent, vu qu'on a des problèmes, nous autres, les étudiants, — ce n'est pas

parce qu'on est étudiant qu'on n'a aucun problème».

Alors, ce que j'aimerais voir dans les discussions de demain, c'est qu'on pense plutôt à des améliorations dans le point de vue: milieu de vie à l'école, parce qu'on vit vraiment à l'école et on est confronté avec des murs de béton. Ça serait intéressant qu'on se sente à l'aise là-dedans.

Philippe Taillefer

Je viens d'Outremont, École Paul-Gérin-Lajoie, plus précisément. Je suis probablement un des plus jeunes étudiants du colloque, je suis en secondaire III.

Mettez-vous à ma place: ça fait 9 ans que je vais à l'école, j'aime ça, mais la fatigue, la routine commence à se faire sentir un peu. Ça fait que j'envisage qu'il me reste environ 9 ans si je veux aller à l'université, plus cette année.

Quand on dit que la seule personne, à part les profs et puis mes amis, les profs dans les cours, je parle, parce que, en dehors des cours, ils ne disent pas un mot, la seule personne qui me parle, c'est le concierge pour me dire qu'il est l'heure de sortir et puis qu'il faut qu'il fasse son ménage.

Ça fait qu'étonnez-vous pas qu'il y a de plus en plus de jeunes, parce qu'ils sont écoeurés d'être une chose, deviennent à leur tour des concierges toute leur maudite vie.

Ça fait qu'il faudrait peut-être faire attention à la dépersonnalisation des écoles.

Normand Lapointe

Normand Lapointe, étudiant à l'Université de Montréal, militant. Je vais avoir fait mon bac en 5 ans pour militer. Je pense que les deux années que j'ai pris en plus m'ont permis de vivre des choses très importantes et puis de m'avoir fait voir des choses importantes que je vais essayer de vous exprimer ici.

Quand j'étais au cégep, j'étais sûr qu'à l'université, les étudiants ça participait; c'est des gens quand même assez vieux, 18 ans en montant, 17, 18 et puis 19, 20, il y en a qui sont en maîtrise, en doctorat, 24 ans, 25 ans. Moi, j'ai 24 ans.

Et puis quand je suis arrivé là, j'ai trouvé ça fort, parce qu'on participe probablement moins que dans la majorité des cégeps. Les étudiants, dans les universités, il y en a qui ont des idées pour essayer d'améliorer les choses. Mais dans les universités, on fait tout pour ne pas que ça marche. Je peux vous en donner quelques exemples.

Il y a des fois, des choses qui sont peut-être un peu fortes, mais il y a des choses qui, je pense, sont le «fun».

On dit souvent que les étudiants demandent tout et puis ils ne veulent rien faire. Et puis l'exemple que je vais vous donner, il y a des projets de créer des coopératives de logements, des choses comme ça pour réduire les budgets, des bars, des choses comme ça, pour essayer de financer ces projets-là.

Tranquillement, on se rend compte qu'avec les nouvelles lois de permis de boisson, et puis probablement face à un fort lobby, des universités empêchent, en tout cas, mettent certains bâtons dans les roues pour les associations étudiantes qui tentent d'avoir ça.

Au niveau peut-être un peu plus politique, à l'Université de Montréal cette année, il y a des filles de pré-scolaire (élémentaire), qui ont fait une grève de 5 semaines pour conserver les acquis d'une lutte qui leur permettait de faire une pédagogie différente qui, peut-être, pourrait permettre de changer certaines choses au niveau de l'école. Je pense que c'est important, en tout cas, je pense qu'aujourd'hui, il y a bien des gens qui en ont parlé.

Après une grève de 9 semaines — je pense qu'autant pour les étudiants que pour n'importe qui, une grève, c'est dur, c'est très dur et puis ils ont eu certaines choses, mais ils n'ont pas eu le plus fondamental.

Et puis, dans ça, ce n'est pas juste les administrations, c'est les profs. C'est aussi, je pense, toute une société qui fait qu'on ne puisse pas avoir ça.

Souvent, on a pu voir — et puis je suis militant étudiant, en tout cas, il me semble

que dans les années '70, ça n'existait pas mais je suis là et puis il y a Jean aussi, on existe. On n'a peut-être pas réussi ce qu'ont fait certains dans un espace de temps quand même assez restreint parce que le mouvement étudiant, ce n'était pas 1969, 1968, c'était avant, c'est encore aujourd'hui et la conjoncture n'était pas la même — d'avoir vraiment, et puis tout ça, aussi, il y a toute une génération. Quand on lit, des fois, des éditorialistes et puis des gens qui écrivent dans les journaux, il y a la génération de la révolution tranquille qui a tout eu, les prêts-bourses, en tout cas, ils ont eu ça, ils ont eu toutes les «jobs». Le mépris, entre guillemets, c'est peut-être un peu fort, qu'ils ont envers les jeunes. Dès que ça bouge, dès qu'il y a une idée, on nous dit: non, là, vous êtes corporatistes, vous pensez juste à vous autres, pensez aux pauvres.

C'est vrai ça, on nous empêche de réaliser des choses importantes. On nous met des bâtons dans les roues tout le temps, tout le temps, tout le temps. Il est temps que ça, ça change, qu'on ait un minimum de respect de la part des gens qui sont plus vieux, un minimum de respect.

Je pense que c'est d'abord par nous autres, par notre volonté et par ce qu'on veut, qu'on va réussir à changer les choses et non pas par, je ne sais pas trop qui. Je pense que c'est nous autres qui va faire changer les choses et puis on va continuer. Ça fait longtemps qu'on se bat et puis on va continuer à se battre.

Si, aujourd'hui, on est ici minoritaire, comme on a dit tantôt, c'est pour faire valoir notre point de vue et puis essayer que ça change et puis on va continuer sur le terrain, à l'université, à revendiquer nos droits, notre implication dans le milieu.

Jean Olzyk

Étant donné que je suis conseiller pédagogique en enseignement professionnel, alors, je ne m'étendrai pas sur l'aspect qu'il y a une crise, bien sûr, une crise économique mais également une crise de valeurs et parmi ces valeurs-là, on pourrait en souligner quelques-unes.

Il faut d'abord, je pense, amener le point: c'est qu'il s'agit, dans toutes ces crises-là, d'une responsabilité vraiment collective.

Or, lorsqu'on parle de crise de valeur, c'est aussi au niveau gouvernemental. Le ministre de l'Éducation ou le ministère de l'Éducation parle de revalorisation de l'enseignement professionnel, pendant ce temps-là, on coupe dans les budgets et puis non seulement dans les dernières coupures, mais depuis longtemps on n'a pas accordé, par exemple, à l'enseignement professionnel, le statut qu'il mériterait.

Lorsqu'on parle de liberté, c'est bien beau mais il est vrai qu'il existe des pénuries d'emplois, mais dans des secteurs que peut-être l'étudiant n'aime pas. On peut en citer quelques-uns des emplois où il y a vraiment des pénuries, que ce soit au niveau secondaire ou au niveau universitaire. On pourrait citer la mécanique de fabrication. On peut également citer l'ingénierie. Il y a de la pénurie.

On demanderait aux étudiants de choisir et de faire des choix à ce niveau-là.

On parle bien sûr — on pourrait parler, par exemple, de valeurs. On a une société qui aurait tout pour se suffire. Au niveau de la responsabilité collective, si on prend l'exemple sur le Japon. Le Japon réussit quand même, il a une responsabilité collective pour trouver les problèmes mais également pour trouver des solutions. On pourrait trouver. Bien sûr, les étudiants ont souligné le fait qu'ils ne veulent pas être une clientèle scolaire, ils veulent être des élèves, des élèves dans le sens qu'on les élève, mais également des élèves dans le sens étudiant avec tout ce que cela comprend.

On peut comprendre également que, à ce niveau-là, les travailleurs de l'enseignement devraient certainement être des maîtres de l'enseignement.

Alors, je veux également, au niveau des étudiants, qu'ils comprennent une chose: il y a l'aspect de la liberté. C'est un aspect qui est très important, bien sûr, mais il y a également l'aspect de l'effort. On a parlé de compétence.

Il faudrait remettre à la mode — et je vais paraître rétrograde quand je vais en parler —

mais des aspects tels que conscience professionnelle, tels que travail bien fait. Alors, ce sont des choses auxquelles il faudrait revenir.

Un enseignant

Alors, probablement qu'il y a des gens qui vont être un peu surpris, c'est la première fois qu'il vient un enseignant, enseignant au secondaire, au professionnel-cours, c'est encore pire.

Je vais peut-être lancer un message aux conseillers d'orientation qui seront probablement en chômage, posez-vous la question: cherchez demain quelle serait l'ambition de quelqu'un qui pourrait être éboueur, peut-être qu'il n'y a de l'emploi que pour cette personne-là.

Moi, je dois dire que ça fait 15 ans que j'enseigne, 15 ans que j'enseigne à des classes spéciales mais que tous mes élèves ont de l'emploi. Alors, est-ce que ce n'est pas là qu'il y a de l'ouvrage?

Est-ce que ce n'est pas là comme disait la personne du début, Michèle Brouillette: «Trouvez-y son importance et peut-être qu'elle aura l'ambition d'être là à chaque jour»... elle va trouver pourquoi elle est là.

J'ai trouvé très bien Daniel Latouche quand il a dit: «L'ambition», je l'ai écrit sur mon papier et je crois que si tout le monde s'asseoit pour trouver le pourquoi et l'importance de tout ce qui existe dans le travail, quel que soit le poste, on aura tous l'ambition d'être là demain matin, même si, demain matin, l'éboueur ramasse mes déchets, comme je suis content qu'il le fasse.

Chapitre 3 Les ateliers

Atelier 1 **Vivre à l'école**

Après de longues années passées dans un isolement relatif, les étudiants québécois semblent vouloir retrouver le sens de l'action commune et commencent à réclamer des droits. Parmi ces droits, celui de pouvoir s'associer librement et d'être reconnu pose la question du rôle et de la place de l'étudiant dans l'organisation de son environnement social et pédagogique.

Car l'école est le milieu privilégié d'apprentissage de la vie en société et l'étudiant du secondaire, du collège, de l'université même, vit dans un environnement souvent fort éloigné des réalités des jeunes qui déjà ont trouvé place dans le processus de production.

La rupture entre la vie à l'école et la vie en entreprise, souvent ressentie par l'individu comme un traumatisme, n'explique-t-elle pas, en partie, la difficulté d'une multitude de jeunes Québécois à s'inscrire aisément dans la vie de travail?

L'école: le tiers de notre temps, la moitié de notre énergie

Daniel Gagnon
étudiant

L'étudiant du secondaire vit dans sa polyvalente avec, la plupart du temps, 2 000 même 3 000 autres étudiants. Il est une partie de ces petites îles que sont les écoles secondaires. Le secondaire est une partie importante de l'éducation québécoise car il est la phase transitoire entre le primaire, où on fait agir l'étudiant en le tenant par la main, et le niveau collégial où l'étudiant prend son éducation en main. Cette période où s'effectue une certaine évolution doit être organisée de façon à ce que le passage se fasse de manière progressive.

L'étudiant, comme tout individu, a le besoin de s'identifier à son milieu. Il vit dans l'école et a le désir, même si, parfois silencieux, d'y avoir une présence vivante. Une présence active dans l'éducation. Il doit, et cela est normal, être le centre de l'activité éducative autour duquel gravitent les autres groupes d'intervention qui, eux, doivent lui fournir l'aide nécessaire à son développement. Les autres groupes de l'école doivent aider l'étudiant à se développer sous toutes ses dimensions et non seulement au niveau des connaissances. Actuellement on perçoit trop souvent les étudiants comme des magnétophones où on n'a qu'à insérer les cassettes des connaissances. Il est important de développer une vie sociale. De développer un sens de responsabilités. Les adultes dans leurs discours sur l'école, accordent une place prépondérante à l'étudiant, mais elle est malheureusement souvent fictive. On lui accorde une place, mais qu'elle soit tranquille, car la présence vivante de l'étudiant dérange. Le dérangement qu'elle amène est masqué. On argumente son absence par la passivité et l'inertie de la masse étudiante. On dit que si les étudiants ne se sentent pas bien, c'est de leur faute. Les étudiants devraient s'adapter à l'école plutôt que d'ajuster l'école aux réalités que vivent les adolescents. Qu'arriverait-il si les étudiants répondaient en tendant un miroir?

Il ne faut pas endormir l'étudiant à l'école. C'est là qu'il se prépare à jouer son rôle comme travailleur, comme membre actif de la société. On se doit de l'intéresser à une participation dans l'édification de l'école. Pour réaliser cette structure solidement, il faut que toutes les parties se tiennent ensemble et s'entendent. Rappelez-vous l'instabilité d'une chaise qui a une patte plus courte que les autres!

Il faut au plus vite éliminer cette peur d'écouter les étudiants. On craint que les écouter c'est endosser leurs propos et exaucer leurs voeux. Il n'en est rien. Ce que les étudiants veulent, c'est d'être écoutés et d'être compris. Ils désirent qu'on cesse de leur opposer des attitudes défensives qui déforment leur message.

Si les étudiants se sentent écoutés et compris, ils s'identifient à leur école. Ils se voient, non plus comme ceux qu'on utilise en leur absence pour justifier telle ou telle mesure, mais comme des participants à part entière à la vie de l'école. Ils se sentent impliqués dans leur milieu.

Les étudiants ne sont pas indifférents à la vie de l'école, si on le croit, on est loin de la vérité. S'ils décident de ne pas réagir, c'est qu'ils ont fait de vaines tentatives. Des échecs qui ont pour effet de miner l'intérêt que les étudiants portent à l'intervention. Ce n'est donc pas l'inertie qui enveloppe la masse, mais plutôt la résignation.

Les étudiants voient aussi souvent les responsabilités sans cesse déplacées de l'étudiant vers l'adulte. Il est difficile de faire pencher la balance de leur côté. Pour augmenter le poids des étudiants, ces derniers s'associent, là où on le leur permet.

Les étudiants se donnent une association étudiante. Une association qui a pour rôle de défendre les intérêts de la masse. Mais ces associations n'ont souvent, auprès des directions, qu'un rôle illusoire et inutile. Il est normal que lorsqu'on craint les étudiants seuls, on ne voit pas d'un bon oeil, un regroupement. On leur accorde de défendre les intérêts de leurs membres, mais d'une façon silencieuse. Ce qui, dans la

réalité se traduit par l'organisation d'activités étudiantes où les responsabilités sont encore ramenées aux adultes. Le contrôle est donc étendu et bien installé.

Le rôle des associations étudiantes est alors détourné vers des domaines où les propos tenus sont moins graves. Elles n'ont aucun pouvoir décisionnel au niveau des intérêts des étudiants qu'elles doivent défendre de par leur rôle. Elles n'ont même pas de pouvoir consultatif quoi qu'on dise tenir compte de leur point de vue quand on prend des décisions. Elles ne sont pas consultées et très souvent on les laisse sans ressource pour que l'impact qu'elles devraient avoir soit émietté. On les empêche de fonctionner en désarmorçant les mécanismes collectifs. Les associations étudiantes sont dépendantes à tous les niveaux. Elles sont dans l'impossibilité de prendre des initiatives et quand elles le peuvent, c'est sous la surveillance directe de la direction. Et comme les petits groupes sont plus faciles à contrôler, on ne favorise pas la réunion des étudiants dans un grand groupe.

Ensuite, individuellement, les étudiants conscients de cette structure unidimensionnelle, restent indifférents devant une association sans pouvoir aucun. Une association contrôlée par la direction. Une fois de plus, c'est un échec. Les étudiants s'associent pour augmenter leur cote d'écoute et on étouffe leurs propos par une surveillance constante.

Ce que les étudiants du secondaire veulent, c'est qu'on les écoute. Non pas qu'on dise tenir compte de leur point de vue, mais plutôt qu'on tende l'oreille pour saisir ce point de vue.

Les étudiants vivent à l'école. Ils sont le point central de l'éducation et ils veulent qu'on leur permette de faire preuve d'initiative et de développer leur sens des responsabilités. Ils désirent faire partie de la population active, avoir une participation vivante.

Cette présence vivante est faite de concertation constructive et de relations réelles avec les autres groupes de l'école et en particulier avec ceux qu'ils côtoient le plus souvent: «les enseignants».

Dans les polyvalentes on les cherche. Après les cours, ils disparaissent, on ne les voit plus. Les étudiants qui ont besoin d'explications supplémentaires ne peuvent pas les rencontrer. Il n'y a pas que les explications, il y a aussi ces rapports que les étudiants veulent entretenir avec ceux qui leur enseignent. Après les heures de cours, les étudiants veulent rencontrer leurs professeurs. Lorsqu'il y a, par exemple, une journée d'activité dans l'école, on est encore à la recherche des professeurs. Ils n'y sont qu'en petit nombre. Les professeurs devraient être un des groupes qui aide l'étudiant à se développer dans toutes ses dimensions. Eux qui ont de grandes possibilités d'intervention auprès des étudiants devraient leur tendre l'oreille. Les enseignants ont le pouvoir de participer directement au développement de l'étudiant. Les moyens sont variés et faciles d'application.

Il serait faux de croire que les directions sont toutes sourdes et que les enseignants ne le sont pas. On pourrait qualifier ces deux groupes de durs d'oreille. La surdité serait une incapacité d'entendre mais ici ce n'est que la volonté qui manque. Les enseignants peuvent quand même s'assurer d'être écoutés. Ils sont considérés comme très importants. Les négociations collectives en sont la preuve tangible.

Il y a un autre groupe auquel on accorde une place, quoiqu'elle ne soit que théorique. Dans la loi 27 on lui donne la possibilité d'avoir une bonne cote d'écoute: «les parents».

Toutefois, on remarque que le groupe le moins écouté est le plus grand, ceux que l'école doit préparer à occuper une place dans la société: l'étudiant d'aujourd'hui, le travailleur de demain.

La situation est ainsi dans beaucoup trop de polyvalentes. Mais il y a quelques exceptions et c'est dans ces écoles que les étudiants qui ont une présence vivante se sentent impliqués. Par leur participation à l'école, ils s'identifient à l'école et s'y sentent quelqu'un.

À part ces exceptions, il y a les polyvalentes où les étudiants ne participent que par leur présence. Dans ces polyvalentes les étudiants ne s'impliquant pas ou encore qu'individuellement à la vie de l'école, ne s'identifient pas: ni à l'institution, ni à l'association étudiante, là où elles existent. Pour eux, c'est vivre l'école des autres.

La loi du cadenas: la participation à la vie scolaire

Gisèle Tremblay[1]
journaliste

Conseil supérieur de l'éducation

L'État et les besoins de l'éducation, Rapport 1979-1980 Éditeur officiel du Québec 1980, pp. 13-22

«Ils ont toujours peur qu'on fasse quelque chose».
(Une élève du premier cycle)

Dans une école secondaire de cinq cents élèves, André et ses amis se désolaient, un midi, de n'avoir rien à faire: le gymnase est occupé par des équipes organisées qui, elles-mêmes, ont dû retenir leur tour deux semaines d'avance; la bibliothèque est fermée à l'heure du dîner; la salle de récréation désaffectée vient d'être concédée à la pastorale qui prospérait; l'école elle-même, dont une aile a été condamnée, est menacée de fermeture; et dehors, c'est l'hiver. André et ses amis décident donc de jouer à la balle dans le corridor. Le directeur vient à passer qui le leur interdit. Le lendemain, même scénario. On les presse d'aller jouer dehors, le froid les ramène aussitôt. On leur rappelle la pastorale, qui prête ses ressources aux élèves du premier cycle; mais on ne peut guère y travailler. Quant au café étudiant, qui est l'apanage du deuxième cycle, la musique et la fumée en chassent plusieurs.

La semaine suivante, André et ses amis jouent donc de nouveau à la balle dans le corridor. Menaces du directeur. Révolte d'André, qui adresse alors à la commission scolaire une plainte soigneusement rédigée. Mais le professeur de dactylographie en saisit la première version diffamatoire et la remet au directeur qui convoque André lequel, indigné, bouscule le professeur. Le directeur convoque les parents. La commission scolaire accuse réception de la lettre et renvoie André au directeur avec qui, entre-temps, elle a communiqué. Dans ses doléances, présentées au nom de ses amis, André se disait insatisfait des services reçus à l'école, demandait qu'on ouvre la bibliothèque le midi, proposait la transformation du café étudiant, réclamait un local, priait enfin qu'on fasse quelque chose «pour nous occuper». André et ses amis n'obtiendront jamais le local qu'il leur fallait. Le printemps est arrivé et ils sont allés jouer dehors.

Le récit d'André est exemplaire à plus d'un titre, ainsi que le confirment les élèves en entrevue: l'inaccessibilité aux locaux de l'école, la tyrannie des activités programmées, la réaction défensive des adultes, souvent incapables d'imaginer une solution concrète à un problème concret.

L'usage des locaux

En règle générale, disent les élèves, tous les locaux sont verrouillés sauf aux heures expressément prévues au programme pour les cours ou les activités dirigées. Quiconque veut faire ouvrir un local doit se munir d'une autorisation écrite; en tout temps, en tout lieu, l'élève doit pouvoir justifier sa présence.

Les classes sont fermées le midi et en fin de journée; l'étage même des classes est alors interdit. Pour s'y réunir «spontanément», une autorisation écrite et généralement la présence d'un professeur sont essentielles, de sorte que les élèves se heurtent souvent à des refus ou à des délais variables: ainsi, des élèves du premier cycle désireux de s'offrir une fête dans la classe, un midi, en ont parlé au professeur qui en a parlé au directeur dont le consentement leur est finalement parvenu deux semaines après la démarche initiale.

Les vestiaires sont fermés pendant les heures de cours. On les ouvre aux heures d'arrivée et de départ, pendant quelques minutes; il faut ensuite se passer du livre dont on n'avait pas prévu l'usage.

1. Madame Tremblay, en tant que personne-ressource au Conseil supérieur de l'éducation, a recueilli les données et participé à la rédaction du rapport annuel 1979-1980 du Conseil. L'essence de sa communication s'appuyait sur cette partie du rapport que nous reproduisons ici.

Les gymnases sont d'un accès limité. Ils sont parfois fermés le midi: «C'est barré et y a personne dedans», s'étonne un élève. Ils sont ouverts s'il vient un professeur; il est arrivé que des élèves en place pour un exercice de basket aient dû se rhabiller pour attendre dehors le professeur qui tardait. Généralement, les gymnases sont occupés par l'éducation physique et les équipes organisées; il est très difficile, voire impossible, d'y jouer spontanément, avec des partenaires réunis à l'improviste. Le soir, ils sont parfois ouverts à la communauté pendant que les élèves de l'école, renonçant à garnir les listes d'attente, en sont pour ainsi dire écartés.

Fréquenter la bibliothèque est à peine plus commode. Elle est fermée en même temps que l'école, de quinze à quarante minutes après les cours; on n'a pas le temps d'y faire ses devoirs. Le midi, des politiques diverses n'en assurent que rarement le libre accès: ici elle est toujours fermée; là elle ouvre deux fois la semaine et encore c'est à la demande des élèves. Ailleurs, c'est le contingentement: il faut s'inscrire comme à une activité; ou encore, il faut présenter un billet à l'entrée et choisir ses livres en dix minutes, avant que des cordons n'interdisent l'accès aux rayons. Il s'en trouve même une dont on ne peut plus sortir: on y reste enfermé jusqu'à la reprise des cours.

Les seuls lieux qui se prêtent aux rassemblements sont la cafétéria, les corridors ou les places intérieures (agora). Celles-ci ne sont accessibles que le midi, quand elles existent; dans les jours qui ont précédé notre visite, l'une d'elles avait été cédée temporairement aux membres de la fanfare et c'est en excluant les autres que, paradoxalement, elle servait ce que chacun appelait là-bas l'«harmonie» de l'école.

Dans les corridors, qu'on ne peut fermer à clef, il est souvent interdit de s'asseoir par terre; or, ou il n'y a pas de banc, ou on ne peut s'y asseoir qu'en rangée et en nombre limité, ce qui ne facilite guère les rencontres de plus de deux personnes.

La cafétéria sert à toutes les sauces, et d'abord à manger. Mais aussi à jouer aux cartes, à sécher les cours et, quand l'école ne dispose pas à cette fin d'un local approprié tel le D-116 ou le A-11, à retenir pour une période les élèves qui enfreignent les règlements: par exemple, cette élève, surprise par un gardien à circuler après la cloche, alors qu'elle se rendait chercher un livre pour un atelier de français. Dans les petites écoles du premier cycle où il n'y a pas de cafétéria, le gymnase ou l'auditorium en tient lieu, occasionnellement: dans un cas, les portes sont fermées à clef et les élèves n'en peuvent sortir avant l'heure désignée; dans un autre cas, les élèves doivent hâter leur repas pour sortir au plus tôt.

Reste donc le lieu de prédilection: dehors. Mais «dehors, il n'y a rien». Car les terrains, partout couverts de vastes parkings, ne sont généralement pas équipés pour le sport: un seul cas s'est présenté où on aménageait une piste d'athlétisme. Il est d'ailleurs des écoles où on ne peut voir dehors: des classes sans fenêtres exsudent un air confiné, sous un éclairage fluorescent, et «quand le système saute, y a pas d'école». On signale une école où les fenêtres sont disposées de telle sorte qu'il faut gravir successivement trois étages pour reconstituer, du même angle, l'arbre entier qui se dresse devant elles.

Les écoles elles-mêmes ferment tout de suite après les cours, sauf pour les activités autorisées et quelques autres tolérances. À l'heure dite, on fixe les chaînes et les élèves doivent évacuer les lieux. «On le fait d'instinct, disent en riant les élèves, il n'y a pas de danger qu'on reste!» D'ailleurs, le voudrait-on, les autobus scolaires n'attendent pas.

La confiance

Les directions sont à bon droit soucieuses du maintien de l'ordre et la «loi du cadenas» vise avant tout à prévenir les vols, le vandalisme, l'absentéisme. Les élèves eux-mêmes en perçoivent l'intention et rapportent le traitement qui leur est fait à des incidents de ce genre. Mais ces raisons doivent être analysées, c'est-à-dire rapprochées de la réalité que vivent les élèves.

N'a-t-on pas organisé l'école entière en fonction des délinquants? Car la plupart des contraintes s'adressent à l'ensemble des élèves, sans autre distinction souvent

que le niveau, avec plus de souplesse parfois pour les aînés mais peu de considération pour la capacité de chacun à assumer des responsabilités graduées. «Ils ne nous font pas confiance», répètent inlassablement les élèves. L'intention est de fermer la porte aux délinquants; mais en la fermant à tout le monde, on insinue que tout élève en liberté est un délinquant qui s'ignore. On veut éviter qu'il ne se fasse «quelque chose de mal»; les élèves éprouvent qu'«on ne peut jamais rien faire». Et c'est ce qu'exprime justement une élève du premier cycle en échappant cette plainte d'une lumineuse ambiguïté: «Ils ont toujours peur qu'on fasse quelque chose!»

«Ils nous disent: c'est votre école, c'est votre maison», remarque une élève, pour aussitôt mettre en doute cet énoncé. C'est en effet le thème de la prison qui revient dans les propos de tous les groupes rencontrés. La prison n'est pas précisément une école de responsabilité. Un ex-détenu raconte que plusieurs semaines après sa libération, il avait encore tendance à s'immobiliser devant une porte close. À la question: «Y a-t-il un endroit dans l'école où vous vous sentiez chez vous?», un élève rétorque: «Oui, nos cases!». Comme par hasard, les casiers des élèves sont les seuls lieux fermés dont ils ont la libre disposition (quand le vestiaire n'est pas verrouillé).

Il y a des écoles où la permission d'occuper un local est plus volontiers accordée. Le verrou sur la porte reste toutefois la règle absolue. Certes, il ne s'agit pas d'abandonner l'école aux élèves, ils n'en ont nul désir: ils attendent une solution concrète à un problème concret, le besoin d'espace. Autrefois, par exemple, les élèves étaient admis dans les classes le midi et pour assurer la surveillance, on exigeait qu'ils laissent la porte... ouverte!

Les activités programmées

La plupart des écoles offrent aux élèves, en dehors des cours, un éventail d'activités régulières, culturelles et sportives. Les programmes sont généralement conçus par les adultes et l'élève fait son choix.

Les activités culturelles, par exemple, sont souvent organisées comme des cours, à heures fixes, dans les classes, sous la direction d'un professeur. Il faut s'y inscrire et les places sont forcément limitées de sorte que, comme le regrette une élève, «on ne peut pas faire une semaine quelque chose et ensuite changer...».

Les activités sportives, confiées aux éducateurs physiques, sont surtout orientées vers la formation d'équipes entraînées pour les compétitions. On s'y inscrit, «il faut toujours s'inscrire pour tout!» Les meilleurs athlètes sont retenus, les autres ne jouent pas ou «jouent sur le banc». Ce souci de la performance désole bien des élèves que le programme obligatoire et l'évaluation systématique des cours d'éducation physique tendent déjà à éloigner du sport. Une élève, dont les amis ont été éliminés de l'épreuve de cross-country, s'interroge: «Et s'ils veulent prouver qu'ils sont capables de le faire, eux, même s'ils arrivent les derniers?»

Pour les sorties et certaines activités occasionnelles, surtout sociales (danses, tournois, festivals), on consulte habituellement le conseil étudiant, appelé à sonder les préférences des élèves et même à assumer des responsabilités diverses. Mais on y glisse des visites «parachutées» et l'événement de l'année dans une école fut le tumulte à la projection du film «Molière» devant les élèves mal préparés, réunis dans un cinéma local dont on avait pris soin de verrouiller les portes pour empêcher quiconque de sortir avant la fin.

Les initiatives des élèves

Les initiatives des élèves, même quand on les appelle de ses voeux, se heurtent inévitablement aux obstacles nombreux de l'accès à l'équipement, du processus de décision et de la tutelle des adultes.

La condition indispensable et universelle pour organiser quelque chose, c'est en effet: «Il faut se trouver un professeur!» Car, sauf exception, rien n'est possible hors la présence d'un professeur. Beaucoup de professeurs sont accueillants, mais cette condition rend les élèves entièrement dépendants d'eux. «Il y a déjà eu une activité vidéo, rappelle un élève, parce qu'un professeur s'y intéressait».

Il y a des écoles où l'équipement paraît accessible sur demande: il suffit de présenter sa carte d'identité. Mais en général, le processus est laborieux, il faut «quêter» l'équipement. Des élèves du secteur professionnel ont dû faire quatre fois la même démarche pour emprunter un équipement de football qui pourtant reposait sur des tablettes et dont ils n'ont finalement obtenu que le ballon.

C'est que les ressources sportives sont destinées en priorité aux équipes officielles, c'est-à-dire placées sous le contrôle des adultes. Une élève a formé la première équipe féminine de basket dans une école où c'est le volleyball qui est «organisé»: elle a toutes les peines du monde à rassembler l'équipement dont les pièces lui arrivent successivement au fil de l'année. Ailleurs, un élève du secteur professionnel dirige une petite équipe de handball dans une école où le handball est déjà «organisé»: exclu du local d'exercice, il en trouve un autre, inadéquat, et l'équipe s'effrite en cours d'année. «Des jeunes comme nous, conclut-il, partir des affaires ça marche pas; il faut que ce soient des adultes».

Les appareils audio-visuels, les instruments techniques en général, les élèves en approchent encore plus rarement: «On ne touche pas à ça!» Ou il faut alors une permission, un professeur et trois semaines. À mesure que les «jouets» fort coûteux dont bien des écoles meublent leurs vitrines échappent aux élèves alléchés, ceux-ci abandonnent: «On a le temps de se tanner et de changer d'idée», explique un élève d'électro-technique qui passe des journées entières chez lui à jouer avec des débris de téléviseurs et qui ne trouve personne pour expérimenter avec lui le précieux oscillographe de l'école. «Si les responsables de l'école passaient leurs affaires, ajoute-t-il, ils auraient moins peur: à ton nom, avec ta carte, ce serait ta responsabilité. Mais ils mettent toute la responsabilité sur le professeur».

Pour les projets plus complexes destinés à des groupes entiers, c'est le processus de décision qui est perçu comme un obstacle. Dans une école, les élèves qui caressent le projet d'organiser une excursion doivent en parler au représentant de la classe qui le soumet au conseil d'animation auquel participe le directeur qui, lui, en saisit le comité de parents d'où il redescend vers le conseil de secteur, avant d'aboutir au représentant de la classe. «C'est une montagne, les élèves finissent par ne plus rien proposer», remarque l'un de ceux qui participent au conseil d'animation.

Même quand un projet est accepté, confie un élève, à chaque étape, pour chaque besoin, reprend la danse des autorisations: «Tu te bats tout le temps pour la moindre affaire, tu te rends jamais en haut». Cet élève avait tiré son amertume d'une expérience pénible. «J'ai essayé d'organiser des choses, mais c'est toujours des bâtons dans les roues». Il avait conçu avec un groupe de la JEC un projet de «journée étudiante» destiné à toute l'école et qui impliquait un déplacement. Il obtient l'autorisation et prépare le programme en fonction de la date convenue. Mais au fil des mois, la direction recule l'échéance, ce qui oblige le groupe à modifier le programme initial, qui n'est plus de saison; elle invoque ensuite les ressources insuffisantes, puis elle réduit la participation aux élèves d'un seul niveau. Chaque fois, le groupe adapte son projet aux nouvelles exigences. «Ils nous rapetissaient ça tout le temps et finalement, le matin du départ, il n'y avait pas d'autobus. La direction avait oublié de les faire venir!» La «journée étudiante» n'eut pas lieu. «Je ne fais plus rien, avoue cet élève; un an, c'est long à se faire niaiser».

Il y a des projets plus modestes. Pourtant, les élèves essuient fréquemment des refus, le plus souvent associés au manque d'argent. Le refus n'est pas toujours clairement exprimé; on impose plutôt des conditions qui en sont l'équivalent. Ainsi, des élèves de cinquième année qui songent à préparer une partie de sucre doivent satisfaire aux conditions suivantes: ne pas utiliser le nom de l'école, s'autofinancer, fixer le départ après les cours et fournir une liste de cinquante élèves prêts à y participer. Le projet est tombé à l'eau.

Cet ensemble de difficultés inhibe les élèves. «Ça enlève le goût d'organiser quelque chose, les préparatifs sont trop longs». Les initiatives qui émergent n'en sont que plus remarquables. Un élève qui a créé un club d'échecs très fréquenté a dû attendre longtemps qu'on lui ouvre une classe, où on joue maintenant tous les

midis même s'il faut se hâter de tout ranger à la reprise des cours. «Les professeurs ne s'impliquent pas assez, ironise un autre, mais qui va rester là à regarder le monde jouer aux échecs?»

Quand les élèves jouissent des conditions requises pour organiser quelque chose, bien des avantages apparaissent en effet. Un tournoi de ballon-balai dont ils avaient l'entière responsabilité a connu selon eux un succès plus vif qu'une journée sportive en haut lieu, parce que les élèves entre eux avaient su d'instinct faire circuler l'information, simplifier les formalités et communiquer leur enthousiasme.

Exceptionnellement, dans une école où s'est éteint par ailleurs le conseil étudiant, les élèves inscrits à une activité forment une sorte de club dont la gérance est confiée par cooptation aux aînés d'entre eux. L'autonomie existe. Elle est rare et parcimonieuse.

La participation aux décisions

Les conseils étudiants, à qui on doit pourtant l'essentiel des initiatives, n'ont pas de pouvoir réel: ils n'ont ni budget, ni local (sauf dans un cas et il s'agit d'un local sans table), ni facilités pour communiquer; et ils sont placés sous la direction d'un professeur ou d'un technicien en loisirs. Ce sont d'ailleurs des comités de loisirs plutôt que des «syndicats» étudiants. On y élit un représentant par classe, on forme parfois un conseil par niveau ou par secteur, mais sans hiérarchie étudiante; il n'y a pas d'exécutif élu responsable devant ses commettants. Dans une école, on a créé carrément un «conseil d'animation» où professeurs et étudiants sont également représentés.

Aussi, les conseils sont-ils souvent perçus par les élèves comme la courroie de transmission de la direction: «Ils sont là pour la décoration!» Dans certains cas d'ailleurs, ils ont succédé à des associations étudiantes, dissoutes à la suite de conflits avec la direction. «À ma polyvalente, raconte une élève, il n'y a pas de conseil étudiant. Il y en a déjà eu et il y a eu des troubles. On en a refait un et on a même prévu des activités; mais la direction a dit que ça relevait des professeurs».

Quand les élèves sont invités à participer aux mécanismes de décision de l'école ou de la commission scolaire, la consultation réelle n'est pas assurée pour autant. Dans une région où cette expérience fait la fierté des responsables, les représentants étudiants sont plutôt désenchantés: ils assistent aux réunions, mais ils ne sont pas élus par les élèves et n'ont aucun moyen ni de recueillir leurs points de vue sur les sujets abordés, ni de leur communiquer l'information qu'ils reçoivent.

La foule solitaire

Sans temps libre ni espace approprié, aucune vie de groupe — entre étudiants — ne peut se développer. Cinq ou six amis voudraient-ils se réunir spontanément pour parler, rêver, créer ou flâner que, à strictement l'envisager, ils ne le pourraient pas. Priée d'émettre une suggestion pour améliorer l'école, une élève propose simplement: «Donner plus souvent la chance aux étudiants de se parler».

C'est que, si on se méfie des élèves quand ils circulent seuls, on a franchement peur des groupes qu'ils forment. N'y a-t-il pas cette tendance à l'oeuvre dans les mécanismes de consultation où les étudiants sont sans mandat, c'est-à-dire reçus à titre individuel seulement? Et dans les associations étudiantes elles-mêmes qui sont sans ressources, c'est-à-dire empêchées de fonctionner comme groupe? En réalité, on a désamorcé les mécanismes collectifs.

Le personnel n'est pas suffisant, dira-t-on, pour surveiller tout le monde, partout, tout le temps. Assurément, car même dans les activités libres, on tend à déplacer sans cesse la responsabilité de l'élève vers l'adulte. «Ils disent: organisez des activités. Mais il faut un professeur en permanence!» Faute de miser sur la confiance personnelle et la discipline spontanée du groupe, on s'impose une tâche de surveillance et surhumaine. Aussi, voit-on bien des écoles céder à une boulimie de personnel, parfois spécialisé et coûteux, dont la présence réduit encore l'aire d'autonomie de l'élève. On signale une école où des «corridorologues» envahissent le dernier bastion de la flânerie étudiante. Il y en a une autre où on a au contraire combattu avec succès le

vandalisme en créant parmi les élèves une coopérative d'entretien dont les membres sont rémunérés et assurent d'instinct, le respect de leur travail. C'est là faire appel aux processus d'autorégulation, moins coûteux pour l'administration, plus profitable aux élèves.

La normalisation

Les ressources matérielles de l'école (locaux et équipements) ne sont pas considérées comme une structure d'appui à la curiosité et à la libre initiative des élèves, mais comme des «jouets» trop précieux pour les laisser entre leurs mains. En conséquence, des installations coûteuses servent trop peu ou alors, sous la tutelle des adultes, à des activités standardisées, mesurées et dispensées comme l'enseignement lui-même. «Ce que je voudrais, dit une élève qui n'arrive pas à utiliser le gymnase, c'est pas des cours de sport, tu sais: juste jouer pour le plaisir!»

Pour l'élève, toutes les issues autres que l'«étude» (cours ou activités standardisées) paraissent donc se fermer: «Ce n'est pas un milieu humain, tout est dirigé vers l'étude, et on passe notre jeunesse là-dedans!» Les activités parascolaires, en effet, sont traditionnellement le lieu du jeu, de la spontanéité, de la gratuité, où l'élève expérimente, explore, invente, et redécouvre à l'écart des adultes (et non pas tout à fait sans eux): c'est là ce qui les distingue des cours. Or, si on continue à attendre des élèves qu'ils développent autre chose que des connaissances abstraites, on en évite soigneusement le risque. «On peut pas montrer nos valeurs... ils nous laisseront jamais rien créer dans ce système-là».

Chaque fois qu'une valeur semble disparue de la vie réelle dans l'école, on tend à la récupérer sous forme d'enseignement. Ainsi, certains songent à des cours d'initiation à la vie sociale, sans voir peut-être que ce ne sont pas des connaissances abstraites sur la vie sociale qui manquent aux élèves mais, dans bien des cas, les conditions concrètes de son épanouissement. Le mot «sport» répété cent fois n'a pas le plus petit commencement de réalité tant qu'on n'a pas un ballon entre les mains, et alors on peut se passer du mot. Les mots «vie sociale» ne produiront jamais la chose qu'ils désignent comme l'eût fait, sans doute, cette «journée étudiante» qu'on a fait avorter.

En réalité, compte tenu que les situations décrites ne surgissent pas partout et toutes à la fois, cette normalisation des conduites appauvrit les cours eux-mêmes, dépouillés de ce que l'élève pourrait apprendre hors des cours, sur lui-même et sur les autres, et dont il viendrait ensuite, dans ses travaux obligatoires, tester le mérite auprès du maître.

Quand leurs initiatives sont autorisées, les élèves n'accèdent pas facilement à une responsabilité complexe: il arrive que, dans la réalisation d'un projet pourtant approuvé, ils doivent pour chaque pas en référer aux adultes; ils n'ont pas, même dans les limites d'une enveloppe globale, le choix des moyens. C'est une responsabilité unidimensionnelle. On parle souvent de la fragmentation du savoir; ici, c'est l'initiative qui est en miettes.

Or, dans leurs familles, à l'extérieur, beaucoup d'élèves assument des responsabilités plus lourdes qu'à l'école. Ils s'occupent des plus jeunes, ils conduisent la voiture paternelle, ils administrent un budget personnel, ils travaillent à temps partiel. Et surtout, ils ne sont pas sous surveillance constante.

À l'école, les adultes ne laissent pas les élèves vivre en dehors d'eux et les élèves ne peuvent ainsi intérioriser les exigences des adultes. C'est la définition même de la dépendance.

Les moyens d'expression

Les salons ou les cafés étudiants, que les élèves peuvent théoriquement ordonner à leur guise, sont source de problèmes et subissent l'érosion de leurs privilèges. La musique populaire et les «émanations de fumée» en font le rendez-vous d'une certaine faune, de sorte qu'ils ne satisfont pas tous les groupes d'élèves, pourtant contraints souvent à y chercher refuge puisqu'il n'y a pas d'autre local proprement étudiant, «où on pourrait créer une ambiance à nous», précise une élève déçue.

Dans certaines écoles on les a fermés ou on en limite l'accès aux élèves du deuxième cycle. Ailleurs, on a cessé d'y servir des jus, on a supprimé la musique, ou on a déménagé à la pastorale le piano (cadenassé) qui s'y trouvait. Il y a une tendance marquée à faire en sorte que la salle de pastorale tienne lieu de refuge étudiant. «La pastorale, c'est un beau local, commente le jéciste de tout à l'heure, mais personne n'y va. On est bien, c'est décoré, il y a des lumières de couleur, il y a de la musique calme. Mais tu peux pas bouger, tu peux pas rien faire, par exemple jouer aux dames ou crier».

Dans une école, où le café étudiant a été fermé, on avait pensé à une solution de rechange avant de s'adresser au service de pastorale. «Ils ont essayé de nous donner un local par niveau, avec un professeur en permanence et le droit de faire ce qu'on veut: la porte était ouverte une heure par jour et on pouvait rien faire; ça été abandonné».

Là où il y a des journaux étudiants, des professeurs ou l'administration y mettent la main plus que les élèves eux-mêmes. Dans une école, un seul numéro a été publié cette année et la direction en a réduit le contenu de trois ou quatre pages à «une feuille pliée en deux», en invoquant le coût du papier. Le service d'imprimerie, disent les élèves, sert d'abord les professeurs et il est toujours débordé.

Le seul journal entièrement étudiant dont aient parlé les groupes rencontrés en entrevues est d'abord une initiative des professeurs, reprise ensuite par les élèves. Les professeurs le maintenaient en vie parmi les activités dirigées du mercredi après-midi. Les élèves inscrits s'en désintéressaient peu à peu. Un noyau plus tenace a alors obtenu qu'il soit autogéré et les élèves ont formé des équipes de travail pour en assurer la publication. Puis, ils ont voulu un local pour y travailler aux moments libres. Ils ne l'ont obtenu qu'à la fin de l'année. Il est ouvert tous les midis, mais ils ne disposent pas de la clef: c'est le local... de pastorale.

Dans une autre école, des élèves du premier cycle racontent au contraire comment ils ont régressé: leur journal n'a que deux pages, il a paru deux fois et les textes y sont choisis par le professeur; or, ils ont terminé l'an passé leur cours primaire en produisant régulièrement un journal d'une vingtaine de pages auquel ils confiaient «des blagues, des caricatures, des dessins, des poèmes...», sans que le professeur n'intervienne sinon pour les tâches de correction. «C'est nous qui le faisions. On avait des stencils, on le brochait, on le passait. Cette année, on sait pas ce qui se passe, les élèves qui sont dans le journal n'ont pas de responsabilité. Nous autres, l'an passé, on était obligé de le faire, il fallait le sortir, à telle date; on jetait nos idées sur le papier et puis vite! Je trouve qu'on avait plus de liberté en sixième qu'en secondaire I».

La passivité

On dénonce ensuite la «passivité» des élèves et ceux-ci en conviennent. Elle existe parce que l'irresponsabilité n'est pas sans attrait. Réduit à des conditions d'irresponsabilité, chacun tend à développer l'attrait de l'irresponsabilité, c'est-à-dire la passivité: c'est tellement plus facile de tout attendre des autres. Inversement, quiconque est contraint par les circonstances ou la confiance des autres à prendre des responsabilités développe le sens des responsabilités: c'est tellement plus satisfaisant d'agir.

On a fait de la passivité un trait de génération et c'est là un mythe. Les élèves d'aujourd'hui ne sont pas plus «naturellement» passifs que ceux d'autrefois: ils le sont devenus là où ont été réunies les conditions objectives de la passivité. Croire le contraire, c'est chercher à se disculper quand on a contribué à créer ces conditions.

Dans une école où la «loi du cadenas» s'accommodait d'une plus grande souplesse dans le mode de participation à la vie scolaire, des élèves ont formé le CRABE ou Comité révolutionnaire anti-bof de l'école, afin de combattre l'inertie générale en prenant des initiatives. Dans la même école, des élèves ont repris des professeurs qui l'avaient lancé la gestion du journal étudiant, maintenant augmenté et autofinancé.

Et que lit-on dans ce journal? Très exactement ce que tous les élèves disent

quand ils ont la liberté d'agir et de parler comme c'était le cas dans les entrevues qui ont dicté ce rapport. À la dernière page d'un numéro, une bande dessinée que signent deux élèves racontent en effet l'anecdote suivante. Succombant un soir à «une crise de paranoïa», un élève prépare un liquide explosif. Le lendemain, il vérifie «si les portes étaient bien enchaînées, comme d'habitude», il verse le liquide dans la serrure et y met le feu. L'explosion fait fondre le plafond et précipite les élèves vers les sorties d'urgence: «Hélas, les portes ne pouvant s'ouvrir, les élèves périrent inondés dans le résidu du plafond».

Pour éviter que les élèves non pas meurent ainsi étouffés mais vivent, «l'école secondaire doit favoriser l'exercice de la liberté et de l'initiative, l'expression spontanée, le développement du sens critique et le libre choix de certaines activités». («L'École québécoise»)

Vivre à l'école... t'appelles ça vivre, toé Jos!

François Gilbert
directeur d'école

Le rappel de cette chanson que Jean-Pierre Ferland avait justement écrite sur le monde du travail m'apparaît une très bonne introduction pour présenter brièvement le climat qui prévaut dans le milieu scolaire actuel. Il faut se rendre compte, une fois pour toutes, que lorsqu'on remet en question l'école sans impliquer profondément les attitudes et les comportements des adultes de notre société, nous dévions fondamentalement la problématique et l'orientation des actions à entreprendre pour effectuer les redressements qui s'imposent. J'ai vécu l'école sous différents angles: agent de pastorale au primaire, enseignant au secondaire, attaché de recherche en gestion participative, chargé de cours au cégep et à l'université et depuis quelque temps, directeur adjoint dans une polyvalente et toujours, j'ai noté cette incohérence de la critique qui cherche à guérir les causes en s'attaquant uniquement aux effets.

L'école est, à n'en pas douter, le reflet fidèle et choquant de notre société; elle est cette image de nous-même qui nous frustre et nous donne envie de désespérer. Et si nous consacrons tant d'effort et tant d'énergie pour en changer l'aspect, l'apparence, sans avoir encore réussi à y implanter les valeurs qui l'orienteraient vers un avenir de qualité, c'est peut-être parce que nous, les adultes, ne sommes pas prêts à payer le prix des changements qui s'imposent.

D'après vous, y a-t-il encore quelque chose d'important qui n'a pas été dit sur notre système d'éducation? Je relisais des passages de plusieurs critiques et analystes du système scolaire (les Grand'Maison, Legendre, Naud et Morin; les nombreux rapports du Conseil supérieur de l'éducation) et encore dernièrement, le supplément du Devoir. Et je constate encore une fois l'inefficacité, l'inutilité de l'analyse, de la recherche lorsqu'elles sont dissociées de l'engagement dynamique et de l'agir quotidien. Poussons plus loin... Y a-t-il une approche pédagogique, une expérience d'ici ou d'ailleurs, un mode de gestion qui n'ont pas été expérimentés au Québec? Et lorsque je vois mes quatre enfants s'engager déjà dans les méandres des prochaines réformes, des nouveaux programmes, si le «passé est garant de l'avenir» j'avoue que je ne suis pas tranquille.

Je crois donc fermement que la problématique de la vie en milieu scolaire se situe ailleurs que dans le réaménagement des structures, ailleurs qu'au seul plan des ressources financières et matérielles. Tant et aussi longtemps que nous n'aborderons pas franchement les problèmes de relation entre les différents partenaires de l'école, tant et aussi longtemps que nous refuserons d'admettre que ce sont nos institutions elles-mêmes et les contre-valeurs qu'elles propagent qui font de l'école ce qu'elle est, nous ne réussirons qu'à nous évader de nos véritables responsabilités. J'ai la conviction profonde que l'harmonie école-travail passe d'abord par la réconciliation entre le monde des jeunes et le monde des adultes.

Les institutions et leur fonctionnement actuel

Nous possédons, à mon avis, toutes les ressources techniques et financières pour assurer à nos institutions scolaires un fonctionnement adéquat. Pourtant, le système est ainsi fait qu'il reste possible à des parents, à des directeurs d'école, à des administrateurs, aux bureaucrates et aux techniciens de l'éducation qui n'ont peu ou pas de concentration réelle sur les besoins des jeunes, d'entretenir l'aliénation des êtres humains qui leur sont confiés. Les institutions scolaires actuelles sont, à l'exemple du monde du travail, le terrain privilégié des combats des adultes plutôt que le lieu de développement, d'épanouissement de notre jeunesse. Et de ce fait, il m'apparaît que les jeunes ne peuvent réagir que négativement à l'isolement auquel nous les condamnons quotidiennement dans les structures scolaires. En effet, ils apprennent peut-être plus ce qu'ils ne voudraient pas devenir que ce que nous souhaiterions qu'ils deviennent. Les

prétendues «nouvelles valeurs des jeunes», leur contre-culture, la «nouvelle classe sociale» qu'inventent certains analystes ne sont, à mon sens, qu'un reflet de la pauvreté de notre conscience sociale et la contestation, souvent passive, d'une jeunesse qui n'a pas vraiment sa place dans notre société. L'école n'est pas, pour le moment, un moyen d'ÊTRE, d'apprendre à vivre; elle est, de par les valeurs que véhicule la structure institutionnelle et les personnes qui l'orientent, un moyen d'AVOIR. L'école est un centre de production, une entreprise sociale axée sur des besoins d'entretien au détriment des besoins de développement et de croissance personnels.

Le monde du travail reproche souvent à l'école de mal préparer les jeunes à leur entrée dans les rangs des travailleurs. Si on veut dire par là que nos jeunes sont mal conditionnés, que les robots ne sont pas au point, que les compétences techniques laissent à désirer... Je crois que les employeurs auraient avantage à changer leurs critères de préparation au monde du travail. Ce que nous devrions tous ensemble déplorer c'est que l'école actuelle, dans son fonctionnement et ses programmes, ne présente pas les conditions essentielles pour apprendre à vivre et à se réaliser individuellement et collectivement. Le mandat social de l'école est filtré à un point tel que la majorité des directeurs d'écoles et des enseignants ne croient pas sérieusement qu'ils sont des éducateurs chargés de parfaire les valeurs familiales et de les orienter vers l'édification de toutes les dimensions du vécu social.

Le complexe pouvoir-puissance

Depuis une dizaine d'années, un rêve nous hante, un mot à la mode nous fait frissonner de plaisir: la PARTICIPATION.

Une analyse superficielle de la société contemporaine pourrait nous inciter à croire que les projets, les objectifs institutionnels et les grandes décisions qui conditionnent la vie à l'école ne sont plus le fait d'individus isolés qui jouissent d'un pouvoir absolu sur la masse. Nous avons trop souvent l'impression que les grandes valeurs démocratiques véhiculées par les mass-média sont déjà, dans les faits, des réalités qui ont un impact significatif. Bien sûr qu'à long terme, les valeurs de participation, de concertation, de consensus tranformeront le vécu collectif... Ce changement s'effectuera pourtant d'autant plus lentement que l'on se contentera d'accoler des étiquettes sur des comportements administratifs désuets. La subtilité des moyens de communication et le raffinement des techniques de groupe fournissent à nos dirigeants modernes les moyens qui leur sont nécessaires pour régler le problème de la «majorité silencieuse». Il suffit souvent d'un sondage d'opinion bien orchestré et d'une interprétation louvoyante pour convaincre ceux qui n'ont rien à dire dans les décisions qui les impliquent qu'ils se sont exprimé sur tout, qu'ils ont participé.

Le pouvoir actuel est souvent édifié sur le refus d'agir de ceux qui détiennent la puissance. C'est dans ce sens que le fait de favoriser à outrance le droit à l'abstention défigure le sens de l'engagement social aussi bien dans nos écoles que dans nos milieux de travail. Si l'on considère cette même réalité du pouvoir sous un autre angle, celui des organismes de représentation (les gouvernements, les syndicats, les comités de parents, les associations professionnelles, les regroupements d'administrateurs, etc...) il m'apparaît que là aussi la «suppléance» qu'ils exercent au nom de leurs membres est trop souvent un prétexte facile au désengagement. Tout être humain, et l'étudiant en particulier, devrait être, à tous les niveaux de son vécu, un participant responsable parce qu'il détient une part du pouvoir et de la puissance qui conditionnent la réalisation des objectifs du groupe auquel il appartient.

Ce qui manque, à mon avis, dans nos écoles, ce sont des adultes équilibrés, responsables, matures et engagés. Je vous réfère à la publication du MEQ, l'«Esquive», qui développe d'une façon magistrale cet immense besoin des jeunes. André Naud et Lucien Morin y écrivent: «L'esquive s'exprime d'abord et avant tout par le grand silence qui plane autour des jeunes dans le monde scolaire concernant les valeurs dont il importe de vivre et de faire vivre». (p. 11) Il faudrait aussi lire le volume de Rénald Legendre, «Une éducation... à éduquer», pour constater qu'il devient impérieux qu'un «nouveau type d'éducateurs»

habitent les structures du système scolaire actuel

Si le jeune à l'école n'apprend pas à participer, à s'implanter, s'il ne se forme pas à la concertation, c'est peut-être et surtout parce qu'il rencontre peu ou pas de ces adultes imbus d'un véritable idéal démocratique. Si le jeune à l'école est démotivé, décroché, s'il ne croit pas que ses efforts ont un sens pour son bonheur à lui et pour la réussite de la collectivité, c'est peut-être parce qu'il nous imite. Si le jeune ne sent pas tellement le besoin de préparer son avenir, c'est peut-être qu'il rejette celui que nous lui décrivons.

Les problèmes de dépersonnalisation des jeunes à l'école

Jean-Guy Dubuc affirmait, dans son éditorial du 15 janvier dernier:

On ne peut accepter que l'école secondaire serve à la dépersonnalisation des individus et à la culture de tendances aliénantes. Si tous les partenaires de l'enseignement ne se donnent pas la main dès maintenant, notre société québécoise de demain sera triste et insignifiante par notre faute.

Un auteur disait un jour que lorsque l'adulte se tait, les jeunes restent prisonniers à l'intérieur d'eux-mêmes. Comment arriver à se personnaliser si on a l'impression que tout ce que nous sommes est inacceptable, doit être changé, défiguré... Un jeune affirmait: «On existe avant d'être des adultes». Le dilemne est total... Une large majorité de jeunes ne vivront pas à l'école tant et aussi longtemps que le système les empêchera d'exprimer les différentes étapes de créativité qui édifient leur personnalité, tant et aussi longtemps que les «patterns» qu'on leur imposera seront calqués sur nos attitudes et nos comportements d'adultes.

Si par hasard, aujourd'hui, certains d'entre vous s'inquiètent des qualités personnelles et sociales du jeune qu'il recevront demain dans leur entreprise, si vous croyez que l'adulte de demain est déjà défavorisé de par la faiblesse de sa culture, de ses compétences de base et en raison du peu d'intérêt que l'on semble porter à son développement global... il aurait fallu s'alarmer plus tôt.

Vivons-nous dans un monde de personnes... de relations humaines? Notre conception de «travail à la piastre» n'est-elle pas l'une des principales causes de la dépersonnalisation en milieu scolaire? S'il est vrai que le jeune vient vivre à l'école d'abord pour découvrir quel genre d'homme ou de femme il a la possibilité de devenir plus tard, il faudrait peut-être se demander quel genre d'hommes et de femmes le jeune rencontre dans le monde du travail? Et là, je ne crois pas me tromper en affirmant qu'il n'apprécie pas toujours ce qu'il découvre... dans le monde de travail de ses parents, auprès des «travailleurs de l'enseignement». Il n'apprécie sûrement pas beaucoup le monde de contrôle, de dirigisme et de manipulation que les «patrons» du système scolaire lui imposent. Si ma perception est si fausse, pourquoi l'élève vit-il à l'école un sentiment profond d'échec et d'impuissance?... 35% d'échecs au secondaire, 15% de drop-out et, sans exagérer, peut-être 15 à 25% de drop-in...

La personnalité humaine se développe dans le dépassement de soi, dans un environnement humain de qualité qui sait où il va et quel avenir il veut préparer pour la jeunesse... Et je crois qu'avec la compréhension véritable du «projet éducatif» il sera possible d'offrir cet environnement de qualité à nos jeunes.

Le projet éducatif veut regrouper, concerter dans une action à la fois cohérente et adaptée aux réalités de la jeunesse, tous les partenaires de l'éducation. Et en ce qui me concerne, je crois que les éducateurs et les administrateurs qui oeuvrent à l'intérieur du système scolaire ne pourront jamais construire un projet éducatif orienté vers l'avenir s'ils n'entrent pas en communion avec le monde des adultes, des parents, avec les différents milieux de travail.

En guise de conclusion

L'éducation est une oeuvre collective. Elle est impossible à réaliser d'une façon qualitative dans l'incohérence et la démission. Si l'enseignant reste, à l'école, le pivot de la réalisation concrète du projet éducatif, il est indispensable qu'il soit appuyé par tout le milieu, par des gens du monde du travail, par des adultes qui ne

doivent en aucune façon se désister face à leur responsabilité d'éducateur dans la société.

Je lance donc un appel aux travailleurs, aux organismes, aux entreprises, pour qu'ils consacrent des énergies à promouvoir un sens du travail qui soit un moyen d'épanouissement personnel et un ervice à la collectivité. Il leur faudra s'impliquer dans l'école non pas pour chercher à y prendre le pouvoir, mais pour venir y témoigner. Et surtout, il faudra que l'école s'ouvre aux jeunes et leur laisse la chance d'apprendre en s'engageant réellement dans le présent de notre société.

Bibliographie

Grand'Maison, Jacques, *L'école enfirouapée*, éd. Stanké, Ottawa 1978.

Hugues, Charles L. *Négocier les objectifs pour la réussite des hommes et de l'entreprise*, éd. Hommes et techniques, 1969 (Traduction).

Legendre, Rénald, *Une éducation... à éduquer!* éd. France-Québec, coll. Le défi éducatif, Montréal 1979.

Naud, André et Morin Lucien, *L'Esquive: l'école et les valeurs*, éd. MEQ, Conseil supérieur de l'éducation, Québec 1978.

Muchielli, Roger et Maistriaux, Robert, *La formation à la concertation*, Entreprise moderne d'éditions-Les éditions ESF, Paris 1977.

Pronovost, Louison *Transition école-travail et délinquance*, rapport de recherche miméographié, U. de Montréal, 1979.

CECM, *Rapport COGES*, sur la gestion des écoles secondaires, 1975.

Vivre à l'école: une adaptation

José Roy
étudiant en droit, Université Laval
secrétaire général, RAEU

Les cours, les manuels et les valeurs véhiculés correspondent aux standards des classes moyennes-supérieures et supérieures. Et qui dit adaptation infère mésadaptation car il existe un nombre certain d'enfants qui seront classés comme sous-doués parce qu'issus d'un milieu à revenu inférieur. Ils ont un rattrapage à faire avant de commencer à apprendre. Plusieurs études ont prouvé l'existence de ce phénomène de sélection socio-culturelle. En ce sens, la démocratisation de l'enseignement a été un échec partiel. L'accessibilité au primaire et au secondaire a été démocratisée mais l'enseignement ne l'a pas été dans son contenu. Attention! je ne veux pas dire qu'il faut alléger l'enseignement dans son contenu pour le faire correspondre à des normes qualitatives moins élevées mais qu'il faut modifier forme et pédagogie pour que la formation soit accessible au public auquel elle s'adresse et qu'elle fasse appel à des exemples qui correspondent à des références culturelles adaptées au milieu. Par défaut d'avoir su être accessible à son public cible (qui varie dans le temps et l'espace) l'éducation «crée» ces mésadaptés, des sous-doués.

De plus, l'enseignement normalisé à outrance comporte des inconvénients: le rythme d'apprentissage et son contenu sont établis en fonction de «l'élève moyen». Or, il est prouvé que moins de la moitié des élèves se rapproche de l'élève moyen.

Lors de la réforme de l'éducation, il y a eu la rage des grosses boîtes, (polyvalentes) et des gros «kits» (équipements et audio-visuel). Le but était peut-être louable: équipement complet et clientèle suffisamment grande pour permettre un choix plus varié d'options. On doit aujourd'hui constater que si certains buts ont été atteints, il y a eu par contre robotisation, dépersonnalisation et absence quasi totale d'encadrement dû au nombre des intervenants scolaires dont aucun n'a plus la responsabilité d'un étudiant donné. De plus, la formation générale a laissé place en grande partie à l'industrialisation de l'enseignement, la spécialisation.

Adaptation, normalisation, déshumanisation, absence d'identification au milieu, voilà des lacunes graves à corriger. Autre lacune: la formation est beaucoup plus orientée qu'elle ne l'était sur les besoins industriels; ce n'est pas une lacune en soi mais il faudrait que cet objectif de formation professionnelle se double d'un souci constant de former l'individu, de lui donner les outils intellectuels nécessaires à son épanouissement. Il faudrait donc redonner une certaine importance à la formation générale et compter sur la phase terminale des études ainsi que sur des stages et emplois d'été appropriés pour donner à la formation de l'individu une dimension pratique et professionnelle qui permette une intégration au marché du travail.

Dans le système actuel, les administrateurs scolaires et la bureaucratie en général constituent la clé de voûte de l'enseignement. Les professeurs, de par leurs pouvoirs pédagogiques et syndicaux, ont aussi une emprise certaine sur ce système. Quant aux étudiants, ils sont réduits au rôle de spectateur et de consommateur passif de cours. (Sans doute pour les préparer à leur rôle de consommateur tout court). La déshumanisation, la bureaucratisation et le gigantisme des institutions est dû à l'absence d'identification à un tel milieu et au sentiment d'impuissance qui naît face à un appareil trop gros.

Les associations étudiantes

Vers la fin du secondaire, il arrive que les étudiants se regroupent pour faire valoir leur point de vue. La réceptivité des administrateurs se limite à être paternalistes et à expliquer aux étudiants pourquoi ils ont tort. Si les étudiants persistent et tentent de faire valoir leur point de vue, ils connaîtront les mesures disciplinaires et les différents modes de répression qui continueront lorsqu'ils accéderont au cégep ou à

l'université à moins qu'ils ne s'écoeurent avant d'y arriver.

À tous les niveaux, les associations étudiantes sont tolérées (au mieux). Cependant, à partir du moment où les étudiants veulent exercer un poids véritable dans l'appareil éducatif, ils se heurtent à un mur. Les professeurs, drapés dans leur rôle de détenteurs du savoir, refusent de s'engager avec les étudiants dans un dialogue sur les cours, la pédagogie et sur les rapports professeurs-étudiants.

Quant aux administrateurs, ils se définissent comme responsables en dernier ressort de la bonne marche de la boîte. Un doyen de l'Université de Montréal a même dit: «nous ne négocions pas avec les étudiants; nous discutons».

Les étudiants ont des responsabilités et des devoirs mais bien peu de droits. Ils sont des spectateurs impuissants et non des intervenants à part entière comme ils le devraient. Quand on constate cette situation, on est porté à se demander si l'école n'est pas faite en fonction des administrateurs et des professeurs plutôt que des étudiants.

Il ne faut pas croire que la situation de la reconnaissance des étudiants s'améliore avec l'âge des étudiants ou le niveau d'études: les universités McGill et Laval ont promulgué des règlements disciplinaires qui évoquent une chasse aux sorcières, une charge contre les associations étudiantes et autres fauteurs de troubles. Quant à l'Université de Montréal, elle a réagi par des poursuites contre des étudiants qui ont entrepris un boycottage du paiement des résidences après que les coûts aient grimpé de façon astronomique en deux ans. Les étudiants n'ont pas pu négocier et désormais un étudiant n'a plus le droit de faire appel à la régie des loyers s'il est lésé de quelque façon.

La non-reconnaissance implique que les étudiants n'ont pas voix au chapitre à moins de recourir aux ultimes moyens de pression que sont la grève et l'occupation. La tension doit s'accumuler jusqu'à l'intolérable et alors c'est l'inévitable affrontement. Après quoi les administrateurs demandent des injonctions pour casser les reins de l'organisation étudiante. Mesures disciplinaires, expulsions, poursuites judiciaires, injonctions: voilà le lot des étudiants qui ne font pourtant qu'exercer ces droits normaux légitimés par le droit commun: les droits d'association et d'expression.

Dans ces circonstances, il est tellement ingrat de participer aux associations étudiantes que beaucoup d'étudiants sont confinés dans leur comportement apathique. Pourtant les associations de campus, écoles, facultés, départements seraient des moyens privilégiés pour favoriser la participation, l'identification au milieu et la connaissance des divers mécanismes de fonctionnement socio-politiques.

Dix ans de militantisme étudiant m'ont appris des choses que ma seule formation académique ne m'aurait pas apporté. Connaître ce que sont des budgets et états financiers, ce qu'est une charte d'association, quelles sont les règles de procédures et de fonctionnement de groupes constitués, comment se prennent des décisions politiques ou administratives, etc. Bref, les administrateurs devraient considérer non seulement comme normal mais souhaitable le fait que des étudiants veuillent prendre et assumer des responsabilités.

Les associations étudiantes ont non seulement l'avantage de permettre aux étudiants d'occuper une place qui leur revient de droit dans leur milieu mais encore de former des citoyens conscients, impliqués et aptes à assumer les autres responsabilités qui les attendent. Le fait que des étudiants peuvent passer à travers leur formation sans jamais avoir d'initiative ni exercer de responsabilité peut expliquer en partie le fait que certains ont de la difficulté à s'adapter à un marché du travail qui exige parfois dynamisme et sens de décision.

Le fait que l'école soit coupée de la «vraie vie» peut constituer un obstacle dans la recherche d'un emploi et dans les aptitudes à l'exercer. C'est pourquoi la participation des étudiants devrait être encouragée puisqu'elle leur permet de développer l'esprit de synthèse, le sens des responsabilités, etc... Comment concevoir que l'on traite encore en mineurs les étudiants collégiaux et universitaires? Comme s'étonner du fait que vivre à l'école ne prépare pas bien au marché du travail

quand on favorise le non-développement de ceux qui vivent à l'école?

En terminant, je voudrais soulever une interrogation qui me tient à coeur puisque le sort de l'ensemble des étudiants du Québec en dépend:

- sachant que des restrictions budgétaires sévères auront cours dans l'éducation;
- sachant que les administrateurs détermineront ou effectueront les coupures et sachant qu'une administration a toujours comme réflexe de se protéger elle-même;
- sachant que les professeurs sont protégés par leur pouvoir syndical et leur convention collective;
- quels seront ceux qui seront les plus touchés par ces mesures?

Les étudiants se posent sérieusement la question et sont préoccupés de connaître les incidences de ces mesures sur la vie à l'école.

Christophe Auger

vice-président, Confédération des syndicats nationaux

NDLR: *Monsieur Auger participait également à l'atelier I. Il réagissait aux communications déjà exposées. Les ateliers n'étant pas enregistrés puisqu'ils se déroulaient simultanément, il n'a pu fournir de texte. On trouvera cependant au chapitre 4, consacré à l'assemblée plénière, le rapport de cet atelier (p. 135) où madame Lysiane Gagnon était chargée de livrer l'essentiel des propos tenus.*

Atelier 2 **La formation et l'emploi**

La qualité des ressources humaines représente le facteur de croissance le plus important des sociétés. Malgré tout ce qui a été consenti au Québec pour la formation professionnelle des jeunes et l'éducation des adultes, beaucoup d'efforts restent à faire. Il est paradoxal, en effet, de voir que 75% de la population scolarisée possède peu ou pas de formation professionnelle, tandis que l'accès à des études supérieures est pratiquement impossible via le canal de la formation professionnelle.

Quelles seraient donc les orientations possibles d'une véritable politique de formation professionnelle pour les jeunes: une école plus axée sur l'apprentissage et l'initiative personnelle? l'alternance école-travail? les stages en entreprise? un dialogue plus ouvert entre l'école et l'entreprise? des programmes moins cloisonnés, autant entre les niveaux qu'entre les secteurs?... Mais comment réaliser ces orientations sans détourner la formation de ses objectifs de développement éducatif et sans l'asservir aux impératifs immédiats de l'entreprise?

La croissance économique, une condition nécessaire...

Claude Beauregard
vice-président adjoint
(relations publiques et publicité) Bell Canada

«Un colloque sur les aspirations et les besoins de la jeunesse québécoise et une nécessaire croissance économique à associer à la qualité de la vie.» Voilà qui est intéressant! L'école québécoise des années '80 reconnaîtrait la nécessité de la croissance économique et ne l'estimerait pas intrinsèquement incompatible avec l'amélioration de la qualité de la vie. Je le dis tout net: ce changement d'attitude, s'il se concrétise, entraînera «un dialogue plus ouvert entre l'école et l'entreprise», une des voies à emprunter pour réaliser une meilleure congruence ou harmonie entre formation et emploi.

Une expérience récente, vécue dans le cadre d'un nouveau programme de la Chambre de commerce de Montréal, me permet d'affirmer que les jeunes de secondaire V et de collège 1 sont ouverts au dialogue avec des représentants des milieux d'affaires. Bon nombre d'entre eux, par leur expérience d'emploi d'été ou d'emploi à temps partiel, connaissent un peu certains milieux de travail. Mais règle générale, leurs connaissances portant sur un ensemble de réalités économiques, demeurent lamentablement déficientes. C'est là une importante lacune au plan de la formation de base, tant au secteur professionnel que général. Il est difficile de se situer de façon satisfaisante dans l'entreprise quand on n'a aucune notion des lois économiques qui président à sa survie et à son développement.

Avant même de réformer si besoin est, et cela n'est pas certain, l'apprentissage professionnel, c'est la perception et la compréhension même de notre régime économique qu'il convient d'améliorer. À cet égard, il faut considérer comme un développement important et positif l'introduction prochaine de cours obligatoires d'économie aux niveaux secondaire et collégial.

Il ne s'agit pas que l'école fasse à temps et à contretemps l'apologie de notre régime socio-économique, ou de tout autre régime alternatif. Il ne s'agit pas d'interdire la réflexion critique sur les réalités socio-économiques. Mais il importe de cesser de véhiculer une vision stéréotypée et simpliste de la société dite de consommation (méchante) et de la société de conservation, écologique (bonne).

Il est probable et je souhaite que cela se confirme que les emplois, à l'avenir, se diversifieront, ouvrant de nouveaux choix, de nouvelles opportunités. Les éducateurs sont-ils capables de concevoir que la qualité de la vie n'a pas en tous points un contenu déterminé, banalisé, mais qu'elle répond à des aspirations individuelles au moins tout autant qu'à des consensus sociaux! Au cours des échanges qui suivront, j'espère avoir l'occasion d'indiquer en quoi des conditions de travail diversifiées et des variables d'organisation du travail peuvent répondre mieux aux aspirations relatives à la qualité de la vie que l'application autoritaire d'un modèle présumé idéal.

Le travail, l'emploi, aux fins d'autosuffisance ou plus réalistement, aux fins d'échange de biens et de services médiatisé par la monnaie, relève de l'économie et de ses lois, qui ne sont pas pour autant absolues ou immuables. Mais il faut reconnaître leur application dans une société donnée, à un moment donné d'une évolution historique.

S'il est indéniable que toute société opère sous une organisation socio-économique «dominante» — chez nous, une économie de type libéral, à caractère mixte privé/public — il ne s'ensuit pas pour autant que l'organisation du travail ne puisse prendre nombre de formes diverses, surtout, justement, en économie libérale. Mais il faut bien voir que dans un régime de liberté, ce sont «les autres» qui reconnaissent la valeur de notre travail en achetant, à un prix qui leur convient, notre production de biens et de services. Nous sommes libres de travailler comme nous l'entendons —, sous réserve de respecter les lois —, mais nous devons aussi assumer les conséquences de nos choix.

Si je me suis attardé si longuement aux considérations qui précèdent, c'est que la formation dispensée par l'école me semble exagérément critique vis-à-vis de l'organisation du travail, et souvent peu réaliste. Il est vrai que ceci est davantage le fait des théoriciens et des idéologues que des praticiens, ce qui pourrait rendre compte du fait, encourageant à mes yeux, que de nombreux jeunes semblent toujours tout aussi désireux, par exemple, de trouver un emploi au sein d'une grande entreprise et, tout aussi nombreux, de continuer à faire carrière dans ces monstrueuses multinationales!

Disons pour faire bonne mesure que les entreprises, petites, moyennes et grandes, sont forcées de s'adapter — quand elles ne prennent pas d'elles-mêmes les devants — aux aspirations nouvelles et le plus souvent fort légitimes des jeunes travailleurs. Ces ajustements, toutefois, ne peuvent se faire sans prendre en considération nombre de contraintes, économiques et autres (sociologiques par exemple, qui font qu'un employeur aussi bien qu'un syndicat doivent en arriver à un équilibre dans la satisfaction d'aspirations et d'intérêts diversifiés à l'intérieur d'un même groupe d'employés, compte tenu de l'âge, de l'expérience, des compétences, etc.).

Quant à l'apprentissage professionnel comme tel, il semble bien qu'il faille le concevoir comme devant répondre au moins en partie à certains impératifs immédiats de l'entreprise. Dans le cas de la PME, elle ne saurait assurer elle-même la formation professionnelle de ses employés et il n'est pas inéquitable qu'elle retire un tel avantage direct des taxes qu'elle paie. La grande entreprise profite davantage de la formation professionnelle avancée, de niveau universitaire ou collégial, tout en complétant le plus souvent la formation professionnelle spécifique de ses employés en fonction des impératifs plus immédiats de ses opérations. Bell Canada, par exemple, a consacré 32 $ millions à de telles fins en 1979, et ce, tant pour la formation générale que professionnelle. À peu près le tiers de cette somme représente les salaires payés durant la période de formation.

Rien dans les exigences d'apprentissage professionnel ne devrait asservir les objectifs de développement éducatif du jeune ou de l'adulte. Le conflit souvent perçu entre les objectifs de formation générale et les objectifs d'apprentissage professionnel me semble grossi faute de voir combien un apprentissage professionnel valorisé aux yeux mêmes de ceux qui le dispensent et le reçoivent pourrait être humanisant et proprement éducatif.

Personnellement, j'ai toujours trouvé curieux, pour ne pas dire suspect, le noble souci qu'ont les intellectuels des présumés culs-de-sac de l'enseignement professionnel... Ceci dit, je demeure conscient d'une foule de problèmes bien documentés, auxquels il faut honnêtement tenter de remédier, en ce qui concerne la reproduction des classes sociales et les avatars de nombreuses catégories de travailleurs dans un marché du travail qui ne saurait jamais échapper aux contraintes des réalités économiques, qu'on soit au Canada, en Pologne, en Iran, en Angleterre ou à Cuba.

Disposé à l'échange mais ne me sentant plus la compétence pour émettre en pleine connaissance de cause des opinions fermes sur la formation professionnelle à l'école, et sur ses rapports avec l'entreprise selon les rubriques proposées par les organisateurs du colloque (alternance école-travail), stages en entreprise etc.), j'ai cru néanmoins utile de souligner à quel point il importe d'instaurer un dialogue entre l'école et l'entreprise et de cesser de présenter cette dernière et j'entends l'entreprise d'ici comme fondamentalement inhumaine. Qu'on s'emploie plutôt à promouvoir une saine croissance économique, condition nécessaire de l'amélioration de la qualité de la vie... et de la création d'emplois.

Accorder la formation et l'emploi: au coeur de l'avenir de la société à bâtir

Normand Caron
directeur, Service de l'éducation,
Fédération des travailleurs du Québec

Le thème du débat de cet atelier est fondamental. Il est au coeur de l'avenir de la société à bâtir. Selon les options de base que nous prendrons collectivement concernant l'orientation à donner a la formation des jeunes, l'impact sur la société et les individus sera direct.

Au-delà des grandes discussions idéologiques et des querelles de juridiction qui marquent aujourd'hui le débat sur la formation, et en particulier la formation professionnelle, il y a des réalités qu'on ne peut ignorer et qu'on ne peut dissimuler surtout à ceux et celles qui espèrent bientôt prendre leur place sur le marché du travail.

Parmi ces réalités, il y a ce qu'on pourrait appeler le phénomène récent de la «désuétude planifiée des métiers». Pour donner un exemple de ceci, on peut prendre le cas du machiniste. Il y a quelques années encore, il fallait de 2 à 3 ans de formation pour acquérir les rudiments essentiels de ce métier. Aujourd'hui, les employeurs vont préférer retenir les services de personnes qui ne maîtrisent pas l'ensemble des tâches et le procédé complet du travail. Ils souhaitent engager des travailleurs capables d'exécuter le plus fidèlement et le plus rapidement possible des opérations qui découlent plus de la planification technique et des patterns des machines que de l'exercice et de l'application des règles du métier. Ceci est le cas de beaucoup de métiers qui tombent graduellement en désuétude (le métier de charpentier et celui d'électricien par exemple).

Une deuxième réalité qui frappe le travailleur industriel et de plus en plus aussi les employés du secteur des services (bureau, commerce, etc.) c'est celles des changements technologiques. Les travailleurs, et surtout les plus jeunes à cause de l'ancienneté, vivent de plus en plus sous la menace constante de perdre leur emploi. Chaque année, des dizaines de milliers de mises-à-pied sont annoncées, sans qu'on ait pour autant trouvé d'alternatives valables pour combattre le chômage et tous les problèmes qui en découlent; et ce sont toujours les travailleurs seuls qui doivent supporter les conséquences humaines, sociales et économiques de cette situation.

Une troisième réalité qui frappe durement les jeunes travailleurs qui tentent d'apprivoiser le marché du travail et de s'y tailler une place au soleil, c'est la pauvreté du climat social du travail ou ce que les experts qui pullulent en ce domaine présentement appellent le «piètre qualité de vie au travail»; qui contribue à faire perdre les illusions de créativité et d'initiative aux plus idéalistes. Les travailleurs qui ont la chance de posséder un syndicat peuvent toujours contrebalancer cette situation en créant autour de leur organisation syndicale cet esprit de solidarité et de fraternité, sans lequel la déshumanisation a vite transformé les plus sensibles en être individualistes et asséchés. L'entreprise, comme lieu d'échange et de relations humaines est, sur ce plan, un échec qui passera dans les annales des sociétés industrielles modernes.

Il n'est donc pas surprenant que devant ces diverses réalités, les jeunes qui aspirent vivre de leur métier dans des conditions plus favorables se rebiffent souvent devant ce qui leur est offert. Ce qu'ils souhaitent c'est, bien sûr, un emploi rémunérateur. Mais pas à n'importe quelle condition. Les jeunes magasinent sur le marché du travail plus que ne l'ont fait leurs aînés, qui eux, voient l'activité de travail comme étant l'essentiel et l'important.

Devant un tel diagnostic de la situation présente de l'emploi, des programmes concrets et réalistes doivent être apportés par les différents gouvernements:

- Il nous faut le plus rapidement possible une véritable politique de la main-d'oeuvre au Québec, qui doit viser au premier chef le plein emploi et qui doit respecter des paramètres précis définis conjointement et paritairement par les partenaires économiques.

- Il nous faut de plus de nouvelles structures de jonction entre les milieux du travail

et de l'éducation pour mettre en oeuvre des programmes de formation au travail et à l'emploi qui soient autre chose que des voies de rechange ou d'évitement au problème majeur du chômage des jeunes travailleurs.

- Il nous importe d'assujettir à des contrôles plus démocratiques les types de programmes de formation professionnelle qui se développent présentement en industries en s'assurant que ceux-ci visent une formation complète des travailleurs par rapport aux risques inhérents à l'exécution des tâches, aux apprentissages des procédés de production, par rapport également à la transférabilité et à la reconnaissance de ces acquis de formation et aussi par rapport aux droits des travailleurs dans leurs relations avec les employeurs.

Principes et conditions de la formation professionnelle

Pierre Fontaine
directeur général, Direction des politiques et plans, ministère de l'Éducation

La formation professionnelle dispensée aux jeunes doit respecter certains principes et répondre à certaines conditions de base afin de préparer ces derniers à intégrer le plus harmonieusement possible le marché du travail et par la suite d'y évoluer aisément. Il est bon, je crois, de faire un bref rappel de ces conditions avant de nous engager dans la discussion qui est proposée à notre atelier sous le thème «La formation et l'emploi».

• En tout premier lieu, faut-il le souligner une fois de plus, le système de formation professionnelle doit s'appuyer sur des services efficaces d'information scolaire et professionnelle et sur des services d'orientation des jeunes. Aussi, les responsables de ces services doivent-ils, pour bien remplir leurs fonctions, posséder des connaissances assez précises du monde du travail, de son évolution et de ses diverses exigences. Cette connaissance doit s'étendre à la nature des emplois de même qu'à l'état actuel de l'offre et de la demande de main-d'oeuvre et même des besoins futurs dans la mesure du possible. Les efforts accomplis dans ce domaine n'ont pas encore donné jusqu'ici tous les résultats escomptés. Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir.

• Dans un autre ordre d'idées, ajoutons que le système de formation, pour bien servir les jeunes et la société en général, doit, par le biais des contenus et des méthodes de formation, être axé sur le développement de la compétence des Québécois.

Cette compétence, dois-je le préciser, ne doit pas être entendue dans un sens restreint. Aussi, je me permets de rappeler, dans ses grandes lignes, la définition de plus en plus universelle qu'on fait de cette dernière. Elle comprend, entre autres, la capacité technique de bien exercer une ou plusieurs fonctions de travail, de s'adapter aux changements imposés par l'évolution technologique, de bien exercer ses droits et d'assumer des responsabilités de travailleur, de progresser sur le plan professionnel et de participer à l'évolution sociale et technologique.

Cette compétence, il va sans dire, sera d'autant plus marquée que la formation professionnelle donnée s'accordera aux caractéristiques du monde du travail et à ses mutations technologiques. Cette dernière doit viser à transmettre non seulement des capacités techniques, mais aussi des attitudes propres à développer chez la personne l'intérêt et la créativité, l'autonomie dans son travail, l'amour du travail bien fait, le sens des responsabilités et le désir de s'améliorer. La recherche de la compétence ne doit cependant pas se faire au détriment de la polyvalence du futur travailleur et de sa capacité d'adaptation aux changements socio-technologiques. Aussi le système de formation doit d'abord viser une solide formation de base suffisamment large qui n'exclut toutefois pas, le temps opportun venu, des possibilités de spécialisation.

• Pour permettre un plus grand développement de la compétence professionnelle, il serait souhaitable qu'il y ait décloisonnement, non seulement entre l'éducation et le travail, mais aussi à l'intérieur même du système de formation.

Le système d'éducation devrait permettre à l'individu de cheminer sans heurt dans ses apprentissages. Il devrait permettre, d'une part, des apprentissages de plus en plus complexes par une meilleure intégration des programmes et des contenus des divers niveaux de formation: c'est ce qu'il est convenu d'appeler le décloisonnement vertical. D'autre part, la formation donnée devrait être assez souple et polyvalente pour assurer un autre type de décloisonnement, soit le décloisonnement horizontal. Cette caractéristique du système doit, entre autres, permettre à l'individu de modifier au besoin son orientation ou de passer d'un métier donné à un métier connexe: ce qui constitue pour le travailleur une forme de sécurité professionnelle face aux mutations technologiques.

• La qualité des services de formation offerts repose, en plus, dans une large part, sur une

ouverture rationnelle du système d'éducation sur le monde du travail et vice-versa.

Ce rapprochement éducation-travail ne peut se réaliser de façon spontanée ou gratuite. Aussi est il nécessaire que des moyens soient mis en place afin d'assurer, non seulement son maintien mais aussi son renforcement. Déjà, certaines relations en ce sens laissent présager d'heureuses perspectives.

Ainsi, le ministère de l'Éducation s'est doté depuis quelques temps d'instruments permettant de mieux mesurer la correspondance des services de formation professionnelle qu'il offre avec la réalité du marché du travail et d'ajuster ses programmes de formation à des analyses de fonctions de travail constamment mises à jour.

Mentionnons, à cet effet, le programme relancé dont les enquêtes annuelles révèlent le degré de satisfaction des sortants du système scolaire vis-à-vis la formation reçue, la correspondance entre celle-ci et la profession exercée et le processus d'intégration au marché du travail. Les données ainsi accumulées au cours des dernières années ont permis, entre autres, de dégager certains faits saillants tels que les suivants:

- les sortants du secondaire et du collégial déplorent l'insuffisance des services d'information et d'orientation;
- trois étudiants sur quatre se disent satisfaits de la formation reçue;
- le facteur mobilité est de plus en plus une condition préalable d'accès au marché du travail;
- les préjugés à l'égard de la main-d'oeuvre féminine persistent en dépit des efforts déployés pour désexiser la formation professionnelle et l'emploi;
- les programmes de formation se prêtant le mieux à l'intégration au marché du travail se rattachent davantage aux techniques physiques et aux techniques administratives;
- les sortants réclament une intensification des stages pratiques en milieu de travail;
- plus un élève poursuit des études, moins il connaît le chômage;
- les diplômés du secteur général ont un taux de chômage supérieur à celui des diplômés du secteur professionnel de même niveau;
- les diplômés du secteur général occupent des emplois qui sont en moyenne mieux rémunérés que les diplomés du secteur professionnel de même niveau d'étude;
- les diplômés du secteur professionnel obtiennent des emplois qui les satisfont davantage que ceux du secteur général (correspondance formation-emploi);
- au niveau collégial, les diplômés du secteur général occupent davantage des emplois non spécialisés que des diplômés du secteur professionnel;
- les diplômés féminins gagnent en général des salaires inférieurs à ceux des diplômés masculins de même niveau d'étude.

À la lumière de ces renseignements, le ministère de l'Éducation peut, de façon mieux éclairée, améliorer la qualité des services d'information et des services de formation et rationnaliser la répartition des options offertes sur le plan national et sur le plan régional.

En ce qui a trait aux contenus de formation eux-mêmes, les travaux du Centre de développement de profils de formation professionnelle du MEQ permettent de les mieux structurer au moyen d'analyses des fonctions de travail et des compétences professionnelles qu'elles requièrent. La publication par le Centre de répertoires de profils de formation et de répertoires d'éléments de connaissances, reliés à divers champs professionnels, permettra aux responsables de la formation professionnelle d'élaborer des programmes de formation conformes aux réalités du monde du travail. Près de 24 champs professionnels ont été abordés jusqu'ici et les données compilées et traitées font déjà l'objet de publications destinées au ministère et aux réseaux d'enseignement. Il est prévu qu'une équipe permanente assure la mise à jour des répertoires en actualisant les données consignées à une banque informatisée. Cette dernière mesure permettra au ministère de revoir au besoin ses programmes de formation en tenant compte de la rapide évolution socio-technologique du travail.

De plus, en ce qui concerne cette nécessité d'accorder la formation à l'emploi, il importe de souligner les heureuses initiatives prises par différents milieux

et qui semblent vouloir se multiplier de façon impressionnante. Rappelons, entre autres, la création de comités collège-entreprise, de comités industrie-école en voie d'expansion plus particulièrement dans l'Île de Montréal, la réalisation de programmes de formation concertée qui se présentent sous forme de stages industriels ou de projets de formation par alternance et l'instauration de nombre de tables de concertation Éducation-Travail qui surgissent ici et là sur un plan régional ou sur un plan sectoriel.

• Concluons en disant que tout n'est pas accompli en ce qui concerne le rapprochement Éducation-Travail, mais de bonnes bases sont quand même jetées. Certaines questions continuent à se poser et certaines hypothèses restent à définir en vue d'arriver à ajuster la formation à l'emploi. C'est à partir d'une détermination évidente et d'une volonté commune de faire avancer la cause de la formation professionnelle au Québec qu'on pourra donner à cette dernière tout l'élan et toute l'envergure dont elle a besoin pour donner à nos jeunes des services continus de formation répondant adéquatement à leurs besoins et leurs attentes. Ou en sommes-nous au Québec à ce sujet et que nous reste-t-il à faire? C'est la question que nous vous invitons à débattre aujourd'hui!

Une filière continue de formation

Michèle Jean
présidente, Commission d'étude
sur la formation des adultes

Dans une société qui véhicule depuis plus de dix ans le discours sur l'éducation permanente, la formation continue, ou l'éducation récurrente, on ne peut plus parler de formation professionnelle des jeunes sans parler de formation des adultes. Le travail que nous faisons depuis un an à la Commission d'étude sur la formation des adultes, la consultation régionale que nous avons menée et qui nous a permis de rencontrer plus de 5 000 adultes, les mémoires que nous avons reçus et les recherches que nous menons nous permettent d'affirmer, d'ailleurs après bien d'autres pays, que notre réalité est encore loin derrière notre discours. Il n'existe pas à proprement parler au Québec un système d'éducation permanente ni même de formation continue accessible à tous. Il existe tout au plus, un certain nombre de possibilités offertes à ceux qui ont déjà l'équipement à la fois scolaire et financier qui leur permet d'accéder à plus de savoir et souvent, par ce biais, à un revenu plus élevé.

Comment serait-il donc possible, et à quelles conditions de concilier les objectifs éducatifs de la formation et les impératifs économiques de l'entreprise aussi bien pour les jeunes que pour les adultes? Comment accéder à une filière continue de formation qui soit autre chose qu'un discours ronronnant sur «l'accessibilité»? Nous admettons tous que école et carrière ne sont (donc) pas des entités qui se succèdent. Ce sont plutôt des entités qui se réfléten ou, mieux, qui s'amplifient l'une l'autre: l'école permet l'accès au travail et la séquence des emplois a pour effet de maintenir ou d'accentuer le classement originellement opéré par l'école.»[1]

L'échec ou plutôt les difficultés de notre système actuel remettent en question nos approches «taylorisées» de la formation. Essentiellement, il apparaît que nous devons développer des approches organiques de la formation ou encore des approches systématiques qui vont dans le sens d'un continu de temps de formation, de temps de travail et de loisirs organisés à la fois en tenant compte des projets économiques, politiques, culturels et socio-économiques de notre collectivité. Ainsi nous ne pouvons plus penser à imaginer un système de formation professionnelle des jeunes qui permette à certains d'entre eux de quitter le système scolaire pour le marché du travail sans leur assurer de réelles possibilités de retour aux études, possibilités qui doivent aller bien au-delà d'un système d'unités capitalisables par exemple.

On ne peut même pas imaginer un système de temps libéré pour la formation, compensé financièrement, sans l'assortir de mécanismes d'orientation, d'information, de support et d'encadrement des apprentissages qui annulent les images négatives de l'école et les angoisses de ceux qui ont souvent de pénibles souvenirs des institutions de formation. En ce sens, les programmes actuels de formation professionnelle des adultes sont nettement déficients. Leurs usagers, lors de notre tournée, nous ont dit et répété les difficultés qu'ils rencontrent sur chacun de ces projets.

Nous imaginons souvent, nous qui sommes les favorisés du système scolaire, qu'il suffit par exemple, d'écrire dans des dépliants compliqués que l'on reconnaît les expériences de travail pour l'admission aux études ou encore que les adultes de 23 ou 25 ans peuvent être admis en quelque part pour s'imaginer que l'on concrétise de façon généreuse le principe d'accessibilité.

Un véritable système d'éducation permanente pour tous

Les forces vives de l'an 2000, les jeunes qui ont de 15 à 29 ans actuellement seront sur le marché du travail des dix prochaines années. Un marché du travail où les changements technologiques seront nombreux; un marché du travail où se fera sentir l'influence de la télématique; un marché

1 Jean Renaud, Paul Bernard, Monique Berthiaume, «Éducation, qualification professionnelle et carrière au Québec», *Sociologie et Sociétés*, vol. XII, no 1 (avril 1980): 49.

du travail où il faudra de plus en plus une formation globale permettant recyclage et perfectionnement. On admet maintenant que la formation initiale ne peut plus être terminale même si elle est universitaire. Toutes les corporations professionnelles qui nous ont soumis des mémoires ont souligné l'importance de la formation continue de leurs membres. Cependant, cette formation continue, qu'elle s'exerce en entreprises ou en institutions scolaires n'est souvent, et de plus en plus, accessible qu'à ceux qui ont une formation de base solide. Plusieurs travailleurs et travailleuses, souvent à peine âgés de 35 ans se trouvent ainsi inaptes à suivre une formation conséquente à un changement technologique et se trouvent ainsi subitement évacués du marché du travail. Sans faire de calculs très approfondis, on peut facilement s'imaginer que les coûts des programmes sociaux permettant d'assurer le revenu de ces travailleurs aussi bien que celui des jeunes chômeurs ou des femmes chefs de famille qui n'arrivent pas à se trouver de l'emploi, pourraient être avantageusement diminués si on concevait autrement les programmes de formation aux adultes.

Les dites minorités qui composent la population adulte québécoise: analphabètes, jeunes chômeurs, travailleurs déqualifiés autochtones, personnes âgées, handicapées, femmes, forment en réalité une majorité qui n'a guère accès à l'éducation sous quelque forme que ce soit. Et lorsqu'on songe à la situation actuelle des jeunes, on peut à juste titre se demander s'il ne formeront pas d'ici un an ou deux des cohortes de nouveaux adultes «défavorisés».

Alors que faire? En fait, la situation actuelle appelle bien plus à des réformes en profondeur du système éducatif qu'à des solutions hâtives. Il est paradoxal de voir un gouvernement consacrer presque 20% de son budget à l'éducation, passer son temps à imaginer des systèmes de récupération pour corriger les échecs de l'école. Aussi paradoxal est-il de le voir, et ceci a été dit de certaines réformes en France «n'envisager pour démocratiser l'enseignement et réduire les inégalités de base, que des mesures qui abaissent le niveau des connaissances dans un monde qui demande un savoir 'oujours plus grand...»[1]

- Il faut penser à former tous les jeunes à la vie et donner à tous la chance de faire des apprentissages techniques.
- Il faut offrir aux adultes des services d'orientation adaptés à leur réalité et qui tiennent compte du marché de l'emploi et des cycles de la vie adulte.
- Il faut impliquer tous les partenaires sociaux (employeurs, État et travailleurs) dans la détermination des objectifs et des contenus de formation.
- Il faut élargir nos visions de la formation professionnelle moderne, comme le font d'ailleurs plusieurs entreprises qui ont déjà compris que les cloisonnements formation professionnelle et générale ne sont plus pertinents dans la société actuelle.
- Il faut avoir un souci constant d'évaluation et de révision de nos politiques éducatives de même qu'un souci d'adaptation aux réalités des différents secteurs et des différentes régions. Ce qui signifie une mise en place de mécanismes nouveaux de concertation école-milieu-travail.

Ces quelques pistes de réflexion sur la voie d'un véritable système d'éducation permanente nous amène à conclure à la nécessité de profondes transformations du système scolaire actuel à la fois au plan pédagogique et au plan financier. Tout ceci nous convoque à un exercice accru d'imagination et de créativité et non au retour à des formules éculées.

- Enfin, il faut permettre, dans un contexte économique difficile et dans une perspective de changements technologiques importants une alternance travail-formation-loisir qui soit porteuse d'une possibilité pour tous d'organiser plus harmonieusement sa vie et qui ait au[illegible] comme effet un meilleur arrimage entre les politiques éducatives économiques et culturelles du Québec.

1. Pierrette Sartin. *Jeunes au travail, jeunes sans travail*. Paris, Les éditions d'organisation, 1977, 104.

Les jeunes et le travail: expériences, attentes et valeurs

Pierre Roberge
agent de recherche, Conseil des universités

Il n'est pas nécessaire d'être devin pour prédire que nous allons passer le plus clair de la matinée autour de deux questions principales. D'abord celle de savoir s'il est souhaitable d'accorder formation et emploi. Et celle, ensuite, des moyens et des limites de cette opération d'ingénierie sociale.

Si vous le permettez, je vais me tenir un peu en retrait de ces questions pour l'instant. Je vais plutôt vous faire part de quelques observations d'une enquête québécoise récente sur le passage de l'école au marché du travail. Cette enquête faisait partie d'une entreprise plus vaste dirigée par Pierre W. Bélanger et Guy Rocher, soit le projet ASOPE que plusieurs d'entre vous connaissez sans doute.[1]

L'échantillon de départ d'ASOPE était un échantillon de l'ensemble des jeunes inscrits dans les écoles secondaires et les Cégeps du Québec à l'automne 1972. L'enquête qui nous intéresse ici a touché, entre 1973 et 1977, tous ceux parmi ces étudiants qui avaient quitté l'école pour entrer, ou tenter d'entrer, dans le monde du travail.

L'enquête s'est intéressé à trois grands ordres de phénomènes: 1) le moment, le motif et la manière du départ de l'école, 2) les mécanismes de recherche et d'obtention d'emplois de divers types et, finalement, 3) les satisfactions, attitudes et valeurs au travail. Les principales variables étaient l'origine sociale, le sexe, l'appartenance culturelle et, au fur et à mesure du progrès de l'analyse, le dernier diplôme obtenu et le niveau social des emplois décrochés.

Les principaux résultats de cette enquête sont réunis dans une petite monographie qui porte un titre à prime abord insultant pour les principaux intéressés soit, «Le nombril vert et les oreilles molles: l'entrée des jeunes québécois dans la vie active dans le second tiers des années 1970».

1. Voir la liste des Cahiers d'ASOPE, à la fin de cette communication, p. 77.

Pourquoi ce titre? Bien sûr, et comme toujours, pour retenir l'attention et attirer le client. Mais pas seulement. Pourquoi ce titre? Aussi pour attaquer de front deux des idées les plus répandues, les plus tenaces et les plus inexactes à propos de la jeune main-d'oeuvre, son présumé manque d'expérience et sa prétendue flemmardise.

Le nombril vert. On a demandé aux jeunes travailleurs touchés par l'enquête s'ils avaient eu de la difficulté à se trouver de l'emploi. Ils ont eu la gentillesse de ne pas nous rire au nez. On leur a aussi demandé d'identifier ce qui leur avait causé des difficultés: manque d'instruction, d'ouvertures, de relations, etc.

Une réponse a été retenue avec une fréquence particulière; le «manque d'expérience». Un peu plus de 60% des jeunes interrogés nous disent s'être fait signaler (reprocher?) un manque d'expérience. C'est, et de loin, la difficulté la plus fréquemment mentionnée.

Faut-il pour autant en conclure que les jeunes manquent réellement d'expérience? Ce n'est pas certain. Un des résultats les plus intéressants de l'analyse que nous avons faite de cette question est un résultat négatif. En effet, la probabilité qu'un individu se fasse reprocher son manque d'expérience n'est associée à aucune des variables que nous avons utilisées. En clair, cela veut dire que vous soyez fille ou garçon, que vous ayez une attestation d'études de secondaire professionnel court ou une maîtrise, que vous soyez né à Outremont ou à Pointe-St-Charles, que vous soyez sorti d'une école de langue française ou d'une école de langue anglaise vous avez autant de chance qu'on vous mette votre manque d'expérience sous le nez.

Or, on sait que dans les faits, l'expérience du monde du travail avant l'entrée dans le premier emploi régulier varie précisément en fonction de ces facteurs, de même que varie la probabilité d'être passé, à l'école, par les filières de formation dites professionnelles. Que ces variations dans la formation et l'expérience réelles ne se réflètent pas dans l'expérience imputée

me porte à penser que les jeunes travailleurs sont victimes non seulement d'un préjugé universel mais aussi de procédures d'entrevues et d'évaluations singulièrement primitives de même que d'une conception de «l'expérience» particulièrement étroite et intéressée.

Les oreilles molles. Les jeunes, c'est bien connu, veulent des jobs pas trop forçantes mais assez payantes pour s'offrir, dès maintenant, ces luxes et ces vices dont nous les adultes avons maintenant, par vertu de notre grand âge, gagné le droit d'être d'assidus praticiens. Le travail n'est pour eux qu'un moyen en vue d'une fin, ludique ou ostentatoire.

Mais regardons cela d'un peu plus près. La très vaste majorité des jeunes entrent dans le monde du travail avec l'intention d'y rester jusqu'à la retraite. Les hippies ne courent plus les rues. À la question de savoir ce qu'ils comptent faire durant leur vie de travail à peine un jeune sur vingt répond: «je compte ne travailler que de temps en temps, juste pour subvenir à mes besoins». Un peu moins d'un sur cinq répond: «je compte travailler pendant quelques années seulement». Cette réponse est essentiellement le fait de jeunes travailleuses. Elle correspond au pattern traditionnel de participation féminine à la main-d'oeuvre. Elle n'est plus le fait que d'une claire minorité de jeunes travailleuses.

On envisage donc, chez les jeunes travailleurs, la participation à la vie active comme quelque chose qui engage pour le reste de l'existence. On se sépare sur certaines modalités de cette participation. Une majorité opte pour une participation traditionnelle, soit la prestation d'un travail dans un emploi régulier jusqu'à l'âge de la retraite. Mais le quart des jeunes se sentent attirés par une participation plus moderne qui laisse place à des interruptions plus longues que celles que permettent les trois semaines de vacances habituelles. On se départage entre ces formules en fonction du sexe, les garçons étant là-dessus nettement plus traditionnels que les filles, de l'origine sociale, la participation moderne attirant d'autant plus que l'on est mieux né, et de l'appartenance culturelle, ce type de réponse étant plus fréquent chez ceux qui sont sortis des écoles de langue anglaise que chez les diplômés des écoles francophones.

Le travail occupera donc durant toute l'existence. Mais quelle place aura-t-il dans ce qu'on entend retirer de cette existence? Le travail, l'occupation, la carrière ne sont pas conçus, chez les jeunes travailleurs, comme la source principale des satisfactions qu'on entend retirer de l'existence. Encore que cela soit le cas d'une substantielle minorité, le quart des informateurs environ. Mais avant de gémir sur la mort de l'éthique protestante, il faut noter deux ou trois choses. D'abord que c'est de la vie de famille et non du disco ou du terrain de sport que l'on attend surtout les satisfactions les plus importantes que peut offrir l'existence. Ensuite que s'il n'est pas impossible que les jeunes francophones soient, là-dessus, différents de leurs parents, cela n'implique pas qu'ils soient différents aussi de d'autres groupes. On ne possède pas de données permettant de comparer les deux groupes sur cette question précise. Cependant, on trouve des observations intéressantes dans un travail d'un de mes anciens collègues d'ASOPE, Léon Bernier. Ces observations portent sur la centralité de l'occupation dans l'existence. Elles indiquent, d'une part, que les jeunes francophones accordent moins souvent que leurs parents une place centrale au travail dans leur vie. Mais elles indiquent aussi que, d'autre part, ils sont semblables, là-dessus, à leurs homologues anglophones et aux parents de ceux-ci. Bernier signale aussi que chez les parents francophones et anglophones on accorde d'autant plus volontiers une place centrale à l'occupation que l'on est de statut socio-économique bas. Ce qui indique assez le danger de confondre, au départ, soumission et vertu dans ce questionnement.

On entend donc travailler toute sa vie, mais sans se faire trop d'illusions sur ce qu'apporte, ou peut apporter, le travail pour des citoyens ordinaires dans une économie comme la nôtre. Et pourtant, je termine là-dessus, on se fait de ce que devait être le travail idéal une haute opinion. Une bonne moitié des jeunes jugent des occupations en fonction de critères intrinsèques, en fonction des possibilités qu'offre une occupation d'actualiser ses aptitudes, ses idées ou ses projets. Un quasi-tiers juge des occupations en fonction de

critères sociaux, en fonction de l'impact que peut avoir l'effort consenti dans l'occupation sur les autres, que ces autres soient proches ou lointains. Pour seulement un cinquième des jeunes une occupation n'a qu'à être payante.

Un des drames de notre organisation sociale du travail est que, plus souvent qu'autrement, ces occupations qu'elle réserve à ceux qui entrent pour la première fois dans le monde du travail ne sont pas de celles qui permettent de s'actualiser ou d'être utile à autrui.

Les jeunes travailleurs n'ont donc, collectivement, ni le nombril vert, ni les oreilles molles. Il sont, dans une conjoncture qui est singulièrement moins favorable que celle que nous avons nous-mêmes connue, réalistes.

Les cahiers d'ASOPE

ASOPE, Les jeunes et la réforme scolaire au Québec. *Les Cahiers d'ASOPE, volume XIII.* Québec: Université Laval; Montréal: Université de Montréal. (à paraître 1981).

ASOPE, Analyse descriptive des données de la première cueillette. *Les Cahiers d'ASOPE, volume I: Les étudiants* (241 pages), 3ième édition, 1980. Québec: Université Laval; Montréal: Université de Montréal.

ASOPE, Analyse descriptive des données de la première cueillette. *Les cahiers d'ASOPE, volume II: Les enseignants* (121 pages). Québec: Université Laval; Montréal: Université de Montréal, 1974.

ASOPE, Analyse descriptive des données de la première cueillette. *Les Cahiers d'ASOPE, volume III: Les parents* (124 pages). Québec: Université Laval; Montréal: Université de Montréal, 1974.

Béland, François, L'indépendance régionale: la réduction des catégories dans les tableaux de contingence (124 pages). *Les Cahiers d'ASOPE, volume IX.* Québec: Université Laval; Montréal: Université de Montréal, 1979.

Béland, François, ANOMHI: Un programme en APL pour l'analyse loglinaire des tableaux de contingence (158 pages). *Les Cahiers d'ASOPE, volume VIII.* Québec: Université Laval; Montréal: Université de Montréal, 1980.

Bélanger, P.W., Bédard, R., Béland, P., Roberge, P., Rocher, G., Le projet ASOPE: son orientation, sa portée sociale, sa méthodologie et ses réalisations. *Les Cahiers d'ASOPE, volume VII* (275 pages). Québec: Université Laval; Montréal: Université de Montréal, 1981.

Bernier, Léon, Génération, maturation et conjoncture: une étude des changements d'attitudes dans le Québec des années 1970. (175 pages). *Les Cahiers d'ASOPE, volume X.* Québec: Université Laval; Montréal: Université de Montréal, 1980.

Hétu, Chantale, Analyse de la réforme scolaire à partir d'une comparaison des secteurs public et privé de niveau secondaire. *Les Cahiers d'ASOPE, volume XII.* Québec: Université Laval; Montréal: Université de Montréal (à paraître 1981).

Laforce, Louise, Les aspirations scolaires au Québec et en Ontario: une comparaison des observations des enquêtes ASOPE et SOSA. (164 pages). *Les Cahiers d'ASOPE, volume VI.* Québec: Université Laval; Montréal: Université de Montréal.

Massot, Alain. Structures décisionnelles dans le processus de qualification-distribution du secondaire V à l'université (296 pages). *Les Cahiers d'ASOPE, volume V.* Québec: Université Laval; Montréal: Université de Montréal.

Roberge, Pierre, Le nombril vert et les oreilles molles: l'entrée des jeunes Québécois dans la vie active dans le second tiers des années 1970 (110 pages). *Les Cahiers d'ASOPE, volume IV.* Québec: Université Laval; Montréal: Université de Montréal, 1979.

Horwich, Herbert, Social and Cultural Factors affecting Student Retention or Atoritions at the Secondary Levels in Quebec. *Les Cahiers d'ASOPE, volume XI.* Québec: Université Laval; Montréal: Université de Montréal (à paraître 1981).

Notre système d'éducation face au travail

Louis Roy
président, Corporation professionnelle
des conseillers d'orientation du Québec

Le sujet qui m'a été proposé: «Accorder la formation et l'emploi» pose un jugement sur la formation professionnelle dispensée actuellement dans les écoles et, par le fait même, sur la formation générale. Il remet donc en question notre système d'éducation face au monde du travail.

Sans vouloir entrer dans les détails, j'aimerais apporter mon point de vue sur la situation actuelle et identifier certaines lacunes qui existent en regard du thème proposé. Ceci nous permettra, je l'espère au cours de la journée, d'esquisser des éléments de solution afin d'améliorer notre système.

Je vous avertis tout de suite que je n'ai pas l'intention de philosopher sur les valeurs «formation» et «travail», mais que je base ma communication sur une réalité bien concrète et bien présente chez les jeunes, soit celle de vouloir un jour ou l'autre travailler, se trouver un emploi.

Si l'on fait rapidement le bilan de la réforme entreprise au cours des années '60, on réalise que l'objectif de hausser le niveau de scolarité des Québécois a été atteint. Mais sur l'atteinte d'autres objectifs, comme celui de permettre à tous une égalité de chances et un développement selon ses talents et ses ambitions, il y a lieu de se poser des questions.

On déplore aujourd'hui qu'on ait trop valorisé la formation générale et ce, au détriment de la formation professionnelle. Et on s'est même trouvé un bouc émissaire: le conseiller d'orientation. Mais, souvenons-nous un peu des slogans mis de l'avant dans les années '60 pour vendre la réforme: «L'université accessible à tous». «Qui s'instruit, s'enrichit...». Les parents ont alors vu tous leurs garçons (oui, je dis bien leurs garçons...) accéder à l'université et embrasser une profession libérale... Mais les jeunes se sont vite rendu compte que l'instruction n'apporte pas nécessairement la richesse et que l'université n'est pas accessible à tous. Cette réalité a engendré beaucoup de déceptions parce qu'on avait créé des besoins et fabriqué des aspirations et des rêves bien légitimes. Inévitablement, ceux qui, en cours de route, doivent modifier leurs projets parce que la formation générale ou académique leur convient moins, prennent le chemin de la formation professionnelle, penauds, s'excusant même auprès de leurs parents et conscients que, dans l'esprit des autres étudiants, de la famille, des professeurs et des administrateurs, ils ont choisi la voie des «moins bons» pour ne pas dire des «pas bons».

La formation générale ou académique, identifiée comme la seule voie du succès et du bonheur, a été survalorisée. Et, ce qui n'a pas aidé non plus, l'école que l'on voulait polyvalente ne l'est vraiment pas. Elle offre toujours deux voies distinctes et très cloisonnées. Quelqu'un qui se dirige dans l'une ou l'autre le fait de façon quasi irréversible. La seule façon de changer est de rebrousser chemin et revenir un, deux voir même trois ans en arrière s'il faut compléter des pré-requis.

Il faudrait parler plutôt de formation globale ou intégrale sanctionnée par un diplôme qui lui, donnera accès au niveau suivant. Une formation qui permettrait un dosage, de sorte que l'étudiant qui désire une formation davantage académique pourrait se donner aussi des éléments de formation professionnelle et vice-versa. Mais la formation intégrale implique beaucoup plus que d'offrir la possibilité de faire ce dosage. L'école, si elle veut préparer les jeunes à leur vie d'adulte (et le travail accaparera une bonne partie de leur vie d'adulte), ne doit pas se contenter de transmettre des connaissances académiques et professionnelles mais se doit aussi de développer leur personnalité. D'ailleurs, il est connu que les employeurs, aujourd'hui, accordent lors de l'embauche, autant sinon plus d'importance à la personnalité du candidat. Si le diplômé veut trouver du travail, non seulement doit-il être mobile mais, de plus en plus, il doit faire preuve d'initiative, de créativité, de capacité d'adaptation et d'un sens de responsabilités. Il doit aussi apprendre à se vendre et,

pour le faire, il doit bien se connaître. Ce ne sont pas des caractéristiques qui s'acquièrent nécessairement dans une salle de cours ou dans des ateliers. L'école doit fournir à toute sa clientèle des services adéquats qui aident les étudiants à choisir et à vérifier périodiquement leurs choix et des services qui les habilitent à se trouver un emploi. Paradoxalement, on assiste ces jours-ci à des fermetures de poste de l'ordre de 20% à 50% dans les commissions scolaires du personnel d'orientation. Ce n'est sûrement pas une mesure qui permettra d'accorder la formation et l'emploi.

Il nous faudrait aussi remettre en question l'accessibilité et le contenu de la formation professionnelle. Les exigences de cette formation, et ce à tous les niveaux, sont toujours très académiques et laissent peu de place aux acquis personnels et professionnels ou à d'autres facteurs tels les intérêts, la motivation, les habiletés particulières etc... Elle devrait aussi être accessible par choix et non par défaut. Cela fait toute la différence. Quant au contenu, l'organisation de stages pratiques aiderait sûrement à l'améliorer. Cette formule a non seulement le grand avantage de bâtir des relations étroites et continues entre l'école, la clientèle et l'employeur, mais elle a aussi un effet bénéfique sur l'orientation des étudiants. Considérant les avantages certains que toutes les parties en retirent (qu'on se réfère à ceux qui en font l'expérience, par exemple l'Université de Sherbrooke dans plusieurs de ses programmes), il est assez aberrant de constater qu'ailleurs, dans d'autres programmes, on tente d'abolir ce mécanisme non pour des raisons d'inefficacité mais parce qu'il faut couper dans les budgets.

Il existe aussi une ressource précieuse que l'on ignore trop souvent et qui est présente dans une bonne partie de l'activité sociale et économique du Québec, ce sont les corporations professionnelles. Il y en a 39, regroupant au-delà de 150 000 professionnels. Trop souvent, les institutions de formation font la sourde oreille aux recommandations des corporations. Mais ces dernières, par leur contact avec les membres et le public et par leurs mécanismes de surveillance de la pratique, sont en mesure d'identifier les besoins et l'évolution de la pratique professionnelle. Il est important de les considérer comme des ressources pouvant aider à améliorer le contenu de la formation préparatoire à l'exercice d'une profession.

Je pourrais vous parler encore longtemps de la formation professionnelle. Mais je tiens absolument, avant de terminer, à vous faire part de deux problèmes majeurs, vécus par les étudiants et par ceux qui ont pour fonction de les aider à s'orienter. Le premier a trait au manque de données sur les perspectives d'emplois. Depuis de nombreuses années, les conseillers d'orientation réclament ces données, conscients de l'importance qu'elles représentent pour un bon choix d'orientation. Sans vouloir nier ou déprécier les informations qui existent déjà et qui nous sont précieuses (relances, monographies des corporations professionnelles, études sur les tendances du marché, etc.) nous déplorons surtout le manque de coordination et le manque de précisions sur les perspectives à moyen et à long terme des emplois et des pénuries de main-d'oeuvre. Nous concevons qu'il puisse être difficile, dans une société de libre concurrence, d'obtenir les prévisions en main-d'oeuvre de l'entreprise privée pour les cinq prochaines années. Mais, si les employeurs veulent que l'école forme le plus adéquatement possible des jeunes qui répondront à leurs besoins, ils devront collaborer. Ici, trois mesures peuvent être envisagées qui auraient le mérite d'apporter des éléments de solution à ce problème:

- Que les employeurs établissent d'abord la description de la structure occupationnelle de leur entreprise puis, qu'à tout projet d'investissement présenté au gouvernement pour fins de subvention, ce dernier exige au même titre qu'une analyse des marchés d'exportation, par exemple, une planification des besoins en main-d'oeuvre. Cela permettrait de mieux prévoir les besoins en formation et de contrer les pénuries.
- Une aide gouvernementale en ce sens s'insérerait ainsi dans le cadre d'une politique préventive de main-d'oeuvre. Et, à long terme, une telle politique serait beaucoup plus rentable que des programmes de dépannage tels PIJE, qui sont bons en soi, mais qui ne seront toujours que des béquilles.

Une autre mesure reliée aux données sur les perspectives d'emploi, qui aiderait à améliorer le contenu pédagogique des

cours au niveau du système scolaire régulier et aussi de la formation en industrie, est l'identification d'occupations connexes. Il faudrait accroître la recherche dans ce domaine et dépasser le stade de la reconnaissance de cette réalité. Cette approche assurerait une plus grande polyvalence des travailleurs dans leurs recherches d'emploi.

- Une troisième mesure consiste à établir des mécanismes efficaces de diffusion de l'information. Toute information de nature prospective doit se rendre à ceux qui ont comme tâche la formation de la main-d'oeuvre actuelle et future et aussi à ceux qui aident les jeunes à faire des choix d'orientation.

Un autre problème vécu par les étudiants est celui du contingentement de certains programmes professionnels. Ce phénomène a des conséquences souvent graves sur le plan humain et même social parce que, dans certains programmes, on refuse souvent de bons, très bons et même d'excellents candidats. Lorsqu'une personne a mûri un choix, s'y est préparée durant plusieurs années, possède tout ce qu'il faut pour y réussir et s'en voit refuser l'accès à la dernière minute... imaginez les conséquences... Un bon nombre d'étudiants, à cause de ce phénomène, se voient accepter dans leur 3e ou 4e choix. Ils viendront, un jour ou l'autre, grossir le nombre des drop out et des chômeurs. C'est vrai que, dans la plupart des programmes contingentés, il en coûte cher pour former un étudiant; mais a-t-on évalué les coûts humains et sociaux des chômeurs ou travailleurs frustrés et insatisfaits? Certains ont déjà dit qu'on forme trop d'anthropologues ou de sociologues, mais beaucoup parmi ceux-là n'y sont pas allés par 1er choix ou 2e choix. Qu'a-t-on fait pour qu'ils puissent se préparer dans un secteur qui leur convenait mieux? Il faudrait donc, tout au moins, décontingenter les programmes qui offrent de bonnes perspectives d'emplois...

Voilà quelques messages que j'avais à livrer. Beaucoup d'autres aspects reliés au sujet auraient pu être abordés tels: les handicapés, les adultes (qu'ils soient travailleurs, chômeurs ou désirant retourner sur le marché du travail), la valeur et l'importance du diplôme, le sexisme, les politiques d'embauche dans certains secteurs, les acquis personnels et professionnels, la formation continue, la formation en industrie, le recyclage, ..., mais peut-être ces points ressortiront-ils dans les discussions d'aujourd'hui.

Atelier 3 **L'entreprise comme milieu de vie**

Le développement des valeurs sociales liées à la qualité de la vie et l'arrivée croissante de jeunes de plus en plus instruits sur le marché du travail nous portent à rechercher de nouvelles formes d'organisation de la production dans les entreprises. De multiples avenues ont déjà été explorées ici et à l'étranger: création de nouveaux types d'entreprise, coopérative, société populaire; participation des travailleurs à la gestion, à la propriété et au profit des entreprises; création de conseils ouvriers, de comités d'entreprises mixtes...

D'autre part, l'amélioration des conditions de travail évolue maintenant dans le sens de la semaine comprimée, des horaires variables, ou même du travail à temps partiel avec conservation des avantages, des responsabilités accrues de groupes de production autonomes ou semi-autonomes. De nouvelles voies sont donc ouvertes qui peuvent apparaître prometteuses à moyen terme pour les jeunes.

L'entreprise collective: un défi pour les jeunes

Guy Brisebois
directeur des finances,
Imprimerie coopérative Harpell

On réalise de plus en plus l'importance que prend le travail dans la vie du travailleur. Plus du tiers de la journée est occupé par la vie au travail.

De nos jours, les jeunes qui entrent dans l'entreprise comptent, de plus en plus, plusieurs années de scolarité, allant du secondaire au collégial. Ils sont pleins d'ardeur et d'ambition, plus sensibles aux conditions du travail et désireux de participer à la vie de l'entreprise.

Le salaire n'est plus le seul attrait. Les conditions de travail prennent une place tout aussi importante sinon plus. On recherche un travail intéressant qui laisse place à une certaine initiative ou tout au moins fait appel aux connaissances techniques et au savoir-faire de l'individu.

Le milieu de travail tend aussi à changer. L'environnement, la sécurité au travail, la conservation de la santé deviennent des éléments inhérents au travail.

Le contact humain dans l'entreprise devient un impératif. Les relations employés-employés, employés-contremaîtres évoluent et se doivent d'évoluer encore plus.

Le travailleur est un agent productif et à ce titre demande, de plus en plus, à participer activement à la vie de son entreprise. Il veut y jouer un rôle actif.

On pense rarement à l'influence de l'entreprise dans la vie du travailleur. C'est par l'entreprise qu'il assure sa subsistance. Il y apprend son métier ou perfectionne son développement technologique ou sa pratique professionnelle. Il y vit son plan de carrière. Son avancement est souvent fonction de son entreprise. Cette dernière doit donc être constamment progressive pour satisfaire à ces besoins tout en cherchant à assurer au travailleur le plus possible la sécurité d'emploi.

L'entreprise doit donc être consciente de l'évolution des besoins, des aspirations du travailleur et de son désir de participation.

Plusieurs formes d'entreprise favorisent la participation intensive du travailleur. Si l'entreprise conventionnelle et son fonctionnement sont connus, peu connaissent les autres formes telles l'actionnariat des travailleurs, l'entreprise cogérée ou autogérée et enfin la coopérative ouvrière de production.

La cogestion, l'autogestion et la coopérative ne sont possibles que par l'implication des travailleurs.

Étant plus familier avec la coopérative ouvrière de production, permettez-moi de vous en décrire brièvement quelques éléments.

D'abord, trois grands principes:

- participation au travail,
- participation à la propriété et aux surplus,
- participation aux décisions de l'entreprise.

Notons, en premier lieu, que les membres ne se recrutent qu'à l'intérieur de l'entreprise. Seuls les travailleurs peuvent en faire partie.

La gestion et le fonctionnement de la coopérative obéissent à des règles établies et adoptées en commun:

- élaboration des règlements généraux,
- élection des administrateurs,
- répartition des excédents, en un mot, le contrôle démocratique de l'entreprise.

Aucune proportion n'existe entre le capital souscrit et le rôle assumé par chacun des membres. La personne étant plus importante que le nombre de parts détenues, on applique le principe un homme — un vote.

La coopérative étant une entreprise, elle doit se doter d'une structure bien définie. Les membres ayant élu leurs administrateurs, ces derniers à leur tour élisent les officiers et nomment les gestionnaires. Les politiques sont formulées par les administrateurs soit

à la suite des voeux ou des résolutions adoptées par l'assemblée générale ou tout simplement en fonction du rôle économique de l'entreprise; l'équipe des gestionnaires met en application ces politiques.

La proximité des membres et des gestionnaires dans un même environnement devient une base de consultation non formelle, continue et aussi un moyen de diffusion de l'information. Le travailleur devient un travailleur informé autant des problèmes que des réussites de son entreprise.

La formation de comité d'étude ou de comité de gestion de certains programmes composés d'administrateurs et de membres est un autre mode de participation à la vie de la coopérative.

La dualité du rôle de propriétaire-travailleur n'est pas sans comporter certains affrontements. Le membre est tantôt propriétaire, tantôt employé. Il faut faire une distinction entre les droits et les devoirs du membre et les droits et les devoirs de l'employé. La séparation entre l'opération entreprise et la coopérative doit être bien comprise. L'appartenance à un groupe orienté vers le même but facilite le règlement des conflits émanant des relations de travail.

Comme nous venons de le voir, dans la coopérative ouvrière, le travailleur n'est plus seulement un technicien; il est un membre de l'assemblée générale, il peut être, en plus, un administrateur actuel ou futur, même un officier.

Oeuvrer dans une coopérative ouvrière demande aux travailleurs et aux membres plus d'abnégation et plus de flexibilité mais combien plus grand est le sentiment de faire partie d'un groupe orienté vers le même idéal.

Au Québec, il existe quelques coopératives ouvrières de production. Certaines autres entreprises mettent en pratique les principes de cogestion et d'autogestion. Il faut l'avouer, ces entreprises sont peu nombreuses.

Pourquoi la coopérative ouvrière au Québec est-elle si peu répandue.

Disons d'abord qu'il y a manque de connaissance; lors de la création d'une entreprise, on pense immédiatement à l'entreprise de forme traditionnelle. De plus l'entreprise collective, pour plusieurs personnes, a une connotation péjorative. On a aussi tendance à mettre en doute les chances de survie ou de continuité de cette formule. De plus, les agents financiers tant conventionnels que ceux du mouvement coopératif avaient d'autres priorités.

Il faut aussi rappeler que ce n'est que depuis quelques années seulement que les centres de recherche universitaire s'attardent à l'étude de cette formule.

Mentionnons en plus que, dans le passé, il y a eu plusieurs expériences malheureuses.

Peut-on croire, aujourd'hui, à une meilleure chance de survie de cette formule? Nous le croyons.

Le gouvernement provincial a créé depuis quelques années la Société de développement coopératif. Cet organisme doit favoriser le développement de la formule coopérative et aider les coopératives existantes qui en font la demande. Si le capital de risque que peut apporter cet organisme est limité, par contre les divers services techniques et administratifs disponibles sont des points d'appui importants pour les coopératives. Les rapports de la SDC montrent qu'il y a de plus en plus de demandes d'aide pour la création de coopératives ouvrières de production et plusieurs de ces projets sont très sérieux.

On ne doit penser à la formation de coopérative ouvrière ou d'entreprise cogérée ou autogérée que lors de la fermeture d'usine dans le but de sauvegarder les emplois.

L'entreprise collective pourrait être une solution aux problèmes de succession des entreprises familiales, elle pourrait être envisagée lors de la vente d'une entreprise au moment de la retraite du propriétaire. Cette formule pourrait permettre à un groupe de travailleurs de créer collectivement une entreprise et de devenir maîtres de leur destinée.

C'est une nouvelle philosophie à laquelle il faut réfléchir. Cet effort de réflexion, déjà commencé, doit s'intensifier. Tous les agents reliés à l'entreprise, les travailleurs, les groupements de travailleurs, les organismes gouvernementaux, les gens du mouvement coopératif et les chercheurs universitaires doivent concerter leurs efforts pour étudier les possibilités de développer tous les aspects de l'entreprise collective et les moyens d'en assurer son expansion.

En terminant, nous voulons mentionner qu'aucune formule ne comporte en elle-même une promesse de succès. Dans n'importe quelle formule, il faut apporter les connaissances techniques et administratives nécessaires et un mode de financement adéquat. Il n'y a pas de raison pour que l'entreprise collective ne réussisse pas aussi bien que l'entreprise conventionnelle.

Les entreprises collectives ne veulent pas supplanter les entreprises conventionnelles mais nous sommes certains qu'elles peuvent même collaborer ensemble.

Pour les gens, l'entreprise collective est un défi.

Le défi attire les jeunes.

Les nouvelles formes d'organisation du travail

Roger Carbonneau
vice-président exécutif
Centre des dirigeants d'entreprise

Quand on nous accorde cinq, six minutes pour traiter du sujet l'entreprise comme milieu de vie, la première décision à prendre, c'est de couper court aux quelques paragraphes d'introduction d'habitude consacrés à féliciter les organisateurs pour l'à-propos du thème choisi et exprimer avec quel plaisir l'intervenant a accepté l'invitation de participer à ce colloque. Considérez donc ces choses comme déjà dites avec l'éloquence que vous pouvez imaginer.

Quelques mots à peine sur le diagnostic. Les études, enquêtes et sondages sont suffisamment nombreux et éloquents pour retenir l'idée que le milieu de travail s'est montré incapable ces dernières années de satisfaire les aspirations d'une couche importante de travailleurs, particulièrement ceux qui sont à la fois plus jeunes et plus instruits. On attaque parfois les conditions de travail mais on critique plus sévèrement encore le découpage des tâches et la manière dont s'exerce l'autorité dans l'entreprise. Les mots qui décrivent ces réalités ont pour noms: aliénation, déshumanisation, démobilisation. Le malaise, sous-produit de la révolution industrielle du début du siècle, a pris une ampleur croissante à la faveur d'au moins trois phénomènes récents: la plus grande scolarisation des jeunes travailleurs, le rejet de plusieurs valeurs traditionnelles touchant les institutions et l'autorité et aussi l'intérêt extraordinaire qu'on accorde maintenant aux questions reliées à la qualité de la vie. Les changements de valeurs et d'aspirations des travailleurs ont été suffisamment rapides pour laisser à quelques longueurs d'arrière la plupart des institutions, notamment les entreprises et les syndicats. Depuis quelques années, bon nombre d'entreprises ont compris l'importance d'examiner de nouvelles formes d'organisation du travail et de mettre à l'épreuve de nouvelles techniques de gestion. Plusieurs expériences sont en cours et déjà certaines semblent plus prometteuses que d'autres.

On pourra au cours des discussions, regarder de plus près certaines formules mises à l'essai mais qu'on me permette d'abord de soumettre quelques observations qui me paraissent utiles à la veille d'un échange d'opinions sur le sujet.

L'impatience et l'affrontement constituent à mon avis, des moyens peu efficaces d'améliorer le milieu de travail et le climat dans l'entreprise. Les enjeux sont importants et on comprendra que le chef d'entreprise cherchera à connaître les effets d'initiatives nouvelles sur la productivité, la qualité du produit ou le retour sur l'investissement des actionnaires. Il voudra évaluer les risques qu'il court au moment de démembrer une chaîne de montage, d'introduire un horaire flexible ou de faire disparaître certains contrôles sur la production. Les changements de style de gestion doivent aller de pair avec l'évolution des mentalités et s'ériger sur l'exemple d'expériences réussies. Les conséquences d'un échec, d'ailleurs, frapperont bien sûr les actionnaires de l'entreprise mais atteindront du même coup l'ensemble des travailleurs pour qui la prospérité de l'entreprise constitue la meilleure assurance contre le chômage. Il est d'autant plus important de dire ces choses dans le contexte de ce colloque que la patience n'a jamais été considérée, que je sache, comme la qualité dominante chez les plus jeunes.

Il ne faut pas non plus espérer que la solution au problème de la motivation surgisse d'une boîte à surprise. Là comme ailleurs, bien rares sont les potions magiques et les formules miracles. Ceux qui ne jurent que par le partage des profits ou que par la co-gestion font probablement fausse route. La réalité est plus complexe et le succès de certaines entreprises qui font présentement école en matière de qualité de vie au travail est le résultat d'un long et pénible cheminement.

Je me permets aussi une mise en garde contre la tentation d'importer sans plus de réflexion des formules et des systèmes (sur la seule justification) qu'ils ont connu du succès à l'étranger. S'il est vrai que chaque peuple a sa personnalité, sa manière

de vivre et de penser, il faut accepter que les formes d'organisation du travail tiennent souvent à des facteurs culturels, à une éthique du travail qui est propre à un peuple. Souvent pour cette raison, elles ne survivent pas à la transplantation.

J'aimerais soumettre en dernier lieu que les tensions qui entourent les débats sur la qualité de vie au travail et le dialogue de sourds qui souvent s'engage sur ce sujet tiennent à plusieurs facteurs. On pourra reprocher le manque de transparence dans l'administration des entreprises ou la timidité de certains dirigeants à s'engager dans des expériences de participation. Le milieu des affaires, de son côté, constate la carence d'éducation économique dans le système scolaire actuel et attribue en partie à cette indifférence pour la chose économique les préjugés qu'entretiennent bien des jeunes à l'endroit du monde des affaires.

Je dirai en terminant que si le Centre des dirigeants d'entreprise encourage une plus grande démocratisation de l'entreprise c'est qu'il sait reconnaître et défendre l'intérêt de ses membres.

Les jeunes de demain seront-ils intégrables dans le monde de l'entreprise? À quelles conditions?

Gilbert Tarrab
professeur, UQUAM

La participation dans les entreprises

D'après un rapport présenté par l'Unesco, à l'occasion de la 21e session de sa Conférence générale, et qui avait pour titre: «Tendances de la jeunesse dans les années 1980» (Unesco, 1980), il ressort, entre autres conclusions, que l'ajustement des aspirations des jeunes aux possibilités du marché du travail sera le problème no 1 des années '80, et que les jeunes ouvriers des années '80 seront plus sensibles que leurs aînés au problème des conditions de travail: «En raison des études médicales récemment diffusées et, sans doute aussi, de l'impact des mouvements et des slogans écologistes des années '60, (les jeunes) ont une conscience aiguë de l'aliénation psychologique et des risques physiques que suppose le travail en usine. Dans de nombreux pays industrialisés, ils sont à la pointe du combat mené notamment par les syndicats contre la pollution, les maladies, voire les décès prématurés, liés aux conditions de travail» (p. 36).

Ils voudront aussi une meilleure organisation de la production et seront plus sensibles aux nouvelles formes d'organisation du travail. Mais c'est la rareté de l'emploi pour les jeunes qui sera sans doute le problème-clé: «N'oublions pas que l'un des corollaires du chômage est la surqualification; pour survivre, on accepte un emploi et un salaire inférieurs à son niveau de formation et de qualification» (p. 34). Une autre possibilité est la migration des jeunes vers des pays plus prospères.

«Alors qu'ils exercent des fonctions productives essentielles, ils ont souvent l'impression que leur âge et leur emploi ne leur apportent guère qu'insécurité et frustration. Trop souvent, l'école leur a enseigné que le travail manuel était dégradant et que seuls les cancres finissaient en usine.

Dans le milieu du travail, en raison de leur inexpérience et de leur jeunesse, ils sont la plupart du temps affectés à des tâches très monotones, voire dangereuses. De tous les travailleurs, ce sont souvent eux qui sont relégués aux postes les plus mécanisés et les plus déshumanisants de la chaîne de production. En outre, du fait de leur jeune âge, ils ont rarement la possibilité de donner leur avis, au sein des syndicats ou dans l'usine, sur les conditions de travail». (pp. 35-36).

D'où la nécessité et l'urgence de mettre sur pied des modèles de gestion relativement neufs pour les employeurs, dont l'un des plus importants reste, à mon sens, le modèle «participatif». Mais compte tenu de l'usage intensif que ce concept connaît par les temps qui courent, j'aimerais non seulement le débroussailler, mais vous faire part des résultats d'une étude empirique récente que deux collègues et moi-même avons menée au Québec et en Ontario sur «la participation dans les entreprises». Ces résultats vont d'ailleurs, en gros, dans le sens de la conclusion du rapport de l'Unesco, dans laquelle il est affirmé que «les jeunes restent soucieux de participer pleinement à la vie politique, économique et sociale, mais ils veulent pouvoir jouer un rôle autonome et rester à l'écart de toutes les tentatives visant à les manipuler» (p. 43).

I Introduction

Cette recherche fait partie d'une enquête d'envergure internationale, afin d'étudier et de comparer les attitudes des employés aux États-Unis, en Angleterre, en France, en Hollande, en Suède, en Allemagne de l'Ouest, en Israël, au Japon et au Canada. Nous ne rapportons ici que certains des résultats de l'enquête canadienne.

Au Canada, les données furent rassemblées entre juin 1977 et janvier 1978. Un total de mille employés dans 20 compagnies furent interviewés et répondirent à un questionnaire. Ces compagnies, qui sont toutes relativement petites (de 49 à 650 employés) opèrent en Ontario et au Québec. Elles sont engagées dans des activités très diverses, incluant la fabrication d'automobiles, l'équipement électrique, la

fabrication de métaux non ferreux, les papiers fins, les entrepôts et la distribution, les fonderies, la machinerie, l'alimentation, les transports, etc.

Les compagnies retenues dans cette enquête ont été choisies en les jumelant: soit une compagnie participative dans un domaine d'activité donné avec une compagnie non participative dans le même domaine d'activité; ces deux compagnies opérant dans le même secteur d'activité doivent être de taille similaire et leur chiffre d'affaire sensiblement le même. Pour fin d'identification, nous avons retenu comme compagnies participatives des compagnies dans lesquelles il existe une forme de participation soit aux profits, soit aux décisions ou soit, comme ce fut le cas pour plusieurs des compagnies choisies, à la fois aux profits et aux décisions. Étant donné que les compagnies participatives ne sont pas «monnaie courante», le choix de ces compagnies ne pouvait pas être effectué au hasard; nous avons donc dû retenir une compagnie participative dans un domaine d'activité avant même de trouver sa «paire» non participative.

À l'intérieur de chacune des compagnies participatives, un échantillon de cinquante répondants fut sélectionné. Exception: une compagnie de 49 employés. Le plan d'échantillonnage utilisé a eu pour effet de sélectionner des répondants qui viennent de tous les niveaux hiérarchiques des compagnies et qui proviennent également de tous les groupes de travail concernés. Afin d'assurer un nombre suffisant de répondants provenant du management, nous n'avons pas sélectionné tous ces répondants au hasard, mais nous avons plutôt surreprésenté les répondants provenant du management.

Dans chaque organisation, nous avons enquêté sur 3 groupes d'employés:

- le président et tous ses subordonnés immédiats,
- les cadres intermédiaires, incluant le personnel de supervision,
- les ouvriers (incluant les cols bleus et quelques cols blancs, qui peuvent, dans notre jargon, être considérés comme des ouvriers).

Dans ce rapport, le groupe 1 et 2 furent combinés et nous les avons étiquetés «groupe de direction»; le groupe 3 fut étiqueté «groupe d'ouvriers».

Les données que nous résumons dans ce rapport proviennent de trois sources:

- les interviews,
- les questionnaires,
- l'observation systématique des activités de travail.

L'interview fut conduit individuellement par un membre de notre personnel avec chaque répondant. Cet interview dure environ 5 minutes et sa fonction essentielle consiste à «réchauffer» les répondants, ainsi qu'à nous assurer que l'interviewé comprend bien les concepts que nous utilisons, à savoir: l'échelle en 5 ou 7 points, ou qu'il est capable de bien compléter le questionnaire. Nous sommes également capables à ce moment-là, de développer un rapport avec le répondant durant tout l'interview, et de mettre l'accent sur le fait que la participation à cette enquête est volontaire, que les réponses seront traitées de manière strictement confidentielle et que seulement un résumé des résultats totaux seront présentés dans le rapport final.

Le questionnaire, qui contient 24 questions, regroupe les grands thèmes suivants:

- satisfaction au travail,
- comportement envers la direction,
- relations interpersonnelles,
- procédures de résolution des conflits,
- jeux d'influence,
- structure organisationnelle,
- communications,
- sentiment d'aliénation,
- santé physique,
- système de valeurs,
- auto-évaluation et estime de soi.

Afin de faciliter la tâche aux répondants, le questionnaire a été publié en anglais, en français et en italien. Un questionnaire standardisé de ce type est en réalité la meilleure façon de comparer une compagnie à l'autre ou un groupe de compagnies à un autre, sur la base des différents thèmes

retenus, et de fournir des données plus valables sur les attitudes des employés.

L'interview d'observation a pour but de mesurer quelques caractéristiques psychologiques et physiques sur le milieu de travail de chacun des répondants.

Nous devons mentionner ici que les questionnaires de ce type sont souvent sujets à certains biais systématiques qui peuvent limiter la validité de nos données. La mauvaise interprétation de certains termes, une tendance à être d'accord avec un énoncé quelle que soit sa signification, une peur que les réponses ne soient pas confidentielles, tout cela représente des sources possibles de biais systématique ou de distorsion. Cependant, afin de minimiser ce biais, plusieurs des questions posées le furent à différents endroits du questionnaire, en étant libellées de manière légèrement différente. Sur la base des analyses que nous avons développées, nous sommes confiants que les questionnaires furent complétés avec soin par tous les répondants, et que nous pouvons accorder un très haut degré de confiance aux résultats obtenus.

Le pourcentage de refus total (le pourcentage des personnes qui, pour une raison ou une autre, refusèrent de compléter le questionnaire) fut de 2% — ce qui est un chiffre remarquablement bas pour une enquête de ce genre.

Les résultats qu'on trouvera ci-dessous représentent donc la combinaison des résultats de l'analyse factorielle (en vertical) et de ceux de l'analyse de la régression multiple (en horizontal), avec le score F, le degré de signification et l'indice Béta.

Score F: le test de Fisher permet de déterminer le degré de confiance des résultats d'analyse.

Degré de signification: nous avons pris comme niveau de signification acceptable le seuil de ,05 (5 pour cent de chances d'erreur).

Indice Béta: nous donne le «signe» (+ ou –) selon lequel il faut lire les résultats. Pour faciliter cette lecture, nous avons disposé dans nos tableaux toutes les lignes — sous une même colonne, et tous les signes + sous une autre colonne.

Nous analysons dans les pages qui suivent la variable indépendance jeunes/vieux, en rapport avec les résultats de l'analyse de la régression multiple et de l'analyse factorielle.

II Analyses statistiques

Nous avons commencé par effectuer une analyse factorielle sur l'ensemble de nos variables, pour essayer de déterminer les différents axes de regroupements possibles. On sait que la méthode de l'analyse factorielle consiste dans la recherche d'éléments communs ou d'éléments sous-jacents à un ensemble de mesures. On trouvera ci-dessous les résultats de cette analyse (éléments communs, qui nous permettent de mesurer la similarité ou la différence entre la perception des répondants vis-à-vis d'une attitude ou d'un sentiment particuliers).

Nous avons ensuite effectué une analyse de régression multiple, en tenant compte de nos cinq variables indépendantes[1], i.e.:

- travailleurs (contre cadres),
- petite entreprise (moins de 160 employés) versus grande entreprise (plus de 161 employés),
- participative (contre non participative),
- jeunes (moins de 30 ans) versus vieux (plus de 30 ans),
- québécoises (contre ontariennes).

Voici les résultats du couple «jeunes/vieux»

1. On appelle «variable indépendante» la variable qu'on manipule ou qu'on traite, de façon à voir quelle influence les différences qu'elle présente aura sur les variables qui dépendent hypothétiquement d'elle.

La «variable dépendante», elle, est une variable dont les changements sont le résultat du niveau ou de la quantité de la (ou des) variable(s) indépendante(s).

		Vieux		Jeunes		
		F	B	F	B	S
Satisfaction	2) Satisfaction générale au travail	27,29	-,323			,000
	3) Salaires, avantages sociaux, sécurité	7,21	-,154			,007
Résolution de conflits	1) Agissent ensemble pour résoudre les conflits	4,30	-,119			,038
Jeux d'influence	1) Impact du changement: ça amène plus de problèmes que ça n'en résoud			4,99	,152	,026
Structure organisationnelle	2) Sentiment d'être toujours surveillé			5,98	,136	,015
Aliénation	2) Sentiment de responsabilité sur son groupe de travail, son département et l'usine	24,99	-,329			,000
	3) Sentiment d'aliénation vis-à-vis le cours des événements			5,44	,144	,020
	4) Le monde où nous vivons est accueillant	15,93	-,172			,020
Valeurs	1) Valeurs positives vis-à-vis l'honnêteté et le dur labeur des gens	6,92	-,183			,009
	2) Valeurs «Y» de McGregor: égalité des chances, autonomie, etc.			5,40	,124	,020
	3) Valeurs «X» de McGregor: les gens sont paresseux, etc.			4,55	,109	,033
	5) Les choses vont mieux quand chacun s'occupe de ses affaires	8,20	-,141			,004
Auto-évaluation et estime de soi	1) Auto-évaluation positive face à sa propre vie			11,53	,223	,001
	2) Grande satisfaction au travail	26,39	,296			0
	4) On se moque de l'avenir de l'entreprise			11,35	,173	,001

Vieux vs jeunes

Pour fin de compilation statistique, nous avons considéré comme «jeunes» les moins de trente ans et comme «vieux» les plus de trente ans. Le tableau résume les différences essentielles entre les «jeunes» et les «vieux». On remarque notamment que les vieux, comparativement aux jeunes, retirent plus de satisfaction de leur milieu de travail, qu'ils agissent plus ensemble pour résoudre les conflits, qu'ils ont plus un sentiment de responsabilité vis-à-vis de leur travail, qu'ils ont des valeurs plus positives quant au dur labeur des gens et à leur honnêteté, et que les choses vont mieux quand chacun s'occupe de ses affaires. D'autre part, les «jeunes» plus que les «vieux» perçoivent le changement comme négatif, ils ont le sentiment d'être toujours surveillés, se sentent aliénés par le cours des événements; ils ont également plus de satisfaction dans leur vie personnelle et tiennent moins à coeur l'avenir de l'entreprise dans laquelle ils sont insérés.

On remarque que chez les vieux, l'attitude envers la supervision et la direction est nettement plus positive. Toutefois, chez les jeunes, il semble subsister une certaine distance vis-à-vis de cette même direction. À cet effet, on observe, par exemple, que les jeunes travailleurs ont plus le sentiment d'être toujours surveillés ou d'être talonnés; d'autre part, ils sont, contrairement aux vieux, davantage sensibilisés aux valeurs

de «Y» de Mc Gregor, qui préconise ...es la non-pression des supervi... onc, à cet égard, on distingue une ...nce certaine entre les vieux et les ...nes, dans la perception qu'on a des hautes instances de l'entreprise. En ce sens, ceci n'est pas surprenant si l'on considère que la vie est beaucoup plus permissive aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été.

D'autre part, les vieux font davantage état d'un sentiment de responsabilité vis-à-vis de leur groupe de travail, de leur département et de toute l'usine et ils valorisent davantage l'honnêteté des gens et le fait qu'ils travaillent fort. La «ligne dure» est davantage préconisée par les plus âgés puisqu'ils se rangent davantage aux thèses de la théorie «X» de McGregor, qui soulève l'hypothèse que les gens sont naturellement paresseux, qu'il faut les contrôler, qu'il faut les surveiller, leur dire quoi faire, etc. Chez les jeunes, on observe une toute autre mentalité: le sentiment de leur responsabilité vis-à-vis de leur groupe de travail, de leur département, de leur usine est davantage mis en veilleuse; d'ailleurs, et de façon significative, ils ont moins à coeur l'avenir de leur entreprise et, à cet égard, on peut comprendre que leur sentiment de responsabilité vis-à-vis de l'entreprise ne soit pas très vif. Ne pourrait-on pas se demander s'il n'y a pas une relation entre les sentiment qu'expriment les jeunes, comparativement aux plus âgés, si l'on considère que l'on s'oriente de façon marquée vers cette «société de loisirs» dont a parlé abondamment Joffre Dumazadier dans ses ouvrages? [1] Le travail, en ce sens, n'est-il pas perçu comme un véhicule permettant d'atteindre des objectifs axés davantage sur des satisfactions d'ordre personnel et individuel, et qui ne tiennent pas leur source de la valeur «travail» proprement dite?

Un autre aspect qui différencie jeunes et vieux, est qu'on ressent plus vivement chez les premiers un réel sentiment d'aliénation sur le cours des événements: on croit qu'on ne peut rien y faire. Normalement, on devrait s'attendre à ce que le changement les place dans une situation qui changerait qualitativement ce sentiment d'aliénation. Or, on semble redouter l'impact du changement: on croit qu'il apportera plus de problèmes que de véritables solutions. On observe donc dans cette attitude une sorte de retranchement de la part des jeunes travailleurs. Tout aussi curieusement, on peut relever que les jeunes s'auto-évaluent de façon positive; ils trouvent que la vie leur apporte des joies, des récompenses; qu'elle est intéressante, qu'elle est pleine, utile, etc. Toutefois, dans le second groupe, cette attitude apparaît de façon plus nette, plus précise, on trouve que le monde dans lequel nous vivons est essentiellement accueillant et qu'il est riche de promesses. Ce résultat confirme une fois de plus ce que nous écrivions plus haut au sujet du «transfert» des valeurs des jeunes vers des sources extérieures de satisfaction.

D'autre part, chez les vieux, de façon plus significative que chez les jeunes, on agit ensemble pour régler les conflits, quand il y en a. Toutefois, on semble pencher en faveur de l'affirmation qui dit que les choses vont mieux quand chacun s'occupe de ses affaires et laisse aux autres le soin de s'occuper des leurs. Nous observons donc, à la fois, dans ce groupe, un effort de cohésion, de même qu'une certaine réserve.

Enfin, ce qui distingue encore les vieux des jeunes réside en ce que les plus de 30 ans se disent satisfaits, généralement parlant. Chez les jeunes, on relève à la lumière des résultats, un certain sentiment d'insatisfaction, voire même d'insécurité. Comment peut-on faire en sorte de ré-orienter, au moins en partie, ces sentiments au sein des organisations si ce n'est d'impliquer davantage les jeunes dans des fonctions de responsabilité (exemple: en enrichissant leurs tâches) et, d'une manière encore plus sensible et surtout plus pragmatique, dans les changements qu'on projette d'apporter a l'organisation même de leur travail?

1. Notamment, cf. J. DUMAZEDIER, «Vers une civilisation du loisir», Seuil, Paris, 1962, 319 p.

Les jeunes et le monde du travail: et si le réalisme valait mieux que l'utopie?

Pierre G. Vennat
chroniqueur syndical à La Presse

«Noblesse ou servitude du travail? Telle est, en définitive, la question que se posent les jeunes face à leur avenir».

Je dois vous avouer que quand j'ai lu ces mots qui terminent le liminaire du numéro spécial de Critère sur les jeunes et le travail, je me suis senti mûr pour une grande envolée.

J'ai même pondu un beau texte, dont le brouillon dormira toujours sur un rayon de ma bibliothèque, parmi les nombreux textes que j'ai ainsi pondu sur l'impulsion du moment, et qui ne seront jamais publiés.

Pourtant, il n'avait rien de bien méchant mon texte: j'y parlais des jeunes artisans du Salon des métiers d'art, un milieu que je connais bien pour avoir, avec ma femme, gravité autour d'eux, il y a quelques années, de ces jeunes artisans qui, même si plusieurs d'entre eux n'arrivent pas à rejoindre les deux bouts, ne voudraient pas, pour tout l'or du monde, aller en usine ou dans un bureau comme tout le monde.

Après avoir rendu hommage à ces artisans, en qui je voyais le ferment de ce que devrait être, idéalement, le monde du travail de demain, encouragé par ce premier jet, je parlais ensuite d'un milieu que je connais encore mieux, parce que je fréquente régulièrement ses penseurs: tout le courant participatif, cogestionnaire et autogestionnaire de ceux qui, sincèrement, rêvent de l'éclosion de coopératives de production, de collectifs sans but lucratif et j'y voyais pour les jeunes de demain un modèle de société meilleure autour du concept «Small is beautiful». Ce qui n'est d'ailleurs pas nouveau: j'ai beaucoup écrit et prononcé beaucoup de causeries sur ce sujet, le dernier de ces essais ayant été publié à la veille de Noël.

Pour revenir à ce texte que j'avais pondu pour aujourd'hui, j'y parlais de mes grands enfants et de leurs amis, qui rêvent d'aller soit en communication, soit en service social, soit dans des emplois communautaires comme ma femme, permanente dans un organisme de promotion des droits des handicapés ou encore comme le mien dans le journalisme, bref des emplois où l'on se porte, sincèrement, à la défense des pauvres travailleurs, sans avoir jamais mis soi-même les pieds dans une usine; des emplois revalorisants, intéressants, où on a l'impression d'être utile, d'être considéré, d'être «quelqu'un» et surtout, de ne pas être un ouvrier ou un commis de bureau anonyme dans un grand bureau.

J'en concluais, ni plus ni moins, ce qui —, soit dit en passant est peut-être vrai —, que les jeunes d'aujourd'hui ne veulent plus du monde du travail qu'on leur offre, que le fric pour le fric ne les intéresse plus, que ce qu'ils veulent, c'est un emploi intéressant beaucoup plus qu'un emploi payant.

Je citais Critère, bien sûr. Je citais aussi Daniel Cohn-Bendit, leader des émeutiers étudiants français de mai 1968.

C'était un bien beau texte, un de mes meilleurs pensais-je, jusqu'au moment où je l'ai fait lire à quelqu'un en qui j'ai entièrement confiance et qui m'a souvent empêché de faire bien des gaffes en me ramenant aux réalités de la terre dont nous avons, nous intellectuels, tendance à nous éloigner trop facilement.

En un mot, j'étais en train de tomber dans «le bag de la société alternative», dans lequel je suis si souvent tombé, dans lequel certains collaborateurs du numéro spécial de Critère sont eux-mêmes tombés, dans lequel, d'ailleurs, les organisateurs de la rencontre d'aujourd'hui m'ont presque invité à tomber en me proposant le thème de ma contribution. Bref, d'après mon conseiller bénévole, j'avais pondu un texte d'intellectuel, regardant les choses de haut, un texte un peu trop «snob», le mot est de lui, un texte qu'aimeraient probablement les intellectuels mais que les ouvriers trouveraient très frustrant.

Je pense que ça mérite réflexion. Je crains en effet que la rencontre d'aujourd'hui, si on ne fait pas attention, ne crée de faux espoirs, ne débouche en fait sur des

«rêves», sur une société idéale qu'il n'est pas mauvais d'envisager sur papier mais qui n'aura que peu ou pas de chances de se réaliser. Bref qu'on dise aux jeunes qui s'en vont sur le marché du travail qu'effectivement ce qu'on leur offre n'est pas brillant, qu'effectivement on devrait leur offrir autre chose, qu'effectivement ceux qui refusent ce système et sont assez chanceux ou débrouillards pour trouver leur voie dans quelque avenue alternative possible ont raison et devraient être imités, alors que l'on sait très bien qu'ils seront toujours marginaux et que la majorité des jeunes n'ont qu'un choix: s'intégrer au système ou devenir, très tôt, assistés sociaux et chômeurs.

On a toujours le droit de rêver, bien sûr, mais pas de proposer le rêve comme solution sans bien mettre ses interlocuteurs au courant qu'il s'agit d'un rêve, bref on n'a pas le droit de créer de faux espoirs ni, en parlant du monde du travail, de parler pour nous en méprisant, dans le fond, les travailleurs dont on veut se porter à la défense.

Car c'est cela que mon interlocuteur en admettant que c'est inconscient chez moi et les autres intellectuels prétend: s'il y a tant de frustrations chez les ouvriers, m'a-t-il dit, c'est parce qu'ils se font snobber par les intellectuels!

C'était la première fois que quelqu'un qui n'est pas contre les intellectuels et a fréquenté l'université, qui n'est pas non plus contre les syndicalistes et dont le conjoint est syndiqué mais qui vient d'un milieu d'ouvriers et n'a pas rompu avec ses origines me fait remarquer, en termes crus, que le gros bobo de toute l'approche intellectuelle ou technocratique du monde du travail au Québec et sans doute ailleurs c'est qu'aucun des intellectuels ou technocrates qui se penchent sur le problème, aucun de nous aujourd'hui, se place dans l'optique «père de famille ouvrière». Bref qu'aucun de nous ne voudrait, dans le fond, que son fils soit plombier ou électricien, au lieu d'être ingénieur, laveur de plancher dans un hôpital au lieu d'être médecin.

Bien sûr, comme l'admet mon interlocuteur, tout le monde rêve d'un avenir reluisant pour ses enfants. Lui-même rêve de les voir «professionnels», diplômés de cégeps et d'universités. Bref, fils d'ouvrier, il aimerait mieux que ses enfants ne soient pas des hommes de métier. Sauf qu'il est assez honnête et surtout clairvoyant pour voir dans ce penchant un danger pour notre société, celui de dévaloriser l'homme de métier, l'ouvrier, à moins qu'il ne soit artisan; et ce penchant, soyons assez honnêtes pour l'admettre, il est généralisé dans tout notre système d'enseignement. Le secteur professionnel, c'est pour les quasi drop-outs, ceux pas «assez bons» pour aller à l'université, pour devenir professionnels. C'est surtout pour les enfants des autres, pas les nôtres.

J'ai donc réécrit un autre texte, afin que mes propos ne soient pas teintés d'idéalisme, de rêve, comme dans ma première version. Mon texte en est probablement beaucoup moins intéressant, mais plus réaliste.

La recherche d'un projet de société

Je continue à croire que l'expérimentation de nouvelles formes de travail, la pratique de nouveaux modes de vie témoignent d'une recherche inspirée par de nouvelles attentes. Je souscris donc à la conclusion de Critère que la solution ne réside pas tellement dans des transformations au niveau des modalités de travail que dans l'amorce d'un projet de société.

La recherche d'un «projet de société», j'en suis, j'en ai toujours été et j'essaie d'y contribuer par des essais à gauche et à droite.

Mais là n'est pas le problème. Le problème c'est que j'aurais été déçu si mon fils m'avait annoncé qu'il voulait devenir plombier ou électricien, plutôt que de continuer ses études. La seule différence entre moi et la plupart d'entre vous, c'est que j'ose le dire tout haut aujourd'hui. Or cette tendance, que nous avons tous de plus en plus, nous les intellectuels, devient à la longue dangereuse pour l'avenir de la société québécoise.

Nos fils ingénieurs, comptables, ça va. Mais commis de bureau, plombier, ouvrier, infirmier plutôt que médecin (encore que le sexisme fait que si on n'admet pas d'avoir un fils médecin, on voit très bien sa fille

infirmière, surtout si elle marie un médecin), dans mon milieu, dans le vôtre, c'est la disgrâce sociale. C'est cela que mon interlocuteur voulait dire quand il affirmait que nous avons tendance, nous les intellectuels qui nous penchons sur le monde du travail, à dédaigner le statut d'ouvrier. Nous voulons défendre l'ouvrier, mais en le sortant de son usine. Nous méprisons l'usine et pour camoufler cette horreur instinctive, nous encensons les «ateliers», les «boutiques», bref tout ce qui permet quand même de faire du travail manuel, mais sans lui donner une teinte industrielle.

Ou quand, surtout du côté des hommes d'affaires, on imagine une usine, on l'imagine pour les autres. Cette usine, qu'on veut même la plus humaine possible, elle n'est pas pour nos fils. Elle est pour les fils de nos ouvriers. Nos fils, ils seront bien au chaud, avec air conditionné, tapis mur à mur, intercom et jolie secrétaire, dans un bureau. Nos fils, ils dirigeront cette usine de demain que nous échafaudons par de savantes théories sur les jeunes et le monde du travail. Quand nous envisageons le monde du travail pour les jeunes, nous le divisons en deux: les travailleurs de demain et les autres. Les cadres, professionnels, patrons ou artisans de demain. Et là nous mettons nos enfants.

Je ne serais pas surpris que certains parmi vous considèrent mon approche d'aujourd'hui complètement démagogique. Ils n'auront pas complètement tort. Mon interlocuteur m'a en effet convaincu d'envisager le monde du travail selon la seule optique valable à ses yeux quand l'on parle du problème des jeunes face à cet aspect de la société: voir les choses en parents. J'ai vu les choses en parent, et je n'ai pas aimé ce que j'ai vu. J'ai vu que je ne veux pas, dans le fond, que mes fils deviennent ouvriers. J'ai vu aussi que les parents des condisciples de mes enfants ne le veulent pas non plus, que leurs enseignants sont conscients de cela et que mes enfants et leurs amis ne veulent pas devenir ouvriers. Alors à quoi bon se leurrer, à quoi bon discourir si telle est la vérité?

N'allez surtout pas croire que je suis le seul à être imbu de préjugés contre la classe ouvrière dont je suis pourtant censé être un des défenseurs. Le courant anti-ouvriériste est devenu quasi universel. Quand les dirigeants du Conseil du patronat, du Centre des dirigeants d'entreprise, des chambres de commerce parlent d'une meilleure formation professionnelle, mieux adaptée au contexte industriel d'aujourd'hui, ils en parlent pour les fils de leurs employés, pour les autres, pas pour leurs fils. Même les chefs ouvriers, les gros syndicalistes, dans le fond, souhaitent leurs fils en dehors de l'usine, espèrent voir leurs enfants gradués de cégeps ou d'universités. Alors faut pas trop se surprendre, dans un tel contexte, que ça aille mal dans le monde du travail, que les ouvriers de tout âge se sentent «snobbés», dévalorisés par des gens comme nous, que les jeunes ne veulent pas d'un monde que, par notre attitude sinon par nos paroles officielles, nous ne trouvons pas dignes pour nous. De quel droit Pierre Vennat, qui ne travaille pas en usine et ne veut pas y aller, dont le fils ne veut pas y aller non plus, ce en quoi son père est bien d'accord, irait-il dire à qui que ce soit d'y aller à sa place?

C'est un peu cela que tentait de me dire mon interlocuteur du début. Il tentait de me dire à la fois ceci: oui, dans la plupart des cas, l'usine n'est pas un endroit tellement stimulant où aller. Oui, il me comprend de souhaiter mieux pour mon fils. D'autant plus que lui-même en fait autant. Oui, les formules artisanales, écologiques, coopératives, collectives, etc., même si moins payantes souvent, sont préférables à l'usine. Sauf que, dit-il, il est illusoire de concevoir un monde sans usines. Et un peu hypocrite d'y envoyer les autres quand on ne veut pas y aller soi-même. Alors quoi? Alors, de dire mon interlocuteur, la solution ne viendra que le jour où toi et tes semblables aurez conçu et surtout réalisé des usines où vous vous verrez vous-même dedans, où vos fils voudront d'eux-mêmes aller travailler.

Quoi, voilà tout un défi!

Le problème avec des intellectuels comme nous, c'est qu'on demande un meilleur enseignement professionnel à l'école publique mais que dès qu'on a la chance, non seulement on n'y inscrit pas nos enfants mais, au contraire, on les retire de l'école publique et on les inscrit à Brébeuf, à Stanislas, au secteur privé.

Je suis convaincu qu'il ne sert à rien de chercher ailleurs: une des raisons fondamentales, primordiales de l'échec des politiques d'intégration des jeunes au monde du travail vient en bonne partie du fait qu'inconsciemment ou pas, ceux qui, comme nous, se penchent sur les jeunes au travail dévalorisent, dans le fond d'eux-mêmes, le travail manuel, le statut de col bleu. Règle générale, les colloques comme ceux d'aujourd'hui sont le fruit et ne rassemblent que des cols blancs, intellectuels, universitaires, syndicalistes, peut-être anciens cols bleus mais sortis de l'usine depuis longtemps et ne voulant surtout pas y retourner, fonctionnaires, hommes d'affaires derrière un bureau ou des journalistes comme moi.

Avouons-le, nous avons de la difficulté à nous mettre dans la peau des jeunes d'aujourd'hui, de ceux qui sont en usine, des hommes de métiers. Nous réagissons comme des gens qui ont imaginé une place spéciale pour nos fils, à nos côtés comme nos successeurs ou mieux et non pas en pères d'ouvriers. Même les ouvriers imaginent pour leurs fils un avenir meilleur que le leur. L'éboueur ne veut pas que son fils soit éboueur et même à l'école publique, lorsqu'on lança, dans les années '60, le fameux slogan du ministère de l'Éducation de Gérin-Lajoie, à savoir «qui s'instruit, s'enrichit», ce slogan fut interprété de la façon suivante: «si tu vas à l'école et t'instruis, tu ne seras pas obligé d'être ouvrier comme ton père». Pas étonnant, après cela, que le fils d'ouvrier, justement, demande son dû: un travail revalorisant ou une profession.

La fierté du travail bien fait

Il va falloir absolument que l'on trouve un moyen de revaloriser le travail manuel «ordinaire» et qu'on le trouve vite. Actuellement, le seul travail manuel que l'on juge revalorisant, c'est celui de l'artiste ou de l'artisan. Il va donc falloir que le patronat, pour un, réalise que l'on n'achète pas tout avec l'argent. Les syndicats aussi, incidemment. Il va falloir trouver un moyen de donner aux jeunes la satisfaction au travail, la sensation d'utilité et de création. La fierté, surtout. «Autrefois, entend-on dire souvent de vieux ouvriers, on avait la fierté du travail bien fait». Va falloir qu'elle renaisse.

Je n'ai pas de recette magique pour y parvenir. D'ailleurs, je doute qu'il en existe. Mais on peut, on doit absolument, essayer d'en trouver une.

Je termine là-dessus. Ça ne donne pas un aussi beau texte que dans ma première version, alors que je vantais les mérites des jeunes animateurs diplômés de l'UQAM, oeuvrant dans des organismes populaires aux côtés de ma femme, pour des salaires de famine, ou ceux de jeunes artisans autogérés trouvant la paix et la satisfaction autour d'un four de céramique, comme j'en connais certains. Mais j'ai promis à mon ami, «professeur de gros bon sens» que je viendrais vous parler de cette tendance qu'il décelle depuis quelques années dans nos écoles, et dans des colloques comme celui d'aujourd'hui, celle de dévaloriser le travail manuel, les métiers, en même temps qu'on revalorise le cégep, l'université, les sciences dites humaines.

Pourtant, même en agissant ainsi, je me sens un peu hypocrite. Car même si j'ai accepté de dénoncer une tendance que je considère maintenant néfaste, je n'aimerais pas trop que mon fils m'annonce qu'il sera col bleu. J'en ai honte, mais c'est ainsi. Je me console toutefois en me disant que je ne suis probablement pas le seul à réagir ainsi dans cette salle. Sauf que ça risque d'être une consolation à court terme. Aucune société ne peut espérer progresser si elle décrie sa classe ouvrière et force est d'admettre que la jonction ouvriers-intellectuels n'est pas faite au Québec, au-delà des beaux énoncés de principes des syndicats d'enseignants ou autres manifestes du genre.

J'ai montré ce deuxième jet à mon ami. Cette fois-ci, il s'est dit davantage d'accord avec ma thématique mais il a eu un peu peur. Il m'a dit: «j'espère que maintenant que tu es devenu réaliste, tes amis intellectuels t'inviteront quand même à leur colloque.»

L'entreprise comme milieu de vie, en 1980

Jean-Paul Hêtu
vice-président, Centrale des syndicats démocratiques

1re partie: un diagnostic sombre

Dans l'entreprise moderne, le travailleur ne crée pas un produit fini, il intervient plutôt dans un processus de fabrication qui est composé de postes de travail. Le travailleur se définit par un type précis d'opération qu'il réalise. Par exemple dans l'industrie de la chaussure, le travailleur n'est pas cordonnier, il est monteur de talons ou poseur de semelles. Dans l'industrie du vêtement, le travailleur n'est pas couturier, il est préposé à la boutonnière ou au poste de défaufileur.

Au Québec plus de 50% des travailleurs industriels sont marqués par cette condition. Le travailleur n'est pas considéré comme un homme total qui est capable de créer, d'innover, d'avoir des initiatives, de prendre des responsabilités, d'organiser son travail seul et collectivement, de laisser libre cours à ses sentiments, il est plutôt considéré comme une partie d'un ensemble. Plus l'entreprise est importante, plus il est assimilé à être un élément, une espèce de rouage atomisé.

Trois caractéristiques identifient ce travail parcellisé d'opérateur:

1re caractéristique

- Tâche simple à réaliser qui est composée de trois éléments minimum: prendre la pièce à gauche, la positionner, l'évacuer à droite.

2e et 3e caractéristiques

- Tâche répétitive et de courte durée: refaire cette opération 4 fois dans 1 seconde, 240 fois dans une minute, 14 000 fois dans une heure. Et l'on accorde une pause de 15 minutes l'avant-midi et l'après-midi pour la détente.

N'est-ce pas intéressant comme travail? Automatisme. Automatisme. Automatisme.

L'apprentissage se limite à apprendre des gestes à faire et à développer la rapidité. Automatisme. Automatisme. Automatisme. Plus le travailleur est rapide, plus il est efficace. Automatisme. Automatisme. Automatisme.

Dans ce contexte, n'est-il pas vrai que le tailleur soit envisagé comme le prolongement de la machine? Ce qu'on veut de lui, c'est son énergie. Scientifiquement, on a même réussi à déterminer le nombre de kilo-calories qu'il peut dépenser par heure sans se fatiguer.

L'insatisfaction est la maladie chronique du travail industriel. L'absentéisme et le roulement de main-d'oeuvre en sont les symptômes sociaux. Les ulcères, les troubles nerveux sont aussi des indicateurs. Et je n'hésite pas à ajouter que le taux élevé d'alcoolisme dans notre société a un lien avec le travail déshumanisé.

Comme premier correctif à cette situation, on a inventé les relations humaines. On a d'abord relâché la discipline autoritaire — on demande l'opinion aux travailleurs soit individuellement par les boîtes de suggestions ou collectivement en organisant des tables d'écoute. Puis on a agi sur l'environnement: on a repeint les murs en utilisant une couleur attrayante et on a diffusé de la musique douce. Mais le contenu du travail n'a pas changé, on s'est plutôt occupé des questions psychologiques, croyant ainsi développer la motivation des travailleurs. Enfin, dans certaines entreprises, on a décidé, comme moyen d'intéressement au travail, d'introduire la rotation de poste, alléguant qu'on ne pouvait pas changer les techniques de production.

Mais on n'a pas changé le contenu du travail et encore moins l'environnement physique et chimique. Dans les entreprises d'abrasif, par exemple, des travailleurs se rendent au travail quotidiennement avec un taux moyen de 10% de monoxyde de carbone dans le sang. Le soir, avant de se coucher, ils doivent prendre une autre douche car leurs corps ont rejeté la poussière de silice, les salissants, même

s'ils ne sont plus au travail depuis 5 à 6 heures.

2e partie
propositions pour un changement

Selon Jacques Grand'Maison, «aucune méthode... ne peut remplacer une politique stratégique globale incluant

- la réorganisation du travail,
- la rémunération,
- la classification,
- la promotion,
- les conditions physiques,
- l'encadrement,
- la communication,
- l'information,
- la redéfinition des concertations hiérarchiques et fonctionnelles.

En d'autres termes, il faut allier la valorisation des tâches individuelles et l'autogestion des groupes de base, l'enrichissement vertical et la solidarité horizontale.

Cette politique globale exige une réforme des relations de travail traditionnelles. Il n'est pas question d'affrontement ou de coopération, mais de résoudre les problèmes de l'entreprise et des travailleurs avec une nouvelle mentalité, les nouvelles connaissances socio-économiques et les attentes culturelles.

Les expériences que nous avons faites dans ce domaine à la CSD révèlent que les travailleurs sont prêts à s'engager, voire même à lutter pour introduire ces changements qu'on peut résumer par la transformation du milieu de travail. Deux voies principales sont ouvertes actuellement.

L'adoption de la loi sur la santé et sécurité est un premier pas dans cette direction. La reconnaissance de droits au travailleur à l'information, à la formation, à la participation, au refus de travailler, est un actif indéniable. La protection des travailleurs contre les substances dangereuses, par exemple les risques chimiques (poussière, gaz) et physiques (bruit, chaleur) axée sur une réglementation est également une bonne chose mais comporte de graves limitations.

En voici trois, essentiellement:

Par rapport aux milliers de produits chimiques utilisés en industrie, moins de 1 000 (environ 600) seulement sont reconnus comme dommageables pour la santé et des normes de concentration ont été établies. L'application de ces normes connues constitue un compromis pratique fondé sur ce qui est réalisable financièrement et techniquement et non sur l'élimination à la source de ces produits, même si la loi vise cet objectif général.

Comme on le sait, l'objet de cette loi n'est pas d'instaurer de nouvelles formes d'organisation démocratique du travail même si elle prévoit des mécanismes de participation paritaire dans le but d'améliorer les conditions de travail relatives à la santé et sécurité.

La deuxième voie concerne la restructuration du travail à l'échelon de l'atelier, axée sur l'aménagement des tâches et des procédés du travail et de l'ensemble de l'organisation du travail qui doit être envisagée démocratiquement.

Deux conditions préalables sont indispensables à l'exercice de la démocratie industrielle:

- un minimum de liberté au travail. Les travailleurs ne pourront améliorer leur milieu de travail s'ils n'ont pas été saisis des problèmes qui se posent, ni échangé des opinions sur les solutions. Or, sans cette liberté d'expression et de décision, il est impossible de participer démocratiquement;
- un changement structurel. Un changement structurel dans l'entreprise est nécessaire pour résoudre les problèmes (ex. les méthodes de production). On ne peut plus se contenter de séparer la prise de décision de l'exécution, toutes les compétences de l'atelier et de la direction doivent avoir leur mot à dire.

Le défi des années '80 ne se pose pas uniquement en termes de formation d'une main-d'oeuvre qualifiée, mais de mettre en oeuvre un nouveau style de gestion qui repose et fonctionne à partir des travailleur et à qui l'on confie un rôle prépondérant. Il ne s'agit plus de tenir compte du facteur humain à qui l'on demande de faire et de se taire, il faut dorénavant répondre

aux exigences culturelles des travailleurs qui veulent s'exprimer, s'affirmer, prendre des responsabilités et vivifier leurs qualifications.

Restructurer le travail et l'organiser de façon satisfaisante, c'est entre autres choses:

- remplacer le travail monotone et répétitif et le travail à la chaîne par une certaine variété du travail, l'enrichissement des tâches;
- instituer l'équipe de travail responsable de la production, de la productivité, des machines, etc.;
- informer les travailleurs sur les carnets de commandes, les changements technologiques, la rentabilité de l'entreprise et engager le dialogue.

Les coopératives de production ont à relever ce même défi. Être propriétaire de son entreprise sans qu'on change le travail, c'est-à-dire le mode de production, c'est négliger la condition du travailleur et maintenir l'aliénation du travail humain.

Atelier 4 **Les emplois d'avenir**

Le problème de l'ajustement entre la demande et l'offre d'emploi est omniprésent chez les jeunes de tous les pays occidentaux. Depuis près de vingt ans, en effet, les systèmes de formation ont été démocratisés et ont propulsé des masses considérables de jeunes instruits en direction du marché du travail, en même temps que les économies entraient en phase de récession.

Même si le Québec fait preuve d'une performance exceptionnelle sur le plan de la création d'emplois, il devra faire encore plus et dans différents secteurs. Entreprises privées, coopération, syndicats et gouvernements devront participer à cet effort. Il faut espérer aussi qu'une meilleure connaissance des besoins du marché du travail permettra une orientation des jeunes vers des secteurs professionnels d'avenir; régulièrement en effet, il est fait état au Québec de pénurie de main-d'oeuvre spécialisée qu'on doit importer de l'extérieur.

Il importe d'identifier dès maintenant, avec la plus grande précision, les secteurs et catégories professionnelles qui dans dix ans, offriront le plus d'emplois.

Le chômage élevé des jeunes: causes et remèdes

Pierre Fortin
Professeur agrégé, département d'économique
Université Laval

Le chômage des jeunes est un problème social de très grande importance, dont l'acuité a considérablement augmenté depuis quinze ans, ici et ailleurs. En 1965, seulement un jeune Québécois sur seize âgé de 15 à 24 ans chômait. Aujourd'hui, un jeune sur six est chômeur. Dans 80 pour cent des cas, il a quitté l'école et recherche un emploi à temps plein. En moyenne, il trouve cet emploi au bout de trois mois de chômage, mais ne le conserve pas plus que neuf mois. Il ne chôme pas longtemps (trois mois), mais il chôme souvent (une fois par année). Bref, les emplois qui lui sont accessibles ne sont pas difficiles à trouver, mais difficiles à conserver: ce sont souvent des emplois sans avenir. L'incidence du chômage est enfin très inégale parmi les jeunes: un jeune diplômé du secondaire a deux ou trois fois plus de chance de chômer qu'un jeune diplômé universitaire.

Les causes de la hausse du chômage des jeunes

Comment le taux de chômage des jeunes Québécois a-t-il pu tripler, c'est-à-dire passer de 6 à 17 pour cent, en quinze ans? La réponse à cette question est primordiale, parce qu'elle devra évidemment guider toute tentative de remédier de façon efficace à la situation.

La conjoncture économique

Il y a deux causes majeures, d'importance à peu près égale, à la détérioration récente du sort des jeunes sur le marché du travail. La première est d'ordre conjoncturel. Elle tient au fait que le gouvernement fédéral s'est désengagé de la poursuite du plein-emploi dans l'ensemble de l'économie canadienne depuis 1974, alors que le taux de chômage des jeunes était descendu à près de 11 pour cent au Québec. À partir de 1975, on a effectivement toléré et maintenu des niveaux de chômage bien plus élevés au moyen de taux d'intérêt souvent exorbitants et de budgets restrictifs qui ont ralenti le rythme de l'activité économique. Tous les groupes d'âge en ont subi les conséquences, mais les jeunes ont naturellement essuyé le plus fort de la tempête. Pendant qu'entre 1974 et 1980 le taux de chômage des adultes augmentait de 2 unités de pourcentage et passait ainsi de 5 à 7 pour cent, celui des jeunes augmentait trois fois plus et grimpait de 11 à 17 pour cent. Les adultes ont appris depuis longtemps à faire porter le gros du fardeau du chômage conjoncturel par les jeunes.

Pourquoi le gouvernement fédéral se préoccupe-t-il moins qu'auparavant de réaliser le plein-emploi? Pour deux raisons principales. Premièrement, parce qu'on croit que la gravité financière du chômage a sensiblement diminué depuis deux décennies notamment en raison de la baisse de la natalité, de la popularité croissante de la famille comportant deux travailleurs ou plus, et de la générosité grandement accrue du régime d'assurance-chômage. En un sens très réel, le gouvernement fédéral préfère aujourd'hui subventionner les chômeurs aux trois quarts de leur salaire net à ne rien faire plutôt que d'orienter les taux d'intérêt et les budgets dans la direction requise pour leur procurer un emploi. Deuxièmement, le gouvernement fédéral a suivi le diktat de l'électeur moyen qui le presse de ralentir l'inflation plutôt que de stimuler l'emploi. Or le moyen le plus couramment utilisé pour combattre l'inflation est le maintien d'un niveau de chômage élevé pendant une période assez longue pour que la croissance des salaires et partant, celle des prix, finissent par ralentir suffisamment. Peu importe, évidemment, que les jeunes, qui ne sont en aucune façon responsable de l'inflation, supportent une partie tout à fait disproportionnée à la hausse du chômage anti-inflationniste. Ce qui compte, semble-t-il, c'est que les jeunes, et surtout les jeunes sujets au chômage, ont un poids électoral négligeable parce qu'ils ne votent pas ou que leur nombre s'en va décroissant avec le retrait de la marée démographique.

La structure de l'économie

La seconde cause majeure des difficultés accrues des jeunes sur le marché du travail est d'ordre structurel. Tout d'abord, entre 1965 et 1975, l'explosion de natalité de l'après-guerre a amené un flot considérable de jeunes sur le marché du travail en même temps qu'une vive augmentation de la participation des femmes adultes. Aujourd'hui, les jeunes et les femmes sont plus nombreux dans la population active que les hommes de 25 ans et plus. L'importance quantitative de ce changement et sa vitesse de réalisation ont nettement débordé la capacité d'absorption de l'économie sur une aussi courte période. Comme il fallait s'y attendre, les jeunes ont été la première cible du chômage accru qui s'en est suivi. Ensuite, l'accès plus facile à des prestations plus généreuses d'assurance-chômage depuis 1971 a gonflé artificiellement le taux de chômage des jeunes. D'une part en réduisant le coût financier de devenir chômeur et de le rester plus longtemps, et d'autre part en poussant dans la main-d'oeuvre un plus grand nombre de jeunes sans alternative réelle de travail, mais attirés par l'appât du régime lui-même. Dans toutes les régions du Québec, seulement de 10 à 12 semaines de travail permettent de se qualifier pour des prestations d'assurance-chômage équivalent à plus de 25 semaines de plein salaire. Par ailleurs, comme plus de la moitié des travailleurs rémunérés au salaire minimum sont des jeunes, l'importante augmentation du rapport entre le salaire minimum et le salaire moyen décrété par le gouvernement Bourassa entre 1973 et 1975 a grandement réduit l'ardeur des employeurs à embaucher des jeunes. Enfin, il faut signaler le net renforcement, depuis quinze ans, des pratiques de discrimination et d'exclusion exercées à l'endroit des jeunes par les professions et les syndicats, la plupart du temps avec la bénédiction de l'État. On a réussi à pelleter ainsi encore plus de chômage dans la cour des jeunes.

On évalue généralement l'effet de ces changements démographiques, législatifs et réglementaires sur le chômage des jeunes à 5 unités de pourcentage environ. Voilà donc, dûment comptabilisées, les sources conjoncturelles et structurelles de la hausse de 6 à 17 pour cent du chômage des jeunes depuis 1966.

Les remèdes au chômage élevé des jeunes

Identifier les causes de la détérioration de la position des jeunes, c'est, par le fait même, identifier les moyens précis de remédier à la situation. En toute logique, un programme efficace de redressement doit s'attaquer à la fois aux racines conjoncturelles et aux racines structurelles du problème.

Du point de vue de la conjoncture, la clé du problème se trouve dans la mise au point d'une politique anti-inflationniste qui ne passe pas par la création systématique de chômage au moyen de taux d'intérêt exorbitants et de budgets restrictifs. La seule alternative qui a présentement des chances de réussir est l'imposition d'un contrôle direct des rémunérations encore plus serré que celui de 1975-78. Elle comporte sans doute, elle aussi, des coûts sociaux qu'il faut évaluer et chercher à minimiser, mais il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'ils sont inférieurs aux coûts du matraquage que la politique actuelle des aînés fait subir aux jeunes.

Dans l'ordre structurel, les paramètres démographiques vont s'améliorer lentement au cours de la présente décennie. Un retour plus radical du régime d'assurance-chômage aux contraintes d'autrefois est politiquement impossible et pas nécessairement souhaitable. Ce n'est pas l'assurance-chômage ou l'aide sociale qui bouleverser t l'éthique du travail des jeunes, mais d'abord l'incapacité chronique des moins fortunés parmi eux à se trouver un emploi de bonne qualité. L'évolution du salaire minimum, quant à elle, s'est fait moins rapide depuis 1978, tout particulièrement pour les jeunes de moins de 18 ans, de sorte que le salaire minimum au Québec n'est pas plus élevé aujourd'hui que le salaire minimum américain. Malgré tout, l'information circule encore très difficilement entre les jeunes et les entreprises, d'une part, et la formation professionnelle des jeunes au travail est fréquemment trop coûteuse pour les entreprises, même au niveau actuel du salaire minimum, d'autre part. C'est pourquoi il m'apparaîtrait naturel, et j'en fais aujourd'hui la proposition formelle, que le gouvernement du Québec mette sur pied, premièrement un service de placement des jeunes finissants du secondaire et du collégial qui agirait directement au niveau de l'école; et qu'il s'engage, deuxièmement,

à subventionner jusqu'à la moitié des salaires des jeunes chômeurs qui n'ont pas de diplôme universitaire, de façon à encourager leur acquisition d'expérience utile sur le marché du travail et à augmenter la proportion des emplois stables et de bonne qualité. Dans un contexte où l'étudiant universitaire moyen reçoit aujourd'hui une subvention annuelle de 5 000 $ en frais de scolarité, en prêts et en bourses, ces mesures favorisant les jeunes qui ont quitté l'école plus tôt introduiraient un élément de justice élémentaire qui a déjà trop tardé à venir. Il faut, enfin, renverser la vapeur en ce qui concerne la protection éhontée accordée aux corps professionnels et syndicaux par les lois et les règlements gouvernementaux qui bloquent systématiquement l'entrée des jeunes dans les métiers et les professions.

La vive détérioration de la situation des jeunes sur le marché du travail depuis quinze ans procède de causes qui sont bien connues et que je me suis efforcé d'énumérer brièvement. Les remèdes au problème sont tout aussi manifestes: cesser de créer du chômage pour faire diminuer l'inflation, améliorer l'information et le placement au niveau de l'école, subventionner les emplois des jeunes travailleurs en difficulté, et livrer une lutte sans merci aux pratiques discriminatoires qu'exercent les métiers et les professions à l'endroit des jeunes. La qualité moyenne des emplois fournis aux jeunes s'améliorera dans la seule mesure où la quantité de ces emplois augmentera. En ce sens, mon verdict final est que les emplois d'avenir (la qualité) dépendent d'abord de l'avenir des emplois (la quantité).

L'obstacle principal à la solution du problème de l'emploi des jeunes n'est donc pas l'absence de moyens concrets d'intervention, mais l'absence de volonté politique des gouvernements d'attaquer le mal dans ses racines. Le problème serait vite réglé si on ne faisait preuve à l'endroit des jeunes chômeurs que d'une fraction infime de la sollicitude qu'on met par ailleurs à adoucir la condition économique du troisième âge. Mais qui, dites-moi, a-t-on jamais vu défendre sérieusement au niveau politique les intérêts économiques des jeunes chômeurs?

Emplois à vendre: 4 $ millions

André Delisle
ingénieur - journaliste
collaborateur à Québec-Science

Dans un monde où les bouleversements sociaux se succèdent à un rythme de plus en plus accéléré, c'est devenu un lieu commun que de dire que toute prospective risque de rester un exercice futile. Qui aurait pu dire, au début des années '70, que les prix de l'énergie atteindraient les niveaux records d'aujourd'hui? Qui aurait pu dire que les déchets industriels laisseraient si tôt des heritages explosifs tels que les pluies acides et les dépotoirs toxiques?

Toutefois, au moment de réfléchir sur les emplois des prochaines années, nous devons tout de même projeter quelques situations dans l'avenir et explorer les points d'arrivée qui nous semblent les plus plausibles. Évidemment, aussi bien le choix des situations que la fixation des destinations visées sont influencés par le biais de l'observateur. La vision du monde de ce dernier entraine son imagination dans des sphères qui lui conviennent et influencent de cette façon ses perceptions.

Ce n'est donc pas à titre d'analyste scientifique et «objectif» que j'aborde le sujet d'aujourd'hui; plusieurs exposés portent sur les évaluations techniques et systématiques du marché des emplois d'avenir. C'est plutôt à travers mon expérience de journaliste indépendant, spécialiste des questions énergétiques et écologiques, (et le plus honnêtement possible) que j'avancerai certaines hypothèses sur des trajectoires que pourrait prendre l'évolution du marché du travail. Ces avenues traduisent certainement, quoiqu'implicitement, un modèle de société de l'avenir. Je préfère le souligner maintenant, car le temps ne me permettra pas d'expliciter davantage ce thème précis, même s'il constitue le fond de scène de toute la réflexion d'aujourd'hui.

Lors de la récente Commission parlementaire sur l'énergie, commission qui s'est penchée sur le plan d'investissements d'Hydro-Québec pour la prochaine décennie, un certain nombre d'intervenants ont soulevé le problème des coûts très élevés des emplois générés par les grands projets. Pour une injection totale dans l'économie de l'ordre de 90 milliards de dollars, la société d'État prévoit créer 25 000 emplois directs. A peu près au même moment, on évaluait à 10 milliards de dollars les investissements pour la pénétration massive du gaz au Québec. Ce, pour 2 500 emplois. Un calcul sommaire des emplois créés par ces choix énergétiques: c'est beaucoup payer pour bien peu, en période d'inflation et de chômage.

De l'énergie pour travailler

Dans une conférence sur le thème de l'énergie et du travail, Barry Commoner, environnementaliste (directeur du Centre de recherche sur la biologie des systèmes naturels), s'est attardé à décrire les implications sur l'emploi de l'augmentation de la production d'énergie et, à l'opposé, d'une pénurie éventuelle. Il introduit le problème de la façon suivante:

Nous sommes simultanément aux prises avec trois crises: le chômage, la dégradation de l'environnement et le besoin d'énergie. Le triple dilemne, c'est qu'il parait impossible de résoudre l'un ou l'autre de ces problèmes sans aggraver les autres.

Des trois problèmes, et là-dessus je suis d'accord avec Commoner, le chômage est celui qui a le plus urgent besoin d'une solution. Il ne servirait à rien de régler les crises complexes de l'environnement et de l'énergie, si la génération appelée à profiter de ces améliorations ne peut trouver un marché du travail ouvert et accueillant. Le temps manque pour reprendre ici la démonstration que fait Commoner de la possibilité de trouver des solutions aux trois crises qui soient compatibles.

Je retiendrai seulement une affirmation et quelques grands traits qui permettent de saisir les conclusions qu'il en tire:

Au départ, nous devons constater que le lieu où les travailleurs travaillent, où l'énergie est produite et utilisée, et où la majeure partie des problèmes prennent naissance,

est le même: l'entreprise de production, la mine, l'usine, l'exploitation agricole. Cela signifie que le rapport entre la disponibilité des emplois, la production et l'utilisation de l'énergie, et les répercussions sur l'environnement, est lié à la manière dont ces entreprises de production sont conçues et exploitées ou, pour employer une expression générale, à la technologie de production.

Au chapitre de l'énergie, trois facteurs entrent en jeu: la disponibilité, le prix et la productivité. Le premier va de soi: il faut de l'énergie. La disponibilité dépend néanmoins largement des prix. Malheureusement, les coûts d'exploitation des sources non renouvelables largement utilisées actuellement, ne peuvent qu'augmenter rapidement du fait de leur quantité limitée. Cette hausse constante des prix a un effet déprimant sur l'économie et contribue à aggraver le chômage.

La nature des investissements énergétiques est souvent passée sous silence. Pourtant ce point est crucial, puisque la forme d'énergie détermine la main-d'oeuvre nécessaire. À ce chapitre, Commoner donne en exemple le cas des investissements sur l'énergie solaire qui génèrent 2 à 4 fois plus d'emplois que la production d'électricité. On peut aussi citer un rapport présenté à la Commission sur l'énergie de l'État de New York où on affirme que des fonds investis dans des activités de conservation d'énergie produisent environ trois fois plus d'emplois que s'ils sont consacrés à la production d'énergie nucléaire. En plus de ces investissements à la production, il faudrait aussi parler de la question du rendement dans l'utilisation de l'énergie, qui a des incidences sur l'emploi: les industries les plus consommatrices sont souvent celles qui ont le moins d'employés.

Ces quelques exemples veulent seulement suggérer que, dans le domaine énergétique, les sociétés devraient affecter les capitaux dans les secteurs susceptibles de favoriser la création d'emplois. Cette réorientation, vers d'autres technologies et vers d'autres sources d'énergie que celles auxquelles on a recours présentement, ouvrirait ainsi une gamme diversifiée d'emplois dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'énergie solaire en particulier, et la conservation d'énergie. On pourrait d'ailleurs faire la même hypothèse au niveau de technologies qui, en même temps qu'elles sont respectueuses de l'environnement, sont génératrices d'emploi.

Choisir son emploi

Mais relier le marché du travail à l'économie revient à soulever le problème des emplois en termes de quantité. Pourtant, la qualité des emplois offerts est aujourd'hui un sujet important de préoccupations pour un nombre croissant de gens. Face aux difficultés d'intégration à des entreprises personnelles ou à des administrations gigantesques, un mouvement américain s'est développé rapidement autour de la recherche de la simplicité volontaire. Aux États-Unis, ce mouvement a pris beaucoup d'ampleur ces dernières années; ses adeptes disposent même d'outils spécialisés de communication et d'éducation.

L'une des manifestations de cette quête d'un mode de vie plus simple, moins matérialiste, a prix la couleur du travail autonome, de quelque nature que ce soit. Dans les publications axées sur l'expression de cette nouvelle culture, l'accent est mis sur la découverte de nouveaux moyens de subsistance, libérant l'individu de l'esclavage du travail aliénant.

La gamme des activités rentables offertes à un individu désireux de «faire le saut» n'a pas de limites. Toutes les formes d'entreprises familiales sont largement recommandées, de la réparation des meubles au recyclage du papier, en passant par l'impression à domicile de cartes de souhait. Cette recherche a d'ailleurs eu des conséquences étonnantes telles que la reprise en charge d'anciens métiers par des jeunes. Les secrets du ramoneur ont été redécouverts; on a vu réapparaître les aiguiseurs de couteaux ambulants et il ne faudrait pas se surprendre de réentendre la clochette du réparateur de parapluies dans les ruelles.

Les rudiments de certaines tâches ont aussi été expliqués et rendus accessibles à tous. Le commerce des immeubles, la démolition des vieux bâtiments, la restauration de meubles antiques en sont quelques exemples. On a ainsi ouvert la porte à des initiatives individuelles sainement gérées

sans perdre de vue l'objectif de l'autonomie dans le travail.

Le mouvement de découverte du travail volontaire a grandi parallèlement et rejoint maintenant une forme de travail qui a toujours existé dans la société: le travail à la pige. Le véritable travail indépendant touche deux domaines précis d'activités, généralement reconnus comme le refuge des pigistes: la création artistique ou intellectuelle et l'exercice libre des métiers manuels. Ces travailleurs manuels, souvent itinérants, trouvent leur pécule quotidien en vendant leurs services à d'autres, particuliers ou entrepreneurs. Leurs outils et leur habileté constituent leur gagne-pain. Plus stables, de jeunes boulangers ont redonné vie au four et au pétrin du village. Les boutiques du forgeron, du tanneur, du potier sont dépoussiérées et ouvrent à nouveau leurs portes les unes après les autres.

Pour leur part, les travailleurs intellectuels de tout acabit sont aussi en grande partie des pigistes, les moins organisés de tous

À l'échelle humaine

Lors de la 21e session de la Conférence générale de l'UNESCO, sur le thème de la jeunesse, les experts de plusieurs pays s'entendaient pour souligner les difficultés du monde du travail au cours de la décennie '80:

Certes, la pénurie d'emplois pour les jeunes sera le problème majeur des années '80. Mais la recherche d'un emploi et la nature même du travail seront tout aussi importantes pour la nouvelle génération.

Les deux hypothèses apportées dans ma présentation se veulent un éclairage différent sur ce problème à deux dimensions. Les solutions suggérées s'inspirent profondément de la prise de conscience écologique et des contraintes au développement et à la croissance des sociétés modernes. Les plus informés de ces questions y voient peut-être un plaidoyer pour une société d'échelle plus humaine, accordant la priorité à l'épanouissement des individus. En termes économiques, puisque l'on parle d'emplois, c'est probablement un argument de plus pour accéder le plus tôt possible au «Small is Beautiful» de Schumacher.

Journalistes, écrivains, musiciens, comédiens, poètes, peintres qui, au jour le jour, vendent leurs oeuvres pour vivre: ils se paient ainsi la liberté d'horaire, le droit à l'imagination, la tribune d'expression, toutes ces qualités qui devraient caractériser n'importe quel travail individuel. Mais autant ces qualités sont absentes du travail régulier sur une chaîne de montage ou à une console d'informatique, autant ces avantages sont obtenus dans la situation actuelle au prix de revenus très irréguliers, plus maigres qu'abondants. Au prix aussi de l'absence de statut qui favorise l'exploitation sous toutes ses formes. La pige ou le travail indépendant comme mode de vie est une voie difficile d'accès. Les sociétés désireuses d'encourager l'initiative au travail et la réalisation personnelle ne devrait-elle pas favoriser un tel choix et arrêter de considérer le travailleur sans chèque de paie comme un pauvre chômeur des temps modernes et un raté du monde du travail?

La gestion de l'information: un emploi d'avenir

Pierre Ducros
président, Ducros, Meilleur, Roy & Associés Ltée

J'aimerais d'abord remercier les organisateurs de ce colloque de m'avoir invité à y participer et à présenter mes points de vue sur les emplois de l'avenir au Québec, sujet d'une importance capitale non seulement pour les jeunes eux-mêmes et pour le Québec mais spécifiquement pour la firme que je représente, qui est en pleine expansion et qui recrute environ 125 gradués des cégeps et universités par année.

«Il importe d'identifier dès maintenant, avec la plus grande précision, les secteurs et catégories professionnelles qui dans dix ans, offriront le plus d'emplois». Voilà un bref extrait du dépliant préparatoire à ce colloque que j'endosse totalement puisqu'il faut dix ans de préparation à un individu à partir de la fin de son secondaire jusqu'au moment où il sera vraiment utile dans l'emploi dont je vais pour parler: cinq ans de formation académique et cinq ans de formation pratique dans l'entreprise.

La profession que je représente et qui a un avenir des plus prometteurs est celle de la gestion de l'information. Définir cette profession serait difficile, elle est nouvelle, touche plusieurs secteurs d'avant-garde et cherche à se définir à mesure que les besoins en information dans les petites, moyennes et grandes entreprises se font sentir. On peut tout de même l'encadrer approximativement. Elle inclut:

- les systèmes d'information et l'informatique,
- la bureautique,
- la gestion des télécommunications,
- la gestion des banques de données et
- l'intégration de ces quatre secteurs que l'on peut prévoir pour l'avenir.

Les besoins de l'avenir

En informatique seulement, je lisais l'autre jour, dans une revue spécialisée de ce domaine, qu'il faudrait combler au Canada 44 000 nouveaux emplois dans les cinq prochaines années. On se félicitait puisque le besoin équivalent aux États-Unis est de 500 000 emplois. Je ne peux vous assurer la validité de ces statistiques mais je peux vous assurer que ma firme aura besoin de 600 personnes additionnelles dans ce secteur d'ici le premier juin 1985, effectivement dans les quatres prochaines années.

En ce qui concerne la bureautique, le secteur est encore plus nouveau. Il existe cependant déjà une prolifération d'équipements sur le marché et il est à prévoir que ce secteur sera encore plus gros que celui de l'informatique. L'impact sera phénoménal sur le nombre d'emplois nouveaux mais surtout sur les changements à apporter aux emplois actuels dans l'administration des entreprises, petites, moyennes, grandes, privées ou gouvernementales. Tout le secteur des «cols blancs» sera modifié.

Les télécommunications verront l'intégration des communications de données avec le vidéo et la voix. Notons déjà la présence de «Télidon» dans ce secteur et l'impact de cette firme au Canada et aux États-Unis. Quant aux banques de données, il faudra prévoir des enregistrements en mémoires automatisées de centaines de milliards de données, leur accès, la confidentialité de ces données, leur intégrité...

Pour les jeunes à l'école et ensuite au travail

Qu'est-ce que le secteur de la gestion de l'information a à offrir?

- D'abord beaucoup, beaucoup de travail et d'effort,
- des défis intellectuels majeurs,
- un impact certain et mesurable,
- un secteur d'avant-garde où recherche et pratique se marieront,
- une rémunération bien au-dessus de la moyenne,
- une assurance d'emploi d'au moins 20 à 30 ans.

toutes caractéristiques d'un avenir prometteur, qui me paraît bien difficile à battre compte tenu des problèmes économiques d'à peu près tous les pays actuellement.

Pour le Québec

- un grand nombre d'emplois assurés,
- une augmentation de la productivité dans le domaine de l'administration,
- une augmentation des données de base sur lesquelles des décisions mieux mesurées pourraient être prises,
- une possibilité d'exportation aux niveaux humain, équipements et logiciels.

Certaines statistiques existent pour mesurer les impacts précis auxquels on peut s'attendre à l'avenir dans ces secteurs. Ne pouvant assurer leur validité, j'aimerais mieux ne pas les citer mais j'espère que de nouvelles recherches seront entreprises pour essayer de prévoir l'ensemble de ces effets dans les dix prochaines années.

Ce qu'il faut faire

Face à un avenir si prometteur, que faut-il faire?

Sûrement accroître les programmes de formation en gestion de l'information dans les universités, les cégeps et possiblement même dès le niveau secondaire.

Réorienter quelque peu ces programmes de formation pour qu'ils puissent répondre davantage aux besoins de l'industrie sans détourner la formation de ses objectifs de développement éducatif. Possiblement plus de stages en entreprises, plus d'études de cas pratiques, plus de communications écoles — entreprises...

Une planification et une politique gouvernementales articulées et précises dans le secteur de la gestion de l'information qui toucheraient:

- une compréhension globale de l'impact de la gestion de l'information au Québec dans les dix prochaines années,
- les besoins des gouvernements et de l'entreprise dans ce secteur, la quantification des ressources humaines, techniques et financières,
- des recherches et développements nécessaires pour mettre en place cette politique.

Il est important que le Québec et ses jeunes puissent occuper leur place dans ce domaine d'avant-garde, puisque les risques sont faibles sinon inexistants et qu'il y a tellement à gagner.

Les emplois de l'avenir et l'avenir de l'emploi au Québec

Hadj Benyahia
Associé de recherche
GAMMA/Université de Montréal

Problématique générale de l'emploi dans le contexte de l'information de la société

À l'aube des années '80, une réflexion fondamentale sur notre devenir collectif s'impose dans le cadre d'un débat public avec, non seulement les décideurs mais aussi l'ensemble des citoyens, jeunes et adultes, hommes et femmes, travailleurs, chômeurs et étudiants.

En effet, depuis les deux dernières décennies, nous sommes entrés lentement, discrètement mais sûrement dans une nouvelle ère industrielle, qui est en train de transformer progressivement notre structure industrielle, altérer le niveau général de l'emploi et générer un nouveau mode de consommation. Ce nouveau modèle d'industrialisation qui s'appuie sur les progrès impressionnants de la technologie électronique annonce l'avènement d'une nouvelle économie basée de moins en moins sur les matières premières ou l'énergie et davantage sur l'information et le savoir, à telle enseigne que certains observateurs avisés notent que cette mutation profonde conduira à un nouveau type de société, la société informatisée, dans laquelle cette nouvelle richesse nationale, l'information, sera omniprésente dans l'ensemble de nos activités professionnelles, sociales, culturelles, scientifiques, éducatives et même dans le cadre de notre vie privée. L'envergure de ce phénomène d'informatisation ne fait plus de doute puisque, déjà, plusieurs études entreprises dans les pays industrialisés, s'accordent pour dire que près de la moitié de la richesse nationale de ces pays dépend de ce vaste secteur de l'information, informatisée et non informatisée, qui recense près de la moitié de la population active.

Là où le doute s'installe c'est quant à la capacité de ce nouveau secteur à générer des emplois compte tenu de la conjoncture actuelle marquée par la récession et l'inflation et compte tenu, aussi, du fait que les gains substantiels de productivité attendus de l'application massive des technologies de l'informatique risquent de se traduire, au moins à court terme, par une création de chômage. C'est à cette problématique que je m'attacherai en tentant d'apporter quelques éléments de réponse à travers le thème des emplois de l'avenir et, surtout, l'avenir de l'emploi.

L'informatisation de l'économie et impact sur l'emploi

Les conséquences défavorables de l'information sur l'emploi

La poussée technologique permet généralement à un pays d'être plus productif et plus compétitif mais le recours massif à la technologie risque d'engendrer, dans un premier temps, une diminution très nette des créations d'emplois voire même une création de chômage si les nouveaux emplois générés par cette technologie ne compensent par le nombre d'emplois supprimés par cette technologie. Or, la percée de la technologie informatique, au cours des deux dernières décennies, frappe par l'ampleur de sa diffusion en touchant, l'un après l'autre, l'ensemble des secteurs de l'activité économique tant dans la sphère de la production que dans celle de la consommation. En effet, cette percée s'oriente dans les directions suivantes:

- L'utilisation de l'informatique dans les processus de fabrication et de contrôle dans l'industrie (robotique).
- L'utilisation de l'informatique dans le domaine des télécommunications (télématique).
- L'utilisation de l'informatique dans le secteur des services traditionnels (bureautique).
- L'introduction de l'informatique dans les foyers (privatique).

Étant donné que le souci de la productivité (abaissement des coûts des facteurs de production que la technologie permet), devient aussi important, sinon plus important, que celui de la croissance (élargissement des capacités de production), il en résulte que le recours massif à la technologie risque de devenir créateur de chômage.

disséminer le marché du travail en rendant désuètes les spécialisations et en détruisant entièrement des industries dans les secteurs «mous» qui ne sont pas concurrentiels. En ce sens, une informatisation rapide, massive et non concertée risque de menacer la cohésion sociale d'un pays.

En fait, si la plupart des prospectivistes reconnaissent presque unanimement qu'une informatisation brutale aura, dans le court terme, un impact négatif sur l'emploi, tous, cependant, ne sont pas unanimes quant à l'ampleur et la localisation sectorielle et régionale de cet impact.

Les scénarios pessimistes avancent généralement des statistiques de chômage qui sont nettement biaisées à la hausse si l'on considère que leurs prévisions se fondent sur des extrapolations excessives observables dans une ou quelques entreprises et étendues mécaniquement à l'ensemble d'un secteur industriel ou de services, voire même à l'ensemble de l'économie. D'autre part, ces prévisions ne tiennent pas compte des relations intersectorielles qui se traduisent par des compensations en termes d'emploi, ni du degré d'informatisation des entreprises dont certaines sont plus avancées que d'autres en ce domaine. Enfin, ces scénarios ignorent le phénomène des résistances sociales face à la technologie, lequel ne touche pas seulement les cols bleus mais aussi les cols blancs qu'ils soient employés de bureau, professionnels ou cadres.

Si donc, à court terme, les secteurs susceptibles d'éponger une partie du chômage (essentiellement le secteur des services et dans une moindre mesure, le secteur industriel) ne seraient plus en mesure de le faire dans le cas d'une informatisation poussée, il existe cependant, à plus long terme, des moyens permettant de compenser ces effets négatifs sur l'emploi.

Les conséquences favorables de l'informatisation sur l'emploi

La réduction de la durée du travail

Elle peut favoriser la situation de l'emploi si l'on considère que les gains substantiels de productivité réalisables grâce à la technologie informatique peuvent libérer des heures de travail pouvant se convertir en emplois nouveaux. D'ailleurs la tendance historique est naturellement à la baisse. Ainsi, la durée hebdomadaire moyenne de travail dans le secteur manufacturier au Québec est passée de 40,6 heures en 1970 à 38,8 heures en 1980.

Cependant, il faut faire remarquer que la réduction de durée du travail n'a pas un effet proportionnel sur la production et sur l'emploi. Les emplois ne sont pas toujours interchangeables car leur aspect qualitatif (contenu des tâches) est aussi important que leur aspect purement quantitatif. D'autre part, la structure industrielle du Québec est composée, pour ses trois quarts, de PME dans lesquelles le nombre d'heures dégagées par semaine serait insuffisant pour créer un emploi à plein temps compte tenu du nombre réduit de leurs salariés.

Enfin, faut-il aussi s'assurer que cette réduction d'horaire de travail n'affecte pas le pouvoir d'achat des travailleurs, ce qui serait nuisible à l'économie.

Finalement, même si l'impact de la diminution de la durée du travail sur l'emploi paraît relativement faible, c'est au moins un moyen possible d'aménager le temps de travail, faute de pouvoir le revaloriser, dans le cadre d'une action concertée entre syndicats-patronat et gouvernement. Dans la plupart des pays industrialisés, et notamment en France, en Angleterre, en Allemagne et dans les Pays-Bas, toutes les parties impliquées dans le développement de l'industrie informatique conviennent qu'il n'existe pas d'obstacle technique à l'objectif d'une réduction des heures de travail jusqu'à concurrence de 35 heures par semaine. C'est sur le terrain économique que les difficultés apparaissent. En effet, l'accroissement des coûts en capital impose une diminution des coûts en salaires liés à des barèmes de temps.

Favoriser le travail à temps partiel

Cette formule renferme des potentialités d'emplois non négligeables surtout que le marché du travail au Québec en représente une large partie, notamment auprès des femmes. Celles-ci occupaient 70% de l'emploi partiel qui était estimé à 253 000 au Québec en 1979. Parmi ces femmes, 37% ne voulaient pas travailler à plein temps,

21% avaient choisi ce mode de travail pour des raisons familiales et 23% déclaraient n'avoir pas trouvé d'emploi à plein temps. Remarquons aussi que la main-d'oeuvre québécoise dans le secteur tertiaire était composée pour ses deux tiers de travailleuses en 1971 et qu'en 1979 elles constituaient plus des trois quarts de la population active de ce secteur, principal créateur d'emploi. Enfin, il faut aussi noter que le pourcentage des femmes dans la main-d'oeuvre total est passé de 23% en 1953 à 38% en 1979 au Québec.

À moyen terme, le développement du travail à temps partiel peut constituer une formule d'appoint relativement moins coûteuse que la réduction des heures de travail. Mais, à plus long terme, cette solution s'avère discriminatoire surtout envers les jeunes qui risquent d'être condamnés à des emplois instables, sans promotion et sans plan de carrière.

La conquête de nouveaux marchés

Le marché de l'exportation: si l'on joue au maximum la carte de la productivité, on peut identifier des secteurs où le Québec a déjà, et pourrait développer des avantages comparatifs sur le plan de la compétitivité internationale [1].

Si l'on exclut le secteur de la conception et la fabrication d'ordinateurs conventionnels qui sont sous l'emprise des multinationales américaines, la construction de matériel périphérique pour le domaine des télécommunications est déjà un secteur où le Québec a un avantage comparatif puisqu'il est le lieu du siège social et de plusieurs laboratoires de la multinationale canadienne Northern Télécom dont les activités d'exportation, pour l'équipement de transmission, diffusion et commutation téléphonique, atteignent plus de la moitié de son chiffre d'affaires. D'autres grandes entreprises de Montréal sont spécialisées dans l'assemblage de pièces d'ordinateurs ou dans la fabrication de produits exclusifs qui leur permettent de consolider leur avantage comparatif tels que Canadien Marconi, RCA et CAE.

Un autre créneau possible d'exportation pour le Québec est la fabrication de microprocesseurs, peu exigeants en capital et en infrastructure industrielle, donc adaptés aux capacités d'exportation des PME québécoises.

Mais ce sera surtout dans le domaine des services informatiques et de télécommunication que l'avantage comparatif du Québec sera le plus marqué. Du côté des services informatiques, rappelons le succès rapide (en moins de cinq ans) d'IST, à Montréal, qui, après avoir accaparé une place respectable dans le marché québécois des services de traitement informatique en temps partagé songe maintenant à étendre ses activités dans le reste du Canada et peut-être aux États-Unis. Signalons aussi la réputation internationale de plusieurs maisons d'ingénieurs conseils à Montréal et enfin l'omniprésence de Bell dont les normes d'exploitation des réseaux téléphoniques sont imposées dans toute l'Amérique du Nord.

Le marché interne: notons d'abord que le Québec et l'Ontario, les deux provinces les plus industrialisées du pays sont aussi celles où le degré d'informatisation est le plus élevé lorsqu'on considère l'envergure de leur parc d'ordinateurs, de télé-ordinateurs, de périphériques et de lignes de communication. Les secteurs de l'assemblage des pièces d'ordinateurs et la construction de matériel informatique qui représente près de 70% du coût total du matériel informatique peuvent donc permettre au Québec de résorber une partie de son déficit commercial en matériel électronique: évolution des importations de 46 millions $ à 98 millions $ de 1975-78 face à des exportations qui ne sont passées que de 22 millions $ à 32 millions $ de 1975-78. Un autre créneau possible de développement est la fabrication de micro-ordinateurs particulièrement bien adapté aux besoins des PME qui constituent un marché substantiel et varié pour les fabricants de ce type d'équipement. Le développement de ce secondaire moteur devrait générer aussi une demande dérivée dans le territoire moteur relié au traitement informatique de l'information.

1 Les commentaires qui suivent s'inspirent de la contribution de l'auteur à une étude effectuée à GAMMA sous le titre «Montréal a-t-il une vocation internationale» dont certains extraits ont été publiés dans le document récent «Le grand Montréal» (pages 51 et 52) du Secrétariat des conférences socio-économiques du Québec.

Le ralentissement de l'inflation

La réduction des coûts de production que la technologie informatique génère permet aux entreprises d'accroître leurs marges de profit et d'améliorer leurs marges d'autofinancement. Cette situation devrait contribuer à modérer la croissance des prix si l'on considère, notamment, que les coûts en capital informatique s'accroissent à un rythme inférieur à celui du capital non informationnel et au niveau général des prix dans l'économie. Cette amélioration de la situation financière des entreprises devrait favoriser la réalisation de nouveaux investissements qui ne soient plus axés sur la seule productivité mais qui viseraient également à la croissance. Il en résulterait des possibilités de créations d'emplois nouveaux qui viendraient compenser l'impact négatif, à court terme, de l'informatisation sur l'emploi.

Les emplois de l'avenir

Identification des emplois en forte demande dans le secteur de l'information

Face à ce défi technologique et à son impact négatif sur l'emploi, l'alternative devient la suivante:

- ou bien le Québec s'informatise rapidement pour contre-carrer l'avènement d'un chômage massif en se dotant d'une infrastructure nouvelle, orientée vers le marché intérieur et, surtout, l'exportation de biens et services du secteur de l'information;
- ou bien le Québec risque de subir les effets négatifs et inévitables du chômage technologique mais aussi le chômage dérivant de l'absence d'une stratégie d'emploi fondée sur l'exportation - (exportation de chômage).

Dans le cadre d'une attitude volontariste engagée dans le sens d'une informatisation rapide de la structure économique, les besoins en spécialistes deviennent une contrainte de taille. Le Québec en dispose-t-il suffisamment? Quelques indications éparses permettent, au moins, de cerner approximativement l'étendue de ces besoins.

- Une première observation à noter provient de l'examen des pages carrières et professions dans les quotidiens et revues spécialisées. Les demandes d'emploi dans l'informatique et les télécommunications couvrent majoritairement ces annonces d'emploi.

- Le plus important centre de recherches industrielles au Canada, les recherches Bell-Northern (RBN) de la région d'Ottawa, compte actuellement 1 400 scientifiques et techniciens dont plus d'une centaine de spécialistes en informatique. En 1979, RBN annonçait qu'elle recrutait près de 200 spécialistes en systèmes informatiques (systémiciens) et en logiciel (logiciens). Toujours dans cette région, la compagnie Mitel, spécialisée dans la fabrication de centraux téléphoniques, connaît une très forte expansion et pense recruter près de 400 ingénieurs d'ici 1985.

- Northern Télécom, la plus grande entreprise manufacturière d'électronique au Canada, dont le siège social est à Montréal, compte près de 20 000 employés et prévoit, selon ses porte-paroles, embaucher chaque année plusieurs centaines de diplômés universitaires.

- Du côté de Bell-Canada, qui est devenu une véritable multinationale, les représentants de son siège social à Montréal font remarquer que, jusqu'à récemment, la conception des systèmes de télécommunication faisait intervenir 40% de travail en logiciel et 60% de travail en matériel. Ce rapport est en train de se déplacer à raison de 85% en faveur des logiciens étant donné que la construction des systèmes électroniques se fait de moins en moins par les procédés d'assemblage des composantes mais davantage au moyen de programmes d'ordinateur. Autrement dit, on conçoit et on fabrique désormais le matériel grâce au logiciel. Cette mutation fondamentale dans les techniques de production sera donc accompagnée par une plus forte demande d'informaticiens que d'ingénieurs. Elle sera donc un facteur déterminant de l'emploi des professionnels. Ces opinions ont été confirmées par les dirigeants de deux autres entreprises d'envergure localisées à Montréal: l'Industrielle-service technique qui est devenue la plus importante entreprise de service informatique (télétraitement) appartenant à des intérêt québécois et AES Data le plus grand vendeur au

Canada de traiteurs de mots qui sont des équipements d'avant-garde dans le domaine de la bureautique. Pour l'ensemble du Canada, le nombre d'informaticiens est actuellement estimé à 140 000 et il a connu, au cours des cinq dernières années un rythme d'accroissement très rapide de 20% par an.

- Un autre facteur déterminant du volume de l'emploi dans le secteur de l'information concerne l'introduction d'une informatique de masse sous forme de micro-ordinateurs. Cette percée va générer une forte demande de techniciens pour le fonctionnement, l'entretien et la réparation de ces équipements. Le marché des PME est particulièrement adapté à ce type de technologie informatique et déjà plusieurs d'entre elles ont cessé de confier leurs travaux informatiques à des entreprises de traitement en s'équipant elles-mêmes de ces appareils et en recrutant du personnel informatique. Une enquête récente recense près de 185 000 emplois au Québec reliés directement au secteur de l'information tels que: opérateurs d'ordinateurs, opérateurs de matériel périphérique, opérateurs de transcription automatique de données, opérateurs de perforations de cartes, etc...

La liaison université-industrie dans le secteur de l'information

L'informatisation des activités de production, de vérification, de contrôle et de gestion de l'information va aussi conduire à des programmes massifs de perfectionnement et de recyclage de la main-d'oeuvre et, à ce chapitre-là, le rôle des établissements d'enseignement sera primordial à côté de leur rôle de formation proprement dite de jeunes diplômés.

De façon générale, le Québec dispose d'une vaste infrastructure universitaire et ses départements de génie et d'informatique forment des diplômés qui n'ont rien à envier à ceux des universités des autres provinces. Deux exemples sont là pour le rappeler: l'École polytechnique de l'Université de Montréal qui s'est acquise, par son excellence une renommée de calibre international. Le programme conjoint entre les recherches Bell-Northern et l'INRS (Université du Québec) où plusieurs étudiants de 2ème et 3ème cycle poursuivent une formation en ingénierie des télécommunications. Selon les responsables de ce programme, l'offre est encore de trois fois inférieure à la demande. Selon les observateurs, le marché québécois accusera, pendant encore plusieurs années, une pénurie de systémiciens et de spécialistes en logiciel. Les stages en industrie, à l'exemple de Mitel, devraient être davantage développés pour fournir aux entreprises des diplômés directement productifs. Enfin, si la formation universitaire est considérée souvent comme étant trop théorique, des recommandations ont été avancées pour orienter la spécialisation en électricité et en électronique dès la deuxième année des programmes d'enseignement en génie compte tenu de l'importance des débouchés en ce domaine. On estime qu'il y a cinq ans, chaque finissant avait le choix entre quatre ou cinq offres d'emploi, aujourd'hui, chaque diplômé a encore deux ou trois offres de son choix et d'ici 1985 il pourra encore, semble-t-il, choisir son employeur. Il faut cependant déplorer que malgré l'importance de ce processus d'informatisation, la formation en ce domaine reste confinée aux niveaux de l'enseignement supérieur, collégial et dans certains instituts spécialisés alors que dans des pays comme la France et la Grande-Bretagne, l'enseignement de la télématique est maintenant entrepris dès le niveau du secondaire.

La mobilité professionnelle dans le secteur de l'information et son impact sur l'importation de main-d'oeuvre hautement qualifié

Une forte mobilité professionnelle caractérise ce secteur et c'est d'ailleurs un facteur important de son dynamisme. Aux États-Unis, le taux de roulement de l'emploi dans ce secteur atteint un chiffre impressionnant de 25%. Au Canada, il se situe à un niveau jugé raisonnable de 15%. Un exemple cocasse montre que la croissance très rapide de Mitel a été due, en grande partie, à sa capacité d'attirer certains des meilleurs spécialistes de son proche rival, Northern Télécom.

Au Québec, les diplômés de ces universités sont recrutés en premier et on s'attend à ce qu'ils puissent couvrir 80% des besoins futurs en main-d'oeuvre. Cependant, lorsqu'une technolcgie nouvelle apparaît

dans le domaine de l'électronique où le coefficient de désuétude est très élevé (en moyenne tous les cinq ans), les industriels ne prennent aucun risque pour maîtriser et commercialiser rapidement cette nouvelle technologie. En effet, si les spécialistes sont rares sur le marché québécois ou canadien, alors ils se retournent immédiatement vers l'étranger, notamment aux États-Unis qui disposent d'un vaste réservoir de scientifiques sur la côte ouest baptisée «la vallée du silicone». Les meilleurs exemples de cette attitude sont, d'une part, la décision prise par RBN de créer un centre de recherches à Palo Alto, en Californie et, d'autre part, ses vastes campagnes publicitaires de recrutement en Angleterre.

L'avenir de l'emploi: une réflexion prospective

L'informatisation de la société va-t-elle réellement conduire à un effondrement de l'emploi à tel point qu'on ne pourra plus prétendre vivre dans un monde basé sur le travail qui, jusqu'à présent, a été la principale source de notre richesse?[1].

La philosophie du travail va-t-elle disparaître comme le prétend le syndicaliste britannique Clive Jenkins dans son livre «The Collapse of Work».

Ces inquiétudes légitimes méritent cependant d'être nuancées à partir des observations suivantes:

- Si l'automation se généralise dans les bureaux, si les robots envahissent les usines et si les progrès de la bio-technique pénètrent profondément l'agriculture, le chômage massif qui serait censé en résulter ne pourrait que conduire à l'effondrement de la société de consommation puisque sans travail, il n'y a plus de pouvoir d'achat. Poussée à son extrême, l'éjection du travail hors de la sphère de la production et celle de la consommation conduirait à une situation intolérable où l'on aurait, d'une part, une élite minoritaire capable de maîtriser les techniques de pointe et donc apte à «travailler» et, d'autre part, une majorité de travailleurs «archaïques» peu productifs ou inoccupés et inévitablement entretenus si l'on veut éviter une confrontation sociale. Face à ce scénario pessimiste, est-il nécessaire de rappeler que le chômage n'est pas un phénomène nouveau engendré par le progrès technique et par le remplacement des hommes par les machines. Tous les faits démontrent exactement le contraire: en moyenne, dans les pays industrialisés, le nombre d'emplois a été multiplié par 3 ou 4 en un siècle — Or, ceci a été dû incontestablement au progrès technique et à l'industrialisation.

- On dit souvent aussi que le nombre d'emplois au Québec est limité par tout accroissement de la population, en se référant à l'arrivée massive des jeunes sur le marché du travail. On considère alors que cet accroissement est défavorable. Ceci est inexact car les besoins non satisfaits sont encore immenses, la consommation est inégale suivant les couches sociales. Si les besoins primaires sont largement satisfaits, de nouveaux besoins apparaissent dans les domaines de l'éducation, la santé, les loisirs, la qualité de vie. Dans ces domaines là, les besoins sont encore loin d'être satisfaits et l'informatisation de la société pourra contribuer largement à la satisfaction de ces besoins. L'élan est d'ailleurs déjà amorcé par la télé-enseignement, la télé-médecine, les industries culturelles, etc...
  Si donc l'informatisation supprime des emplois, elle en crée aussi et en créera de plus en plus.

- L'informatique n'est qu'une forme de progrès technique et en réalité le vrai problème est plus général: comment faire pour améliorer au Québec le niveau général de l'emploi?

- Deux éléments essentiels de cette stratégie peuvent être résumés comme suit:

  - pour maintenir l'économie du Québec dans la compétition internationale, il faut continuer à améliorer la productivité de son agriculture, de son industrie et de son tertiaire traditionnel;

1. Le travail a contribué en quantité (emploi) et en qualité (éducation) à 69,3% à l'accroissement du revenu provincial du Québec de 1951 à 1974. Voir H. Benyahia: «Les sources de la croissance et de la productivité au Québec. GAMMA-Avril 1980.

C'est à dire, qu'il faut accepter que, dans ces secteurs, l'informatisation se développe au risque de supprimer des emplois à court terme, mais en même temps:

- il faut créer des emplois dans les nouveaux services: services aux entreprises, communications, santé, éducation, formation, culture, loisirs, etc.

- Les conditions essentielles à la réussite de cette stratégies seront:

  - D'une part, développer la concertation entre l'ensemble des partenaires économiques: syndicats, patronat et gouvernement.

  - D'autre part, favoriser un débat public général et permanent sur l'informatisation de la société québécoise.

Jean-Paul L'Allier
président, Jean-Paul L'Allier et associés

Yves Rabeau
économiste, Université de Montréal

NDLR: *Messieurs L'Allier et Rabeau participaient également à l'atelier 4 en réagissant à partir de notes et de fiches aux communications déjà exposées. Les ateliers n'étant pas été enregistrés puisqu'ils se déroulaient simultanément, messieurs L'Allier et Rabeau n'ont pu fournir de texte. On trouvera cependant au chapitre 4, consacré à l'assemblée plénière, le rapport de cet atelier (p. 165) où monsieur André Raynauld était chargé de livrer l'essentiel des propos tenus.*

Chapitre 4 L'assemblée plénière

Camille Laurin, ministre de l'Éducation

André Charbonneau
président des délibérations

Avant d'aborder la plénière proprement dite, monsieur Gilles Châtillon du Secrétariat des conférences a ce qu'on appelle, en termes journalistiques, un «scoop» à nous donner. C'est une information qui, je pense, pourrait nous servir, je lui laisse le soin de la préciser lui-même.

Gilles Châtillon
directeur général du Secrétariat permanent des conférences socio-économiques

On vous a donné à la porte, on a fait circuler une feuille sur un sondage, une enquête sur «Les jeunes et le travail».

Ce sont les résultats préliminaires d'une étude que mène le Secrétariat des conférences et dont la cueillette des données est terminée, auprès de 1 500 personnes au Québec. C'est une enquête scientifique. 1 500 personnes de 15 à 29 ans pour la moitié de l'échantillon, et de 30 ans et plus pour l'autre moitié.

C'est une enquête sous forme d'entrevue qui s'est tenue au début du dernier mois. Il y avait 257 questions. Et c'est le Secrétariat des conférences qui a défini l'orientation de l'enquête, qui a préparé les questions et qui en fera l'analyse et c'est l'IQOP qui est allé sur le terrain, cueillir les données et c'est Control Data qui en a fait l'informatique.

Nous sommes en mesure, aujourd'hui, de publier en effet, en primeur, le résultat en vrac des 22 premières questions sur les valeurs.

L'ensemble de cette enquête traite des valeurs, les valeurs sociales, personnelles, dont les résultats pouvent être donnés aujourd'hui.

Et les autres points, c'est le point de vue des jeunes et le travail sur l'organisation, sur l'autorité, sur les types d'entreprises, sur les syndicats, sur le gouvernement, sur le rôle des agents sociaux et sur l'organisation de l'entreprise.

Très rapidement, ce qui est significatif dans ces résultats préliminaires qui n'ont pas été validés, mais on n'a pas de raisons de croire, à première vue, que ces résultats sont non indicatifs à cause de la grandeur de l'échantillon; ce qui est intéressant, c'est la valeur **santé**, d'abord, qui est la première valeur, la valeur **santé**, bon équilibre, qui est la première pour tous les groupes d'âges, 15 - 19 ans, 20 - 24 et cetera.

La deuxième, c'est la valeur **travail**. Première pour les 15 - 19 ans, deuxième pour les 20 - 24 ans et deuxième aussi pour les 40 ans et plus.

Tandis que pour les 25 - 29 ans, la deuxième valeur, c'est la valeur **amour**.

Et la même chose pour les 30 - 39 ans, l'**amour** est la deuxième valeur, la première étant la valeur **santé**.

Tous les groupes considèrent que l'**harmonie intérieure** est la troisième valeur. Et en général, la quatrième valeur c'est l'**amour**.

On avait deux hypothèses, la première c'est que les valeurs, ce n'est pas une question d'âge et on le vérifie un peu par ce résultat-là. Et la deuxième hypothèse, c'est qu'on voulait mesurer des valeurs dites «nouvelles», comme la **créativité**, la **beauté**, la **tolérance** et on était curieux aussi d'obtenir des données pour la valeur **pouvoir**.

Or, les résultats préliminaires nous indiquent que ces valeurs dites «nouvelles» ont des cotes d'amour un peu plus faibles que d'autres valeurs que je n'ose pas dire «traditionnelles».

Et pour vous intéresser, ceux qui veulent continuer à l'analyser, à analyser ces chiffres-là, l'**argent** et le **sexe** sont des valeurs qui, pour les gens qui ont été interrogés, ne font pas partie des premières valeurs en importance.

C'est préliminaire comme résultat. D'ici quelques mois, nous allons publier une analyse très détaillée avec corrélation de ces résultats.

André Charbonneau
président des délibérations

On consacrera pour chaque thème un bloc de 45 minutes: 15 minutes pour le rapport

d'atelier et 30 minutes pour les interventions de la salle. Je dis le mot «rapport», il s'agit d'un compte rendu critique, si on peut dire. Il ne s'agit donc pas de rapporter fidèlement tout ce qui a été dit, ce qui serait évidemment impossible, mais plutôt de dégager des grands thèmes, des points dominants.

C'est pour ça d'ailleurs, que dans les demi-heures qui suivront, vous aurez à réagir à ça, à le compléter. Je vous dis d'avance qu'il sera peut-être intéressant que vous évitiez de répéter ce que le rapport a bien dit, pour insister peut-être davantage sur les points qui méritent d'être complétés.

Pour le moment, nous allons inverser, pour des raisons purement techniques de disponibilité, l'ordre des ateliers pour commencer par «L'entreprise comme milieu de vie», avec comme rapporteur, monsieur Jean-Guy Frenette.

Rapport de l'atelier 3
L'entreprise comme milieu de vie

Jean-Guy Frenette
directeur de la recherche à la Fédération des travailleurs du Québec

Je remercie les autres rapporteurs de m'avoir cédé leur tour car, évidemment, l'amélioration de la qualité de vie au travail et le milieu de vie participatif à ces exigences et l'une, et non la moindre, c'est de passer en élection à tous les ans, et c'est ce qui doit m'arriver à Québec dans une coopérative où je suis administrateur.

Alors, je m'excuse à l'avance pour vous tous qui êtes bouleversés un peu dans l'ordre de présentation des discussions.

On nous a bien mis en garde, cet avant-midi, sur le danger de tomber dans le «bag» de la société alternative, de rêver à ce qui pourrait être la vie dans l'entreprise, de ne pas se créer de faux espoirs, somme toute. C'est un piège inhérent à toute réflexion sur le changement.

Mais le problème est de savoir comment éviter ce piège puisque l'entreprise a été incapable de créer un milieu de vie satisfaisant, tant pour les travailleurs âgés que pour les jeunes.

Comme on nous a invités, hier soir, à renoncer à la résignation, il nous a donc fallu, ce matin, chercher des voies de solution dans un corridor très étroit.

Le problème de la vie sociale, en milieu de travail, rejoint celui de notre société: impersonnelle, non participative, individualiste et, somme toute, peu stimulante. Et pourtant, on a signalé à juste titre qu'un problème majeur des années quatre-vingt sera de trouver des modèles d'adaptation du milieu de travail aux aspirations et préoccupations des jeunes qui feront, demain, le lot de la main-d'oeuvre active.

Ce sont eux, aujourd'hui, qui sont «discriminés» sur le marché du travail, tant dans les emplois offerts que dans leurs conditions de travail et leur volonté de changement. Ils subissent le plus fort taux de chômage, ce qui est une autre forme de discrimination non voilée.

Les jeunes travailleurs de métier se voient tout simplement fermer les portes d'accès au marché du travail.

Mais que veulent au juste les jeunes, sur le marché du travail?

Un travail payant, sans responsabilité, les laissant libres de vivre leur vie sociale à l'extérieur du travail? Ou un travail créateur, stimulant et en continuité avec la poursuite de leurs réalisations personnelles?

La rigidité de l'entreprise, dans son organisation tayloriste du travail et son mode de fonctionnement autoritaire nous permet-elle de rêver quelques instants, du moins à des possibilités de changement?

Des porte-paroles autorités nous ont donné le feu vert, ce matin, sur ce sujet car il y va, bien entendu, des intérêts mêmes de l'entreprise.

Nous avons passé très vite sur des incompatibilités d'intérêts entre les travailleurs et les employeurs et sur l'apparente contradiction entre la volonté des patrons de faire participer leurs employés à la vie de l'entreprise et leur refus global à une quelconque formule de participation, telle la formule Biron qui incite à la participation, à la syndicalisation et à l'amélioration de la productivité dans les milieux de travail. Cette ambiguïté, ça sera aux entreprises à la résoudre.

Les jeunes travailleurs, évidemment, ne participent pas à ce colloque pour nous faire part de leurs expériences et de leurs attentes sur le marché du travail.

Toutefois, certains résultats de recherches et sondages semblent indiquer que, dans leur milieu de travail, les jeunes n'aiment pas le changement, bien qu'ils se sentent surveillés, contrôlés et aliénés. Ils ont donc toutes les raisons de vouloir du changement. Ils sont méfiants de la direction et insatisfaits, somme toute, de cette vie de travail. Les valeurs de solidarité, de responsabilité collective semblent parfois leur faire défaut.

Le sondage du Secrétariat indique que, par rapport aux travailleurs de plus de 30 ans, les jeunes ont une forte préférence pour la prise de décision mixte, patrons-délégués, la cogestion, et pour la démocratisation de leur entreprise, de préférence, donc, beaucoup plus forte qu'à la simple consultation que semblent préférer les plus âgés.

Il y a là des éléments de contradiction dans l'attitude des jeunes qu'il nous faudra bien dissiper.

Les tendances lourdes que notre atelier a pu dégager me semblent être les suivants:

Une revalorisation du travail en s'attaquant à la partialisation des tâches, au mode même de rémunération et à l'amélioration des conditions générales du milieu de vie qu'est l'entreprise.

Deuxièmement, il faut s'adonner à une démocratisation beaucoup plus soutenue à la vie de l'entreprise, en évitant l'importation de formules étrangères. Bien que les moyens soient difficiles à préciser, on appelle à une libération de la parole sur le quotidien vécu des travailleurs dans leur milieu de travail et à une prise en charge des changements mêmes par les travailleurs sur leur lieu de travail.

Troisièmement, l'amélioration de la motivation des travailleurs, des jeunes comme des vieux, doit être recherchée en dehors des situations d'affrontement en tenant compte toutefois, du faible héritage des connaissances économiques des travailleurs et des résistances de l'entreprise à la transparence de ses opérations.

Quatrièmement, la formation des jeunes doit éviter le piège de la formation trop étroitement utilitariste. Elle doit revenir entre les mains des parties concernées, c'est-à-dire l'entreprise et les syndicats et favoriser la prise en charge par les étudiants de certaines activités dans leur milieu scolaire même, telles que les coopératives étudiantes.

Cinquièmement, des cadres juridiques favorisent davantage la participation et, en ce sens, il faut être plus ouvert aux expériences des coopératives de production et aux entreprises de cogestion. Il y a une volonté également plus manifeste des travailleurs d'assumer leur propre leadership d'entrepreneur et ceci doit se faire dans des circonstances autres que celles de dernier recours, trop souvent utilisées jusqu'ici pour sauver leurs emplois.

Sixième, on mise sur les changements technologiques et l'automation pour éliminer les emplois monotones et rehausser ainsi le niveau d'intérêt du travail. Mais l'automation ne crée-t-elle pas elle-même ses propres emplois monotones de surveillance, de contrôle, comme les travailleurs et les travailleuses de Bell Canada le vivent actuellement?

Septièmement, la gestion efficace de l'énergie humaine devrait devenir une préoccupation importante pour l'entreprise qui se confine presque exclusivement à la gestion des ressources techniques et financières.

Afin de ne pas étouffer la participation des membres de mon atelier, je termine ici l'énumération des pistes qui ont été avancées pour redonner une vie à l'entreprise. Et j'abuse de mon privilège pour vous faire part de certaines considérations, par plus importantes d'ailleurs, que celles que je viens d'énumérer, mais qui m'ont été inspirées par les débats de ce colloque.

Tout d'abord, je crois que les jeunes ne sont pas suffisamment conscientisés à la fois par l'école et par leur milieu, sur la nature de la vie sociale dans l'entreprise.

L'école, je crois, reproduit le modèle presque intégral de la vie actuelle, monotone et insatisfaisante de l'entreprise.

Et le désabusement des jeunes va, en quelque sorte, en cascades, d'une école peu stimulante, peu participative, peu épanouissante, les jeunes se retrouvent après ça dans le marché du travail également peu stimulant, peu participatif et peu épanouissant. On ne fait pas non plus confiance pour autant à l'école pour conscientiser les jeunes à la nécessité de changements sur le marché du travail.

Un rôle syndical: informer les jeunes

Je crois qu'il est de la responsabilité, entre autres, des syndicats, de voir à ce

qu'une meilleure conscientisation des jeunes soit faite sur les exigences et les moyens d'interventions sur le marché du travail afin de l'ajuster graduellement aux aspirations et aux besoins des travailleurs.

Aucune structure d'accueil n'est offerte aux jeunes pour les initier au monde du travail, tant au niveau de l'entreprise, qu'au niveau des organisations qui oeuvrent à la défense de leurs intérêts que sont les syndicats. Il n'y a généralement aucun moyen donné, au départ, au jeune pour trouver les moyens de se débattre durant ce que sera le reste de sa vie, c'est-à-dire se débattre dans son milieu de travail. On le plonge tout nu dans un milieu souvent très féroce et sauvage.

Si chaque génération veut redéfinir le monde, il m'apparaît juste que les jeunes d'aujourd'hui aient un goût probablement plus prononcé que les générations précédentes, pour sortir des sentiers battus que je dirais sans avenir.

La vie de l'entreprise et la vie du monde du travail, qu'elle soit dans les bureaux ou dans les autres institutions publiques, je crois, a démontré, maintenant, ses limites. On avait cru aux possibilités presque illimités de changement, d'adaptation aux besoins, aux aspirations du monde du travail et de l'entreprise. Je crois que, effectivement, l'on ne doit plus rêver sur ces possibilités d'adaptation naturelle de l'entreprise, aux aspirations montantes de la jeunesse qui, de toute façon, sont des aspirations, je pense, qui rejoignent celles de l'ensemble des travailleurs, mais les jeunes peuvent le crier plus fortement et doivent continuer à le crier.

L'économie ne présente plus les signes de prospérité croissante qu'elle avait pu laisser croire aux générations précédentes. Elle appelle à des réajustements profonds et cela doit passer par la qualité de vie et le type de vie sociale qu'il faut développer au niveau même du travail.

Il est impossible, à mon avis, de demander à un travailleur, qu'il soit jeune ou moins jeune, de vivre deux personnalités. On ne peut demander à un travailleur, ni accepter qu'un travailleur ait une personnalité aliénée dans son travail, une personnalité soumise, une personnalité non critique, alors que, dans sa vie sociale ou familiale, qu'il ait une personnalité épanouie, qu'il ait une personnalité créatrice et libératrice.

Je pense qu'il faut retrouver une conformité si je peux l'appeler ainsi, entre la vie sociale et familiale et la vie de travail et que c'est effectivement une adaptation du monde du travail qui doit se faire à une vie pleine et entière que doivent vivre et peuvent vivre les travailleurs.

Enfin, je crois que les possibilités de changement dans le milieu de travail sont immenses, que les expériences de participation vont se poursuivre et auront sûrement des résultats pour deux raisons très simples.

D'abord, il est de plus en plus évident qu'un milieu de travail qui permet la participation, l'engagement, l'épanouissement de ses membres est un milieu de travail beaucoup plus productif pour l'ensemble des facteurs de production et que, en ce sens, l'entreprise privée ne pourra pas rester longtemps aveugle sur les avantages d'une modification radicale de son milieu.

De plus, je pense — c'est la première raison — qu'un changement de milieu de vie dans l'entreprise implique nécessairement une plus grande productivité.

Et la deuxième raison, je pense, ou qui peut nous faire espérer à des changements profonds dans l'entreprise, c'est qu'il y va, je crois, de sa survie même dans, peut-être, les décennies à venir. Si l'entreprise ne se trouve pas des moyens de s'adapter aux volontés de changement et aux aspirations nouvelles — je ne dirais pas «nouvelles», aux aspirations soutenues, mais peut-être aux aspirations plus marquées des jeunes d'aujourd'hui, l'entreprise se fera supplanter par d'autres modes d'organisation.

Je termine là-dessus mes réflexions. Je vous remercie.

Les interventions de la salle

Kathleen Boucher

Kathleen Boucher, étudiante de secondaire V à la Polyvalente des Rives. Je faisais partie de l'atelier numéro 1.

Dans votre discours, vous avez remis le tort sur l'école par rapport au travail, qu'on avait de la misère à s'intégrer au travail. Moi, je vais vous dire une affaire: l'école va avoir beau s'améliorer comme vous voulez, elle aura beau mettre n'importe quoi. Lorsqu'on va arriver devant un homme pour s'engager, devant un employeur qui va nous demander: avez-vous de l'expérience? Non monsieur, je sors de l'école, j'ai mon diplôme, mais je n'ai pas d'expérience. Si vous m'en donnez, je vais en avoir. Si vous ne m'en donnez pas, je n'en aurai pas.

Qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse?

Vous en demandez partout, de la «maudite» expérience, on n'en a pas. La plupart des jeunes qui sortent, ils sortent de l'école, comment voulez-vous qu'ils aient de l'expérience? Ils en ont de l'expérience sur des petites jobs d'été: concierge ou gardien de terrain de camping. Quand tu t'en vas en technique, en génie civil, moi, quand je vais sortir de mon cours, ils vont m'en demander de l'expérience et puis je n'en aurai pas, ça ne m'en donnera pas plus.

André Querry

André Querry, étudiant à l'Université du Québec, en histoire, et je n'avais aucun atelier spécifique en tant que tel.

On parle de l'entreprise comme milieu de vie, et puis on parle beaucoup, je pense, dans le rapport — on a discuté de coopératives, sociétés populaires, participation des travailleurs et puis des travailleuses, à la gestion de l'entreprise.

Moi, je trouve ça un peu bizarre comme solution, justement, pour régler les problèmes actuels. Je pense qu'il ne faut pas se cacher qu'il y a une crise économique assez aiguë actuellement, dans la société capitaliste, en général, entre autres au Québec et puis au Canada.

Et puis je pense que, de plus en plus, ce qu'on sort comme solution, c'est que les travailleurs, les travailleuses gèrent ou autogèrent les entreprises. Un point. Il faut voir les expériences qu'il y a actuellement. C'est quoi les expériences qu'on a vécues?

On a parlé souvent de Tricofil. Tricofil, c'est une compagnie qui a fait faillite parce que c'est une vieille industrie qui était, — machinerie lourde — et cetera, peu efficace. Donc, la solution qu'on a essayé de faire croire, c'était qu'il fallait que les travailleurs, en achetant cette compagnie-là, justement essayent de la rendre rentable. C'est comme si la bourgeoisie, elle, elle ne serait pas capable de s'occuper de ça elle-même.

Donc, admettons que le patron, lui, trouve que ce n'est pas rentable, il ferme l'usine, mais les travailleurs-travailleuses, eux autres seraient capables, je pense, de le faire en tant que tel, de la rendre rentable. C'est possible. Mais je ne pense pas que ce soit la solution actuellement avec les problèmes économiques de la société, parce que je ne sais pas si on rendrait toutes les entreprises autogérées, je ne pense pas que c'est ça qui va changer la nature de Power Corporation ou la nature, je pense, du gouvernement, actuellement, qui aime mieux subventionner les PME ou même les grosses entreprises plutôt que de subventionner, en tant que telles, les compagnies, justement, les hôpitaux, les choses du genre.

Je pense que c'est une mauvaise répartition des richesses, ça, actuellement. Je ne pense pas que c'est en autogérant différentes compagnies qu'on va régler ce problème-là. Je pense plutôt que ce sont des illusions qu'on essaye de semer parmi la population; qu'il faudrait qu'on essaye de semer parmi la population; qu'il faudrait peut-être regarder où vont les richesses plutôt que comment elles sont réparties.

Sylvie Lapointe

Sylvie Lapointe de service 15/20, j'étais donc dans cet atelier-là, la «Formation et l'emploi», mais je pense que mon intervention pourrait aussi s'intégrer dans le cadre, tout de suite, de la démarche qu'on fait maintenant.

Ce qui ressort à la suite de toutes les interventions qu'on a entendues ce matin, c'est que, finalement, le jeune n'a pas de lieu où il peut prendre en charge sa propre formation, que ce soit à l'école où la formation qu'il peut prendre en charge n'est pas reconnue quand il travaille pour le syndicalisme étudiant, quand il travaille pour le journal étudiant. Cette formation-là n'est pas reconnue, n'a donc pas de valeur au niveau social, entre guillemets, si on veut.

Mais ce n'est pas l'unique lieu. Au moins, à l'école, il y a une possibilité d'avoir quand même une formation, même si elle n'est pas reconnue. Mais c'est plus tragique dans les autres milieux. Je pense au milieu du travail où la plupart des jeunes, ou en tout cas, une grande majorité des jeunes se retrouvent dans des milieux non syndiqués. Ils n'ont quand même pas la chance de s'impliquer dans un syndicat. Ils n'ont pas la chance de fonctionner en équipes bien souvent, ils sont isolés dans des jobs qui sont plus ou moins intéressantes pour eux.

Donc, c'est encore un endroit où la formation qu'ils pourraient avoir, ils ne peuvent pas la prendre en charge.

Un autre endroit où c'est encore plus dramatique, si on veut, c'est là où un jeune est chômeur, il est vraiment isolé, à ce moment-là, il a peu de contact avec des jeunes de son âge. Il n'y a pas d'endroit là encore où il peut prendre sa formation en charge, où il peut prendre ses projets en charge et définir lui-même ce qu'il veut être.

Parce que je me rends compte, aujourd'hui, qu'on définit bien souvent à sa place, ce qu'il veut être. On veut qu'il soit un bon producteur. On veut qu'il s'adapte à l'entreprise. On veut qu'il soit un excellent élève. On veut qu'il soit ceci, cela. Mais on ne lui demande pas beaucoup, lui, ce qu'il veut être dans tout ça et de définir lui-même ses projets et de se mettre la main à la pâte.

Alors, peut-être pour faire le lien avec le travail que nous on fait dans le sud-ouest, c'est que, actuellement, on essaye de mettre sur pied une maison de jeunes où, justement, les jeunes pourraient se prendre en charge, définir leurs projets, définir leurs intérêts et mettre les mains à la pâte, justement, et produire quelque chose à leur mesure.

Jean-Guy Frenette

Je voudrais en profiter pour relever une intervention. Sur la première intervention, évidemment, je crois qu'il est vrai que les entreprises exigent et sont de plus en plus exigeantes face aux jeunes, parce que, effectivement, elles ont le choix d'être exigeantes. Tant et aussi longtemps qu'il y aura un fort taux de chômage, je pense que le comportement des entreprises ne sera pas différent. Elles vont chercher toujours à avoir des travailleurs sur-qualifiés, sur-expérimentés pour les besoins de la cause et donc, sous-payés par le fait même.

Je pense que c'est la règle du jeu de toute entreprise privée, là, et c'est celle que l'on vit et, en ce sens-là, il ne faut pas se surprendre des exigences démesurées des entreprises.

Sur la deuxième intervention, là, évidemment, je ne peux pas demeurer indifférent. Le problème fondamental dont il nous faudrait discuter en ce qui concerne l'entreprise comme milieu de vie, c'est la crise économique. J'en suis sur la crise économique et sur l'approfondissement de cette crise. Elle a évidemment ses effets au niveau de l'entreprise.

L'objet, je pense, de notre atelier était davantage d'approfondir ce que doit être l'entreprise comme milieu de vie et non pas comment la crise économique doit modifier ce milieu de vie.

Je veux relever une fausseté, je crois, et ce n'est pas parce qu'on est jeune qu'on n'a pas le droit d'être bien informé et on ne peut pas dire n'importe quoi non plus.

Alors, dans les expériences de reprises en mains des travailleurs de leur usine, que ce soit à Tricofil, que ce soit à Tembec, que ce soit à Pylonex, à Québec ou ceux que l'on vit, jamais et jamais, aucun dirigeant

syndical ne fait accroire aux travailleurs que c'était l'alternative, que c'était la seule façon de résoudre le problème de la crise, résoudre le problème de la productivité ou de la non-rentabilité de l'entreprise, que c'était par une reprise en main des travailleurs. Jamais personne n'a dit ça.

Je suis à plusieurs dossiers et jamais je n'ai fait reluire de telles illusions aux travailleurs.

Le réflexe de base des travailleurs dans ces projets-là a toujours été le même, c'est-à-dire face à la démission de l'entreprise privée et face aussi aux problèmes qu'elle avait occasionnés par le non modernisation de ses équipements, par le non réinvestissement. Or, par la connaissance intime qu'avaient les travailleurs des capacités de production de l'entreprise, les travailleurs, à ce moment-là, ont décidé, mais eux-mêmes, du meilleur moyen de se donner une reconnaissance pratique de leur droit au travail, et c'est parce qu'ils ont cru qu'ils avaient des capacités techniques suffisantes entre les mains pour rentabiliser, corriger les torts des anciens propriétaires et rentabiliser leur opération, qu'ils se sont lancés dans des opérations ou dans des entreprises participatives.

Ça n'a jamais été à partir d'illusions que quelqu'un a pu leur faire croire sur les vertus d'une formule de participation des travailleurs.

Renaud Mathieu

Renaud Mathieu du Collège Notre-Dame à Montréal, atelier 1.

J'aurais quelques critiques, évidemment, à faire à monsieur Frenette pour son beau discours qui m'a semblé un peu long, parce que, je ne sais pas, mais il a composé ça pendant l'heure du dîner, il n'a pas dû bien manger.

Et puis s'il l'a composé avant, bien, ça veut dire que ce colloque-ci est une grosse farce parce que, sans ça, il savait déjà tout ce qui allait en sortir.

Ensuite, la dame qui est passée avant moi, justement, a parlé de la responsabilité que doivent avoir les élèves et je suis très d'accord là-dessus si seulement on pouvait unir les élèves avec l'administration.

C'est un point que j'ai levé dans mon atelier, comme quoi l'école ressemble surtout à l'espèce de constitution qu'on avait avant la Confédération, qui est un gouvernement non responsable. Il n'y avait aucun lien entre l'administration et les élèves, comme il n'y avait aucun lien entre l'exécutif et puis le peuple.

Il me semble qu'on doive accorder aux élèves un certain choix, par exemple, pour leurs professeurs, dans l'administration, dans ce qu'ils veulent, un peu.

Il me semble qu'on est capable de choisir aussi, quand même rendus au secondaire, on a certains — on n'est pas quand même tellement dépourvus d'intelligence à ce point-là.

Simon Piot

Je suis Simon Piot, École polyvalente Horizon-Jeunesse, secondaire V.

Moi, je vais y aller par rapport à ce que monsieur Frenette a dit, là, à un moment donné, quand il a parlé.

Vous avez dit que ce sont les règles du jeu pour le travail sans expérience.

Bien, moi, quand je joue à quelque chose, j'ai l'intention de fausser les règles du jeu à mon avantage. Moi, j'ai vu que c'était possible de sortir de l'université avec de l'expérience, la preuve c'est l'université de Sherbrooke, le système coopératif, les étudiants sortent de là avec une expérience. Ça serait un bon système à étendre à toutes les universités. Ça doit se faire, ça, j'en suis sûr.

Ça serait, pour une fois, une solution qui serait accordée dans ce colloque, parce que c'est une des premières solutions que j'ai entendues, parce que tout ce que le monde soumet, ce sont des problèmes, il faudrait trouver un peu de solutions.

Benoît Tremblay

Je suis Benoît Tremblay du Centre de gestion des coopératives de l'École des HEC.

Je voudrais d'abord réagir un peu aux données que Gilles Châtillon nous livrait sur l'enquête du Secrétariat, tout à l'heure, lorsqu'il nous a dit que les jeunes ne sont pas intéressés à la fortune, donc à avoir des choses, et peu intéressés au pouvoir.

Ils sont par contre bien intéressés à la santé, à un certain nombre de choses, aux connaissances.

Et je voudrais mélanger un peu les résultats en utilisant la phrase de Raoul Duguay qui dit: *vouloir savoir être au pouvoir de soi est l'ultime avoir.*

Et que si l'on pense qu'ils ne veulent pas de pouvoir et qu'ils ne veulent pas d'avoir, ils veulent être, ça implique d'avoir du pouvoir et d'avoir aussi des avoirs puisqu'on est dans une société où il faut posséder pour avoir une voix et pour pouvoir être. Donc, je pense que ça ne simplifie pas nécessairement la tâche des résultats tels qu'on les a maintenant.

Et ça m'amène à la deuxième réflexion: c'est que, lorsqu'on fait une relation entre le milieu scolaire et le milieu du travail, il y a une grande difficulté, c'est malgré toutes les imperfections du milieu scolaire — moi, j'en suis sorti, je suis maintenant professeur. J'ai une famille, mon père n'a jamais fait plus que 3 000 dollars par année et j'ai passé au HEC et j'ai finalement décidé de rester professeur parce que, finalement, avec des critères de notes, je me suis aperçu que je n'étais pas si mal, je n'avais jamais eu de problèmes trop trop, et puis je regardais mes copains, ça allait.

Quand on est arrivé après avoir gradué, bien, là, il y en avait qui avaient des pères qui étaient nés avant eux autres, que moi j'appelle, et puis c'était plus facile.

C'est la même chose lorsque tu arrives à la fin de ta maîtrise, c'est-à-dire que tu arrives, quand tu sors du monde scolaire, dans la vraie vie et là ton milieu social d'origine, la région d'où tu viens, et cetera, bien, elle te tombe dans la face parce que, à l'école, tu étais aussi bon, tu étais même meilleur qu'un peu tout le monde là-dedans, bien souvent, et, finalement, c'est beaucoup plus démocratique parce que c'est ça les conditions réelles d'accès à pouvoir être ce qu'on est, c'est à avoir et à pouvoir, c'est une condition de l'être.

C'est ça que je voulais simplement souligner.

Jean Proulx
Revue Critère

Je ne veux pas reposer le problème autrement nécessairement, mais moi j'étais dans l'atelier 1, ce matin, qui portait sur «L'école, milieu de vie».

J'écoutais monsieur Frenette tout à l'heure, dénoncer, enfin, nous rappeler ce qui avait été dénoncé dans son atelier à l'égard de l'entreprise. J'ai noté, enfin, en passant, comme ceci: l'anonymat, le caractère impersonnel des relations, le non-participation, le taylorisme ou la partiellisation des tâches, l'autoritarisme. Voilà des choses qu'on dénonçait pour l'entreprise, quelques autres sans doute aussi que j'oublie.

Par ailleurs, il nous a fait part aussi de ce qui semblait être recherché par les jeunes et par peut-être l'ensemble des travailleurs aussi. Il parlait d'un travail créateur stimulant et motivant, la prise de décision mixte, une démocratisation de l'entreprise, la nécessité d'une prise en charge, l'amélioration de la motivation, une formation à la prise en charge de soi-même et de ses activités.

J'écoutais ça pour l'entreprise et puis je me demandais — j'ai envie de le demander à ceux qui étaient dans mon atelier: est-ce que ce n'est pas à peu près le même discours qu'on tenait ce matin, la même dénonciation qu'on faisait pour l'école et la même recherche qu'on fait aussi pour l'école?

En tout cas, s'il y a des gens de l'atelier — j'ai l'impression qu'il y a des analogies, ce qui me fait dire que, peut-être, ce sont deux systèmes d'un grand système qui s'appelle la société, mais deux reflets d'un grand système où l'anonymat existe, où le taylorisme, la partiellisation des tâches existe, où la même recherche se produit d'un caractère plus humain, dans le sens d'un travail plus créateur, plus stimulant, plus motivant, d'une prise en charge plus mature.

Louis-Georges Robichaud

Louis-Georges Robichaud, j'ai travaillé dans l'atelier 1.

La ressemblance, elle s'explique bien simplement: l'école c'est une vraie usine. Tu as des professeurs qui sont spécialisés, là, c'est pareil comme les gars qui travaillent sur une machine pour construire des autos: tu as le gars qui, à tous les jours, il arrive, il se place et puis à toutes les fois que quelque chose passe, là, le gars il pèse sur sa pédale et puis, tout se fait, et il fait ça à longueur de journée.

Bien, le prof, lui: mon gars, spécialise-toi dans une matière telle que la physique, disons, et puis vas-y, et puis si tu es capable seulement d'avoir le cours des enrichis, bien, tu est encore meilleur. Et puis, mon gars, si tu peux rien qu'avoir ce cours-là, tu vas avoir un meilleur salaire, tu vas voir, on va tout te garantir ça.

Bien, les profs, eux autres, ils passent les élèves comme les gars des usines passent leurs pièces d'auto. C'est là où c'est rendu.

Christian Lamarre

Christian Lamarre de la coop du Cégep de Limoilou, atelier 1.

Il s'est même fait hier soir, le rapprochement entre l'école et puis l'entreprise quand on a dit que, finalement, l'école reproduisait tous les stéréotypes de la société et puis l'entreprise, je pense, c'est un des plus gros stéréotypes de la société.

Jean Robitaille

Jean Robitaille, étudiant à temps partiel à l'Université du Québec à Montréal. Je n'étais pas dans un atelier spécifique ce matin.

Moi, j'aimerais revenir sur le point, tantôt, monsieur Frenette a soulevé que ça pouvait être — on pouvait peut-être régler certains problèmes, faire du milieu du travail un milieu plus intéressant par l'autogestion, par la cogestion. C'est ce qui semblait ressortir, je crois, dans l'atelier.

Moi, il me semble que le problème ne se pose pas nécessairement comme ça. Je le poserais plus en disant que les travailleurs et puis les travailleuses qui travaillent, c'est pour vivre, que le travail ne devient pas quelque chose d'épanouissant, de libérant, c'est, au contraire, quelque chose d'oppressant.

Que les travailleurs, quand ils rentrent chez eux, le soir, sont complètement crevés qu'il n'y a plus de possibilité de faire d'autres choses et puis que, toute la journée, pour la majorité des travailleurs, des travailleuses, c'est une job qui est oppressante et puis qui est aliénante.

Ce qui m'amène à dire que les travailleurs — un problème que je trouve important, c'est que les travailleurs ne sont pas propriétaires de leur production. C'est que les travailleurs, ils ne voient pas, dans leur job, quelque chose de libérant et que le rôle du travailleur, dans notre société, ça vient par la force du travail, ça devient seulement l'instrument d'une classe dirigeante de la société qui utilise la production de ces travailleurs-là pour accumuler toujours plus de capital, toujours plus d'argent, qui, par un système d'échange, se fait sur le dos des classes populaires dans la société.

Et puis ce qui m'amène aussi à voir que l'écart entre les pauvres et puis les riches dans la société, est maintenu entre les mains d'une minorité dirigeante et puis il me semble que, ça, tant que les travailleurs ne sont pas propriétaires de leur production, je ne pense pas qu'il y ait possibilité que, ça, ça s'élimine.

François Gilbert

François Gilbert, j'étais personne-ressource dans l'atelier numéro 1. Je suis directeur d'école adjoint à Émile-Nelligan.

Ce qui me frappe dans tout ça, moi, et puis disons que c'est une de mes croyances, là, qui commence à ressortir: c'est que j'ai l'impression que toutes les solutions qu'on pourrait apporter d'en haut, des solutions qui seraient apportées en termes de grosse organisation, que ce soit au niveau économique par Power Corporation — on pourra toujours douter de la bonne foi — ou que ce soit par le ministère de l'Éducation

au niveau de l'éducation — on pourra là aussi douter de ses intentions, soit politiques ou autres, ou sociales — je pense que, pour moi, là, ça n'a pas d'avenir. Quand on parle de dépersonnalisation dans la recherche de solutions, c'est qu'il y a déjà à la base, au niveau des groupes, des réalités du quotidien. On empêche les gens de prendre en charge leur petite dimension de vie. Et puis, pour moi, à ce niveau-là, cette prise en charge-là, elle ne peut pas se faire séparément. Je me dis que, au niveau de l'industrie, il faudrait peut-être qu'il y ait quelque chose, peut-être, qui soit semblable au projet éducatif dans l'école.

Maintenant, il va y avoir des problèmes majeurs quand on va essayer de ramasser les partenaires, que ce soit dans le milieu du travail ou ailleurs; c'est que si chacun des groupes, à mon avis, ne réussit pas à avoir voix au chapitre, à créer des actions positives pour améliorer son sort dans son milieu, ça va donner un peu la même problématique partout, mais avec des diagnostics différents.

Je donne pour exemple: quand c'est un directeur d'école qui essaye d'apporter des solutions, on va dire: bien, il est démagogique. Quand c'est un syndicat, on va dire: bien, c'est démocratique. Mais les deux sont à la fois démocratique et puis démagogique, dans le sens qu'il faut se retrouver entre des personnes et puis être capable de s'entendre et puis ne pas se fermer la porte du moment qu'on essaye de s'orienter vers des solutions.

Alors, c'est vrai pour le milieu du travail et puis je pense que c'est vrai aussi pour le milieu scolaire.

Jacques Dufresne

Je voulais simplement me faire le porte-parole de quelqu'un que j'ai entendu en arrière et qui n'a pas voulu venir en avant pour le dire.

En entendant parler la dernière personne sur les rapports entre patrons et travailleurs dans l'usine, et professeurs-étudiants dans l'école, ce monsieur en arrière me disait: «Certains jeunes n'aiment pas l'école mais ils ont l'air d'avoir appris par coeur de grands bouts de ce qu'on leur enseigne dans ces écoles.» Et ce commentaire-là, je l'ai entendu, hier soir, aussi.

Il y a manifestement certains types de discours qui passent très bien dans les écoles et qui sont très bien retenus par les jeunes et je présume qu'il y a donc des rapports humains entre les gens qui tiennent ces discours-là et ceux qui les reprennent devant nous aujourd'hui.

Une deuxième, maintenant, c'est une question que j'ai à poser à ces jeunes qui font un si bel usage de leur liberté, j'ai une question à leur poser sur leur désir de sécurité, parce qu'il me semble qu'on a soulevé ici, aujourd'hui, le vieux problème des rapports entre la liberté et la sécurité.

En certains moments de notre vie, nous désirons tous la liberté, mais dès que la sécurité nous est offerte — c'est ce que disait la jeune personne qui a parlé au nom des employés de Bell Canada, hier — dès que la sécurité nous est offerte, nous nous empressons de nous en emparer. C'est ce que vos aînés ont fait dans les syndicats, n'est-ce pas, dès que la liberté et la sécurité leur a été offerte, la liberté même la leur, ils se sont empressé d'y renoncer.

Et j'aimerais que les jeunes qui réclament la liberté avec tant de force nous disent, avec un minimum de rigueur, ce qu'ils entendent faire pour que leur désir de liberté survive à leur besoin de sécurité, plus que quelques années?

Jean Lemaire

Jean Lemaire d'Élan-Laval. Moi, je voudrais parler de l'entreprise, milieu de travail, comme il dit.

Ce n'est pas mon milieu de travail, parce qu'ils m'empêchent d'entrer dans ce milieu-là.

Je travaillais dans la construction. Ils disaient: «Il y a trop de chômeurs, il y a trop — comme je pourrais dire: les adultes — il y a trop d'adultes qui sont chômeurs, toi, le jeune, va t'asseoir et puis tu sais, prends ton «trou», comme ils disent. Ils m'ont dit que j'aurais des amendes et puis ils disaient: «Tu n'as pas la carte», mais ils ne voulaient

pas me la donner, ma carte, comment voulez-vous que je travaille?

Mon milieu de travail, c'est restreint, comme ils disent. Ils m'empêchaient de travailler. Ils me donnaient de la formation mais après ça, je n'avais pas rien pour travailler.

Sylvestin Provencher

Je m'appelle Sylvestin Provencher et je viens de la Polyvalente du Mont-Bruno. Et j'étais dans l'atelier numéro 2, ce matin. Je vais d'abord répondre à la phrase qu'on a fait à moi et aux jeunes, sur la liberté qu'on veut bien s'accaparer.

On dit que dès qu'on a la sécurité au bout de nos bras, qu'on la prend. Mais c'est peut-être un peu par habitude qu'on nous enseigne, chez nos parents — nos parents nous disent que la sécurité c'est mieux. Souvent, quand on veut faire quelque chose de nouveau, on nous empêche facilement de le faire et cela, ça rend inertes tous les étudiants et tous les étudiants écoutent les professeurs très facilement. Ils vont étudier ce qu'on leur dit d'étudier et ils n'iront pas plus loin. Leur imagination est bloquée là.

C'est donc sur ce point-là que je ne suis pas d'accord sur ce qu'il a dit. Il a dit tout simplement que c'était notre liberté que l'on cherchait, disons, c'est comme si on la cherchait, on se battait pour l'avoir et puis, ensuite, on la laissait là pour prendre la sécurité.

Mais c'est surtout le manque de confiance qu'on a en nous, parce qu'on ne nous a pas appris à avoir la confiance. Si on avait la confiance en nous, on s'impliquerait plus et puis, en s'impliquant plus, on aurait plus de volonté et puis c'est là que ça revient le rapport avec l'activité numéro 3, avec les entreprises: c'est que si on s'impliquait plus, si on avait plus de volonté et plus de confiance, on pourrait plus facilement se battre pour pouvoir trouver un emploi dans une entreprise ou quelque chose.

Donc, je conçois très bien que les étudiants ou les jeunes manquent de confiance et ne s'impliquent pas assez. Mais j'aimerais beaucoup que, quand même, les adultes fassent leur effort pour nous apprendre à avoir confiance en nous.

Moi, j'ai eu de la chance, j'ai un professeur, l'année passée, qui m'a assez débloqué, quand même, et puis je suis rendu plus confiant en moi. Mais je sais qu'il y en a beaucoup encore qui ne seraient pas capables de venir parler ici — comme moi, je suis pas mal gêné de parler, quand même, mais je donne mon point de vue et puis j'aimerais ça que tout le monde s'implique.

Je fais partie du journal étudiant, ça m'aide beaucoup. Si jamais je veux essayer de travailler dans une entreprise plus tard, ça peut m'aider parce que je vais pouvoir avoir plus confiance en moi, je vais pouvoir parler mieux au patron et puis je n'aurais pas peur de lui parler.

Mais quand même, il faudrait que les professeurs ou même les adultes, les parents ou tous ceux qui nous entourent n'aillent pas dire que, nous, les jeunes, on ne sait pas ce quon veut. Au contraire, on aimerait bien avoir quelque chose, mais eux autres, ils ne sont pas capables de nous le donner et puis ils nous mélangent encore plus en nous donnant — plutôt en disant qu'on ne sait pas ce qu'on veut.

Quand on veut quelque chose, ils nous donnent autre chose pour que ce soit plus facile. Et puis, nous autres, on n'a pas assez confiance, on saute dessus pour le prendre.

C'est tout ce que j'avais à dire.

Jean-Pierre Brun
étudiant à l'UQAM

J'aimerais répondre au monsieur, tout à l'heure, qui demandait de quelle façon que, nous les jeunes, on pense changer la société, là, comment on va faire ça.

Faites-vous en pas, on ne fera pas la révolution, on n'y pense pas trop; peut-être, là, mais en tout cas, pas pour l'instant, je ne pense pas que la conjoncture politique et économique soit pour ça.

Mais je pense qu'une façon de changer, c'est justement de se faire écouter et puis

de pouvoir s'exprimer et non pas de se faire rire en pleine face de la minute qu'on dit qu'on veut changer quelque chose. Je pense que c'est important que, comme dans un colloque comme ça — j'ai bien hâte de voir si, première des choses, sur quoi ça va déboucher. Est-ce que ça va être encore un mémoire qu'on va déposer sur les tablettes comme les milliers de mémoires qui sont faits au gouvernement ou si vraiment ça va déboucher sur quelque chose?

On parle, c'est drôle, on veut toujours changer la société d'aujourd'hui parce que — pourquoi? Parce que, première des choses, elle n'est pas adaptée à nous autres, aux jeunes et puis aux gens plus jeunes que nous et puis aux gens moins jeunes que nous. Je pense que si la société n'est pas adaptée, il ne faut pas oublier que le monsieur qui demandait pourquoi on veut changer la société, bien, c'est parce qu'il en est la cause, c'est lui qui l'a créée comme ça, la société. Ça fait que c'est à nous autres à la changer, maintenant.

C'est la réponse là-dessus et là je vais revenir un peu plus sur le thème de l'atelier qui est «L'entreprise comme milieu de vie». Je n'étais pas dans cet atelier-là, moi, j'étais dans l'atelier numéro 2.

On parle que, pour l'entreprise, ce qu'il faut améliorer, il faut adapter les travailleurs à l'entreprise. Il faut développer plus d'autonomie chez les travailleurs, qu'ils se prennent en main.

Ça, ça veut dire qu'ils deviennent responsables. Responsables face à quoi?

Face à une production, qu'ils soient capables de produire tant de — je ne sais pas, moi — tant de machines ou bien tant de — une production qu'ils doivent faire par jour.

Donc, ça, c'est enlever la responsabilité à l'entreprise, à la direction pour, justement, que ce soit les travailleurs qui prennent ça en main, comme ça, ça fait bien moins de travail à la direction.

À un certain moment donné — mais je ne dis pas que les ouvriers ne devraient pas se prendre en main, mais si leur production est à eux autres, oui. Mais là, elle n'est même pas à eux autres et puis c'est eux autres qui doivent la gérer en plus. La compagnie, qu'est-ce qu'elle va avoir à faire? C'est encaisser et puis elle ne fera rien d'autre. C'est pour ça que moi, je ne pense pas que le problème soit là.

La première des choses qu'il faut faire, c'est changer le système d'organisation du travail qu'on a, le taylorisme et puis tout ça, et puis le machinisme et puis l'informatique qu'on développe et puis la télématique, tout ça, qu'on dit que c'est les emplois de l'avenir, oui, mais pour combien de personnes? Pour cinq sur cent maintenant, qui vont se faire foutre dehors là-dedans, parce que toute cette machinerie-là, toute cette modernisation-là, ça enlève des emplois et puis je ne pense pas que ce soit la façon d'intégrer les gens aux emplois.

Paule Millette

J'étais dans l'atelier numéro 1.

Et puis tout ce que j'ai à dire au monsieur, c'est une petite phrase bien simple: c'est qu'on voudrait avoir la liberté de se défendre face aux adultes tout en ayant la sécurité de ne pas se faire mettre à la porte par les institutions parce qu'on est défendu.

C'est tout.

José Roy

Je participais à l'atelier numéro 1.

Le sujet que je veux aborder, c'est celui de la participation en général. Je pense que ç'a été abordé dans tous les ateliers. La participation en tant que mythe.

Quand il y a eu la réforme de l'éducation, il était beaucoup moins question de participation que maintenant. Quand les entreprises étaient relativement prospères entre le moment de la dernière guerre et jusqu'au milieu des années '60, il n'était pas beaucoup question de participation.

Subitement, on nous demande notre avis, la participation devient importante parce que c'est en temps de crise. Quand notre système d'éducaiton se rend compte qu'il créé presque autant de «drop-out»

que de gens formés, là, à ce moment-là, on commence à se pencher sur la participation.

Un moment donné, il arrive souvent dans diverses situations, dans les milieux de travail comme dans les milieux scolaires, où il y a des structures qui s'ouvrent et où on demande la participation des étudiants et on s'étonne parfois de la difficulté qu'on a à obtenir une réponse de ces personnes-là.

Moi, je pense que c'est avec raison qu'on constate, parfois, une non-participation. Je pense, notamment, à l'ANEQ qui n'a pas participé à ce colloque, après l'avoir analysé et puis de façon très volontaire.

On a d'ailleurs un mandat de nos commettants du RAEU pour vous en faire part. Pourquoi on décide de ne pas participer, à un moment donné? C'est qu'on s'est trop souvent rendu compte que le «trip» participatif faisait souvent en sorte qu'on était une caution morale à certains événements, sans qu'ultérieurement, des choses changent ou qu'on ait réellement tenu compte de notre point de vue.

Et souvent, la participation est encadrée. On en veut bien dans la mesure où elle se fait selon les structures ou les cadres établis, un peu comme disait l'intervenant ce matin: la participation, le directeur de notre polyvalente en veut bien dans la mesure où le comité étudiant est un comité de loisirs. À ce moment-là, je pense qu'il faut tenir compte, quand on fait une analyse de la situation des jeunes et du travail et des jeunes et de leur milieu de vie et de leur implication et dans l'entreprise dans leur milieu de vie, pourquoi il y a un manque de motivation à cette participation-là?

Je pense que c'est une attitude qui n'a pas été exprimée. Le fait que des étudiants soient venus beaucoup, ici à ce colloque-là, c'est probablement de par le fait qu'ils sont beaucoup plus organisés et puis qu'ils commencent à sentir qu'ils peuvent avoir, malgré beaucoup d'autoritarisme et puis d'obstacles, une certaine voix dans leur milieu, ce qui n'est pas du tout le cas des jeunes travailleurs qui, comme on le sait, se ramassent dans des entreprises non syndiquées, des petites entreprises et puis où ils sont dans des conditions difficiles et puis ils ne sont pas organisés. Se sentant relativement impuissants de façon quotidienne, il n'est pas étonnant qu'à un colloque comme aujourd'hui, ils décident de ne pas participer ou ils ne voient pas l'importance d'y participer.

En un mot, comme en mille, le message qu'on veut livrer: la participation, c'est important, pas seulement quand ça va mal, pas seulement selon les normes que nos aînés — pas seulement dans le cadre que nos aînés veulent bien nous donner, mais dans ceux qu'on veut se donner.

Et puis sans doute qu'il y aurait beaucoup moins d'échecs et dans l'entreprise et dans le milieu scolaire, si cette participation — si on avait le choix des formes de participation.

Philippe Taillefer

Philippe Taillefer de l'atelier numéro 1.

C'est justement, il y a un rapport entre l'atelier numéro 1 et 3, je crois. Alors, je pense que le fait que la politique du travail et celle de l'école soit la même ou y ressemble beaucoup, je trouve que ça fait un peu peur, parce que si on nous empêche de faire des choses, je pense que ça tente de regarder un peu l'exemple que nous donnent nos adultes, pour une fois.

Si on regarde en avant de nous, on voit, dans les compagnies, des syndicats qui se sont mis ensemble pour faire changer des choses.

Alors, on devrait prendre exemple, comme je le dis, sur nos adultes, les grands, mettons-nous ensemble et puis faisons changer les choses nous aussi, à notre tour.

Je prône, une fois de plus, la solidarité chez les jeunes.

André Charbonneau

président des délibérations

Il y a encore des choses à dire là-dessus, mais je pense bien que par le biais des autres ateliers on pourra les reprendre.

Rapport de l'atelier 1
Vivre à l'école

Lysiane Gagnon
journaliste à La Presse

C'est dans mon atelier «Vivre à l'école», que les jeunes se sont concentrés. À ma connaissance, il y avait très très peu de jeunes dans les trois autres ateliers.

Je pense que ce phénomène, en soi, illustre que pour une majorité d'adolescents, tout ce qui touche à leur avenir, c'est-à-dire aux emplois, est quelque chose qui reste imprécis et qui évoque probablement une vision d'avenir bouché, que ce soit à tort ou à raison, je pense que c'est une perception qui est commune à la majorité des adolescents. Effectivement, ça illustre aussi que les jeunes vivent dans le présent et, le présent, pour l'instant, c'est l'école. C'est la raison pour laquelle je vais rendre compte exclusivement des interventions qui ont été faites par les jeunes dans l'atelier numéro 1.

D'une part, première perception qui a été exprimée, c'est au sujet de l'organisation du colloque lui-même.

Les jeunes ou, du moins, certains ont eu l'impression d'avoir été assommés par beaucoup de discours et beaucoup de conférences. Il y en a un qui a dit: «On a l'impression d'être à l'école», et il a dit qu'il aimerait, la prochaine fois, s'il y en a un autre colloque, que ce soit organisé peut-être un peu différemment et que les jeunes aient l'occasion de se parler entre eux.

Alors, malgré ça, il y a quand même eu, dans l'atelier numéro 1, beaucoup d'interventions faites par des adolescents, dont la majorité venait du secondaire IV et V. ET je signale en passant qu'il y avait, à ma connaissance, en tout cas, aucun jeune travailleur dans l'atelier numéro 1 et je crois, assez peu de jeunes du secteur professionnel. C'est une impression, je n'en suis pas sûre.

Sur les 24 intervenants, je le signale avec plaisir parce que je crois que c'est un progrès, le tiers des interventions a été fait par des filles et même si c'est seulement le tiers, c'est un progrès très net par rapport aux proportions habituelles d'interventions qui sont faites par des femmes dans des assemblées mixtes d'adultes. Alors, je pense que ça, c'est un des points très positif qui est ressorti de l'atelier.

Maintenant, il y a une chose qui peut peut-être servir d'enseignement pour de prochains colloques, c'est que les préoccupations et les niveaux de sensibilité entre les jeunes du secondaire et ceux des niveaux supérieurs, sont assez différentes. Par exemple, pour ce qui est de l'attitude vis-à-vis des enseignants, il apparaît très clairement que les jeunes du secondaire ont exprimé beaucoup plus de griefs à l'endroit des enseignants et des syndicats d'enseignants, que leurs camarades du collégial et des universités dont le discours est plus idéologique et plus analogue au discours syndical classique.

Alors, il faudrait peut-être envisager, pour l'avenir, des colloques séparés selon les niveaux d'étude.

Au sujet des professeurs, justement, parce que c'est un thème dont on a beaucoup parlé dans l'atelier numéro 1, je veux signaler ici, parce que je crois que c'est très important et qu'en soi, c'est un phénomène qui en dit très long, je veux signaler ici l'absence de la CEQ qui représente les enseignants des commissions scolaires, qui est certainement le niveau d'étude le plus important, c'est-à-dire primaire et secondaire, ce sont les deux niveaux d'étude, de très loin les plus importants, parce que c'est par là que passe toute la population et aussi parce que c'est à ces niveaux-là, que se forme et que se décide l'avenir des jeunes. C'est là qu'il y a les voix. C'est là qu'il y a la première formation et les premières préparations et également les premiers conditionnements.

Alors, donc, j'ai constaté que, à l'exception de monsieur Auger qui représentait la CSN mais qui, à ce moment-là, représentait seulement les professeurs d'une majorité de cégep et à l'exception de quelques personnes qui sont dans la direction des écoles, il n'y avait pas d'éducateurs et il n'y

a pas d'éducateurs à ce colloque-ci, à toutes fins pratiques et, à ma connaissance également, les seules personnes du monde de l'enseignement qui sont venues ici sont des gens qui sont en quelque sorte payés pour ce faire, dans la mesure où leur présence ici et leur participation au colloque, fait souvent partie de leur définition de tâche. Je pense, par exemple, aux conseillers en orientation, aux gens qui s'occupent des services étudiants, et cetera, qui, normalement, — enfin, ça fait un peut partie de leur travail d'être ici. Mais on peut s'interroger sur l'absence des enseignants qui sont quand même les premiers interlocuteurs des jeunes dont il est question au colloque.

Maintenant, passons aux interventions qui ont été faites en atelier.

L'école: milieu de tracasseries et de contrôles

Pour les jeunes du secondaire, la vie à l'école, c'est une foule de petits détails concrets. Je pense qu'ils se sont reconnus dans le portrait que leur a tracé ma collègue Gisèle Tremblay qui est journaliste et qui a préparé pour le Conseil supérieur de l'éducation une longue enquête et un long rapport sur les perceptions des jeunes qu'elle a interviewés en très grand nombre. Je mélange ici, le rapport de Gisèle Tremblay et les interventions des jeunes.

Premièrement, toujours au niveau secondaire, des détails qui tiennent à l'architecture: l'enfermement, l'aération, l'air recyclé, le manque de locaux-tampons.

Deuxièmement, problèmes qui tiennent aux règlements — comme vous voyez, on change de niveau, là, ici, on est au niveau vraiment de commencer la vie dans les écoles secondaires, c'est très concret, c'est très quotidien aussi et puis c'est des petites choses mais qui, probablement, ont beaucoup d'importance. Deuxièmement, donc, la question des règlements. Au lieu de l'encadrement dont l'adolescent a normalement besoin, c'est plutôt des contrôles qu'on semble avoir. Les locaux verrouillés, l'absence d'endroits où se réunir spontanément, l'espace laissé aux jeunes, finalement, c'est le corridor et la cafétéria. La cafétéria qui est toujours très bruyante et où les contacts humains sont assez difficiles.

Le système de contrôle mis en place dans la plupart des écoles, surtout les polyvalentes bien sûr. Les billets, la nécessité de justifier sa présence dans l'école à tout moment, à tel ou tel lieu à tout moment. Les classes, l'étage des classes où on ne peut pas aller quand on n'a pas affaire directement à aller là, pour assister à tel ou tel cours. Le vestiaire qui est fermé sauf à telle période où on doit aller chercher son manteau. Même le gymnase —ça, c'est important — même le gymnase et même la bibliothèque sont très souvent fermés à l'heure même où les jeunes pourraient s'en servir: l'heure du midi, par exemple, ou après quatre heures. Toutes les activités ou presque toutes sont programmées. Quand les étudiants proposent une initiative quelconque, souvent ils se font répondre: «Bien, on n'a pas le temps, ou alors, il n'y a pas d'argent pour ça».

La question des numéros, ça, je ne m'étendrai pas là-dessus, parce que ça fait des années qu'on parle de ça: la dépersonnalisation, les numéros, enfin, et cetera, on en a parlé hier soir aussi.

Gisèle Tremblay rapporte la phrase très profonde, finalement très lourde de sens, d'une étudiante qui lui dit: «Ils ont toujours peur qu'on fasse quelque chose». Et je rappelle aussi une autre phrase évoquée — une autre phrase de Daniel Gagnon qui était une des personnes-ressources, un étudiant du collégial, mais, enfin, qui parlait plutôt pour le niveau Secondaire. Alors donc, Daniel dit: «Ce qui dérange, c'est la présence vivante de l'étudiant».

On signale que les conseils étudiants, en général, n'ont pas de budget, pas de locaux et surtout n'ont pas la confiance des adultes et que la direction est davantage à l'écoute des parents que des étudiants.

C'est un système qui décourage l'initiative. Et là, je vais citer Roger Plourde qui est étudiant au secteur professionnel, au pavillon Camille-Lavoie à Alma, qui dit: «Si on ne sait pas se débrouiller à l'école, comment pourra-t-on se débrouiller sur le marché du travail? Tout est décidé pour nous, c'est vraiment injuste!».

Un problème pour ce qui est de l'atmosphère de l'école secondaire, un problème qui n'a pas été abordé et qui, peut-être, est important, c'est de savoir si, dans les écoles où les deux cycles sont mélangés, les règlements sont plus sévères.

Est-ce qu'on n'aurait pas tendance à faire des règlements pour tenir compte des besoins d'encadrement des plus jeunes et au risque, évidemment, de pénaliser les étudiants du secondaire IV et V?

Bon. Maintenant, les professeurs.

On a beaucoup beaucoup parlé des professeurs.

L'administration — apparemment, l'administration et la direction d'écoles, ça relève d'un univers un peu plus abstrait.

Les relations: étudiants-professeurs

La personne et le détenteur d'autorité avec lequel l'étudiant est en rapport constamment, évidemment, c'est le professeur. Donc, on a parlé beaucoup des professeurs et la plupart des griefs étaient dirigés contre les enseignants.

En substance, — alors là je résume — dans les polyvalentes, les professeurs, on les cherche. Après les cours, ils disparaissent. Quand il y a une journée d'activités, il s'en présente seulement quelques-uns.

On n'est pas contre le principe de la syndicalisation des enseignants, mais on constate que ça n'a pas aidé et que les conventions collectives font souvent obstacle aux intérêts des étudiants. Ça c'est un point très fondamental qui est ressorti. C'est que, malgré ce qu'on dit un peu partout dans le milieu plus intellectuel, il y a un conflit d'intérêts ici et il y a un conflit très évident entre les intérêts, et normal et prévisible — enfin, il y a un conflit entre les intérêts des enseignants en tant que salariés et les intérêts des jeunes, en tant que — bien, si on veut prendre la terminologie de consommateurs de services d'enseignement.

Et, à cet égard-là, j'ai trouvé les jeunes très lucides. Ils ont dit: si on prend plus de droits, nous, en tant que groupe, c'est sûr qu'il y a certains droits qu'on risque d'enlever aux professeurs, car le pouvoir dans les institutions, surtout au cégep et à l'université, appartient autant aux professeurs qu'aux administrateurs, dans les faits, concrètement.

Alors, pour les jeunes, d'après leurs interventions, ce conflit que Christophe Auger a d'ailleurs reconnu et qu'il a appelé une confrontation, que lui souhaite pouvoir continuer à aborder dans d'autres discussions avec les jeunes, donc, ce conflit se manifeste par une foule de petites choses, par exemple, le manque de disponibilité, les horaires très rigides établis par les conventions collectives.

Un jeune dit que les professeurs ne s'impliquent jamais, sauf quand la direction les y oblige — là, il est question du secondaire, ici — une certaine résistance à la nouveauté — là, il est question du collégial, parce que l'intervention vient d'un étudiant de Limoilou, du cégep de Limoilou qui signale que, par exemple, des innovations comme les programmes interdisciplinaires étaient rejetés par le syndicat des professeurs.

Les jeunes s'en prennent beaucoup au fait qu'il y a des professeurs qui sont incompétents sur le plan pédagogique, qui ont de la difficulté à transmettre leur matière et puis qui ont la sécurité d'emploi à jamais, à cause de leur syndicat, et cetera.

On s'en prend aussi, dans une intervention au moins, à ce qu'un homme a appelé le «dumpage» des enseignants, par exemple — ça, c'est un phénomène bien connu aussi: tel professeur de biologie qu'on affecte au cours d'écologie — c'est son exemple— parce qu'il y a moins d'élèves inscrits en biologie.

Il y a un étudiant qui dit: pourquoi ne pas choisir ses professeurs au moment où on fait le choix de cours? Autrement dit, tout en faisant son choix de cours, l'étudiant ferait aussi son choix de professeur. Et il dit: «Ça donnerait un coup au professeur que de voir qu'il n'y a pas un élève dans sa classe».

Ce sur quoi les étudiants ont insisté beaucoup, surtout les plus jeunes qui, de toute façon, étaient en majorité dans

l'atelier numéro 1, être compris mais d'abord écouter.

Un espoir, une des rares notes positives, lancé par un élève du secondaire de Jonquière qui nous raconte que, chez lui, dans son école, les étudiants ont décidé de former un comité d'entraide et que, bénévolement, il y a des étudiants qui acceptent de rester sur place le midi pour aider à leurs camarades qui ont manqué des cours et pour les aider à faire un rattrapage à tous points de vue. Il y a des professeurs, apparemment, qui se sont joints à cette initiative.

La reconnaissance des associations étudiantes

Maintenant, une aspiration, évidemment, qui a été exprimée à plusieurs reprises, bien sûr, c'est la constitution d'associations et surtout la reconnaissance des associations.

Un étudiant du collégial parle même — fait même une analogie avec le gouvernement responsable et ce qu'il en dit évoque un peu l'autogestion des élèves.

Et le problème de non-reconnaissance des associations a été beaucoup évoqué.

Il y a un étudiant qui a aussi évoqué un autre volet du problème dont on parle un peu moins, c'est la division à l'intérieur du milieu étudiant. Il dit: «Il y a des divisions gauches, droites» — et son image est amusante, il dit: «D'un côté, il y a le «technicpower» et puis de l'autre, les «granola».

Il y a une méfiance qui ressort vis-à-vis des parents, surtout au niveau collégial où on ne tient pas, apparemment, à ce que les parents se mêlent de la gestion interne.

Un étudiant fait ressortir le fait que, très souvent, les parents charrient beaucoup d'idées antisyndicales et qu'ils ont toujours tendance à faire front commun avec l'administration.

Une étudiante de L'UQUAM dit: «Ils s'opposent à ceux qui réclament toujours la réintroduction des valeurs familiales à l'école». Elle dit que, au contraire, les jeunes ne veulent pas nécessairement le retour des valeurs familiales. Ils veulent plutôt changer les valeurs.

Maintenant, est-ce que j'ai le temps de reproduire une intervention d'une élève de Sept-Iles?

André Charbonneau
président des délibérations

On va la considérer comme la première intervention.

Les interventions de la salle

Hélène Loranger

Hélène Loranger de la Polyvalente Manicouté de Sept-Iles.

Bon, je vais redire ce que j'avais dit ce matin: je vous avais raconté une petite anecdote sur le rapport avec les étudiants et puis la direction.

Cet automne, à Sept-Iles, lors de la grève d'autobus, les étudiants qui étaient obligés de marcher tous les jours pour se rendre à l'école, qui restaient peut-être à 2 milles de l'école, et puis il y en a même qui restaient à 20 milles de l'école, ils étaient obligés de se trouver des «lifts» ou bien étaient obligés de s'arranger pour se rendre à l'école, parce que les profs, comme de raison, ils donnaient leurs cours comme d'habitude et puis des examens.

Au bout de trois mois, les étudiants étaient «tannés» et puis je pense que c'est normal. Ils se sont dits: «On va tous se mettre toute une «gang» d'étudiants et puis on va s'arranger pour boycotter les cours». Ça fait que c'est ça qu'on a fait: on a boycotté les cours.

Mais qu'est-ce qui est arrivé? C'est que, pendant qu'on manifestait dehors et puis qu'on essayait de faire sortir les étudiants qui restaient dans l'école, les profs et puis la direction, il y a des policiers qui sont arrivés de 260 livres et puis qui mesurent à peu près 6 pieds, qui sont venus nous cogner à tour de bras, et puis même blesser des étudiants, et d'après eux, c'était pour calmer nos esprits qui étaient présumément échauffés.

Il y a même eu des pompiers qui sont venus nous arroser avec des lances pour nous disperser. Ça, je trouvais ça pas mal poussé.

Mais ce qui est le plus absurde là-dedans, c'est qu'il y a eu une vingtaine d'étudiants qui ont été mis dehors pour l'année parce qu'ils avaient manifesté et puis les policiers, eux autres, qui ont blessé les étudiants, ils n'ont même pas eu de sanctions et puis moi, ça me révolte.

Benoit Laurin

Délégué du Regroupement des associations étudiants universitaires du Québec. Je suis étudiant à l'Université McGill.

J'étais à l'atelier numéro 1 et puis je dois vous dire, madame Gagnon que je suis un petit peu déçu de votre rapport. Peut-être que pour le compléter, on aurait peut-être pu ajouter que ç'avait commencé à neuf heures et quart et puis que ç'avait fini à midi et demi.

En tout cas, sans rentrer dans le lyrisme pour autant, j'aimerais spécifier, par exemple, que j'avais l'impression que l'importance avait plutôt été mise sur la reconnaissance des associations, le niveau d'intervention qui doit se faire au niveau des décisions qui les concerne.

Et puis là, j'aimerais rentrer dans une parenthèse, en profiter pour répondre à monsieur Dufresne sur sa remarque de tout à l'heure, sur sa notion de la liberté versus sécurité.

C'est que pour faire une petite réponse vite, vite à ça, j'ai l'impression qu'on essaye de rendre la liberté très insécurisante en l'assommant de responsabilités plutôt qu'en la rendant une sécurité -- une liberté qui nous sécurise en étant vraiment autonomes et puis maîtres de nos gestes.

Dans ce sens-là, dans la reconnaissance des associations, elle devient très pertinente en ce sens qu'on peut vraiment assumer nos gestes et puis la reconnaissance des associations permet une voix respectée, une voix articulée, une voix surtout responsable de la part des étudiants.

Quand on parle de reconnaissance des associations étudiantes, je suis obligé d'ajouter une petite note un peu moins positive à la chose, pour souligner que la reconnaissance des associations étudiantes, ça va beaucoup plus loin que de simplement dire que, oui, on invite le RAEU à participer au colloque des jeunes et le travail, mais ça va aussi loin que de dire si, à un moment donné, l'ANEQ, pour des raisons qu'elle

aura jugées pour elle-même pertinentes, de ne pas participer, la reconnaissance des associations étudiantes va aussi loin que de respecter le refus de cette association-là de ne pas avoir de représentant ici.

Dans ce sens-là, je pense que ç'a été une erreur de la part du comité organisateur, la revue Critère, en tout cas, lancez-vous la balle entre vous autres, à savoir qu'il n'aurait pas dû avoir de délégués représentant les cégeps, simplement par souci de reconnaissance de la décision de l'ANEQ de ne pas avoir envoyé de délégué.

Louis-Georges Robichaud

Je voudrais remercier madame d'avoir apporté ce sujet des règlements.

Je m'adresse aux directeurs et aux directrices d'écoles qui sont présents aujourd'hui. Il n'y a pas simplement le problème quand les jeunes de secondaire I et II sont dans les écoles. Même dans les polyvalentes ou les écoles avec moins d'élèves où ce que vous avez le secondaire III, IV et V, les élèves qui sont rendus en secondaire V, c'est un gros problème, ça, d'être obligés de vivre les règlements qui ont été faits pour les jeunes de secondaire III.

Imaginez, vous avez acquis une certaine maturité, pas celle d'un adulte, mais qui n'est pas loin sur des points, et puis beaucoup, et puis vous êtes obligé de marcher comme un petit jeune de secondaire III qui est encore fou et puis là, il faut que tu sortes et puis il faut que tu marches pareil comme tu marchais avant et puis tu es quasiment prêt à — tu arrives au cégep et puis dans pas grand temps, peut-être, il y en a la moitié — le monsieur du syndicat de la CSN, ce matin, disait qu'il y avait 75% des étudiants qui sortaient du secondaire, qui s'en allaient sur le marché du travail.

Alors imaginez: 75% des élèves qui vont sur le marché du travail, ils marchent encore jusqu'à quasiment un an après, comme ceux qui leur reste trois ans avant d'arriver sur le marché du travail.

Et puis ça revient à rejoindre l'idée de tout à l'heure: que les jeunes ont tout cuit dans le bec à l'école et puis, quand ils arrivent sur le marché du travail, il faut qu'ils sachent se débrouiller et puis ils ne le savent pas.

Renaud Mathieu

Du Collège Notre-Dame, atelier 1.

Moi, une chose que je n'accepte pas, c'est qu'on mette surtout la responsabilité sur les professeurs qui, évidemment, peuvent perdre un intérêt dans l'éducation, à un certain moment, quoiqu'il y en a qui ne perdent jamais cet intérêt, mais sur lesquels on met toujours toute la responsabilité; alors que moi j'accuserais plutôt la direction.

Et je suis bien d'accord que le ministère de l'Éducation ait organisé un colloque, mais, normalement, on n'en entend pas beaucoup parler du ministère de l'Éducation. Le ministère de l'Éducation, il t'envoie un bel examen à la fin de l'année. Après ça, il t'envoie ton bulletin avec des crédits, c'est tout passé à la machine. Le ministère de l'Éducation, c'est une grosse machine pour nous.

Ça fait que c'est pour ça que je n'accepte pas que les professeurs soient considérés comme responsables. En fait, les professeurs nous ressemblent beaucoup, quoiqu'ils aient plus de droits.

Vous allez me trouver achalant, mais je ne peux pas m'empêcher de penser à l'ancienne constitution. Ça y ressemble tellement, ça n'est pas croyable. Les professeurs, ça serait les Anglais qui avaient plus de droits, mais qui n'étaient pas mieux sans gouvernement responsable. Les élèves, ça serait les Québécois et puis, justement, les Québécois, il y en a qui sont vraiment soumis, ce n'est pas croyable, votez non au référendum et puis après, ils nous envoient de la «marde». Non, je suis désolé, mais nous faire des belles promesses, c'est du socialisme, ils disent. On va être socialiste une fois qu'on va avoir voté non au référendum. Non, je n'accepte pas ça.

Et puis là, je vais être bien content quand vous allez faire un nouveau colloque, la prochaine fois que le lieutenant-gouverneur va dissoudre la Chambre. Mais tous les jeunes qui sont réunis ici, je veux être sûr que vous pouvez vous réunir à Alma, dans le prochain colloque, où on va pouvoir parler

et puis on va pouvoir se réunir autour d'une table et puis parler entre nous plutôt que d'entendre le reste du monde parler à notre place.

Marc Leclerc

Je suis de la Polyvalente Lucien-Pagé à Montréal

Madame Gagnon, je trouve intéressant tous les points que vous avez soulevés. Ç'a été assez «résumatif». Le premier point dont j'aimerais discuter, c'est une lacune actuelle: la question de la représentativité, je parlerais plutôt au niveau secondaire.

Il a été question d'une grève l'année passée, les grèves des enseignants. Moi, je trouve vraiment aberrant qu'il n'y ait aucune considération au point de vue des élèves. À mon point de vue, il n'y a pas eu d'échec, mais la grève — nous, la grève, on a eu deux semaines de grève de plus qu'au niveau de la province. On a eu la grève avec la CECM et puis je trouve dommage qu'il n'y ait eu aucune prise de position de la part des enseignants face aux conséquences que ça pouvait apporter aux étudiants d'avoir à subir une grève comme ça.

Je pense qu'il serait intéressant d'avoir notre mot à dire dans des situations semblables. Ça pourrait éviter des situations qui sont plus ou moins choquantes.

Comme deuxième point, une question qui n'a pas été abordée à l'atelier numéro 1, la question de règlements.

Moi, à l'École Lucien-Pagé, il y a 60% des étudiants qui sont du premier cycle, c'est-à-dire secondaire I et II. Ça se situe à peu près à l'âge de 12, 13 ans.

La direction, au début de septembre, a pris la position suivante: c'est que tous les services au secondaire — c'est-à-dire au deuxième cycle, secondaire III, IV et V, seraient réduits, parce que la majorité est de secondaire I et II.

Nous, on a eu une réduction de services. On a eu toutes sortes d'embêtements, face à la situation des secondaire I et II et puis on a essayé d'apporter des changements à ça. On s'est plaint. On a essayé de rencontrer les membres de la direction. Et puis, finalement, on nous a dit qu'on ne pouvait rien faire.

Le troisième point que je voudrais soulever, il en a été question tantôt, des profs qui changent de «bio» pour s'en aller en géographie, je suppose.

Moi, ma tante est enseignante dans les Laurentides. Elle était prof de mathématique et puis, un moment donné, sous la décision de la Commission scolaire, elle s'est trouvée professeur de musique. Je ne sais pas, mais les mathématiques et puis la musique, ça ne se ressemble pas tellement.

Durant l'année, nous, on a eu un professeur d'histoire vraiment exemplaire et puis, dernièrement, au mois de février, le professeur titulaire du poste qui était tombé malade, un congé-maladie d'un an et demi. La Commission, pour que le professeur ne perde pas son poste, l'a obligé à revenir maintenant. C'était une femme vraiment dépressive. Ce n'est peut-être pas de notre faute, mais ce n'est pas de la faute non plus du professeur, mais c'est encore là une décision qui a été prise au niveau de la Commission scolaire. On a été voir la direction, il y a eu des pétitions de signées. Encore là, il a fallu que le professeur lui-même se sente incapable de continuer pour que l'ancien professeur — imaginez-vous le professeur d'histoire qui avait quand même 15 ans d'ancienneté — qui s'est retrouvé avec un poste de suppléance. Ça, je trouve ça pas mal — vraiment choquant comme décision, peut-être une décision enfantine.

En conclusion, brièvement, ce que j'ai retenu du colloque, je crois qu'il va être intéressant, dans chaque polyvalente — il s'agit de le faire — de se bâtir des comités d'entraide, des colloques pour essayer de mieux se comprendre entre toutes les différentes parties et puis, à ce moment-là, il pourrait découler des avantages un petit peu mieux qu'un colloque provincial comme c'est le cas présentement.

André Querry
UQUAM, histoire

Premièrement, je trouve ça bizarre un peu de voir madame Lysiane Gagnon être la «rapporteure» de «Vivre à l'école», et tout ça, quand je me souviens un petit peu du mois de décembre 1978, les écrits qu'il y avait sur la lutte des prêts et bourses, comme quoi c'était une lutte un peu corporative et autres. Je me souviens, là, c'est la Presse du 5 décembre 1978, sous un reportage du Conseil national du Parti québécois, à ce que je me souvienne. J'ai bien de la mémoire. Je fais une analogie comme quoi je trouve ça bizarre.

Entre autres, un petit document qui a été distribué, là, et qui sert de publicité, on parle que: «*Après de longues années passées dans un isolement relatif, les étudiants québécois semblent vouloir retrouver le sens de l'action commune et commencent à réclamer des droits.*»

Je m'excuse, ça fait 6 ans qu'on fait ça. Ça ne fait pas 6 mois. Il y a eu la lutte des prêts et bourses en 1974. Il y a eu la création de l'ANEQ après ça, en 1975, au mois de mars. Après ça, il y a eu, en 1978 un paquet d'actions. Il y a eu 100 000 étudiants en grève durant un mois en 1978. Pourtant, il me semble que le mouvement étudiant, il existait, il réclamait des droits, il réclamait des changements.

Bien, ç'a été quoi les réponses qu'on a eues du ministère de l'Éducation, des journaux, des éditoriaux de Lise Bissonnette, aussi, des choses du genre. On nous disait, on nous criait comme quoi on était corporatif, qu'on n'avait pas le droit d'exiger ces droits-là.

Et puis là, on vient nous dire, aujourd'hui, que ça ne fait rien que quelques mois qu'on commence à réclamer des droits. Je trouve ça un peu bizarre. Je voulais souligner juste comme quoi que les mouvements étudiants organisés, ils existent depuis plus longtemps que six mois. Première chose.

Deuxième chose, il y a beaucoup dans les interventions, aussi, une certaine confusion entre les intérêts des professeurs, des étudiants.

Je pense que c'est vrai que dans la polyvalente, souvent, les rapports de dominants, dominés pour employer ce terme, sont souvent entre professeurs et étudiants. Mais je pense que c'est quand même une erreur d'analyse de la situation. On parle beaucoup, entre autres, des grèves, que les étudiants, effectivement, objectivement, ont subi les grèves, comme à l'UQUAM, là, la semaine prochaine, on va subir la grève du SPUQ (Syndicat des professeurs de l'université du Québec). Effectivement, on les subit mais c'est la faute de qui? Il faudrait voir qui est responsable.

Quand les professeurs font une grève, il faudrait regarder c'est quoi les revendications qu'ils amènent et puis aussi, est-ce qu'ils sont obligés de faire une grève et pourquoi qu'ils font une grève? Est-ce que c'est vraiment pour nuire aux étudiants ou, au contraire, pour défendre leurs droits, en tant que professeurs et, deuxièmement, les droits des étudiants, en réclamant, justement, et puis en luttant contre les coupures de budgets et puis les coupures de postes.

Parce que tous les exemples qu'on sort, effectivement, un professeur d'éducation physique quand, moi, j'étais au secondaire, c'est lui qui m'enseignait l'anglais. Éducation physique — anglais, peut-être qu'on pourrait faire un parallèle, mais c'est dû à quoi ce transfert-là, si ce n'est pas dû justement aux coupures de budgets?

Justement l'administration des commissions scolaires est obligée de recycler les différents professeurs pour s'adapter à la situation. Je pense qu'il faudrait arrêter de taper sur les professeurs et puis regarder vraiment c'est qui le responsable et puis je ne suis pas sûr que ce sont les profs, les responsables, mais beaucoup plus le ministère de l'Éducation et puis aussi certaines commissions scolaires.

Benoit Robert

Je me présente: Benoit Robert, étudiant en secondaire V à la Polyvalente du Mont-Bruno.

Disons qu'à écouter tout le monde depuis ce matin, je me suis rendu compte d'une

chose: on met beaucoup de choses sur le dos des professeurs et des étudiants.

Madame Gagnon, je crois — c'est madame Gagnon qui a dit, tout à l'heure, qu'on refusait souvent des locaux dans les écoles, des locaux aux étudiants pour leur permettre, disons, de se détendre le midi.

À la polyvalente où je suis, moi, on a accordé des locaux aux étudiants, le midi. La cafétéria; il y en a deux cafétérias, elles sont toutes les deux très bruyantes. Alors, les étudiants se sont dit: «On va aller chercher des locaux». On leur a donné des locaux. Qu'est-ce qu'ils en ont fait de ces locaux-là? On se retrouve qu'on a une «café» étudiante avec de la musique rock à la journée longue, c'est deux fois plus bruyant que la cafétéria.

On nous a donné aussi, disons, les gymnases, mais le problème avec les gymnases, c'est que c'est une minorité qui s'en sert.

Et puis moi-même, je suis dans le journal étudiant, enfin, j'ai la paix au local du journal étudiant, j'ai la paix, c'est relatif. On essaye de travailler, mais il y a tout le temps une vingtaine d'amis derrière nous autres qui n'ont pas d'articles à écrire, ils parlent, eux autres et puis ils parlent et puis il n'y a pas moyen de les mettre à la porte, c'est absolument impossible.

Ça, c'est la première chose que j'ai à dire.

La deuxième chose, c'est que les professeurs tentent d'organiser des activités à notre école, en collaboration avec le conseil étudiant, ce ne sont pas les professeurs qui manquent pour organiser des activités, c'est plutôt les étudiants qui devraient y participer, mais qui n'y participent pas. Il y a deux activités de suite qui viennent d'être abandonnées à la polyvalente, justement à cause d'un manque de participation des étudiants.

À ce moment-là, moi je me demande d'où il vient le problème. C'est-tu vraiment des professeurs ou des étudiants eux-mêmes qui ne participent pas à ces choses-là?

Comme encore ce matin, il y avait des chômeurs, — je ne suis pas contre les chômeurs, excusez-moi — qui protestaient contre le fait qu'ils n'avaient pas d'emplois. Justement, je suis allé manger en dehors du complexe Desjardins, ce midi, je me suis fait offrir un emploi dans un restaurant comme «boss boy». C'est tout à fait hors du sujet, mais s'il y en a qui veulent y aller, c'est en haut du salaire minimum.

Jacques Fortier

Je me présente: Jacques Fortier, atelier 1.

Premièrement, c'est que, depuis tout à l'heure, le monde se «garroche» la balle et puis disons que c'est un assez grand ensemble qu'on a ici. Et puis un des problèmes majeurs, c'est qu'on dit que les étudiants sont la masse de l'avenir, qu'ils doivent s'orienter pour prendre une place et puis qu'ils doivent développer une certaine autonomie.

Bien, ça, la seule place où ils peuvent développer ça, c'est dans une école, une école où ils seraient supposés développer eux autres mêmes leur milieu de vie et puis de s'autogérer eux autres mêmes.

Et puis, pourtant, c'est complètement le contraire qu'on retrouve dans les écoles.

Et puis pour ça, tout à l'heure, on a dit que c'étaient peut-être les étudiants qui n'étaient pas assez matures, qui ne prenaient pas assez ça en main. D'autres, ont dit que c'étaient encore des syndicats ou des professeurs.

Bien moi, je relancerais ça plutôt sur ce que j'ai vécu, sur le comité de gestion des écoles ou encore les directeurs, parce que, premièrement, bien souvent, les étudiants, face à ça, ils voient une incompétence et puis, bien souvent, de la corruption. C'est peut-être un peu dur à dire, là, mais ça existe dans le système actuel: la corruption face aux directeurs.

Comme, premièrement, des gens qui essayent de partir des pétitions pour avoir des locaux parce qu'il n'y en a pas de locaux à cause que l'école est surpeuplée. Ça fait qu'ils essayent d'avoir des locaux. Ils signent des pétitions et puis ils se font

mettre dehors. Et puis là, l'étudiant, ça lui prend jusqu'à des avocats pour rentrer dans son école et puis il faut qu'il se débatte et puis, après ça, il y a des dépliants passés aux professeurs qui disent: cet étudiant-là, faites-moi des rapports sur son comportement pour qu'on puisse le «re-fouter» dehors au plus vite.

C'est ça qui arrive dans des écoles ou encore un journal étudiant que des étudiants essayent de former et puis à la place d'avoir de l'aide de la direction, qu'ils seraient supposés avoir, parce que, quand même, les étudiants on ne peut pas tout savoir, même si on est dans notre grosse crise d'adolescence, c'est qu'on essaye de former des journaux, et puis là, la direction dit: «Passez-nous le, parce qu'il faut qu'on voit ce qu'il a l'air, votre journal». Bien, à la fin, il est tellement censuré que ce n'est plus notre journal, c'est le journal de la direction.

Il y a un paquet d'autres exemples comme ça et puis on devrait peut-être penser, premièrement et avant tout, c'est que, dans les écoles, il nous faut des lois concrètes si on veut arriver à quelque chose, ce n'est pas des débats comme ça qui vont arriver à venir à quelque chose. C'est beau si on parle comme ça, mais comme bien du monde ont dit tout à l'heure: si ces documents-là restent sur les tablettes, on ne fera pas grand chose avec ça. Ce que je demanderais, c'est qu'à la fin de ce colloque-là, il se passe de quoi de concret.

Jean-Pierre Brun

Étudiant à l'UQUAM et journaliste-étudiant. Vous allez comprendre.

On parle — madame Gagnon a parlé, dans son rapport d'atelier, un peu, mais vraiment je pense qu'elle a effleuré le côté de liberté d'expression dans les institutions, que ce soit au niveau secondaire, cégep, universitaire.

Du côté des secondaires, ç'a vraiment l'air — ils ont vraiment l'air de souffrir beaucoup de ça, donc, que ce soit d'avoir des papiers pour aller aux toilettes, puis telle porte qui est barrée, tu n'as pas le droit d'entrer là, et cetera, et cetera.

Ce n'est pas le seul exemple, ça. Je voudrais soulever un exemple qui s'est passé à la polyvalente Sainte-Agathe-des-Monts. Je pense que les gens ont dû en entendre parler dans les journaux, c'est le journal «Le Pieu». C'est un journal étudiant, bon, qui a été fait par deux, trois étudiants où ils soulevaient là-dedans des problèmes de portes d'incendie qui étaient fermées à clef, qu'il n'y avait pas moyen de sortir si jamais il y avait le feu dans l'école. Ensuite qu'à la cafétéria, la bouffe était dégueulasse et puis un paquet de choses comme ça.

Le premier journal qui est sorti, il a été censuré par la direction. Par la suite, la direction a demandé aux étudiants qui avaient fait le journal que s'ils voulaient revenir dans l'institution, qu'ils n'avaient pas le droit de faire d'autre journal.

Et puis, en plus de ça, ils avaient fait un chandail où c'était marqué: «Le Pieu», dessus, et puis qu'ils n'avaient pas le droit de porter le chandail, parce que ça devait être un élément subversif.

Bien, les étudiants n'ont pas accepté ces règlements-là, ils les ont foutus dehors. Et puis les étudiants ont été obligés d'aller en Cour pour régler cette affaire-là, pour avoir le droit de s'exprimer et puis d'être éduqués, ils sont obligés d'aller en Cour. Il me semble que le ministère, il prône que les étudiants soient éduqués, bien, ce n'est pas le cas, je pense.

On se rend compte de plus en plus, que les directions d'écoles secondaires, ça me fait penser à certains pays: quand tu n'as pas la ligne du parti, tu n'as pas le droit de parler, ça me fait penser à ça.

Je voudrais juste vous dire, aussi, les étudiants du secondaire: faites-vous en pas, vous ne serez plus tout seuls, bientôt, maintenant il y a les universités et puis les cégeps qui vont venir vous rejoindre, parce qu'il y a de plus en plus de règlements qui sont passés dans ces écoles-là. Comme à l'université McGill où ils n'ont pas le droit de manifester. Ils n'auront pas le droit de faire des manifestations. Ils n'auront pas le droit de crier des slogans qui peuvent inciter les jeunes à participer à des manifestations, des choses comme ça. Ça, c'est la liberté d'expression qu'on ne permet pas aux gens d'avoir.

Le ministère, il dit qu'il est pour ça, la liberté d'expression, mais qu'il fasse quelque chose pour que ces règlements-là ne passent pas, parce que, si ça continue comme ça, moi, je pense qu'on va devenir dans une société ou dans un système d'éducation où les jeunes, la seule affaire qu'ils vont pouvoir faire, c'est se faire enseigner des affaires et puis se fermer la gueule.

Hervé Perreault

de la Polyvalente Benoit-Vachon, Sainte-Marie

Moi, c'est une remarque que je fais: c'est que sur les commissions, on prend le CSE, le Conseil supérieur de l'éducation. On prend aussi l'exemple de la consultation qu'il y a eu sur le Livre orange pour l'éducation. C'est deux exemples. Ça, c'est pour les élèves. On a fait une consultation pour les élèves, pour améliorer le système d'éducation.

Mais sur le Conseil supérieur de l'éducation, il n'y a aucun étudiant qui siège sur le Conseil. Et puis il y a aussi sur la consultation qu'il y a eu sur le Livre orange, aucun étudiant n'a été consulté, à ma connaissance.

Je me pose la question: comment ça, on veut améliorer l'éducation pour les étudiants mais on ne s'occupe pas des étudiants? On met les étudiants à part. On consulte les parents, les professeurs, les directeurs, eux autres ils ont la parole, mais les étudiants, eux autres, ça ne vaut pas la peine de les écouter, d'après ce que je peux en conclure.

Mais il y a aussi un autre fait. Moi, je dis que si les directeurs et les directions d'écoles descendaient de leur trône pour venir au niveau des étudiants, venir parler avec eux autres, les écouter, je pense que ça améliorerait beaucoup les relations étudiants-directeurs, parce que je pense qu'un étudiant qui sait qu'il va être écouté, même si ce n'est pas appliqué à la lettre, je pense qu'il se sent utile, ses responsabilités sont accrues de beaucoup. Ses responsabilités, ce n'est plus une responsabilité d'aller aux cours, de passer les examens, ça devient la responsabilité d'un être humain. Je pense que ça, c'est important dans l'école.

Chantal Fortier

UQUAM.

Très brièvement, moi aussi j'avais des critiques à exprimer à madame Gagnon pour la description de l'atelier. Pour moi, ç'a été décevant parce que ç'a été très descriptif. On s'est plutôt attardé au contenant qu'au contenu qui, parfois, était très important.

Je voudrais revenir sur un point par rapport à l'analyse que, nous, les universitaires, on pourrait peut-être faire de la syndicalisation des profs avec un discours beaucoup plus syndical et idéologique.

Je pense que c'est explicable, parce que nous, on va aller discuter avec les administrateurs. Donc, on n'est pas face à un seul intervenant qui est le professeur, qui a à ramasser toutes les frustrations des étudiants et puis ça, je pense que c'est ça qui peut finalement nuancer la position, des fois, des gens aux études supérieures par rapport à la syndicalisation des profs qui n'est pas une mauvaise chose en soi, même s'il y a beaucoup de choses qui ont été exprimées contre les profs à l'intérieur de l'atelier.

Je voulais souligner une chose: par rapport à l'intervention de la fille de Sept-Îles, bon. Moi, je pense qu'il y a une dichotomie très importante entre certains discours, c'est-à-dire qu'on nous dit de participer, de s'organiser. Mais qu'est-ce qui arrive à ce moment-là?

Je vais prendre le terme répression, même si ça fait sauter et puis ç'a l'air gauchiste, mais je viens de l'UQUAM, c'est explicable, n'est-ce pas?

C'est que cette répression-là, quand elle nous tombe dessus, quand on s'organise et puis que les flics viennent taper sur nous autres, comme dans une polyvalente, comme on l'a eu à l'UQUAM, plusieurs fois, j'aimerais ça qu'il existe un règlement qui soit envoyé aux administrateurs, c'est que le ministère de l'Éducation pourrait bien dire que les forces policières n'ont pas le droit de pénétrer sur aucun terrain d'école pour

taper sur les étudiants et les étudiantes. Je pense que c'est dégueulasse.

Je veux dire, moi, je ne savais pas que ç'avait existé, cette situation-là. Mais je pense que ce sont des choses qu'il faut vraiment dénoncer, parce que, je veux dire, ça va vraiment à l'encontre de ce qu'on veut faire, parce qu'on sait que nos droits, on ne peut pas les faire respecter autrement qu'en manifestant, des fois, qu'en se battant avec des mots.

Et puis quand on occupe, ce qui n'est quand même pas de la violence, parce qu'on a passé mai '68 au Québec, bien, je veux dire: qu'est-ce qui arrive? Ce sont les flics qui nous tombent dessus. Ça, je pense que c'est une attitude vraiment pas correcte.

Juste pour revenir brièvement sur la reconnaissance des associations, faire un petit parallèle avec l'entreprise. Je pense que ce qui a été souligné ce matin, c'est qu'il fallait s'organiser, mais comment? C'est collectivement. Et puis, souvent, je pense qu'on a mis beaucoup trop l'accent, en tout cas, entre autres, monsieur Gilbert, il parlait beaucoup des valeurs individuelles et puis il fallait réfléchir sur des choses comme ça.

Je suis tout à fait d'accord. Je pense que c'est à partir de réflexions qu'on arrive à quelque chose. Mais je pense que, collectivement, autant les travailleurs que les étudiants, on va arriver vraiment à s'organiser et puis à obtenir les droits auxquels on a droit.

Micheline Jourdain

de la Centrale de
l'enseignement du Québec

Monsieur le président, j'aimerais intervenir sur deux volets qui touchent à la fois le premier bloc de cet après-midi et le deuxième bloc, sur l'interpellation qu'on fait au mouvement syndical par rapport aux conventions collectives.

Je pense qu'on peut, évidemment, ne faire que constater que les luttes, certaines revendications et certains conflits ont des effets sur les étudiants. Mais on oublie trop souvent de mentionner, en même temps, que les luttes — rappelons-nous les vingt dernières années — que les luttes menées par le mouvement syndical enseignant ont fait progresser le système d'enseignement.

Rappelons la lutte contre les normes en 1966, contre les normes imposées par le ministère de l'Éducation. Rappelons les demandes faites lors de la première négociation provinciale pour l'établissement de ratios qui permettraient aux étudiants de se retrouver dans des classes travaillables.

Rappelons aussi les derniers mois de lutte que la Centrale a faite, concernant les coupures, coupures que beaucoup de gens, dans notre milieu, ont commencé à identifier et à interroger, ces derniers mois. Je pense qu'il faut signaler ça aussi.

Sur la question du rapport du mouvement syndical des travailleurs qui oeuvrent à différents niveaux de l'éducation, en particulier au niveau secondaire, je pense que c'est justement le fait de l'inexistence de vie étudiante structurée qui ne permet pas de créer, entre les travailleurs de l'éducation, des lieux de jonction pour pouvoir améliorer les situations dans l'école.

Rappelons l'expérience qui existe au niveau universitaire et au niveau collégial. Je pense qu'il existe davantage de mouvements syndicaux structurés, d'associations étudiantes structurées à ces niveaux-là. Et je pense qu'il y a, depuis plusieurs années, des échanges qui ont été fructueux et qui se sont entrepris à ce niveau-là.

En deuxième lieu, je pense qu'il y a un constat que beaucoup d'entre nous ont fait, soit au niveau des ateliers ou soit au niveau de l'intervention des rapporteurs qui ont introduit les deux blocs que nous venons de faire, c'est le constat que les rapports sociaux, dans l'école, sont identiques aux rapports observables dans la société.

Évidemment, l'enseignant qui est le dernier de la ligne, il a peut-être une image plus négative par rapport à l'étudiant, puisqu'il est en contact direct, quotidien avec l'étudiant. Mais je pense qu'il faut interroger d'autres éléments dans la structure de l'éducation.

Et là-dessus, j'aimerais juste introduire, peut-être, une intervention qu'on pourra faire

dans le bloc qui suivra, sur le fait que la Centrale a interrogé ces rapports sociaux, a questionné l'école et tente, par le biais de ces moyens, d'introduire des changements dans l'école, dans le sens de monsieur Frenette, ce matin — tantôt, qui indiquait qu'il faudrait davantage susciter dans l'école des situations qui permettent de faire prendre conscience aux étudiants des réalités sociales auxquelles ils sont confrontés et des problèmes sociaux qu'ils retrouveront dans le milieu de l'entreprise.

C'est ça le discours de la Centrale. C'est ça les efforts de la Centrale depuis maintenant un bon nombre d'années.

Sonia L'Heureux

de la Polyvalente Saint-Jérôme

Mon intervention s'adresse surtout aux étudiants qui sont plus nombreux que je l'aurais prévu. Depuis le début, on a surtout des points négatifs.

Moi, j'ai une petite remarque, je crois, positive, à amener aux étudiants: il me semble qu'ils veulent la lune. On dit bien des belles choses, mais ils en demandent un peu trop, je trouve.

Comme je le disais, je viens de la polyvalente Saint-Jérôme et puis là-bas, moi, je vis des bonnes relations. C'est sûr que, quelquefois, on a des petits accrocs, ça arrive partout, mais on a quand même de vraies bonnes relations et puis ça, ce n'est pas venu tout seul.

Depuis trois ans, les conseils étudiants travaillent activement. C'est sûr que ceux qu'on a eus avant, c'est un petit peu broche à foin, mais, maintenant, on travaille activement.

Et puis, comment est-ce qu'on arrive à avoir des bonnes relations? Ce n'est pas en faisant des grands discours longs de même. C'est en donnant des exemples frappants et puis choquants de ce qui se passe dans l'école, ce qu'on vit, nous autres, là, on est capable d'aller à des choses.

J'ai vécu l'expérience, elle a été concluante, on en a fait bouger des choses et puis je suis certaine que n'importe qui, ici, est prêt à encourager des personnes qui vont dire des choses constructives et puis frappantes, mais constructives, surtout, et puis c'est comme ça, moi, je crois, qu'on va réussir à avoir des bonnes relations, que ce soit dans n'importe quel milieu.

Jacques Beaupré

de l'Université Laval

J'aimerais d'abord constater une chose qui est assez étrange: c'est que, finalement, pour un colloque qui se veut réunir le plus possible de jeunes et d'étudiants, le fait de le tenir un lundi, je pense que ça complique les choses.

On aurait pu le dire dès le début, là, mais je pense que — en tout cas, j'ai l'impression que si la date du lundi a été choisie, ça aide plus les gens qui travaillent et puis à qui ça ne fait pas une surcharge de plus la fin de semaine, une journée de plus à venir à un colloque. Mais pour les étudiants, c'est bien de valeur, mais on en connaît une couple qui ne peuvent pas venir parce que c'est lundi, ils ont des cours. Et puis j'en ai d'ailleurs, à Laval. Croyez-moi je serai en retard ce soir.

Sur ce, c'est un petit peu encore sur les relations étudiantes et l'administration. Je pense qu'il faudrait se rendre compte que, à l'heure actuelle, il y a un certain tournant qui se pratique. On a admis et je pense qu'on a dû se rendre compte que, dans les secondaires, c'est un régime autoritaire comme on ne fait plus, c'est systématique ou à peu près.

Au niveau du collégial et de l'université, on assiste à un changement, alors que, tour à tour, on ne reconnaît pas, on ne finance pas certaines associations, on refuse la représentativité d'autres associations, d'interlocuteurs qu'on met en doute la représentativité des votes pris en assemblée générale et si on calcule qu'ils sont cent fois supérieurs à tous les votes pris dans à peu près tous les processus électoraux du Québec — pensons aux élections scolaires entre autres — si on appliquait les mêmes règles de démocratie au mouvement étudiant qu'on applique aux commissions scolaires, aux élections provinciales et fédérales, il n'y aurait plus

grand députés. Ça, je pense qu'il faut vraiment en tenir compte, c'est sérieux.

Il me semble qu'il y a une certaine dichotomie. Il y a encore la dichotomie de l'étudiant qu'on ne considère pas comme adulte, il n'est pas capable de se prendre en charge. Il est assez vieux pour qu'on le forme comme technicien et puis quand il a fini son cégep, au bout de trois ans, qu'on le considère assez vieux pour travailler sur de l'informatique, une machine qui vaut des centaines de milliers de dollars ou des dizaines de milliers, je ne sais plus, mais on ne le considère pas assez vieux, par exemple, pour décider en assemblée générale ce qui lui importe.

Je voulais en arriver justement sur le fait qu'après tous ces processus-là, on assiste actuellement à un processus juridique. Ce ne sont plus toutes ces anciennes conceptions-là qu'on attaque, face aux étudiants. Là, c'est de la prison. C'est des injonctions. C'est de la matraque. Ça s'en vient de plus en plus fréquent.

Je pense qu'il va falloir, finalement, faire un choix: ou bien on va essayer de changer des choses et puis reconnaître les gens comme ils sont, capables de se débrouiller tout seuls, ou bien, à un moment donné, est-ce que les syndicats, les administrations et les associations étudiantes vont jouer le jeu à tour de rôle, du recours au judiciaire pour régler les conflits?

Moi, ça ne me fait rien. Moi, je serais prêt à l'embarquer mais si ça s'embarque, ça va être bien long. Bien long, parce que je pense qu'il n'y a personne qui va lâcher là-dedans.

Sur ce, un dernier petit élément — je ne serai pas le dernier — concernant les articles qui sont écrits sur le mouvement étudiant, genre rapatriement... madame Gagnon, également, encore — sur la presse étudiante du Québec où, semble-t-il, il n'y a que trois journaux étudiants dans la province qui fonctionnent, qui sont bons et puis les autres, c'est quasi-inexistant.

Je pense que ça aussi, il y a un problème là-dessus. Il y a une génération qui semble avoir manqué l'évolution du mouvement et puis vouloir mettre sur le dos du mouvement étudiant des fautes qui sont redevables à l'ensemble de la société, qui sont redevables à une conjoncture des années '70 et qui sont redevables également aux gens qui étaient là en 1970 et puis qui ont saboté l'UJEQ.

Jean Pellerin

Je suis du journal communautaire «Liaison Saint-Louis» qui est un journal complètement autogéré en très grande majorité par des jeunes, justement, entre 15 et 30 ans.

À mon sens, l'école doit encourager les jeunes à s'exprimer, surtout lorsqu'ils veulent s'exprimer sur leurs problèmes. Et puis aussi, l'école devrait, à ce moment-là, leur apprendre à s'exprimer par l'entremise des médias, par exemple, en écrivant dans les tribunes libres des journaux.

Dans ce sens-là, aussi, on devrait apprendre aux jeunes à mettre sur pied, dans leur région, un journal ou une radio communautaire qu'ils pourraient vraiment contrôler eux-mêmes. Le jeune pourrait alors s'impliquer dans sa région, s'impliquer socialement dans sa région et pourrait aussi apprendre des attitudes sûrement plus réalistes et moins naïves, face au monde du travail.

Et puis, surtout, c'est que la mise sur pied par les jeunes de médias communautaires, aurait surtout l'avantage d'unir les jeunes que la société actuelle — il faut bien le reconnaître — maintient divisés pour régner.

Les étudiants, les jeunes travailleurs et puis les jeunes chômeurs auraient à ce moment-là un moyen pour exercer leur liberté de se faire entendre. Ils ont droit à la parole. Ils veulent un moyen. Je pense que ça pourrait en être un.

Simon Piot

Simon Piot, secondaire V, Horizon-Jeunesse. J'étais dans l'atelier 1.

Les directeurs, depuis que je suis en secondaire I, ils me disent: «Ah, les étudiants, tu leur donnes ça, et puis à la fin, ça prend ça».

Bien, nous autres, c'est la même chose de notre côté. Si tu demandes ça à un directeur, il te donne ça. Il faut que tu demandes la lune, sans ça, tu n'as rien. Si tu demandes une paire de souliers, ils vont t'en donner un seulement, un soulier.

Et puis, tout à l'heure, madame Gagnon, je pense, en tout cas, la personne qui a parlé de l'atelier 1, a soulevé le point du choix des professeurs.

Aussi, j'aimerais que ce soit des professeurs, là, s'il y a lieu, à un moment donné, j'espérerais qu'ils soient plus respectés que nos choix de cours, parce qu'une anecdote, là-dessus, c'est que moi j'ai fait mon choix de cours en secondaire II. On avait le choix, dans le secteur général entre «bio» et puis «chimie». Moi, j'ai choisi «bio», ça me tentait de faire de la Bio, je m'en allais en médecine — ça me tentait de m'en aller en médecine.

Et puis, l'été, quand j'ai reçu mon choix de cours chez-nous, ils m'ont mis dans chimie. Ma mère a appelé. Ils lui ont donné comme raison, il dit: «Votre fils est bien trop fort pour s'en aller en «bio», madame, il faudrait qu'il s'en aille en «chimie».

Si, ça, c'est un choix de cours, là, j'appelle — j'espère, en tout cas, que le choix des profs, j'espère qu'il soit mis et puis s'il est mis, qu'il soit plus respecté que les choix de cours qu'on a en ce moment.

Serge Labonté

Serge Labonté, conseiller d'orientation, atelier 4.

Moi, je veux reprendre peut-être la remarque de Lysiane Gagnon, au début, qui disait que les étudiants à son atelier ont parlé beaucoup des préoccupations quotidiennes.

Je voudrais dire d'abord que c'est dans la nature humaine que de parler de ce qui nous préoccupe quotidiennement. À ce titre-là, je voudrais faire deux suggestions.

D'abord, je ne dis pas que Critère a manqué son coup, en intitulant «La jeunesse et le travail — Les jeunes et le travail», mais je crois qu'ils auraient pu scinder leur titre ou faire deux étapes. Ils auraient pu parler de «Les étudiants et l'école» et «Les jeunes travailleurs et le travail», il me semble que ç'aurait été plus significatif. On aurait pu avoir des jeunes travailleurs qui, vraiment, vivent des choses difficiles dans leurs premières années de travail et qui auraient pu parler de leurs préoccupations du travail.

Je pense qu'on fonctionne comme adultes. Tout est «dichomisé»: les jeunes, le travail, mais au fond, là, ce que je remarque, c'est qu'on revient à discuter de la majorité des préoccupations des gens. Les gens, ici, ce sont des jeunes, des étudiants et non pas des travailleurs.

Or, je croirais — je serais porté à dire que c'est d'abord le titre qui pourrait s'intituler encore: «Les jeunes étudiants et l'école».

C'est tout simplement ma remarque.

Guy Gagnon

Étudiant à la Polyvalente Kénogami, à Jonquière.

Je voudrais soulever un nouveau point, je pense sur la participation des étudiants, au secondaire.

Il y a des problèmes d'encadrement, disons, ils encadrent les étudiants du secondaire I à V dans des polyvalentes. Dans ces polyvalentes-là, il existe des métiers, disons, comme le secrétariat, que des filles environ de 18 à 25 ans qui sont prêtes à embarquer sur le marché du travail.

Ensuite de ça, la participation est très difficile à se faire à cause que les étudiants qui sont au secrétariat ne veulent pas s'impliquer dans la vie de l'école, parce qu'il y a des secondaires I dans l'école, parce que, pour des personnes, je pense, qui s'en vont directement sur le marché du travail, après, des personnes de 24 ans, participer à des activités sociales ou sportives avec des étudiants de secondaire I, je pense que ça ne rentre pas tellement dans l'encadrement. C'est pour ça que, je pense, ça peut être un problème administratif aussi d'encadrer tous les étudiants dans la même école, mais, disons que c'est illogique.

Ensuite, j'ai fait un sondage sur les relations profs-étudiants, et puis surtout les étudiants à qui j'ai posé les questions, comment ils trouvaient les relations professeurs-étudiants, ainsi que des professeurs. Les étudiants que j'ai interrogés disaient que les relations étaient froides, qu'ils ne voyaient pas la direction, que c'était un autre monde et puis que c'était mort. Et puis même au niveau des professeurs.

Mais quand j'allais voir les professeurs, c'était exactement la même chose.

Donc, j'aurais peut-être noté ce qu'un professeur, un étudiant disent et puis ça serait complètement la même chose, les deux.

Donc, j'en suis venu à la conclusion que la chose qui manque, c'est la communication au niveau des étudiants et puis des professeurs. Je pense que c'est un problème, que ça fait des années qu'il existe dans les polyvalentes, que les étudiants ne veulent rien savoir des professeurs et puis les professeurs, eux autres, ils ne veulent pas s'impliquer dans la vie des étudiants, parce qu'ils pensent que les étudiants ne veulent rien savoir des professeurs.

Ensuite de ça, il ya un problème administratif, c'est que — bien, disons que ça va être assez court, là.

À Jonquière, il existe deux polyvalentes qui sont distancées d'environ 1 000 pieds et puis la Polyvalente Kénogami était justifiée pour avoir seulement des secondaire V, avant. Son environnement physique était fait pour des secondaire V.

Donc, cette année, ils ont décidé de séparer le secondaire V, d'en envoyer une partie dans une polyvalente, l'autre partie dans une autre polyvalente. C'est un problème administratif et puis une étude a été faite par des conseillers en orientation que, par un taux d'étudiants de 150 étudiants de secondaire V dans une école, ils perdaient les options suivantes: comme ils enlevaient l'option musique à tous les étudiants. Ils enlevaient l'option géographie-histoire, tous les cours de rattrapage durant l'été.

Donc, il y a une question qui a été posée, je pense, par monsieur José Roy, ce matin, sur les problèmes administratifs et puis je pense que c'est l'étudiant, en fin de compte, qui va payer la note des problèmes administratifs, parce qu'il faudrait empêcher que le cégep — que le secondaire V devienne un trou commun pour tous les étudiants et puis que le cégep devienne un terrain de jeu d'exploration pour les étudiants.

Roger Plourde

Du Pavillon Camille-Lavoie, Alma, cours professionnel.

Moi, j'ai eu un petit problème avec mes professeurs et puis mon directeur.

On a fait un festival étudiant. Je ne sais pas si vous le savez, mais ça prend beaucoup de temps et puis beaucoup d'organisation. Ça fait que j'ai demandé à mon professeur de me donner des périodes libres, ça veut dire les cours les moins importants, c'est l'éducation physique. En tout cas, mon professeur a dit: «C'est correct, pas de problème prends tes périodes». Et puis le directeur a dit exactement la même chose. Le festival, ç'a pris 3 semaines. Ça veut dire que j'ai manqué 6 cours — ou 8 en tout cas, et puis quand le festival s'est terminé, on m'a dit: «Tu as trop pris de cours, on ne t'en avait pas donné».

Ça fait que là, moi, j'ai passé devant le directeur. Le directeur a dit à mon professeur, il dit: «Vous n'auriez pas dû donner tant de cours, il n'en avait pas besoin».

Là, c'est encore à moi à être concerné. Ça fait que là ils m'ont dit: «Soit que tu as tes cours ou bien que tu as un congé sans solde, pareil comme si je n'avais jamais été à mes cours. Et puis ça, je n'ai pas pris ça «pantoute». J'ai eu bien de la misère à venir au colloque, ici, en fin de semaine.

Juste pour montrer que quelqu'un qui veut se débrouiller, il est capable. Les problèmes, pas de problème là-dessus.

On a dit tout à l'heure que le secondaire — on a parlé des secondaires I et II, particulièrement. Bien, moi, je vais en reparler encore.

C'est que, nous autres, il s'est passé de quoi au Pavillon Camille-Lavoie. Je ne sais pas si c'est dans toutes les écoles à Alma:

on prend le professionnel, on le met dans des petites écoles. On prend les secondaires I et puis II, et puis on les met dans les pavillons et puis les campus. Ça fait que là, nous autres, le professionnel, il y a machinerie, il y a soudure, il y a électricité, on ne peut pas déménager ces locaux-là. Et puis, nous autres, on n'a seulement quatre cours dans une semaine académique. Ils nous prennent, ils nous déménagent dans une petite école et puis ils prennent les secondaire I et puis ils les mettent dans les grosses écoles. Ils disent que, nous autres, secondaires III, IV, V, on n'est pas une bonne publicité pour les secondaires I et II.

Je trouve ça vraiment injuste et puis je me demande pourquoi?

Sylvie Lapierre

Je suis de la Polyvalente La Magdaleine.

Tout à l'heure on a parlé des règlements qui étaient faits pour les têtes folles de secondaire III. Mais moi, je ne suis pas d'accord avec ça. C'est plutôt pour les délinquants, le vandalisme, et puis peut-être pour quelques vandales, mais tout le monde paye pour ça et puis ça, je ne suis pas d'accord.

On devrait faire confiance aux étudiants, ça serait peut-être une solution. Et puis, plus tard, en nous faisant confiance, on prend de l'assurance et puis, plus tard, pour le marché du travail, ça nous aide beaucoup.

Philippe Taillefer

Je suis de l'École Paul-Gérin-Lajoie, Outremont. Je voudrais préciser que je suis d'accord avec le dernier intervenant, je fais partie du secondaire III: il faut nous faire confiance.

Alors, tout à l'heure on a — je veux revenir un petit peu, parce que Simon m'a volé les mots de la bouche, le choix des professeurs, ç'a paru à tout le monde comme une grosse blague, Ah! Ah! Ah! C'est drôle, ils veulent choisir leurs profs.

Je pense qu'il faudrait peut-être y penser un peu, parce que, moi, dans la position où je me trouve, j'ai fait mes choix de cours cette année et puis, l'an prochain, je connais les matières que je vais avoir, mais je ne sais par quel prof je vais avoir. Je ne sais pas si en biologie, je vais me retrouver avec un prof de «math» ou des choses comme ça.

Ensuite, je voudrais souligner un point: le colloque, ici, en tout cas, pour ma part, ça m'a beaucoup encouragé. J'ai l'intention maintenant d'essayer de faire des changements dans mon école. Je remercie ceux qui ont dirigé ça, parce que moi, ça m'a encouragé et puis je suis certain que ç'en a encouragé d'autres dans la salle.

Ensuite, je vais dire les trois points que je pense qui ont été importants dans le colloque.

Il y a eu beaucoup d'«impersonnalisation» de l'école, les rapports froids entre les directeurs et les élèves, tout ça. Ensuite, le «bafouement» des conseils étudiants, ça, c'est quand il y en a un, parce que, des fois, il n'y en a pas. Et puis, troisièmement, la solidarité entre les étudiants.

Rapport de l'atelier 2
La formation et l'emploi, atelier 2

Lise Bissonnette
éditorialiste, Le Devoir

Je vais demander particulièrement aux étudiants qui sont si nombreux ici aujourd'hui, de prendre leur courage, parce que penser que c'est la dernière période de la journée et parce que ça va être un peu plus — peut-être un peu plus dur de revenir au thème même du colloque qui était centré sur le travail aussi et de la formation, mais c'est ce qu'on a fait dans l'atelier numéro 2; et, effectivement, c'est un atelier beaucoup moins homogène que l'atelier numéro 1 où il y avait tellement d'étudiants.

Chez moi, dans l'atelier numéro 2, il y avait de tout et pour une éditorialiste, ça va être un peu dur, j'ai l'impression qu'en faisant le rapport, je vais sombrer dans l'incohérence, parce qu'il y avait vraiment de toutes les tendances, moyennes, extrêmes et de toutes les autres sortes.

Il y avait donc des étudiants. Il y avait des jeunes travailleurs. Il y avait même des jeunes chômeurs. Il y avait des hommes d'affaires. Il y avait des enseignants. Et il y avait, en très grand nombre, des conseillers d'orientation. Et je profite de l'occasion, ici, pour dire qu'ils sont très souvent les mal-aimés du système, mais ça paraissait un peu, en fait, parce que, tant du côté de l'industrie, du milieu du travail lui-même, que du côté des étudiants, on leur met souvent sur le dos les problèmes qui se posent — d'ailleurs le thème central de cet atelier, celui de l'adéquation de la formation au milieu du travail. On trouve souvent que c'est parce que les conseillers d'orientation n'on pas expliqué adéquatement aux jeunes ce qui les attendait.

Moi, je trouve que c'est un reproche un peu — qui n'est certainement pas mérité, mais c'est évidemment facile de trouver des boucs émissaires dans cette situation-là.

Je voudrais commencer par une note optimiste en faisant le rapport de cet atelier. Il m'a semblé qu'on avait relégué aux oubliettes, un problème dont on avait un peu peur hier soir, c'est-à-dire que beaucoup de gens pensent ou semblent penser que les jeunes, s'ils ne travaillent pas ou s'ils sont si peu nombreux sur le marché du travail, c'est parce qu'ils sont paresseux ou chômeurs par choix.

Vous savez que, hier soir, il y a des gens qui nous ont dit: «Ah, c'est un préjugé répandu».

Eh bien, dans l'atelier de ce matin qui a été fréquenté par tant de gens, je pense que c'est une chose qu'on n'a absolument pas entendue. C'est peut-être parce qu'on est dans ce type de colloque et que les gens sont prudents parce qu'ils ne veulent pas se faire tomber dessus, évidemment, en racontant une chose pareille. Mais il me semble, que c'est plus profond que ça. D'après les interventions que j'ai entendus aujourd'hui, c'est qu'on a enfin compris la réalité importante, grave, du chômage des jeunes au Québec.

Il y a un intervenant ce matin qui le disait dans notre atelier: «Il y a quelques années, quand on parlait des jeunes, on s'intéressait beaucoup au problème des drogues. Un peu plus tard, on s'est intéressé à leur sexualité. Et voici maintenant qu'on parle de leur place sur le marché du travail».

Et il est vrai que dans la priorité de la réflexion sur les jeunes, maintenant, ce problème-là a enfin pris sa place et je pense que c'est surtout ça que ça reflète, le fait qu'on ne dise plus que les jeunes chôment parce qu'ils aiment ça, en fait, retirer de l'assurance-chômage et ne pas travailler.

Alors, s'il y a un acquis du type de réflexion qu'on fait aujourd'hui — parce que moi, ça me laisse un peu sceptique, je commence à trouver qu'on se répète beaucoup — s'il y a un acquis, en tout cas, c'est peut-être celui-là, c'est que, à force d'en parler du chômage des jeunes, de leurs problèmes avec le milieu du travail, au moins on a peut-être commencé à réussir à éliminer ce genre de cliché qu'on entendait à gauche et à droite.

Cela dit, je trouve que le débat d'aujourd'hui, celui d'hier, mais celui que j'ai connu en atelier ce matin, est resté un débat tout à fait classique. On est tout à fait loin des solutions pour trouver une adéquation acceptable entre la formation et le travail.

Et je vais procéder assez systématiquement, mais ce faisant, je vais certainement décevoir des gens qui étaient dans l'atelier, parce que, comme je vous ai dit, c'était très touffu.

Inadéquation: formation-travail

Sur le plan du diagnostic de ce qui se passe, pourquoi, en fait, le milieu du travail et le milieu de la formation correspondent si peu, on a dénoncé, en général, deux écarts.

L'un qui est habituel, on dit que le contenu des cours, des programmes, correspond très peu à ce que demande le marché du travail, n'est pas vraiment utile dans l'emploi.

C'est aussi la critique générale entre la vie de l'école, c'est une chose; la vie réelle, c'est deux choses et l'école ne nous prépare pas suffisamment à la vie. Alors ça, c'est une critique effectivement tout à fait classique.

Et d'autre part, on dénonce un autre écart: c'est qu'il y a une marge assez grande entre les aspirations professionnelles des jeunes en 1980 et les disponibilités d'emploi sur le marché du travail, c'est-à-dire qu'il y a des secteurs de pénurie et de surplus. Là où les jeunes semblent vouloir aller de tout leur coeur et en toute spontanéité, ce sont les secteurs de surplus.

Et là où il y a des pénuries de travailleurs, ce sont les secteurs que les jeunes semblent redouter le plus parce qu'ils disent que ce sont des secteurs robotisés, des secteurs qui les menacent par leur côté technique.

Alors, ça, c'est une critique qui est peut-être un peu plus récente, mais qui est extrêmement importante aussi pour expliquer cette inadéquation entre le milieu de formation et le milieu du travail.

Généralement aussi, on dénonce une sorte de problème de fond qui revient sur toutes sortes de formations et qui n'est peut-être pas suffisamment encore expliqué, quoiqu'il soit répété partout: c'est toutes les formes d'inaccessibilité à la formation.

Ça, ça peut prendre la forme des blocages à l'intérieur du système scolaire, c'est-à-dire que vous connaissez bien ce problème-là, un peu tout le monde, les filières. Si vous commencez dans une filière, vous pouvez difficilement retourner dans une autre. Si vous êtes engagé dans une filière terminale, à moins d'un miracle ou d'efforts surhumains ou de connaissances du système qui relève de l'espionnage, vous pouvez difficilement aussi passer à un niveau supérieur, à moins d'attendre d'être devenu des adultes et, par ce biais-là, d'avoir accès encore ou au cégep ou à l'université. Donc, ce sont des blocages réels à l'intérieur du système scolaire.

Il y a une inaccessibilité aussi qui ne touche pas que les jeunes étudiants, mais qui touche les jeunes travailleurs qui ont beaucoup de difficulté à retourner à la formation, non pas parce qu'ils n'ont pas souvent les acquis ou l'expérience suffisante, mais parce qu'il n'y a pas suffisamment, à l'intérieur du système scolaire lui-même, de supports et d'encadrements pour des gens qui ne sont pas familiers avec l'école ou qui en ont gardé un souvenir extrêmement scolaire et qui, en tout cas, ne peuvent pas maîtriser les mécanismes par lesquels il faut se débrouiller à l'intérieur de ça.

Et je pense que c'est un problème réel. J'entends des gens, depuis hier soir, dire — faire allusion à des trucs comme le 210, le 510, le B, le C. Pour moi qui ai quitté le système scolaire depuis quelque temps, c'est déjà du chinois. Alors, imaginez que — ça s'apprend vite, peut-être, mais imaginez que vous vouliez retourner à l'école et qu'on vous sert, en fait, des annuaires et des organigrammes qui ne sont pas très digestibles; ce genre de choses relève de l'inaccessibilité aussi.

Il y a aussi, évidemment, tout le problème de la démocratisation qui est le fait que certaines filières sont réservées aux classes défavorisées. C'est un problème qui tend à être répété comme un cliché, mais qui reste, à mon avis, le plus réel. Alors ça, c'est le genre de diagnostic qu'on fait sur les inadéquations entre la formation et le milieu du travail.

Là où j'ai remarqué les différences les plus profondes entre les gens dans l'atelier — et c'est presque deux tendances assez carrément identifiables, même s'il y a des gens qui se situent au milieu, mais ils me permettront — ils me pardonneront de vouloir — de carricaturer un peu en disant: il y a un et il y a deux.

Une école plus ouverte sur le milieu du travail

Du côté des orientations, ce qu'on souhaiterait pour que les milieux d'éducation correspondent un peu mieux, soit au milieu du travail ou, en tout cas, à la vie réelle, il y a une tendance qui elle dit: que l'école n'est pas encore assez fonctionnelle. Elle n'est pas encore assez planifiée, assez ouverte sur le milieu de l'industrie, ce que j'appelle, moi, la tendance fonctionnaliste qui trouve que la solution, ça serait une ouverture plus grande de l'école sur le milieu du travail, sur l'industrie, la révision constante des programmes, des stages qui soient plus dynamiques, plus accessibles aussi, plus fréquents, en fait, parce qu'il semble que les politiques de stages, ça ne soit pas encore une chose qui soit très développée, même si ça fait des décennies qu'on en parle, qu'ils soient surtout aussi mieux supervisés, qu'il y ait une alternance école-travail qui soit possible.

Il y a d'autres solutions aussi comme une meilleure prévision des besoins de main-d'oeuvre. Si on prévoit mieux, peut-être qu'on pourra mieux orienter les étudiants. On réclame des services d'orientation qui soient plus conformes aux nouvelles réalités du marché.

Il y a un intervenant qui nous a fait une démonstration assez importante, qui nous a montré comment, dans le placement, par exemple, les étudiants qui se dirigent dans les secteurs primaires et secondaires, là, c'est-à-dire dans les industries de pointe ou qui acceptent, en tout cas, les métiers plus techniques, sont presque — trouvent des emplois presque à cent pour cent;

Tandis que ceux qui ont tendance à continuer à se diriger dans l'industrie de services, services sociaux, l'enseignement, les techniques de loisirs, ont des taux de placement qui sont lamentables. Et à son avis, cependant, c'est vers là que se dirigent encore les étudiants, qu'ils ont tendance à se diriger. C'est un problème qui reste très important.

Et beaucoup des gens qui sont de ce que moi j'appelle de l'école fonctionnaliste, c'est-à-dire, celle qui veut que les besoins soient encore mieux définis pour qu'on puisse encore mieux y répondre, trouvent que c'est en rationnalisant peut-être encore plus qu'il faudrait passer pour assurer cette adéquation.

Mais je voudrais bien noter ici, que je ne dis pas ça en les stigmatisant et en disant: oh, voilà la raison triomphante qui veut enlever la vie à l'école.

Malgré ce qu'on pourrait croire, en fait, très souvent, les gens qui sont les tenants de cette façon de voir, ne sont pas les moins critiques du système scolaire, ne sont pas ceux qui lui reprochent le moins de ne pas donner suffisamment de formation générale mais de ne pas donner suffisamment de capacité d'adaptation, de ne pas permettre aux étudiants de s'épanouir un peu mieux à l'intérieur du système scolaire, même si, souvent, ce qu'ils ont en tête, c'est peut-être que, quand ils arrivent au travail, ils soient plus créateurs, donc mieux productifs.

Il est certain que ce ne sont pas des gens qui veulent que le système scolaire soit directement axé, cours pour cours, sur ce qui se passe dans les milieux de l'entreprise et qu'on apprenne à souder un boulon de telle façon pour pouvoir le faire dans l'entreprise X, demain.

Il y a peut-être des gens qui pensent comme ça. Je pense que ça m'est arrivé d'en rencontrer, mais en tout cas, en général, ceux qui s'exprimaient dans l'atelier de ce matin ont quand même une conception un peu plus ouverte de l'école que celle-là.

L'école, lieu de développement personnel

Et la deuxième tendance dans ces grandes orientations, c'est une école de pensée que je dirais, moi, un peu plus libertaire, et je dirais même très libertaire, qui est extrêmement désabusée devant l'échec de cette correspondance entre le milieu de formation et le milieu de travail et qui mettrait pour sa part, sa foi presque totale dans une sorte

d'objectif de développement personnel à l'école qui, en tout cas, lui donnerait priorité sur les objectifs d'apprentissage très — enfin, au sens d'acquisition de connaissances très spécifiques.

Et je ne veux pas trahir les gens qui accordent autant d'importance à ça, mais je pense que, en tout cas, ils lui donnent priorité et ça va de gens qui privilégient la fonction d'éducation à ce qu'on appelle l'être — je pense que vous avez entendu ça plusieurs fois depuis hier: l'être, avec un E majuscule, par opposition à l'avoir, si vous voulez, qui est l'espèce de développement de toutes ces potentialités, peu importe, là, qu'elles correspondent très exactement à un marché du travail X, et ça comprend aussi ceux qui prônent une sorte de forme de déscolarisation et ceux qui réclament du milieu de travail que ce soit lui qui se transforme vis-à-vis l'école et qu'il laisse la place lui-même à la création, à l'innovation, qui ne demande pas à l'école de s'adapter à lui, et, en quelque sorte, de l'imiter, mais qu'il s'ouvre lui-même à de nouvelles valeurs.

Ça, c'est une école qui va peut-être vous sembler plus utopique, mais qui, je pense a certainement sa place. On a entendu, depuis hier, sans arrêt, en fait, des gens qui, encore, réclament de l'école qu'elle s'adresse au développement personnel, alors qu'on avait l'impression, peut-être, en tout cas, pour les gens qui ont quitté le système scolaire depuis longtemps que, peut-être on ne demandait plus à l'école de s'adresser à la personne tout entière, de cette façon-là.

On va aussi jusqu'à demander que toutes les activités étudiantes — pas toutes, mais en tout cas, les gens qui sont très activement engagés dans des activités étudiantes, que ce soit considéré comme étant partie de leur développement personnel et qu'on aille même jusqu'à leur donner des crédits pour cela et que ça leur soit reconnu quand ils arrivent sur le marché du travail et qu'on reconnaisse ça aussi comme expérience.

D'ailleurs, le problème de l'expérience manquante aux jeunes, quand ils arrivent sur le marché du travail, est un problème que j'ai senti lancinant tout au long de cet atelier. Et on a reconnu, tant du côté du milieu de l'entreprise que du côté des enseignants, de ceux qui encadrent les jeunes, que c'est un problème réel, que les petites et moyennes entreprises, plus peut-être encore que les grandes, ont tendance à réclamer tout de suite de l'expérience alors que c'est impossible. En fait, il faut que quelqu'un apprenne quelque part.

Derrière tout ce débat, moi, j'ai vu un débat qui est de fond, encore une fois, c'est le hiatus, la différence, la marge entre les aspirations scolaires des jeunes et les perspectives du marché du travail.

Est-ce que c'est parce que toute la génération qui a encadré ces jeunes, y compris les conseillerr d'orientation, les enseignants, les directeurs d'école et peut-être, quoi, les journalistes, enfin, tous les gens qui ont une fonction de communication quelconque dans cette société, à l'heure actuelle, ont tendance à influer tellement sur les choix des jeunes, qu'on leur fait ignorer les secteurs d'emplois qui sont plus techniques, où il y a actuellement une pénurie.

Est-ce que, parce que ce sont nos valeurs, finalement, assez confortables de vie, qui mettent la priorité sur l'intervention sociale, si vous voulez, qu'on leur transmet, c'est pour ça, en fait, qu'il y a une telle différence?

Ou s'il s'agit, peut-être plus respectueusement, de la personnalité des jeunes eux-mêmes, d'une crise qui est plus profonde, qui est chez eux, qui, malgré leur angoisse vis-à-vis le fait qu'il est certain que le marché du travail, maintenant, leur est en grande partie fermé, qu'ils craignent l'espèce d'ennui qu'ils relient à ce qu'ils appellent les tâches «robotisées», la répétition des mêmes gestes et qu'ils prennent, dès lors, le risque de faire, comme ils disaient ce matin en atelier, une maîtrise en histoire au lieu de faire, je ne sais, du génie civil ou autre chose.

C'est possible que ce soit un choix des jeunes eux-mêmes mais qu'on n'ait pas à porter de jugement là-dessus en disant qu'ils ne savent pas s'adapter à la société ambiante.

Quant aux solutions qu'on a évoquées ce matin, je vais passer rapidement, elles ne sont pas si nombreuses que ça. De toute façon, j'ai trouvé que c'était une espèce — un peu en fouillis.

Quelques éléments de solutions

Beaucoup de gens mettent leur foi comme je l'ai dit tantôt, dans une meilleure politique de stages, mais beaucoup de jeunes sont venus nous dire qu'ils avaient été très déçus — ceux qui ont fait des stages, en tout cas, sont venus en témoigner, quelques-uns qui étaient dans l'atelier et ils disent que la formation qu'ils ont reçue, ou a été mauvaise, ou ils ont été utilisés par les employeurs. En tout cas, ils n'ont pas été très surveillés, ces stages.

Et de toute façon, disent-ils: «Ça ne nous a pas aidés beaucoup à trouver un emploi».

Maintenant, ça ne veut pas dire que ce n'est pas une bonne solution, mais, en tout cas, c'est le genre de témoignages qu'on a entendus.

On a parlé aussi d'améliorer — évidemment, ce sont des solutions classiques — les services d'information et d'orientation professionnel.

On s'est inquiété des coupures gouvernementales dans ces secteurs au moment où la crise de l'emploi chez les jeunes est à son zénith. Et il y a un intervenant qui nous a parlé d'expérience très intéressante de rapprochement entre l'école et le milieu de travail, que ça ne soit pas des stages, qu'ils soient plus... innovatrices que celle-là, mais, dit-il, les subventions viennent d'être coupées pour ce genre de projet dans les cégeps.

D'autres ont appelé des réformes beaucoup plus larges — et là, je fais référence, par exemple, aux travaux de la Commission d'étude sur la formation des adultes dont madame Michèle Jean nous a parlé ce matin, qui est la présidente de cette commission, et ça semble aller dans le sens d'une remise en question beaucoup plus grande, en fait, des mécanismes de concertation, par exemple, ou la détermination des contenus de formation et des services d'encadrement et de supports pour la population jeune et aussi pour la population adulte qui est très souvent très jeune aussi, qui a besoin de revenir à l'école, comme j'y faisais allusion tout à l'heure.

Le problème de l'enseignement professionnel

Juste une réflexion en terminant. On m'a dit, hier, en tout cas, quand on m'a invitée au colloque, que je pourrais peut-être faire ma propre réflexion. Bien, elle va être très partielle, finalement, c'est un problème qui me préoccupe très particulièrement et je pense qu'il était très clair, en tout cas, dans l'atelier où j'étais ce matin, les étudiants de cégep et d'universités qui nous trouvent bien méchantes, Lysiane et moi, me pardonneront bien, encore une fois, de leur dire que, à mon avis, le drame de l'enseignement au Québec, il n'est pas au cégep et à l'université, il est à l'enseignement secondaire qui est celui de la vaste majorité des jeunes au Québec, qui est un enseignement terminal pour la vaste majorité des jeunes au Québec.

Et tout ce que j'ai entendu encore depuis hier et aujourd'hui me l'a confirmé. Et pourquoi? Parce que, effectivement, oui, c'est un enseignement terminal. C'est là que se font les choix de professions et que le problème de l'enseignement professionnel, il est loin d'être réglé.

Il faut, avant même d'étudier, je pense, ou de se lancer dans toutes sortes de politiques de réformes de l'enseignement professionnel, il va falloir se décider à examiner une fois pour toutes, sur le fond, le problème qu'il pose dans la mesure où il reste la voie de garage de l'enseignement public. C'est une analyse qui est très connue. On dit: l'enseignement professionnel, c'est là que se ramassent les défavorisés, les pauvres, et cetera. C'est vrai. C'est la réalité.

Alors, quand même on le dirait, on ne le répétera jamais assez, en fait. C'est un problème — c'est une analyse qui a été récupérée partout, on l'entend partout. Le document vert et le document du gouvernement en parlent — qui portent sur l'enseignement professionnel secondaire, le disent, le reconnaissent, en fait, mais ils l'oublient aussitôt.

On dirait que, une fois qu'on a dit ça, bien, c'est réglé, on l'a dit, on a la conscience tranquille, en fait. Et j'ai vu ça dans le document vert et le document beige. Je l'ai vu même — vous m'excuserez — dans des interventions de gens qui étaient là ce matin. On dit: on accepte qu'on critique

l'enseignement professionnel sous l'angle de la reproduction sociale qu'il crée, mais une fois qu'on a dit ça, qu'est-ce qu'on fait?

D'autres disent, souhaitent vraiment avec beaucoup de ferveur que l'enseignement professionnel recrute par choix, c'est-à-dire que les gens y aillent par choix et non par défaut. Mais la réalité, c'est la vie scolaire qui le veut au Québec, depuis certainement quinze ans, et c'est un fait.

Si cette analyse reste sans écho, jamais on ne pourra, à mon avis, changer l'enseignement professionnel. Il y a quelqu'un qui l'a dit très clairement, c'est un jeune, hier soir, il a dit: «C'est la note de sixième année qui détermine toute la vie, la note de mathématiques», d'ailleurs, et il avait parfaitement raison. Tant qu'on n'aura pas répondu à ça, on n'ira pas très loin. En tout cas, ça créera autant de problèmes sur le marché du travail qu'à l'école.

Et si je peux me permettre une dernière chose, je pense que si on est souvent allergique à cette analyse, c'est parce qu'on identifie à la Centrale de l'enseignement du Québec qui la répète depuis des années. Et puis je pense que ce n'est pas parce que le messager a des tics ou qu'il nous tape sur les nerfs qu'il faut conclure qu'il a nécessairement tort.

Alors, ça serait peut-être bien qu'il y ait quelqu'un d'autres qu'eux qui le disent et je souhaite, en tout cas, qu'en faisant l'étude du secteur d'enseignement professionnel qui devrait être la première priorité d'un ministre de l'Éducation au Québec, c'est qu'on s'en occupera au lieu de seulement en parler.

Les interventions de la salle

Gilles Marceau

Gilles Marceau, Jonquière, vice-président du Comité de travail canadien sur les perspectives d'emplois 1980.

Nous sommes un groupe de 6 — de 7 parlementaires qui avons eu l'occasion de visiter toutes les provinces canadiennes et d'étudier les perspectives d'emplois pour les années 1980.

Je suis heureux de constater qu'il y a des lignes directrices que nous avons retrouvées un peu partout à travers le Canada, je me contente de les citer brièvement, il y en a quatre.

La première, c'est que les élèves et les jeunes se plaignent d'être orientés vers des impasses, dans le sens qu'on leur donne des préparations et que, par la suite, il n'y a pas d'ouverture au travail et ça, c'est une tangente qu'on a constatée à travers le Canada.

La seconde, c'est que les jeunes constatent que, lorsqu'ils veulent entrer sur le marché du travail, on exige d'eux une expérience qu'ils n'ont pas. Donc, on a demandé à ce qu'on trouve des solutions pour que, à l'intérieur des programmes, on y retrouve non seulement le point de vue académique, mais le point de vue pratique. Et ce qu'on a mentionné, et ce qui m'a fait énormément plaisir dans l'atelier numéro 2, où je participais ce matin, on a référé au système coopératif qui existe à Sherbrooke où les jeunes ont à la fois de la théorie et de la pratique. Il semble que ce soit une solution qui devrait être envisagée non seulement au niveau des entreprises mais au niveau de la fonction publique.

La troisième, c'est le manque d'information. Les jeunes se plaignent qu'ils n'ont pas assez d'informations sur ce qui se passe sur le marché du travail, que les entreprises ne leur donnent pas assez d'informations et les gouvernements également.

Quatrièmement, on s'est plaint, — et madame Bissonnette vient de le mentionner — qu'il n'y a pas de données suffisantes pour les jeunes pour qu'ils se préparent à l'avance sur des années, disons, sur des périodes de 5 ans, qu'il y ait des données, des statistiques suffisantes pour qu'ils puissent savoir à l'avance comment s'orienter sur le marché du travail.

Enfin, disons que ces lignes directrices sont les mêmes, peut-être une différence: les jeunes ici se plaignent qu'ils n'ont pas d'emploi, alors que dans l'Alberta on nous a dit que, en 1985 on aurait besoin de 700 000 nouveaux emplois. Alors, c'est peut-être une petite différence, là — dans l'approche que nous avons eue.

Enfin, disons que, peut-être, pour donner une perspective encourageante, les études que nous avons, qui sont certainement non définitives, mais qui sont encourageantes, sont à l'effet que, d'ici quelques années, en raison de la diminution du taux de natalité, les jeunes peuvent avoir une certaine confiance en l'avenir puisqu'on dit que, non seulement il y aura suffisance d'emplois, mais il y aura insuffisance d'emplois, en raison de la diminution du taux de natalité.

Daniel Latouche

Comme vous venez déjà de préciser que je je vais être hors d'ordre, je me donne exactement une minute pour faire mon intervention.

Le colloque tire à sa fin. Il reste deux intervenants. Je ne le sais, il me semble que si on est pour réentendre, encore, je ne sais pas combien, 20 jeunes parler de leurs problèmes avec le directeur d'école qui ne veut pas qu'ils aillent à la toilette, etc., etc., on va bientôt commencer à entendre aussi l'autre discours que les résultats de ce colloque-là s'en vont directement sur les tablettes. J'espère qu'on s'en rend bien tous compte, qu'on est déjà presque résigné à s'en aller sur les tablettes.

Et donc, je vous suggère fortement de commencer tout de suite à penser, pas en 1985 quand on va être en Alberta, mais tout de suite, là, dans les prochaines 15

minutes, par groupes, par petits groupes, au moyen de vous assurer vous autres mêmes, du suivi de ce colloque-là et non pas le ministère de l'Éducation, le ministre de l'Éducation, le Secrétariat des conférences socio-économiques. Tout ça ne sera peut-être plus là dans 2 mois ou dans 3 mois. Si ce n'est plus là, c'est parce qu'il y a une campagne électorale actuellement. Donc, il faut prendre la parole de la façon la plus efficace possible, il me reste 15 secondes, durant cette campagne électorale-là et ça, ça se prépare tout de suite et non pas commencer à dire tout de suite qu'on est sur les tablettes et qu'on va pouvoir le constater au prochain colloque.

Donc, je ne le sais pas s'il y a des formules de prévues à cet effet-là, parce que, là, ça va être les emplois de l'avenir et on va peut-être terminer sur une note absolument mirobolante sur les emplois de l'Alberta.

Mais il y a du pratique bien concret, à vous organiser tout de suite, il y a quatre coins dans cette salle, commencez à comploter, de sorte que l'animateur, à la fin, ne résume pas tout ça dans un beau «topo» enivrant et vous remette sur la lancée pour les examens de fin d'année.

Christian Lamarre

Christian Lamarre, du Cégep de Limoilou. Je vais me faire très bref.

Lise Bissonnette parlait tantôt qu'il faudrait peut-être que les enfants aillent au professionnel par choix. Mais on sait que ce sont ceux des classes sociales les plus défavorisées qui vont au professionnel. Et puis les classes sociales défavorisées, c'est ceux qui, généralement, dans la vie, n'ont pas le choix.

Finalement, ils voudrainet bien s'acheter un bicycle Torpedo, mais il va se prendre un petit bicycle moins bon parce qu'il n'a pas le choix.

Finalement, ils voudraient bien s'acheter des choix. Ceux qui sont habitués de faire des choix, ils prennent le temps de les faire et puis ils s'en vont dans d'autres secteurs, peut-être.

Et puis, aussi, il faudrait peut-être considérer que s'il y a tant de monde qui s'en va vers ces secteurs-là, c'est que c'est les besoins du marché et puis le jeu est comme ça et puis les «boss» ont besoin du «cheap labor» et puis le système est organisé en fonction des «boss». Le système est tout organisé en fonction du — finalement, il n'y a pas vraiment une inadéquation entre les système d'éducation et puis le marché du travail. Il est fait pour ça. Il est fait pour envoyer le «cheap labor» dans les usines. Il est fait pour ça, le système.

Pierrette Bisson

Je suis conseillère d'orientation à la CECM.

On a dit tantôt que le secteur le plus défavorisé était le secondaire, je suis d'accord et puis c'est peut-être le secteur où on a le moins d'informations à communiquer aux élèves.

Au cégep, on a en abondance le marché du travail. Personnellement, depuis trois ans, je demande au ministère de la Main-d'oeuvre — je ne peux pas faire son travail — qu'on nous donne des chiffres pour le secondaire, le placement. Très peu d'écoles secondaires ont un conseiller en main-d'oeuvre pour les préparer au marché du travail, pourtant ils auraient besoin de savoir comment on se trouve une «job».

Il y a aussi le placement. Quels sont les culs-de-sac pour les étudiants; si l'étudiant choisit un cul-de-sac, il est responsable. Mais si on ne lui donne pas l'information, parce qu'on ne l'a pas, en réalité à qui la faute? Est-ce au conseiller qui ne l'a pas, l'information? Ou est-ce au ministère qui ne débloie pas des budgets pour qu'on étudie le placement à ce niveau-là?

Un autre point important, c'est aussi le cul-de-sac pour qu'il y ait un progrès continu au niveau secondaire, qu'on prévoie des mécanismes. C'est peut-être difficile à ce moment-ci où on coupe beaucoup et où on surpeuple les classes à 36. Alors, quand on vient pour recommander à un élève un horaire spécial, on dit: «Non, on ne peut pas plus que 36 — plus que 32 ou 33, parce que, après ça, ça coûte mille dollars».

Alors, celui qui paye, c'est l'étudiant parce qu'on ne peut pas lui faire un horaire spécial.

Béatrice Chiasson
de la Centrale de l'enseignement du Québec

Je voudrais d'abord signaler, madame Gagnon a dit qu'on a soulevé — elle a signalé, plutôt qu'on était absent parmi les personnes-ressources à ce colloque. C'est tout simplement qu'on n'a pas été invité.

Mais ceci dit, ça ne présume pas de notre acceptation ou non si nous avions été invités. Effectivement, nous n'avons pas reçu d'invitation à être personne-ressource sur aucun des panels à ce colloque-là. On a été invité pour venir comme tout le monde, comme observateur.

On est effectivement venu à quelques-uns comme observateurs, en s'interrogeant fortement sur les objectifs réels de ce colloque, parce que, comme beaucoup le savent, même s'il n'y en a pas beaucoup qui en ont parlé, depuis l'hiver dernier, il y a un projet de consultation du ministère de l'Éducation sur la formation professionnelle, qui avait la couleur verte comme document l'hiver dernier, qui est sorti sous la couleur beige à l'automne et qui semble être un peu remis en question par le nouveau ministre. Mais même s'il a l'air remis en question dans les propos récents, nous, on constate qu'il circule encore dans les écoles et je ne cite qu'une journée pédagogique qui a eu lieu dans une commission scolaire récemment, avec des personnes-ressources du ministère pour présenter le fameux document.

Nous, on l'a analysé ce projet de politique là, et puis on demande pour la xième fois qu'il soit retiré officiellement. Et j'espère que ce colloque-ci est une occasion de le dire officiellement une bonne fois.

Ce document-là, il comporte trois chapitres dont deux principaux. Le premier, dans lequel on énumère un certain nombre de problèmes, dont 9 qui concernent essentiellement les jeunes, principalement ceux du secteur professionnel. Ça va de l'abandon scolaire en passant par la sur-représentation de ceux d'origine ouvrière, au secteur professionnel, leur sous-représentation au secteur — à l'université et au cégep. Ça parle aussi des problèmes du mépris du travail manuel par rapport au travail intellectuel. Enfin, il y en a neuf comme ça. On parle aussi du problème des prérequis académiques qui seraient trop exigeants et cetera. Il y a aussi 2 problèmes qui concernent l'adaptation du marché du travail et de la formation.

Quand on analyse les solutions du chapitre suivant qui sont supposées — on s'attend à ce qu'ils essayent de régler les problèmes — toutes les solutions mises de l'avant ont pour effet d'aggraver les problèmes des jeunes dans leur ensemble et tous ceux qui sont identifiés dans la première partie. C'est toutes des solutions qui ont pour effet d'aggraver les problèmes des jeunes, mais ils ont tous pour effet d'adapter la formation au marché du travail.

Les principaux traits, résumés des solutions, c'est la déscolarisation des jeunes, principalement ceux du secteur professionnel, par la possibilité de supprimer la formation générale dans certains cas ou de l'adapter au profil professionnel. Et quand on connaît l'ensemble des profils professionnels au secondaire, ça veut dire, pour beaucoup de monde, pas beaucoup de formation générale.

Il y a même la possibilité de suoprimer la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à seize ans. Il paraît que maintenant, ils disent qu'ils ne sont plus d'accord avec ça. Mais c'est encore dans la politique qui n'est pas retirée officiellement, je vous le rappelle.

Il y a aussi un accent très fort qui est mis dans ce projet de politique, sur la formation hors des murs...

Si vous me permettez, pour remplacer un peu le fait qu'on n'ait pas été sur la tribune, vous me permettez?

André Charbonneau
président des délibérations

Je vous signale immédiatement que madame Micheline Jourdain avait été invitée comme personne-ressource. C'est une permanente à la CEQ.

Béatrice Chiasson
de la Centrale de l'enseignement du Québec

Elle est là et puis elle peut vous dire qu'elle n'a pas été invitée comme personne-ressource.

Alors, la formation, donc, serait fortement — il y aurait possibilités...

André Charbonneau
président des délibérations

Il faudrait une photocopie de la lettre.

Béatrice Chiasson:
de la Centrale de l'enseignement du Québec

Oui, on peut vous la lire.

Possibilité, donc, de formation hors des murs de l'école et puis morcellement des certifications avec possibilités d'obtenir des attestations de crédits de 45 heures de cours, comprenant le travail personnel de l'étudiant, reconnus par les autorités locales et non pas par le ministère de l'Éducation, avec des certificats professionnels et puis des diplômes généraux.

Donc, un morcellement de la certification, possibilité d'avoir une multitude d'attestations, morcellement de la qualification correspondant très bien au marché du travail.

Ce marché du travail là où il y a deux tiers des emplois, le magazine «Fortune» en analysant le marché du travail, disait que les deux tiers des emplois, actuellement, aux États-Unis, requièrent quelques jours à quelques mois de formation, y compris pour les techniciens, parce que le travail de technicien est lui-même actuellement partiellisé.

Eh bien, l'adaptation de l'école à ce marché du travail là, nous autres, on n'est pas d'accord. On pense que l'école doit préparer les jeunes à être capables de changer la vie et puis de changer les conditions de travail actuelles.

Et puis je voudrais faire une réserve importante, parce qu'il semble y avoir beaucoup d'intervenants qui pensent que la solution au problème, ça semble être les stages en entreprise et puis il y a même beaucoup de jeunes qui semblent nourrir beaucoup d'illusions à cet égard-là.

Je voudrais signaler quelques grands dangers et notamment à l'égard de l'expérience française où ça se fait depuis déjà plusieurs années, la formation en milieu de travail.

Les jeunes sont obligés de faire des grèves à chaque année et puis ils se sont aperçus que ces stages-là, ça servait principalement aux patrons à faire la sélection de leur personnel. Donc, vous comprenez les pressions au comportement que ça suppose chez les étudiants. La formation, il en est très peu question. C'est l'adaptation aux cadences, au respect de l'autorité et puis poli, gentil, docile. C'est ça, les stages, en grande partie, bien souvent, malheureusement.

Micheline Jourdain
de la Centrale de l'enseignement du Québec

Pour situer certains événements... Comme tous les organismes qui sont ici, les individus qui sont ici, nous avons reçu une circulaire annonçant le colloque, et c'est d'ailleurs après un séjour — une rencontre avec des étudiants de l'Université Laval que j'ai pris connaissance du projet par un poster et j'ai appelé au Secrétariat des conférences économiques et j'ai tenté aussi de rejoindre des gens de la revue Critère pour avoir des informations sur le colloque.

Au moment où j'ai appelé, les listes se complétaient, les listes d'intervenants dans les panels se complétaient et on m'a indiqué au Secrétariat qu'un monsieur de la CSN interviendrait pour représenter le secteur de l'éducation.

On m'a aussi dit qu'il serait possible, si on était intéressé, de participer au colloque et j'ai alors indiqué que nous serions présents.

Mais on nous a dit aussi que, comme le colloque portait davantage sur les étudiants qui s'en iraient sur le marché du travail, qu'on avait préféré inviter quelqu'un d'une autre centrale étant donné que ces gens-là regroupaient des gens surtout du niveau

collégial. Donc, je pense que — j'espère que ça éclaire les choses.

Luc Betty

Mon nom, c'est Luc Betty, je représente l'Association des jeunes travailleurs du Lac-Saint-Jean.

C'est pour vous dire que le gouvernement a trouvé une solution — bien, si on peut appeler ça une solution, moi j'appelle ça une risée, c'est rire tout simplement de nous autres, les étudiants, les finissants.

Ce projet-là, c'est un projet PIJE, c'est un projet de 13 semaines qui consiste à nous donner un stage de 13 semaines sur le secteur construction ou peu importe, même un mécanicien, peu importe. Mais ce projet, ces 13 semaines, c'est payé par le gouvernement, à 100% sans problème, il paye.

Mais là-dessus, si tu retires de l'assurance-chômage, si tu prends ce projet-là, tu perds ton assurance-chômage et puis ça, ce n'est pas bon pour des termes de chômage.

Le projet PIJE, lui, si tu sors de la construction — moi, à un moment donné, je sortais de la construction, j'ai dit — je vais au centre de la main d'oeuvre, ils me soumettent ça. Ce projet-là consiste à envoyer l'étudiant faire un stage pour se familiariser avec l'industrie. Ce stage-là, il est de 13 semaines, comme je vous avais dit tantôt, mais ce qui se produit: c'est que, nous autres, sortant sur la construction, on ne peut pas aller travailler sur la construction, il faut que tu travailles dans la «shop», à faire du ménage, ou que tu travailles dans une grosse industrie, comme l'Alcan et puis Price. Au Lac-Saint-Jean, c'est ça qui domine. Une fois rendu dans l'Alcan, tu fais tes 13 semaines. L'Alcan, tout ce qu'ils font — c'est le gouvernement qui paye, c'est sûr, l'Alcan ne débourse pas un sou. Tout ce qu'ils font, ils te «sacrent» dehors: «Va-t-en, mon petit garçon, on te remercie». Et puis c'est pas mal formidable en fin de projet.

Donc, le gouvernement, je pense, serait mieux de penser à des projets un petit peu plus potables pour nous autres, les étudiants, pour essayer de, je ne sais pas, moi, améliorer la condition de vie.

Ils ont fait un beau — bien, moi, j'appelle ça, excusez le mot, une «marde», en 1979 en enlevant le permis de travail aux finissants. Ceux-là qui sortaient diplômés avaient un permis de travail. Maintenant, tu n'as plus de permis de travail. Quand tu sors diplômé, il faut que tu appliques comme postulant.

Et puis je peux vous dire que, en menuiserie, il y en 311 en avant de moi. Et puis qu'en électricité, il y en a 119, ça fait que pensez-y, les petits garçons, hein!

Jean Baillargeon

C'est pour répondre à madame Dissonnette. J'ai milité, là, dans le mouvement étudiant qui voulait enlever, en tout cas, tout — disons, qui voulait se donner des privilèges en demandant des meilleurs conditions financières prêts-bourses et diminuer l'endettement des étudiants.

Ce que j'ai à dire, c'est que je suis d'accord avec vous, vous dites: bon, le problème majeur, évidemment, c'est une question, on peut toujours dire que ce n'est pas la priorité dans les priorités, mais en sachant de toute façon que, ça, c'est comme le système d'éducation, c'est comme une chaîne de montage, en fait, il y a plusieurs étapes. Mais, de toute façon, il y a une élimination qui se fait au secondaire.

Et vous savez que le système d'éducation, au Québec, et puis tout le monde le sait, le constate, dans le dernier budget Parizeau, par exemple, c'est quoi? Cinq milliards, alors, c'est quasiment quoi, le tiers du budget de la province. En tout cas, c'est un montant énorme. Et ça, c'est des taxes que tous les citoyens payent.

Et ces mêmes citoyens-là, quand on se rend compte justement, qui a accès au cégep et à l'université, bien évidemment, ce n'est pas ceux qui payent nécessairement, parce que c'est toujours les mêmes privilégiés.

Évidemment, il y a plusieurs questions, des questions peut-être d'ordre culturel, pas seulement économique. Mais souvent, il faut voir aussi que le risque, de plus en plus — en tout cas, on a peut-être eu longtemps une conception élitiste de l'université, c'est-à-dire ceux qui vont à

l'université, forcément, ça va tout faire des médecins et des ingénieurs, mais ce n'est pas toujours comme ça, quand même.

Il va falloir, je crois, en tout cas, plutôt que de «patcher» par exemple, secondaire professionnel court et puis mettra ça, disons, plus long, et cetera, en tout cas, trouver des solutions intermédiaires, mais en fait, c'est simplement temporaire. Il va falloir reconsidérer en tout cas, la vision qu'on a de notre système d'éducation pour, justement, arrêter de dire: bien, ceux qui sont rendus à l'université, c'est forcément des privilégiés, alors que ce n'est pas toujours vrai et puis c'est des gens, souvent, qui s'endettent beaucoup. Ils en font beaucoup des sacrifices pour y parvenir, surtout ceux qui viennent des classes défavorisées, parce que, ceux-là, il n'y en a pas beaucoup qui se rendent à l'université.

Alors, il va falloir arrêter d'avoir une vision élitiste. Et là-dessus, je pense que les associations étudiantes, en tout cas, n'ont jamais dit: nous voulons continuer à engraisser ceux qui vont être privilégiés, et je ne pense pas que les étudiants, en retour, disaient: bien, nous, on demande mais on ne veut rien donner. Ce n'est pas ça. Ça n'a jamais été ça, je pense; plutôt, il faudrait repenser tout le système de l'éducation.

Alors, ne pas, autrement dit, culpabiliser facilement les étudiants quand ils revendiquent des conditions minimales décentes, financières, parce que, vivre sur les prêts-bourses, aujourd'hui, ce n'est pas s'enrichir. Ceux qui l'on déjà été devraient le savoir: trois mille dollars ($3,000) par année pour vivre, ce n'est pas être riche, aujourd'hui.

En tout cas, simplement pour dire ça, qu'on étiquette facilement les étudiants, surtout rendus au niveau universitaire et collégial, de privilégiés et je pense que c'est un jugement facile.

Rapport de l'atelier 4
Les emplois d'avenir

André Raynauld
professeur, École des hautes études commerciales

En fait, l'atelier numéro 4 a porté sur un sujet qui était très proche de celui de l'atelier numéro 2, mais il a été envisagé sous un angle différent parce qu'il y avait, parmi les personnes-ressources, deux économistes. Il y avait ensuite deux autres personnes qui ont parlé comme si elles étaient des économistes. Et, finalement, on n'a pas eu des vues très très larges sur le problème.

Alors, je m'excuse, moi aussi, je suis un économiste, alors je ne peux pas me changer. Alors, on a essayé d'envisager les questions pas mal sous un angle plus — peut-être plus particulier, plus spécialisé, que ça semble avoir été le cas dans d'autres ateliers.

D'abord, je dois dire également que les économistes n'ont pas apporté de réponses très claires aux questions posées. Alors, vous serez un peu déçus parce que, au fond, cet atelier-là avait pour objet d'examiner quels seraient les emplois d'avenir.

Remarquez que, moi, je me suis demandé si c'étaient les emplois de l'avenir qu'il fallait examiner ou les emplois d'avenir, puisque, évidemment, l'un n'est pas l'équivalent de l'autre; et on a essayé, donc, d'envisager quelle pouvait être l'évolution du marché du travail, au cours des années 1980. Et comme il s'agit de l'avenir, les données ne sont pas très précises sur ce sujet.

La création d'emplois

On a, je pense, insisté beaucoup, d'abord, sur la question de la situation actuelle faite pour les jeunes, de chômage qui s'élève à peu près à 17%, d'un chômage qui est un peu plus que deux fois plus élevé que celui de la population adulte et, ensuite, de la nécessité d'avoir des politiques générales, économiques, visant à favoriser la création d'emplois.

Alors, monsieur Fortin, monsieur Rabeau également ont parlé, comme personnes-ressources, justement, du besoin de créer des emplois, puisque, en créant des emplois, bien, on avait des chances de résoudre aussi les autres problèmes qui ont trait plutôt à la nature des emplois, à la qualité des emplois qu'on peut anticiper d'ici une dizaine d'années.

On a fait état également du changement sur le marché du travail, du changement relatif, par exemple, au taux de la natalité — quelqu'un a mentionné ce fait-là tout à l'heure, en plénière.

Il a été fait état du fait que la croissance de la population active va être plus lente au cours des '80 que ça n'a été le cas dans les années passées.

Ceci a permis à certains individus, à certaines personnes, de prévoir que, peut-être pour la première fois dans l'histoire du Québec, les problèmes d'emplois trouveraient une solution d'une façon un peu meilleure que ça n'a été fait dans le passé.

Mais de là à dire qu'il va y avoir des pénuries de travailleurs, au cours des années '80, il y a une grande marge que plusieurs intervenants ont dénoncée dans cet atelier.

En ce qui concerne les politiques expansionnistes de type général, je pense que cette situation est encore rendue plus difficile, puisque, depuis quelques années, il y a des différences de vue très considérables entre les économistes sur ce sujet-là et, forcément, les vues sont beaucoup moins confiantes qu'elles pouvaient l'être au cours des années '60, où, à ce moment-là, on pensait que si seulement on connaissait un peu les techniques qui étaient enseignées dans les universités, les problèmes seraient résolus. Aujourd'hui, on a déchanté et on n'a plus cette confiance aveugle dans les techniques de gestion des économies puisque ces techniques de gestion ont conduit au résultat que nous savons aujourd'hui, c'est-à-dire un taux d'inflation de 10% avec un taux de chômage de 10% également, ce qui était bien pire qu'auparavant.

La nature des transformations structurelles et l'emploi

Un deuxième domaine de réflexion qui a suscité plus de réactions de la part des participants en atelier, a été la nature des transformations structurelles qu'on pouvait attendre dans notre société.

Et le problème, évidemment, est d'essayer de prévoir le genre d'emplois qui vont être en plus forte demande, de façon à ce que les étudiants puissent le savoir, d'une part et, deuxièmement, pour que les programmes éventuels de formation s'adaptent à cette évolution.

Il n'y a pas de doute que du côté des individus, que les valeurs changent dans n'importe quelle société. Ces valeurs nouvelles sont généralement portées, véhiculées par les plus jeunes — ça aussi c'est tout à fait normal. Il n'est pas certain, cependant, qu'on ait changé fondamentalement nos notions de base vis-à-vis le travail, notre philosophie de base vis-à-vis le travail.

J'en veux pour preuve un autre document qui a été distribué cet après-midi. Moi, ce qui me frappe dans les résultats de l'enquête, ici, c'est vraiment que — je suis renversé de voir ça — les valeurs, en fait, sont exactement les mêmes pour les gens qui ont 15 à 19 ans ou qu'ils ont 40 ans et plus. Il y a seulement 2 exceptions sur les 22 questions: la religion, la deuxième, c'est la vie excitante. C'est extraordinaire.

Alors, la vie excitante, c'est probablement parce que les plus âgés, 40 ans et plus sont un peu découragés. Et pour la vie religieuse, bien, ça va en sens inverse.

Mais si je fait exception de ces deux exemples-là, ce qu'il y a de plus remarquable, c'est qu'il ne semble pas que les valeurs soient si nouvelles que ça dans la jeunesse, au contraire, elles sont drôlement identiques, semble-t-il, à celles des aînés.

J'irai même plus loin: il y a même une valeur qu'on aurait pensé, en tout cas, être beaucoup plus répandue et qui me déçoit beaucoup, c'est la «générosité». La générosité, c'est chez les jeunes de 15 à 19 ans que l'importance de cette valeur est la plus faible, et cette valeur-là en montant pour les groupes d'âges supérieurs.

Donc, il n'y a pas, semble-t-il, de changements majeurs dans les valeurs et s'il y a un peu plus de difficulté pour les jeunes, à l'heure actuelle, que c'était le cas en 1960 de se trouver des emplois, c'est parce que la situation économique générale s'est détériorée.

Il y a plus de chômage pour tout le monde et comme chez les jeunes, il y a toujours ce problème additionnel de trouver un premier emploi qui est toujours plus difficile que d'en trouver un deuxième ou un troisième, évidemment, le chômage est plus répandu chez les jeunes.

Si on regarde maintenant la qualité des emplois, le genre d'emplois que les jeunes voudraient avoir pour l'avenir, bien sûr, il y a toutes les valeurs de participation, d'épanouissement qui viennent vraiment en ligne de compte.

Il y a la revue «Critère» qui a publié le résultat d'une enquête sur, justement, ces valeurs et, là, on note que l'épanouissement personnel est évidemment un idéal très répandu.

La qualité de l'emploi

Maintenant, qu'est-ce que c'est qu'un emploi de qualité?

Il y a eu une discussion là-dessus au cours de l'atelier: qu'est-ce qu'un emploi de qualité?

Il y a des gens qui ont dit: un emploi de qualité, apparemment, c'est d'avoir un PHD et d'être capable d'avoir les qualifications les plus élevées. D'autres ont dit: non, la qualité d'un emploi, il y a encore telle chose, qu'un bon salaire, un travail qui — ce facteur-là n'a pas été mentionné, mais j'ai trouvé qu'il allait dans la même ligne — un temps de travail moins long et ça, je pense qu'il faut le noter. Si on regarde plus loin en arrière, on sait qu'un des principaux progrès des sociétés depuis la révolution industrielle a été de réduire le travail de plus de la moitié par rapport à ce qui se faisait à ce moment-là.

Peut-être que certains d'entre vous connaissez le livre de Jean Fourastier: «Les deux mille heures», où il montre

justement que, au cours d'une année, on a coupé de moitié le nombre d'heures travaillées, de 4 000 heures à 2 000 heures par an. Donc, la qualité du travail, la qualité de l'emploi passe également par cette durée considérablement réduite.

Bien sûr, il y a aussi la stabilité raisonnable de ces emplois dans la mesure où les travailleurs veulent conserver ces emplois, qui font partie de cette qualité. En plus des choses dont on parle tout le temps, donc, cette possibilité de s'épanouir, de trouver du travail créateur, de trouver aussi une certaine satisfaction dans ce travail.

Il y a une remarque qui me vient à l'esprit à ce sujet-là, c'est peut-être qu'on a peut-être trop tendance à penser que, lorsqu'on parle des jeunes, que les jeunes, comme groupe, auraient toutes les mêmes aspirations et puis qu'un bon emploi ou un emploi de qualité serait le même pour tout le monde. Lorsque, en fait, je pense que la jeunesse est aussi diversifiée et aussi hétérogène que n'importe quelle population adulte. Par conséquent, il faut respecter aussi cette diversité.

Il y a des gens qui vont trouver leur épanouissement dans du travail intellectuel. Il y en a d'autres qui vont trouver leur épanouissement dans du travail manuel et je pense que n'importe quel système bien organisé doit laisser cette liberté de choix aux gens, de choisir le genre de carrière qui leur plaît le plus.

Dans quelle mesure le système économique, le système de l'entreprise s'adaptent-ils aussi aux demandes et aux exigences et aux changements de valeurs qui sont dans le milieu?

Là aussi, on a parlé, brièvement, de cet aspect des choses et je pense que ce qui en est ressorti a été un sentiment d'une adaptation qui était sans doute plus lente que celle des valeurs des individus mais adaptation tout de même des réactions qui reflètent une adaptation véritable à certains changements.

J'en voudrais pour exemple qui n'a pas été mentionné à l'atelier, la question du temps partiel dans les entreprises. À l'heure actuelle, au Québec, il y a 253 000 emplois à temps partiel. Ç'a été multiplié, à peu près, par 3 en dedans de 15 ans.

Moi, je vois cette prolifération des emplois à temps partiel, non pas comme une autre singularité ou un autre singularisme du Québec. Au contraire, j'y vois justement le fait que le système a été capable de s'adapter à des besoins de travailleurs qui voulaient du temps partiel. Et il y a une enquête, justement, qui a montré récemment que plus de 80% des gens qui travaillaient à temps partiel, le faisaient par choix et non pas parce que ça leur était imposé, faute d'emploi à temps plein.

Il en reste évidemment, 20% pour qui c'est imposé. Mais il y en a 80% qui le faisaient par choix.

Qui occupe des emplois à temps partiel? Les jeunes. Les jeunes et parmi ceux-là, encore, une très forte proportion, à peu près la même, à peu près 80% de ceux qui choisissent du temps partiel, parce que ça fait leur affaire, chez les jeunes, ensuite chez les femmes, évidemment, où le temps partiel est très considérable, et enfin, chez les personnes âgées, 65 ans et plus. Ce sont les trois catégories, dans la population active, qui ont du temps partiel.

Chez les hommes, 25 à 44 ans, un pour cent seulement ont des emplois à temps partiel.

Je vois donc, dans le temps partiel, une de ces adaptations du système ou de l'entreprise, à des exigences que la population active a de plus en plus, par rapport au passé.

Les attentes à la révolution technologique

Que faut-il attendre maintenant de la révolution technologique actuelle?

Les panelistes n'ont peut-être pas, dans l'atelier numéro 4, pris toutes les précautions. Ils ont plutôt suscité une certaine réaction négative de la part des participants, parce que c'avait l'air un peu trop panacée, universelle. La révolution technologique, on s'en va dans l'informatisation, on s'en va dans la «robotique», dans la «bureautique», comme quelqu'un a dit, tout les «tiques» possibles et imaginables.

Il y a des gens, beaucoup de participants ont réagi assez vivement en disant — et puis je pense qu'ils avaient raison — ce n'est pas là qu'est la solution à l'emploi, c'est là qu'est peut-être une solution en termes de productivité, en termes de changement dans la façon de faire les choses, mais ce n'est pas là qu'on va trouver la solution à la pénurie d'emploi.

Donc, on a beaucoup parlé de ça. On a peut-être encore une fois, pensé que, puisqu'on parle de changements et de choses qui sont en croissance, par rapport à d'autres choses qui ne le sont pas, évidemment on est porté à insister, justement, sur des tendances nouvelles, et sans aucun doute, l'informatique, les communications sont des champs nouveaux d'intérêt où il va y avoir un grand nombre, quand même, de personnes qui vont s'orienter vers ces activités.

Mais je pense qu'il ne faut pas oublier que la grande masse de la population va essentiellement demeurer dans les industries que nous connaissons à l'heure actuelle. Les changements sont lents dans une société. Donc, je pense qu'il ne faut pas envisager cette révolution technologique avec autant de crainte, peut-être, qu'un certain nombre de participants l'ont pensé suivant ce qu'ils ont dit, et je pense qu'il ne faudrait pas entrer de nouveau dans cet avenir de reculons, on l'a trop fait dans le passé.

On a boudé la révolution industrielle en s'en allant dans l'agriculture. Je pense que, cette fois-ci, il faudrait, tout en reconnaissant que ce n'est pas là la solution à l'emploi, pour l'ensemble de la population, je pense qu'il faudrait quand même avoir une attitude assez positive vis-à-vis ces changements qui, de toute façon, nous sont imposés par la science et la technologie, en tant que telles.

Donc, au total, une attitude qui a été assez positive sur les possibilités de changements et de l'adaptation du système économique à ces valeurs qui sont exprimées.

Quelques éléments de solutions

Des solutions, il y en a eu très peu et, là encore, vous serez sans doute déçus, très peu de sclutions. Je pense qu'on est revenu, comme dans d'autres ateliers, au problème d'information et ça, c'est tout à fait extraordinaire. Moi, je me rappelle que, en 1961, j'avais fait une conférence disant comment je trouvais ridicule, moyen-âgeux que les emplois soient encore choisis en fonction des petites annonces dans la presse. Bien, les emplois sont encore choisis comme ça aujourd'hui et c'est d'ailleurs la méthode la plus efficace qui existe.

Comment se fait-il qu'on ne soit pas capable d'avoir, comme, par exemple, les conseillers en orientation — ils ont évidemment dit: comment se fait-il qu'il n'est pas possible d'avoir des informations par 5 ans ou par 10 ans, sur des familles d'emplois en fonction des grandes tendances d'évolution du marché, en fonction des grandes tendances aussi de l'évolution de la population active qui vient sur ce marché?

Comment se fait-il qu'on soit encore obligé de se reporter soit à des données de 1975, comme un conseiller en orientation m'a dit tout à l'heure, en '75 plutôt que de regarder '80 ou '90, puisque ceux qui se forment aujourd'hui devront travailler dans ces années-là?

Ça, je suis extrêmement déçu que les gouvernements — parce que, ça, c'est une tâche proprement gouvernementale — n'ont pas encore été capables de fournir une information utile sur l'orientation des étudiants; je pense qu'il faut le répéter, parce que, ça, c'est le début — ce n'est pas la fin, mais c'est le début de toute approche un peu intelligente à ce sujet-là.

Donc, il faut revenir là-dessus, il faut redemander, il faut l'exiger, qu'il y ait des études qui soient faites. C'est possible de le faire et je pense que c'est indispensable.

Deuxièmement, il y a eu des propositions en ce qui concerne la relation entre les travailleurs étudiants ou étudiants tout court, et les travailleurs qui laissent le système au niveau secondaire ou au niveau du cégep.

Là, monsieur Fortin a proposé également une chose assez intéressante, qui ne crée pas d'emploi pour personne mais qui rétablirait une certaine équité entre ceux qui décident de ne pas continuer à s'instruire

jusqu'à l'âge de 24 ans, et qui décident de travailler à 17 ou 18 ans et qui, dans le système actuel, sont pénalisés parce que, n'utilisant pas les services de l'éducation, ils se trouvent à perdre les avantages que l'État met à la disposition de ceux qui veulent bien étudier.

Il est possible, encore, d'imaginer un espèce de système de fonds de pension dans lesquels les gens pourraient tirer des crédits, s'ils décident de ne pas aller à l'école, ils pourraient s'en servir pour augmenter leur salaire quand ils sont plus jeunes. Ils pourraient s'en servir également en cours de route si quelqu'un, au cours de la carrière, décide de retourner à l'université et, là, à ce moment-là, ils pourraient tirer réellement des crédits de ce système-là.

Donc, ça, c'est simplement une proposition pour tâcher de rétablir un certain équilibre et une certaine équité entre divers groupes dans la population actuelle.

Bien sûr, on a parlé du placement étudiant. On a également parlé des stages de transition ou des stages de formation entre l'école et le travail. Je pense, là, qu'on n'a peut-être pas fait l'expérience qu'il faudrait faire encore pour améliorer cette approche ou cette méthode-là, parce que, après tout, on se dit toujours: s'il n'y a pas de convergence entre les gens qui arrivent sur le marché du travail et le marché du travail tel qu'il est, entre l'entreprise et le travailleur, on va toujours être au même point. Et est-ce qu'il n'est pas possible de trouver quelque chose qui nous permettrait de faciliter ce message d'un monde à un autre monde?

Et même si ça contribue à faciliter la sélection des candidats, qu'est-ce qu'il y a de mal à ça? Bien sûr que les entreprises vont s'en servir pour sélectionner les gens, mais, après tout, est-ce qu'on veut que les gens aient, obtiennent un emploi? Si cette sélection-là est meilleure, ça veut dire aussi qu'elle est plus avantageuse pour celui qui se trouve choisi.

Par conséquent, je pense qu'il y aurait lieu de pousser encore cette idée-là pour tâcher de voir s'il n'y aurait pas des modalités plus intéressantes. On a fait allusion, par exemple, aux coopératives de Sherbrooke qui a paru fort intéressante comme expérience. Il y en aurait peut-être d'autres du même genre qu'il faudrait faire.

Jacques Parent

Jacques Parent, enseignant au secteur professionnel dans la région de l'Est de Montréal, mais présentement en congé pour étude à l'Université du Québec.

Alors, le sujet sur lequel j'aimerais attirer l'attention, moi, c'est les stages en industrie pour le secteur évidemment, secondaire.

Alors moi, je vais commencer par vous dire qu'étant enseignant d'un métier dans une polyvalente depuis quelques années, j'avais beaucoup d'intérêt à savoir si mes étudiants pourraient se placer, s'adapter, et cetera. Tout ce qu'on peut mettre au bout de ces objectifs-là.

Alors, je croyais énormément aux stages industriels et je me suis occupé personnellement, — dans une initiative personnelle, parce qu'il n'y avait pas d'organisme pour s'en occuper, — alors dans une initiative bien personnelle, je me suis intéressé à ce sujet-là.

Dans le métier de la construction, j'ai commencé par faire des contacts à l'OCQ, les entreprises, les entrepreneurs, et cetera. Je suis parvenu à placer tous mes étudiants pendant 2 ans, mais, malheureusement, je me suis aperçu que les objectifs un peu pédagogiques que je me donnais, n'étaient pas sur la même longueur d'ondes que les entreprises.

Eux avaient des intérêts qu'on pourrait, évidemment, penser, qui s'orientaient vers l'économie, productivité, efficacité. Alors, l'expérience n'a pas été concluante comme telle et les étudiants s'en plaignaient également parce que, quand on leur répondait, suite aux critères que j'avais présentés au patron ou à l'entreprise, l'étudiant me disait: «Bien, écoute, Jacques, ce n'est pas tout à fait ce qui correspond à ce que tu m'as dit que j'étais pour faire».

Mais le patron leur répondait: «Écoute, le jeune, moi j'ai commencé par pelleter de la gravelle!».

Alors, le jeune, il disait: «Bien, écoutez, moi, j'ai appris bien d'autres choses que de pelleter de la gravelle», et puis là, bien, l'entente ne se faisait pas.

Alors, toujours est-il que par les événements, je me suis retrouvé dans le secteur du meuble. Alors, j'ai dit: je vais aller voir si c'était vraiment l'industrie de la construction qui était un petit peu sévère envers moi.

Je me suis aperçu que dans l'industrie du meuble, là, à ce moment-là, on demandait davantage que l'étudiant fasse une tâche précise et puis qu'il fournisse des bouts de bois avec une modification au bout, qu'il travaille sur une machine. Ce n'était pas encore tout à fait les critères ou les objectifs que je m'étais donnés et que l'étudiant avait, évidemment, appuyés, après ce qu'il a appris dans une école, dans laquelle on pouvait lui donner une bonne formation.

Je pourrais tout simplement conclure que, présentement, je suis un peu moins convaincu des stages en industrie, pour si qu'ils soient, au niveau secondaire, toujours Mon expérience est à ce niveau-là, et pas à d'autres.

Alors, je veux tout simplement dire que tous ceux qui voudraient s'impliquer à ce niveau-là, il y a beaucoup de travail à faire et puis que, moi, personnellement, vous me verrez sûrement aux différentes tables qui voudront me laisser la parole à ce moment-là.

Les interventions de la salle

André Querry
histoire, UQUAM

Moi, je vais intervenir plutôt sur le contrôle idéologique, aussi, qui amène justement sur les emplois d'avenir et aussi sur la formation, d'emplois, dans le sens que, souvent, pourquoi faire que du monde vont se diriger — bon, on parle beaucoup, justement, des stéréotypes de la CEQ, mais je pense que ce n'est pas des stéréotypes, c'est des faits concrets, c'est la réalité.

Souvent, on amène: les étudiants, les étudiantes, supposons, ceux de la classe ouvrière, ceux des classes défavorisées, à dire: comme on n'a pas d'argent pour t'envoyer au cégep ou à l'université, veux, veux pas, on va être obligé de te diriger vers le professionnel-court parce que ça donne tout de suite vers les emplois, vers le marché du travail.

Ça, je pense que c'est un des facteurs principal qui fait de la discrimination sociale, justement, dans le choix de ceux qui vont aller au cégep ou à l'université, ce sont les conditions financières des étudiants et des étudiantes et aussi naturellement, de la parenté.

Souvent, il faut lutter contre ça, comme moi, justement, je suis en histoire, bien, je viens de la classe ouvrière, mais il a fallu que je me batte contre mes parents pour que je puisse aller, justement, à l'université et puis que je me dirige vers le cégep, parce que, eux autres, ils aimaient mieux que je me dirige vers le milieu professionnel-court pour aller tout de suite sur le marché du travail, parce qu'ils disaient qu'ils n'avaient pas les moyens financiers de me payer mon éducation.

Ça, je pense que c'est une chance que j'ai résisté, hein!

Et puis, dans ce sens-là, je pense que, justement, c'est important d'en tenir compte dans les différents critères.

Lyne Cadieux
Polyvalente d'Anjou

Depuis que la plénière, cet après-midi, a commencé, ç'a l'air que j'ai changé de personnalité, parce que, malheureusement je suis étudiante en professionnel.

Ici, c'est justement pour dire que si ça s'appelle «cours professionnel», c'est parce qu'on a 4 cours de file qui se suivent, et puis c'est la même affaire, mais il ne faudrait pas oublier qu'on a aussi des cours académiques.

Et puis, quand on sort de l'école, à la fin de l'année, on a les notes aussi hautes que ceux qui sont en académique. On sort avec des 80, des 90 et puis, à ce que je sache, je ne suis pas pauvre, je ne suis pas délinquante et c'est de plein gré que je suis allée en professionnel.

André Paradis
de l'Association des jeunes travailleurs du Lac-Saint-Jean.

Je n'empiéterai pas plus sur le temps trop précieux qui vous est alloué, je vais m'en aller tout de suite.

Jean Olzyk
conseiller pédagogique en enseignement professionnel

Alors, parmi les groupes défavorisés, on a eu l'année de l'enfance, l'année de la femme, l'année de l'handicapé. Aura-t-on bientôt l'année de l'enseignement professionnel? Le drame, au fond, de l'enseignement professionnel, c'est peut-être le drame de la vertu. On ne peut pas être contre, bien sûr, mais combien de personnes y croient?

Et si on fait un peu l'historique de l'enseignement professionnel, ne fut-ce qu'au niveau, au moment où les polyvalentes sont nées, même au niveau des conseillers d'orientation, ou de l'information, peu de

gens y croyaient à l'enseignement professionnel. D'ailleurs, dans les polyvalentes, c'était frappant: l'enseignement professionnel commençait à l'endroit où se terminaient les tuiles — je parle des tuiles du plancher.

Lorsqu'on parle du ministère de l'Éducation, ses intentions sont parmi les plus pures Or, bien sûr, on parle beaucoup de l'enseignement professionnel. On parle de revalorisation de l'enseignement professionnel et, pendant ce temps-là, il y a des coupures. Et puis les coupures ne sont pas récentes.

On peut vous dire que depuis plusieurs années, il y a, au niveau financier, des problèmes à l'enseignement professionnel.

Je peux vous dire, moi, le ministre a parlé de ressources humaines. Je veux dire que le perfectionnement des enseignants de l'enseignement professionnel est soumis à des conditions différentes du perfectionnement des enseignants à la formation générale.

On a déjà même comparé ceci, le perfectionnement des maîtres de l'enseignement professionnel était comparable à une trottinette par rapport à une Cadillac et la Cadillac était bien sûr, le perfectionnement des autres maîtres.

En '79-'80 au niveau des directions régionales, au travers du Québec, il y a déjà eu des coupures de postes, des coupures de postes des porteurs de dossiers de l'enseignement professionnel, qui étaient coupés. Alors, on remettait le dossier à d'autres responsables.

Lorsqu'on parle de matière première, parlez-en dans les polyvalentes, c'est tragique.

Au niveau pédagogique, il est ridicule que, dans certains cas, il n'y ait pas assez de matière première au mois de décembre pour pouvoir terminer l'année.

Lorsqu'on parle des coupures récentes, 50% du budget provincial alloué au perfectionnement aux temps partiels, a été coupé. Alors, bien sûr, on ne peut pas parler — ou doit-on parler, au fond, des 15 postes sur 16 des agents de développement pédagogique, et on peut se poser la question: le seizième, pourquoi est-il là?

Enfin, le ministre peut peut-être répondre?

Mais est-ce qu'à ce niveau-là, c'est une autre tragédie, ces 15 postes-là, c'étaient des personnes responsables qui s'occupaient de préparation des programmes et puis Dieu sait si les outils sont intéressants, importants et nécessaires pour la valorisation de l'enseignement professionnel.

André Forget
Éducation des adultes, Joliette

Je voudrais tout simplement mentionner le fait qu'on parle, ici, que les jeunes de 15 à 29 ans, constituent 40% de la main-d'oeuvre active. Je voudrais essayer de mettre le focus sur les 20 à 29 ans. Actuellement, je pense qu'on n'en a pas parlé beaucoup cet après-midi, mais les jeunes chômeurs, les jeunes travailleurs qui doivent se recycler et qui ont vécu certaines expériences sur le marché du travail, qui se ramassent à 22, 23, 25, 27 ans, qui veulent revenir aux études, ce n'est vraiment pas facile avec le fouillis qui existe actuellement au niveau des ministères, au niveau du provincial avec les ententes fédérales. Quand le jeune veut revenir là-dedans, ça lui prend du courage. Moi, je travaille à ce niveau-là et je peux vous dire que c'est vraiment, actuellement une pierre d'achoppement. Je trouve que c'est important d'insister là-dessus parce que c'est une population — on peut rattacher une foule de choses, mais on peut rattacher — c'est des jeunes assistés sociaux qui ont 22, 23 et puis 24 ans, qui ont vécu toutes sortes d'expériences, une panoplie d'expériences et puis ils veulent s'insérer. Et puis, actuellement, je pense qu'on a quand même énormément de possibilités, mais il s'agirait, à mon avis, d'essayer d'harmoniser ce qui existe déjà.

On a beaucoup de ressources, mais, au lieu de travailler dans le même focus, on s'en va dans des directions opposées et, souvent, pour des raisons politiques ou toutes sortes de choses, là. Moi, j'aimerais quand même qu'il y ait des spécialistes qui se penchent sur des possibilités de faire des tables de concertation au niveau régional

et puis au niveau provincial. Qu'on essaye de déterminer, au niveau provincial, un maître d'oeuvre, au niveau des ministères, qu'on s'entende finalement pour ne pas qu'il y ait quatre ministères qui se chicanent et puis qui tirent la couverte de quatre côtés.

Qu'on essaye aussi, une fois qu'on aura déterminé un maître d'oeuvre au niveau provincial, de s'entendre aussi avec l'autre niveau de gouvernement qui est le fédéral pour essayer de profiter au maximum des différents programmes qui existent et puis qui peuvent permettre à cette clientèle de 20 à 30 ans qui, à mon avis, actuellement, est la plus massacrée au niveau du marché du travail, de pouvoir bénéficier de tous les programmes qui existent. C'est tout ce que j'avais à dire.

André Charbonneau
présidente des délibérations

Bon. Je signale immédiatement, avant de prendre une dernière intervention, que tous ceux qui ont des commentaires ou même peut-être des ajouts à faire à ce colloque-là, pourront toujours le faire en communiquant ce qu'ils ont à dire soit à la revue «Critère», évidemment, qui a organisé le colloque, soit aussi au Secrétariat des conférences qui sera bien heureux, bien sûr, de recevoir tous ces commentaires et ajouts, par écrit, évidemment.

Hélène Loranger

Moi, je suis Hélène Loranger de Sept-Iles. Je vais essayer d'être brève. Je suis ici comme mineure et je veux représenter les mineurs.

Moi, je me demandais tantôt — et puis ça fait un bon bout de temps que je me le demande aussi, — pourquoi une mineure qui va à l'école a un salaire minimum plus bas qu'une personne majeure de 18 ans? On fait exactement le même travail et puis on paye de l'assurance-chômage comme tout le monde et puis on n'a même pas le droit d'en retirer. Alors, je ne vois pas pourquoi on ne serait pas payé comme tout le monde?

Et puis là, j'ai un autre point à souligner: le colloque, a-t-il été fait pour nous autres, oui ou non?

André Charbonneau
présidente des délibérations

Il a été fait pour tout le monde.

Hélène Loranger

Bien, moi, en tout cas, quand je suis venue, j'avais l'impression — et puis de la façon que vous nous avez présenté ça — le colloque était fait pour nous autres.

Ça fait que, à ce moment-là, vous autres, vous avez eu des demi-heures et puis des heures pour parler. Et puis ce n'est pas vous autres qui vit dans ce milieu-là, c'est nous autres. Ça fait que je ne vois pas pourquoi on n'aurait pas le droit de s'exprimer librement, sans se faire couper la parole à tous les instants, simplement pour nous dire qu'il nous reste quinze secondes à parler ou bien que ça fait quatre secondes et demi qu'on parle. Je trouve que ça n'a pas d'importance.

André Charbonneau
présidente des délibérations

Le problème, c'est qu'il y en a 600 dans votre cas. Il faut bien donner la chance à tout le monde.

Doreen Essiambre

Je fais partie de l'équipe Élan-Laval, journalière peut-être pour trois mois et puis peut-être chômeuse pour le restant des neuf mois, des grosses chances.

Moi, je vais commencer par ça: c'est que, en dernier, vous en parliez — moi, je me souviens, je faisais partie de l'atelier 4, monsieur Pierre Fortin — je vais faire ça tranquillement, parce que je voudrais dire comme il faut ce que j'ai à dire. Si je me sens pressée, je vais passer à côté des points qui sont bien importants. C'est correct?

Bon. L'objectif du colloque est soi-disant pour améliorer la situation des jeunes sur l'emploi et la formation. Moi, je me souviens d'avoir entendu monsieur Fortin, là, tout à l'heure, dans l'avant-midi, il parlait de mettre sur pied des systèmes d'information et puis de réintégration au marché du travail, des marginaux, c'est-à-dire les gens qui lâchent la polyvalente assez de bonne heure.

Il parlait de ça et puis il dit qu'on pourrait trouver ça dans des pays occidentaux.

Alors, moi, ici, au Québec, c'est drôle, j'en connais un système pour rééduquer ces gens-là, il s'appelle Élan-Laval et puis là, il tire à sa fin.

Premièrement, les statistiques de ce projet là, c'est que 75% je pense, là, réussissent à se réintégrer au marché du travail. Ça fait que moi je ne vois pas qu'est-ce qui est fait de concret là-dedans.

Ce monde-là, ils ont le goût de parler et puis on ne les laisse pas parler non plus. Ça, c'est une des affaires.

Et puis il est aussi évident que les emplois d'avenir, ça va être juste pour les gens qui vont avoir la formation. Je pense que monsieur L'Allier a été bien clair là-dessus, moi je le remercie, il a été clair, il dit: «Vous autres, là, ça va être le temps dure»... mais on l'a toujours eu... et puis c'est nous autres encore qui va l'avoir. Ça fait que, «câline», mettez sur pied des formations, des choses. Vous en connaissez un, là, je viens de vous le dire: Élan-Laval. Bien, ça, il y a moyen d'étendre ça pour les jeunes, tu sais, parce que, quand ça fait un an que tu es sur le Bien-être social — moi, je n'aime pas ça quand on rit en avant, au panel, c'est bien important ce que je dis: Non, tu sais, des airs avec des compassions, moi je n'aime pas ça. Ce n'est pas de la charité que je demande, je travaille pour ce que j'ai et puis j'ai de la maudite misère à réussir à l'avoir.

Ça fait que s'il y a moyen de pouvoir l'étendre, ce projet-là, ça ne serait pas si mauvais, parce que moi je me dis que le gars, quand ça fait un an qu'il est sur le Bien-être social, parce qu'il ne se trouve pas un emploi, c'est mauditement difficile pour lui de retourner sur le marché du travail et puis de l'amener à reprendre des études.

Ça, ce n'est pas juste une minorité, c'est une grosse majorité des gens qui sont sans emploi. Et puis si on les laisse à côté — c'est bien beau, moi, je n'ai rien contre les polyvalentes, contre les cégepiens et puis les universitaires, mais nous autres, on n'est pas de la crotte et puis on existe.

Moi, ça ne me tente plus de retourner aux études, tu sais, parce que je vois ça trop difficile et puis je ne m'attends pas à ce qu'on me dirige vers une branche que je vais aimer. Je suis sûre qu'on va bifurquer mes affaires, soit par des pressions comme «tu ne feras pas assez d'argent là-dessus, tu ne feras pas assez d'argent. Ça, ne n'est pas un emploi d'avenir». Mais moi, je ne suis pas sûre que c'est clair, ça. C'est tout ce que j'avais à dire.

André Charbonneau
présidents des délibérations

Moi non plus, d'ailleurs, je n'ai rien d'autre à ajouter, sinon de vous remercier de votre participation.

Je pense que le fruit de ce colloque-là, c'est précisément ce que, vous, vous avez dit. Le reste, évidemment, il n'y a peut-être pas de solutions, mais le but de l'affaire était justement, de poser un diagnostic.

Je pense que toutes les interventions qu'on a eues ont permis de, au moins, enregistrer les faits, enregistrer un certain nombre de choses, c'était le but primordial de cette organisaiton. On n'est pas les décideurs, mais en fait, au moins, il y a cet effort-là de fait.

Annexe

Les documents des conférences socio-économiques du Québec

Les parutions de la revue Critère

Annexe

Les documents des conférences socio-économiques du Québec

En vente aux bureaux de l'Éditeur officiel du Québec

1. *1-Le travail, Point de vue sur notre réalité*, Le Sommet économique du Québec, Pointe-au-Pic, mai 1977. 1,25$

2. *2- L'économie, Point de vue sur notre réalité (une synthèse)*, Le Sommet économique du Québec, Pointe-au-Pic, mai 1977. 1,25$

3. *3- L'économie, Document de référence: bilan et perspectives (étude analytique)*, Le Sommet économique du Québec, Pointe-au-Pic, mai 1977 2,00$

4. *4- Rapport, Le Sommet économique du Québec*, Pointe-au-Pic, mai 1977. 2,00$

5. *Le textile primaire, Pour des politiques et des mesures de stabilisation de l'industrie*, Les conférences socio-économiques, Drummondville, septembre 1977. 1,25$

6. *Le vêtement et la bonneterie, Pour des politiques de stabilisation de l'industrie*, Les conférences socio-économiques, Montréal, septembre 1977. 1,25$

7. *La chaussure, Pour des politiques et des mesures de stabilisation de l'industrie*, Les conférences socio-économiques, Québec, septembre 1977. 1,25$

8. *Le meuble, Pour des politiques et des mesures de stabilisation de l'industrie*, Les conférences socio-économiques, Victoriaville, septembre 1977. 1,25$

9. *L'agro-alimentaire, Pour une stratégie de développement*, Les conférences socio-économiques, Québec, avril 1978. 2,00$

10. *L'agro-alimentaire, Rapport*, Les conférences socio-économiques, Québec avril 1978. 3,50$

11. *Les pêches maritimes, Pour une stratégie quinquennale*, Les conférences socio-économiques, Gaspé, avril 1978. 2,00$

12. *Les pêches maritimes, Rapport*, Les conférences socio-économiques, Gaspé, avril 1978. 3,00$

13. *Réforme fiscale, 1- Fondements et principes, la revalorisation du pouvoir municipal*, La Conférence Québec-municipalités, Québec, juin 1978. 1,00$

14. *Réforme fiscale, 2- Le projet, la revalorisation du pouvoir municipal*, La Conférence Québec-municipalités, Québec, juin 1978. 1,00$

15. *Démocratie, 1-Mécanismes électoraux, la revalorisation du pouvoir municipal*, La Conférence Québec-municipalités, Québec, juin 1978. 1,00$

16. *Démocratie, 2- Mécanismes de décision, la revalorisation du pouvoir municipal*, La Conférence Québec-municipalités, Québec, juin 1978. 1,00$

17. *Décentralisation, Perspective communautaire nouvelle, 1- Vue d'ensemble, la revalorisation du pouvoir municipal*, La Conférence Québec-municipalités, Québec, juin 1978. (épuisé)

18. *Décentralisation, Perspective communautaire nouvelle, 2- Expériences étrangères, la revalorisation du pouvoir municipal*, La Conférence Québec-municipalités, Québec, juin 1978. (épuisé)

19. *La revalorisation du pouvoir municipal, Rapport*, La Conférence Québec-municipalités, Québec, juin 1978. 1,75$

20. *Le tourisme, Perspective de relance*, Les conférences socio-économiques, Sherbrooke, octobre 1978. (épuisé)

21. *Le tourisme, Rapport*, Les conférences socio-économiques, Sherbrooke, octobre 1978. 3,75$

22. *Les industries culturelles, Hypothèses de développement*, Les conférences socio-économiques, Québec, décembre 1978. 1,50$

23. *Les industries culturelles, Rapport*, Les conférences socio-économiques, Québec, décembre 1979. 2,00$

24. *L'état de la situation socio-économique*, La Conférence au sommet de Montebello, mars 1979. 2,00$

25. *Le bilan des conférences socio-économiques, mai 1977 à décembre 1978*, La Conférence au sommet de Montebello, mars 1979. 2,75$

26. *Rapport*, La Conférence au sommet de Montebello, mars 1979. 2,75$

27. *Agro-alimentaire, L'industrie céréalière, État de la situation*, Les conférences socio-économiques du Québec, octobre 1979. 2,00$

28. *Agro-alimentaire, La viande bovine, État de la situation*, Les conférences socio-économiques du Québec, novembre 1979. 2,00$

29. *Agro-alimentaire, La volaille et autres petits animaux d'élevage, État de la situation*, Les conférences socio-économiques du Québec, novembre 1979. 2,00$

30. *Agro-alimentaire, L'industrie céréalière, Rapport*, Les conférences socio-économiques du Québec, décembre 1979. 3,00$

31. *L'entreprise coopérative dans le développement économique, État de la situation*, Les conférences socio-économiques du Québec, janvier 1980. 2,00$

32. *Agro-alimentaire, La viande bovine, Rapport*, Les conférences socio-économiques du Québec, janvier 1980. 3,00$

33. *Agro-alimentaire, Les fruits et légumes et L'horticulture ornementale, État de la situation*, Les conférences socio-économiques du Québec, janvier 1980. 2,00$

34. *Agro-alimentaire, L'industrie laitière, État de la situation*, Les conférences socio-économiques du Québec, janvier 1980. 2,00$

35. *Agro-alimentaire, La volaille et autres petits animaux d'élevage, Rapport*, Les conférences socio-économiques du Québec, mars 1980. 3,00$

36. *La réflexion des universitaires, L'entreprise coopérative dans le développement économique du Québec, Colloque*, publié par le Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, avril 1980. 5,00$

37. *L'entreprise coopérative dans le développement économique, Rapport*, Les conférences socio-économiques du Québec, avril 1980. 5,00$

38. *Agro-alimentaire, Les fruits et légumes et L'horticulture ornementale, Rapport*, Les conférences socio-économiques du Québec, juin 1980. 3,00$

39. *Agro-alimentaire, L'industrie laitière, Rapport*, Les conférences socio-économique du Québec, juin 1980. 3,00$

40. *Le bilan des conférences socio-économiques du Québec, de mai 1977 à septembre 1980*, Québec, novembre 1980. 3,00$

41. *Le grand Montréal, Île de Montréal — Laval — Rive-Sud, pôle de développement et centre international, État de la situation*, Les conférences socio-économiques du Québec, février 1981. 3,00$

42. *Le grand Montréal, Île de Montréal — Laval — Rive-Sud, pôle de développement et centre international, Rapport*, Les conférences socio-économiques du Québec, mai 1981. 5,00$

Les parutions de la revue Critère

En vente à la revue Critère jusqu'au numéro 11, les numéros suivants sont disponibles chez votre libraire (distributeur: Diffusion Dimedia)

1. *La culture*, 1970, 117 p. (épuisé)
2. *Désir et besoin*, 1970, 128 p. (épuisé)
3. *Le jeu*, 1971, 156 p. (épuisé)
4. *Le crime*, 1971, 263 p. (épuisé)
5. *L'environnement*, 1972, 293 p. (épuisé)

6-7. *La lecture*, 1972, 407 p. 2,50$

8. *L'enseignement collégial*, 1973, 281 p. 2,50$
9. *Normalité et maturité*, 1973, 257 p. 2,50$
10. *L'enracinement*, 1974, 216 p. 2,50$
11. *Croissance et démesure*, 1974, 213 p. 3,50$
12. *L'art de vivre*, 1975, 213 p. (épuisé)
13. *La santé 1*, 1976, 274 p. réimpression 1978. 6,95$
14. *La santé 2*, 1976, 284 p. réimpression 1978. 6,95$
15. *Pour un nouveau contrat médical*, 1976, 205 p. 5,00$
16. *L'âge et la vie*, 1977, 214 p. (épuisé)
17. *La ville 1*, 1977, 250 p. (épuisé)
18. *La ville 2*, 1977, 232 p. 5,00$
19. *Vivre en ville*, 1977, 211 p. 5,00$
20. *L'école*, 1978, 233 p. 5,00$
21. *Les pays du Québec*, 1978, 214 p. 5,00$
22. *La démocratie libérée*, 1978, 272 p. 6,50$
23. *La région*, 1978, 288 p. 6,50$
24. *Le pouvoir local et régional*, 1979, 208 p. 6,50$
25. *Les professions*, 1979, 288 p. 6,50$
26. *La déprofessionnalisation*, 1979, 256 p. 6,50$
27. *La recherche du pays, 1- Francophones d'Amérique*, 1980, 252 p. 6,50$
28. *La recherche du pays, 2- Le Québec*, 1980, 233 p. 6,50$
29. *Les jeunes et le travail*, 1980, 180 p. 6,50$
30. *La religion au XX^e siècle, 1- L'esprit religieux*, 1981, 232 p. 7,75$
31. *La religion au XX^e siècle, 2- L'institution religieuse*, 1981, 227 p. 7,75$

Achevé d'imprimer au Québec
le 15 juin 1981

Composition typographique et montage:
Studio de graphisme La Dame de Coeur inc.

Impression:
Presses lithographiques inc., Lac Etchemin

Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec

critère